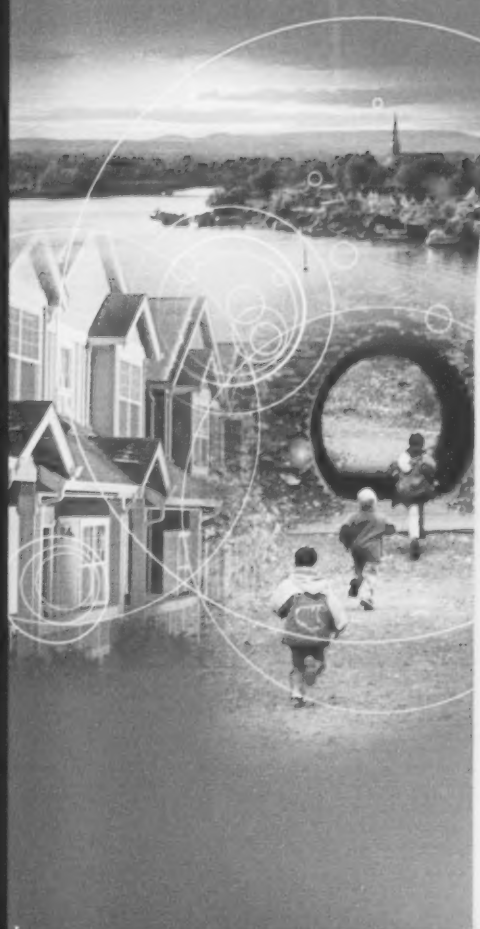
INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

RÉGIONS



Panorama des régions du Québec

Édition 2011

Québec

Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec, (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
2e trimestre 2011
ISBN 978-2-550-62124-9 (version imprimée)
ISBN 978-2-550-62125-6 (PDF)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Juin 2011

Avant-propos

Le Panorama des régions du Québec, édition 2011, est une publication qui dresse un portrait socioéconomique des 17 régions administratives du Québec. Un dossier thématique, dont la matière varie avec les années suivant les sujets d'intérêt général, amorce cette publication. Pour cette troisième édition, M. Christopher Bryant, directeur du Laboratoire développement durable et dynamique territoriale à l'Université de Montréal, commente les dynamiques des agricultures périurbaines autour de Montréal. Ceci permettra d'avoir une meilleure compréhension des possibilités et des défis au service de la société métropolitaine.

Onze thématiques variées sont analysées d'après les plus récentes statistiques : démographie, marché du travail, comptes économiques, industrie manufacturière, investissements et permis de bâtir, mines, conditions de vie et bien-être, santé, culture et communications, ainsi que les nouveaux thèmes sur l'industrie bioalimentaire et l'utilisation des technologies de l'information.

De plus, le Panorama compte une section spéciale consacrée aux statistiques par MRC et territoires équivalents (TE) dans laquelle nous analysons l'évolution de trois indicateurs clés, à savoir la population, le revenu personnel et le taux de travailleurs.

Enfin, un portrait statistique de chaque région administrative est disponible en un coup d'œil à la fin de ce document. D'ailleurs, une autre publication de l'Institut, le Bulletin statistique régional, permet d'obtenir des analyses encore plus détaillées pour chaque région administrative et également pour les MRC et les TE. La prochaine parution de cette autre publication est prévue pour l'été 2012.

Avec cette troisième édition, l'Institut désire continuer à offrir un ouvrage de référence en matière d'analyses statistiques régionales au Québec et un outil d'aide à la prise de décision pour les différents acteurs régionaux.

Le directeur général,

Stéphane Mercier

Cette publication a été réalisée sous la coordination de : Pierre Cambon et Stéphane Ladouceur

Service des statistiques sectorielles
et du développement durable : Yrène Gagné, chef de service

Rédaction : Marianne Bernier, Jean Berselli, Raymond Beullac, Danielle Bilodeau, Pierre Cambon, Stéphane Crespo, Jean-François Fortin, Jean-Marc Kilolo-Malambwe, Stéphane Ladouceur, Éric Massicotte, Mario Ringuette, Christine Routhier, Martine St-Amour

Collaboration spéciale : Christopher Bryant
Université de Montréal

Avec l'assistance technique de : Valérie Barrette, Marie-Ève Cantin, Claudette D'Anjou, Fanny Desrochers, Julie Godbout, Danielle Laplante, Hugo Leblanc, Danny Sanfaçon

Révision linguistique : Esther Frève

Pour tout renseignement sur le contenu de cette publication :

Pierre Cambon
Service des statistiques sectorielles
et du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec, (Québec) G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2411, poste 3065
Courriel : pierre.cambon@stat.gouv.qc.ca

Le *Panorama des régions du Québec, édition 2011* contient les statistiques les plus récentes au moment de sa composition. Pour des données actualisées, veuillez consulter le site de l'Institut à www.stat.gouv.qc.ca

Note : L'usage du masculin a pour seul but d'alléger le texte.

Crédits de la page frontispice :
© iStockphoto.com/Ron Tech 2000/Devin Allphin, photographes

Abréviations et symboles

%	Pour cent ou Pourcentage
dm^3	Décimètre cube
pi^3	Pied cube
Var.	Variation
km^2	Kilomètre carré
hab.	Habitant
MRC	Municipalité régionale de comté
RMR	Région métropolitaine de recensement
TE	Territoire équivalent
TAAM	Taux d'accroissement annuel moyen
TCAM	Taux de croissance annuel moyen
PIB	Produit intérieur brut

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible
...	N'ayant pas lieu de figurer
–	Néant ou zéro
—	Donnée infime
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée
e	Donnée estimée
F	donnée peu fiable
x	Donnée confidentielle
g	Gramme
kg	Kilogramme
t	Tonne métrique
hl	Hectolitre
n	Nombre
$	En dollars
k	En milliers
M	En millions
G	En milliards

Régions administratives du Québec

01	Bas-Saint-Laurent
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean
03	Capitale-Nationale
04	Mauricie
05	Estrie
06	Montréal
07	Outaouais
08	Abitibi-Témiscamingue
09	Côte-Nord
10	Nord-du-Québec
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
12	Chaudière-Appalaches
13	Laval
14	Lanaudière
15	Laurentides
16	Montérégie
17	Centre-du-Québec

Table des matières

1. Les dynamiques des agricultures périurbaines autour de Montréal : défis et opportunités au service de la société métropolitaine 13

2. Démographie 29

3. Marché du travail 45

4. Comptes économiques 55
   - 4.1 Produit intérieur brut 55
   - 4.2 Revenu personnel disponible 60

5. Industrie manufacturière 65

6. Investissements et permis de bâtir 73
   - 6.1 Investissements 73
   - 6.2 Permis de bâtir 78

7. Mines 83

8. Industrie bioalimentaire 91

9. Conditions de vie et bien-être 95

10. Utilisation des technologies de l'information 103

11. Santé 109

12. Culture et communications 113

13. Statistiques par MRC et TE 121
   - 13.1 Démographie 121
   - 13.2 Revenu personnel disponible 127
   - 13.3 Taux de travailleurs 134

Concepts et définitions 141

Coup d'oeil sur les régions 145

Liste des tableaux

1. Les dynamiques des agricultures périurbaines autour de Montréal : défis et opportunités au service de la société métropolitaine

1.1 Changement du nombre de fermes et de la superficie agricole totale, 1971-2006, et superficie moyenne des fermes, 2006, Québec et Canada 15

1.2 Les fermes de grandes cultures, de culture en serre, de pépinière et de floriculture, et de fruits et légumes : leur importance relative en nombre et en revenus agricoles bruts en 2006 pour le Canada, ses 33 régions métropolitaines de recensement (RMR), le Québec et la RMR de Montréal 16

1.3 La multifonctionnalité des territoires agricoles périurbains 18

1.4 Quelques faits saillants des exemples identifiés dans la figure 1.1 21

2. Démographie

2.1 Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, régions administratives et ensemble du Québec, 1996-2010 40

2.2 Naissances, décès et accroissement naturel, régions administratives et ensemble du Québec, 2000-2010 41

2.3 Solde migratoire interrégional, régions administratives du Québec, 1999-2000 à 2009-2010 42

2.4 Population immigrante admise au Québec à différentes périodes quinquennales (2000-2004 à 2004-2008) et présente en janvier de différentes années (2006 à 2010) selon la région administrative de résidence 42

2.5 Population par grand groupe d'âge et âge médian, régions administratives et ensemble du Québec, 1996 et 2010 43

3. Marché du travail

3.1 Emploi selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010 49

3.2 Emploi selon le régime de travail, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010 50

3.3 Emploi selon le groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010 51

3.4 Emploi selon le secteur d'activités, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010 52

3.5 Taux de chômage et rang, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010 53

3.6 Taux d'emploi et rang, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010 53

4. Comptes économiques

4.1 Produit intérieur brut

4.1.1 Croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) des grands agrégats industriels, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2009 57

4.1.2 PIB par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2000-2009 58

4.1.3 PIB aux prix de base, régions administratives et ensemble du Québec, 2000-2009 59

4.2 Revenu personnel disponible

4.2.1 Composantes du revenu personnel par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009 63

4.2.2 Revenu personnel par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009 64

4.2.3 Revenu personnel disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009 64

5. Industrie manufacturière

5.1 Emploi dans le secteur manufacturier, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2009 70
5.2 Revenu dans le secteur manufacturier, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2009 70
5.3 Première destination des expéditions du secteur manufacturier, régions administratives et ensemble du Québec, 2007 et 2009 71
5.4 Emploi à la production et revenu découlant des biens fabriqués dans les PME et les grandes entreprises selon la région administrative, Québec, 2007 et 2009. 71
5.5 Part relative du secteur manufacturier dans le produit intérieur brut[1] régional Québec, 2005-2008 72

6. Investissements et permis de bâtir

6.1 Investissements

6.1.1 Dépenses en immobilisation par groupe d'industries et par secteur, régions administratives et ensemble du Québec, 2011 77

6.2 Permis de bâtir

6.2.1 Valeur des permis de bâtir résidentiels, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010 80
6.2.2 Valeur des permis de bâtir non résidentiels selon le type de construction, régions administratives et ensemble du Québec, 2010 81

7. Mines

7.1 Volume et valeur des expéditions minérales, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2010 86
7.2 Personne-année, salaire et heures payées par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2010 89

8. Industrie bioalimentaire

8.1 Statistiques relatives à la production laitière, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010 93

9. Conditions de vie et bien-être

9.1 Taux de faible revenu de l'ensemble des familles et selon le type de famille, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008 98
9.2 Taux de faible revenu des enfants, nombre d'enfants à faible revenu et nombre total d'enfants, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008 99
9.3 Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et ensemble du Québec, 2008 100
9.4 Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2008 101

10. Utilisation des technologies de l'information

10.1 Taux d'utilisation d'Internet à des fins personnelles, à partir de n'importe quel endroit, par les individus de 16 ans et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2007 et 2009 105
10.2 Taux d'utilisation d'Internet à des fins personnelles, à partir de n'importe quel endroit, par les individus de 16 ans et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2009 106
10.3 Taux d'utilisation d'Internet à des fins personnelles, à partir de n'importe quel endroit, par les individus de 16 ans et plus, selon le revenu du ménage, régions administratives et ensemble du Québec, 2009 107

11. Santé

11.1 Personnel infirmier, en équivalent temps complet, et taux pour 100 000 personnes, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2004-2005 à 2008-2009 110

11.2 Nombre de lits dressés et d'usagers, soins généraux et spécialisés, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2004-2005 à 2008-2009 111

11.3 Taux d'occupation des lits dressés et séjour moyen des usagers, soins généraux et spécialisés, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2004-2005 à 2008-2009 111

11.4 Nombre de lits dressés et d'usagers, hébergement et soins de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2004-2005 à 2008-2009 112

11.5 Taux d'occupation des lits dressés et séjour moyen des usagers, hébergement et soins de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2004-2005 à 2008-2009 112

12. Culture et communications

12.1 Visiteurs dans les institutions muséales, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010 117

12.2 Visiteurs scolaires dans les institutions muséales, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010 118

12.3 Visiteurs d'été dans les institutions muséales, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010 119

13. Statistiques par MRC et TE

13.1 Démographie

13.1.1 Population totale et taux d'accroissement annuel moyen (TAAM), MRC, TE, régions aministratives et ensemble du Québec, 2006-2010 124

13.2 Revenu personnel disponible

13.2.1 Revenu personnel disponible par habitant, MRC, TE, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009 131

13.3 Taux de travailleurs

13.3.1 Les dix MRC et TE affichant le plus haut taux de travail-leurs chez les femmes, 2009 137

13.3.2 Les dix MRC et TE affichant le plus haut taux de travail-leurs chez les hommes, 2009 137

13.3.3 Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, MRC, TE et ensemble du Québec, 2005-2009 140

Liste des figures

1. Les dynamiques des agricultures périurbaines autour de Montréal : défis et opportunités au service de la société métropolitaine

1.1 Une grille d'analyse: les paysages en évolution et la multifonctionnalité de quelques territoires dans la région de Montréal 21

2. Démographie

2.1 Taux d'accroissement annuel moyen, régions administratives et ensemble du Québec, 1996-2001, 2001-2006 et 2006-2010 30

2.2 Indice synthétique de fécondité, régions administratives et ensemble du Québec, 2000, 2005 et 2010 32

2.3 Taux net de migration interrégionale, régions administratives du Québec, 1999-2000, 2004-2005 et 2009-2010 33

2.4 Part des immigrants récents, régions administratives du Québec, immigrants admis en 2000-2004 et présents en janvier 2006 et immigrants admis en 2004-2008 et présents en janvier 2010 35

2.5 Population par grand groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2010 37

2.6 Âge médian, régions administratives et ensemble du Québec, 1996 et 2010 38

3. Marché du travail

3.1 Taux de croissance de l'emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2010 45

3.2 Taux de chômage, régions administratives et ensemble du Québec, 2010 46

4. Comptes économiques

4.1 Produit intérieur brut

4.1.1 Produit intérieur brut par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009 55

4.2 Revenu personnel disponible

4.2.1 Taux de croissance du revenu personnel disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009 60

4.2.2 Revenu personnel disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2009 61

4.2.3 Transferts gouvernementaux par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2009 63

5. Industrie manufacturière

5.1 Variation annuelle moyenne de l'emploi à la production, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2009 66

5.2 Variation annuelle moyenne des revenus découlant des biens fabriqués, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2009 67

5.3 Destinations des biens fabriqués, régions administratives et ensemble du Québec, 2009 68

6. Investissements et permis de bâtir

6.1 Investissements

6.1.1 Variation annuelle des investissements selon le groupe d'industries, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2011 74

6.1.2 Variation annuelle des investissements selon le secteur, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2011 75

6.1.3 Proportion des investissements non résidentiels selon le secteur, régions administratives et ensemble du Québec, 2011 76

6.2 Permis de bâtir

6.2.1 Nombre de nouvelles unités de logement indépendantes autorisées, régions administratives du Québec, 2010 79

7. Mines
7.1 Répartition des livraisons minérales, régions administratives du Québec, 2010 84

9. Conditions de vie et bien-être
9.1 Taux de faible revenu de l'ensemble des familles, régions administratives et ensemble du Québec, 2008 95

10. Utilisation des technologies de l'information
10.1 Taux d'utilisation d'Internet à domicile avec une connexion haute vitesse, par les individus de 16 ans et plus disposant d'une connexion Internet à domicile, régions administratives et ensemble du Québec, 2007 et 2009 104

11. Santé
11.1 Personnel infirmier, en équivalent temps complet, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2008-2009 109

12. Culture et communications
12.1 Taux de croissance annuel moyen de la fréquentation des institutions muséales, régions administratives du Québec, 2006-2010 114
12.2 Taux de croissance annuel moyen de la clientèle scolaire des institutions muséales, régions administratives du Québec, 2006-2010 115
12.3 Répartition des entrées dans les institutions muséales selon deux catégories de régions,Québec, 2006-2010 116
12.4 Poids de la saison estivale dans la fréquentation annuelle des institutions muséales, régions administratives du Québec, 2006-2010 116

13. Statistiques par MRC et TE
13.2 Revenu personnel disponible
13.2.1 Les 10 MRC et TE connaissant la plus forte croissance du revenu personnel disponible par habitant, 2008-2009 127
13.2.2 Écarts entre les MRC et TE affichant le revenu personnel disponible le plus élevé et le plus faible pour chacune des régions administratives, 2009 130
13.3 Taux de travailleurs
13.3.1 Écarts entre les MRC et TE affichant le plus haut taux et le plus bas taux de travailleurs des 25-64 ans pour chacune des régions administratives, 2009 135
13.3.2 Les dix MRC et TE affichant la plus forte hausse du taux de travailleurs, 2008-2009 136
13.3.3 Les dix MRC et TE affichant la plus forte baisse du taux de travailleurs, 2008-2009 136

Liste des cartes

1. Les dynamiques des agricultures périurbaines autour de Montréal : défis et opportunités au service de la société métropolitaine
1.1 La région de Montréal 20

7. Mines
7.1 Mines métalliques et minéraux industriels en exploitation, régions administratives du Québec, 2011 85

13. Statistiques par MRC et TE
13.1 Démographie
13.1.1 Taux d'accroissement annuel moyen de la population, MRC et TE, 2006-2010 123
13.2 Revenu personnel disponible
13.2.1 Revenu personnel disponible par habitant, MRC et TE du Québec, 2009 128
13.3 Taux de travailleurs
13.3.1 Taux de travailleurs, 25-64 ans, MRC et TE du Québec, 2009 134

1. Les dynamiques des agricultures périurbaines autour de Montréal : défis et opportunités au service de la société métropolitaine[1]

par Christopher Bryant

Introduction

L'agriculture dans les territoires périurbains[2] a longtemps été l'objet de recherches et de préoccupations par les sociétés occidentales, plus tôt dans certaines juridictions que d'autres (Bryant et autres, 1982; Bryant et Johnston, 1992; Cloke, 1989). Par exemple, cette recherche remontre au moins aux années 1940 et 1950 en Angleterre (Wibberley, 1954, 1959), aux États-Unis (Firey, 1946; Bogue, 1956), et au Canada en Ontario (Krueger, 1959) et en Colombie-Britannique (Lower Mainland Regional Planning Board, 1956). En France, ces recherches et préoccupations remontrent principalement à la fin des années 1960 et aux années 1970 (par exemple, Bauer et Roux, 1976; Bryant, 1970; Latarjet, 1972; MEAR, 1971; SÉGÉSA, 1973). Au Québec, la recherche a progressivement pris place surtout à partir des années 1970 et 1980 (par exemple, INRS, 1973; Bryant, 1976; Thibodeau et autres, 1986). En même temps au Québec, on a pris conscience de la contribution actuelle et potentielle de la production agricole de ces territoires à la société et à l'économie du Québec. En effet, dans de nombreux pays occidentaux, ces territoires coïncident avec des ressources agricoles de grande qualité, par exemple la qualité des sols agricoles (pour le Canada, voir Manning et McCuaig (1977) et Williams et autres (1978)). Si les premières préoccupations principales par rapport à l'agriculture périurbaine ont été dominées par leur capacité de production agricole au Québec, la situation est rapidement devenue plus complexe vers la fin des années 1980, avec une reconnaissance accrue de l'ensemble des fonctions que ces territoires, en particulier leurs espaces agricoles peuvent contribuer à la société québécoise et notamment ses populations urbaines. C'est pour cette raison que l'on peut identifier ces territoires périurbains comme étant des territoires stratégiques pour les métropoles et les grandes villes (Charvet et Bryant, 2003), un rôle qui a déjà été reconnu lors de la mise en œuvre des premières ceintures vertes en Angleterre dans les années 1930 et 1940. Mais il n'est pas évident que la société métropolitaine comme celle de Montréal puisse pleinement bénéficier des diverses fonctions – agricoles et non agricoles – des territoires périurbains, à cause des nombreux défis, y compris la façon de répondre aux nombreuses opportunités agricoles auxquelles ces territoires font face.

C'est dans ce contexte complexe que cet article a été conçu. Le premier objectif est de présenter les transformations des agricultures périurbaines montréalaises au cours des quarante dernières années afin de démontrer que ces agricultures ont évolué vers une plus grande intégration avec la société métropolitaine, et qu'elles représentent des territoires essentiels – stratégiques – pour la « ville ». Le deuxième objectif est de mettre en profil : 1) les atouts de l'agriculture périurbaine montréalaise; 2) les défis auxquels ces agricultures périurbaines font face et qui ont créé une situation de vulnérabilité pour plusieurs d'entre elles; et 3) les opportunités grandissantes pour ces agricultures – d'une part les opportunités de marché, et d'autre part, les demandes croissantes de la société métropolitaine pour les nombreuses fonctions non agricoles appuyées par ces agricultures périurbaines. Ce sont ces dernières demandes qui représentent un outil pour renforcer la protection et la valorisation de ces territoires agricoles périurbains.

La réflexion présentée dans l'article se base sur l'interprétation de plusieurs types de recherche : 1) des analyses statistiques de la transformation des agricultures en milieu périurbain autour de Montréal (et les autres métropoles au Canada) en utilisant les données des recensements de l'agriculture de 1961 et 1971 pour les régions métropolitaines de recensement (Bryant, 1976); 2) une analyse plus détaillée des transformations en cours vers la fin des années 1990 et le début du XXI[e] siècle (Bryant et autres, 2003) pour les territoires périurbains au Québec; 3) des enquêtes auprès de différents échantillons d'agriculteurs

1. Les propos de cet article n'engagent que l'auteur.
2. Le terme « périurbain » est aujourd'hui associé à une définition beaucoup plus large que celle utilisée couramment dans les années 1970 et 1980, et se rapporte maintenant au champ d'influence urbaine plus large. Par exemple, autour des grandes métropoles occidentales, le terme est associé en général à un rayonnement de deux heures de route par voiture. Cette conceptualisation plus large a aussi été utilisée dans les deux études statistiques mentionnées ci-dessous (Bryant, 1976; Bryant et autres, 2003).

périurbains au cours des 15 dernières années; et 4) un programme de recherche-action[3] qui vise la réduction de la vulnérabilité de l'agriculture périurbaine autour de Montréal, dont les projets ont été soit dans un cas, démarrés par des agriculteurs eux-mêmes suivis d'une invitation à l'auteur de cet article de les accompagner (le projet de Senneville, voir ci-dessous), soit appropriés par les agriculteurs et d'autres acteurs à la suite d'un processus de réflexion initié dans le cadre de ce programme de recherche-action. Ce dernier programme de recherche met en avant la façon dont le concept de la multifonctionnalité des territoires périurbains peut être utilisé par les citoyens et citoyennes, les propriétaires terriens et les divers acteurs collectifs, qui sont pour la plupart non agricoles, pour protéger le territoire agricole et mieux l'intégrer à la société métropolitaine.

La situation des territoires agricoles périurbains de Montréal a été comparée à celle des territoires agricoles périurbains dans le reste de l'Amérique du Nord et dans l'Europe occidentale. Sur une période de temps relativement limitée (environ 40 ans), les agricultures périurbaines de la région de Montréal sont passées par différentes étapes de transformation et de développement qui se sont étalées sur des périodes plus longues dans la plupart des autres régions métropolitaines occidentales.

Les transformations des agricultures périurbaines montréalaises

Certes, l'agriculture périurbaine montréalaise a connu des transformations profondes depuis la fin des années 1960, transformations partagées en partie avec le reste de la Province (Bryant et autres, 2003) et d'autres parties de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale. En même temps, il y a eu d'autres transformations qui sont plus spécifiques à la région de Montréal (et d'autres grandes régions métropolitaines) ainsi qu'avec les territoires périurbains autour d'autres métropoles au Québec comme les villes de Québec, Gatineau et Sherbrooke. D'abord, depuis la fin des années 1960, l'agriculture au Québec a connu une transformation rapide pour devenir plus compétitive, plus productive et plus spécialisée au niveau des exploitations agricoles. Cette transformation a été appuyée fortement par le gouvernement du Québec, notamment par le ministère de l'Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ) et d'autres agences provinciales. Les résultats ont été, entre autres, la montée rapide d'une agriculture productiviste[4], des exploitations agricoles en général plus spécialisées, une professionnalisation accrue des agriculteurs, et un exode de nombreux jeunes vers les villes et les métropoles. Avec les préoccupations liées à l'impact de l'étalement urbain et à la question de l'autosuffisance alimentaire, il n'est pas surprenant que le Québec se soit doté d'une loi de protection du territoire agricole en 1978 (Commission de la protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ), 1978, 1997; Marois, 2010), comme plusieurs États américains dans les années 1960 et la Colombie-Britannique en 1973 (Bryant et Johnston, 1992).

En termes d'exploitations agricoles, l'exploitation traditionnelle familiale a subi des transformations d'une part reliées à l'attraction de l'emploi non agricole dans la région métropolitaine de Montréal avec comme conséquence l'exode de nombreux jeunes membres de familles agricoles, même si plusieurs d'entre eux ont pu maintenir un domicile sur l'exploitation familiale en fonction de l'accessibilité aux zones d'emplois non agricoles, et d'autre part, à une plus rapide transformation de l'agriculture traditionnelle encouragée par le gouvernement du Québec pour atteindre le but désiré d'un système de production socioéconomique agricole plus efficace et compétitif (Jean et Vachon, 1991; Vachon, 1991). Le tableau 1.1 montre qu'entre 1971 et 2006, le nombre de fermes de recensement au Québec a chuté plus rapidement que pour l'ensemble du Canada, sa superficie agricole a diminué beaucoup plus rapidement que le Canada, reflétant une proportion de terres agricoles de moindre qualité au Québec[5]), tandis

3. Ce programme de recherche est financé par une subvention du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) octroyé en 2008 à Christopher Bryant, le chercheur principal. Le programme de recherche-action s'intitule : *Comparative Dynamics of Urban Fringe Agriculture in Two Different Cultural and Political Contexts: Action Research and the Dynamics of Local and Regional Actors in the Ile-de-France and Montreal Regions*. Le programme a pour but de contribuer à la réduction de la vulnérabilité des territoires agricoles périurbains en adoptant une approche de recherche-action. Les projets de ce programme dans la région de Montréal comprennent un projet à l'ouest de l'Île-de-Montréal (à Senneville) et deux autres au nord-est de Montréal. Les projets dans la région de Montréal sont gérés par Ghalia Chahine, doctorant à l'Université de Montréal en géographie sous la direction de Christopher Bryant.
4. Voir Knudson (2007) et Bowler et Ilberry (1999) pour une explication de la différence entre l'agriculture productiviste et postproductiviste.
5. Le même résultat fut souligné par Bryant (1976) en utilisant les données des Recensements de l'agriculture de 1961 et 1971. Dans la région de Montréal de cette étude (basée sur les Divisions de recensement (1971) N^{os} 36, 70, 18, 71, 6, 15, 35, 11, 59, 72, 28, 49, 62, 27, 61, 55, 2, 66, 26, 44, 4, 8, 30 et 45), la recherche a révélé une situation particulière dans la partie des Laurentides de la région définie pour l'analyse où la dégénérescence de l'agriculture était vue comme « une réponse à la marginalité » des exploitations agricoles et leurs ressources, et non une réponse à des influences urbaines significatives.

que la superficie moyenne des fermes au Québec a connu une augmentation semblable au Canada (Statistique Canada, 2006a). Toutefois, les exploitations agricoles au Québec sont toujours plus petites en comparaison avec la moyenne canadienne, ce qui présage des changements continus dans la même direction au Québec (Bryant, 2011).

Tableau 1.1

Changement du nombre de fermes et de la superficie agricole totale, 1971-2006, et superficie moyenne des fermes, 2006, Québec et Canada

	Unité	Québec	Canada
Nombre de fermes	%	– 49,9	– 37,3
Superficie agricole totale	%	– 20,8	– 1,6
Superficie moyenne des fermes	%	58,2	57,2
Superficie moyenne des fermes	ha	113	295

Source : Statistique Canada (2006a).

Pour la période 1991 à 2001, la diminution du nombre de fermes a été plus forte dans les territoires périurbains des métropoles de Montréal, Gatineau et Québec (Bryant et autres, 2003).[6] L'ensemble de ces trois territoires périurbains avaient une proportion plus forte de fermes produisant des légumes et fruits[7], même si la proportion de la superficie agricole totale sous la gestion des producteurs de légumes et de fruits restait relativement faible à 4,61 % (légumes) et 3,16 % (fruits) pour 2001. La production porcine était peu présente sur ces territoires périurbains et l'élevage était aussi sous-représenté. Par contre, ces territoires périurbains accusaient une présence significative de la production des céréales et des oléagineux (34,2 % de la superficie agricole périurbaine étant gérée par ce type de producteurs pour ces trois territoires périurbains). Entre 1991 et 2001, dans les trois territoires périurbains étudiés par Bryant et autres (2003), on a assisté à une forte augmentation de la superficie moyenne des fermes (entre 1991 et 1996, un taux de changement annuel de + 1,94 % pour l'ensemble des trois territoires périurbains contre + 1,24 % pour les territoires non périurbains respectivement, et entre 1996 et 2001, de + 3,09 % pour les territoires périurbains en contraste avec + 1,94 % par an pour les territoires non périurbains). Les fermes de moins de 52 ha sont plus présentes en milieu périurbain dans les trois régions métropolitaines, mais leur nombre a diminué entre 1996 et 2001, témoignant encore de la consolidation des fermes. Par contre, les fermes ayant des superficies plus petites sont toujours présentes, ce qui reflète plusieurs tendances : le maintien voire l'augmentation des exploitants à temps partiel et l'émergence de nouvelles formes d'agriculture, souvent plus intensive (mesurée par les rapports main-d'œuvre ou capitaux à l'hectare). La cohabitation de ces nouveaux systèmes de production agricole est la raison principale pour laquelle on a tendance à parler « des agricultures périurbaines » depuis le milieu des années 1990, aussi bien au Québec que dans les autres régions métropolitaines occidentales.

Évidemment, les nouvelles formes d'agriculture qui ont émergé ces dernières années ne veulent pas dire que l'agriculture productiviste ni l'agriculture traditionnelle familiale a disparu... loin de là. Dans les territoires périurbains des grandes villes telles que Montréal, l'agriculture de grande culture est toujours importante (Bryant et autres, 2003; et le tableau 1.2), et même s'il y a une présence relativement importante de la production des fruits et légumes, et de la production en serre, en pépinière et en floriculture (tableau 1.2), on pourrait ajouter, où il y a eu le développement de l'agriculture biologique (voir par exemple Beauchesne, 1999; Beauchesne et Bryant, 1999; Bryant et Beauchesne, 1999) et l'Agriculture soutenue par la communauté (ASC) (voir par exemple Philibert, 2007; Philibert, 2011; Bryant et autres, 2007). Dans le territoire de la RMR de Montréal, en 2006, la production de cultures en serre, en pépinières et en floriculture représentait le genre de ferme le plus important en termes de leur contribution aux revenus agricoles bruts, suivi par les grandes cultures et puis par la production de fruits et de légumes.

6. Pour l'étude de Bryant et al (2003), les territoires périurbains des régions basées sur les communautés métropolitaines (CM) de Montréal (CMM), de Québec (CMQ) et de Gatineau ont été ciblés pour être comparés avec le reste du Québec (moins les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Trois-Rivières, de Sherbrooke et de Chicoutimi). Les territoires périurbains définis pour cette étude dépassaient les limites de la CMM et de la CMQ pour la période étudiée. Les données statistiques furent analysées pour les unités statistiques des MRC, avant la réforme municipale au début du XXIe siècle.

7. Pour la production de fruits en 2001, 10,26 % des fermes de la zone d'étude basée sur la CMM produisaient des fruits (et 8,33 % des fermes de la zone d'étude basée sur le CMQ).

L'ensemble de ces tendances a donc contribué à rehausser l'hétérogénéité agricole territoriale du périurbain. Plusieurs de ces nouveaux systèmes de production démontrent un rapprochement entre les agriculteurs et les consommateurs principalement urbains. Sans ces développements, on pourrait postuler que le nombre de petites exploitations et leur proportion de la superficie des fermes auraient chuté davantage.

Tableau 1.2

Les fermes de grandes cultures, de culture en serre, de pépinière et de floriculture, et de fruits et légumes : leur importance relative en nombre et en revenus agricoles bruts en 2006 pour le Canada, ses 33 régions métropolitaines de recensement (RMR), le Québec et la RMR de Montréal

	Canada	33 RMR du Canada	Québec	RMR de Montréal
		%		
Fermes de grandes cultures				
Fermes	39,8	31,2	32,7	34,5
Revenus agricoles bruts	30,0	19,6	14,4	22,2
Producteurs de cultures en serre, de pépinière et de floriculture				
Fermes	3,8	9,4	4,8	13,4
Revenus agricoles bruts	7,5	24,4	5,2	25,0
Producteurs de fruits et légumes				
Fermes	5,5	12,9	7,3	22,0
Revenus agricoles bruts	4,0	10,0	6,3	19,0

Source : Statistique Canada (2006a).

Mais, malgré l'émergence des nouvelles formes d'agriculture, l'agriculture productiviste est toujours dominante sur plusieurs territoires périurbains. De plus, cette agriculture productiviste est elle-même composée de plusieurs systèmes de production avec les différentes motivations et des facteurs décisionnels qui leur sont propres, et ceci contribue aussi à l'hétérogénéité territoriale du périurbain.

D'autres transformations de l'agriculture apportent une autre dimension à l'hétérogénéité des territoires agricoles périurbains. Bryant (1984, 1989) a suggéré trois types de paysages (territoires) agricoles en transformation dans les territoires périurbains : 1) les paysages agricoles en dégénérescence; 2) les paysages agricoles en adaptation; et 3) les paysages agricoles en développement « normal ». Les paysages agricoles en dégénérescence sont des territoires où les forces dominantes ont des conséquences négatives pour l'agriculture, par exemple une spéculation foncière féroce, peu de relève agricole et une structure parcellaire des terres agricoles peu propices à la technologie agricole « moderne ». Même en milieu périurbain, ce ne sont pas nécessairement les conséquences de l'urbanisation qui sont dominantes. Les paysages agricoles en adaptation sont des territoires agricoles où malgré la présence de forces négatives pour l'agriculture, certains agriculteurs ont pu s'adapter avec, par exemple, des nouvelles orientations par rapport au marché urbain, de nouvelles pratiques et de nouvelles cultures. Ce qui distingue cette catégorie de la première catégorie est la présence d'agriculteurs qui savent s'adapter et qui arrivent à surmonter les difficultés et même à se créer des opportunités dans le marché métropolitain. Enfin, les agriculteurs de la troisième catégorie, les paysages agricoles où dominent les transformations « normales » de l'agriculture, continuent à suivre les transformations principales de l'agriculture en général, par exemple l'augmentation de la superficie moyenne des exploitations agricoles, une plus grande spécialisation des exploitations agricoles et la substitution du capital pour la main-d'œuvre. Cette catégorisation est utilisée ci-dessous dans la présentation des exemples de territoires agricoles en transformation dans la région de Montréal.

Les agricultures périurbaines montréalaises

Les atouts de l'agriculture périurbaine montréalaise

Les agricultures périurbaines autour de Montréal bénéficient de ressources édaphiques et climatiques favorables, ainsi que des structures agricoles relativement bien adaptées au contexte moderne de l'agriculture (tout comme les territoires périurbains pour d'autres grandes métropoles, par exemple autour de Paris et Toronto). Il n'est pas surprenant de constater que les agricultures périurbaines montréalaises contribuent de façon significative à la valeur de la production agricole totale au Québec. La qualité des ressources agricoles ainsi que l'importance relative de la production agricole dans la région de Montréal ont certainement contribué aux préoccupations qui ont conduit à la mise en place de la *Loi de protection du territoire agricole du Québec en 1978* (CPTAQ), 1978). Même avec les conséquences des changements et de la variabilité climatiques prévisibles au cours des trente prochaines années, ces agricultures périurbaines montréalaises vont en toute probabilité s'en sortir relativement bien, et certainement mieux que celles de la plupart des autres territoires agricoles du Québec (Bryant et autres, 2011).

Les défis des agricultures périurbaines montréalaises

Toutefois, ces agricultures ont dû faire face à des défis particuliers qui ont demandé et qui demandent encore des adaptations et transformations de la part des agriculteurs. Ces défis incluent les changements et la variabilité du climat, la concurrence avec les usages urbains pour l'accès aux ressources hydriques qui peut être accentuée par les changements et la variabilité climatiques (Bryant et autres, 2011), l'étalement urbain (Bryant et Marois, 2011; Montminy, 2010), et les besoins et demandes croissants liés aux multiples fonctions appuyées par les territoires sur lesquels se trouvent les différentes agricultures périurbaines. Ces fonctions incluent la protection de l'environnement, la protection du patrimoine culturel et historique enraciné dans les paysages agricoles, des fonctions de loisirs et de l'agrotourisme, et même – « temporairement » bien entendu – le maintien de certains espaces pour un éventuel développement « urbain » (Bryant, 2007; Fleury, 2005)[8].

Reconnaître cette multiplicité de fonctions implique aussi la reconnaissance de la multiplicité des acteurs intéressés par les territoires agricoles autres que les agriculteurs, leurs familles et les acteurs collectifs directement associés à l'agriculture, tels que l'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA). Ceci représente aussi un grand défi. Les autres acteurs incluent les municipalités (villes, municipalités rurales, les municipalités régionales de comté (MRC), des organismes communautaires, et des organismes environnementaux, qui peuvent être intégrés dans des processus de développement territorial (Bryant et autres, 2007), à l'appui des agricultures périurbaines et en misant sur la multifonctionnalité de leurs territoires.

Le rapprochement entre l'urbain et le rural agricole

Le rapprochement entre l'urbain et le monde rural agricole en milieux périurbains provient au moins de deux sources, elles-mêmes interreliées. Premièrement, l'émergence de nouvelles formes d'agriculture dans les territoires périurbains reflète un certain rapprochement entre ces agricultures et le marché urbain et métropolitain dont il a déjà été question précédemment. Par exemple, l'agriculture biologique au Québec a connu une expansion pendant les années 1990 (Beauchesne, 1999; Beauchesne et Bryant, 1999; Bryant et Beauchesne, 1999), mais pas uniquement dans les territoires périurbains. En 2006, selon le *Recensement de l'agriculture* au Québec le nombre de fermes ayant au moins un produit certifié biologique était de 765 en 2006, 126 était en transition vers la certification et 1500 identifiées comme biologiques mais non certifiées, pour un total de 2 323 fermes « biologiques » (Statistique Canada, 2006b). De plus, ASC, une forme d'agriculture postproductiviste, a aussi connu une expansion pendant la même période (Bryant et autres, 2007; Philibert, 2007a, b), avec une orientation surtout vers l'agriculture biologique et différents segments du marché urbain et métropolitain (bien que l'agriculture biologique et l'ASC ne soient pas exclusivement concentrées dans les territoires périurbains). Ces nouvelles formes d'agriculture sont liées à l'évolution

8. Voir le tableau 1.3 pour une liste plus complète de ces fonctions.

des valeurs de certains segments du marché urbain et métropolitain en particulier pour les différentes formes de mise en marché directe ou des circuits courts (par exemple, la vente directe des produits agricoles, la livraison des paniers de produits alimentaires ou l'organisation des points de chute pour les paniers). Au Québec, une partie des fermes ASC est impliquée dans le réseau organisé par Équiterre (2011)[9]. Il est intéressant de constater que ces nouvelles formes d'agriculture sont souvent gérées par de nouveaux agriculteurs sans antécédents familiaux dans l'agriculture (voir les exemples de territoires cités ci-dessous).

Tableau 1.3

La multifonctionnalité des territoires agricoles périurbains

Quatre grandes catégories de fonctions collectives	Fonctions collectives spécifiques
Fonctions dépendant plus de la localisation des territoires agricoles périurbains (place functions)	Un lieu de résidence et de travail (agricole, et potentiellement une réserve pour le développement industriel, commercial) Une réserve de terrain pour la gestion de la croissance urbaine et sa maîtrise Le développement de certaines activités récréotouristiques L'intégration de certaines populations urbaines (et autres) marginalisées (p. ex. sur des fermes « communautaires »); aussi pertinent pour certains projets d'agriculture urbaine
Fonctions de loisir et touristique (play functions)	Un lieu pour le développement des activités récréotouristiques Un espace pour le développement touristique Des ressources du patrimoine naturel et culturel
Fonctions s'appuyant sur les ressources dans les espaces périurbains (production functions)	Des ressources qui appuient le développement des zones urbaines (matériaux de construction, la ressource hydrique) Une ressource pour la production agricole : agriculture traditionnelle, agriculture productiviste, agriculture biologique, ACS...
Fonctions de protection (protection functions)	La protection des ressources pour production, p. ex. agricole, matériaux de construction La protection des ressources du patrimoine naturel et culturel La protection des zones ayant un intérêt scientifique et éducatif particulier

Source : Adapté de Bryant et autres (1982), Bryant (2007) et Russwurm (1977).

Certes, certains de ces changements sont associés à une prise de conscience collective de la part de quelques agriculteurs, par exemple les différentes formes de vente directe des denrées alimentaires en partie orientées sur des segments du marché défavorisés[10] et l'appropriation de certaines valeurs environnementales favorisant des pratiques agricoles qui minimisent les retombées négatives sur l'environnement naturel.

En deuxième lieu, l'ensemble de ces changements a été souvent accompagné par la reconnaissance accrue de la multifonctionnalité des territoires agricoles périurbains, avec l'appropriation des valeurs des multiples fonctions, aussi bien par de nombreux agriculteurs et leurs familles que par les populations et acteurs non agricoles. Il y a donc un certain chevauchement entre cette appropriation et l'émergence de nouvelles formes d'agriculture mentionnées ci-dessus. Par exemple, certains segments du marché de consommation urbain et métropolitain ont cherché à acheter leurs denrées alimentaires provenant de producteurs locaux autant que possible. Ce phénomène est grandissant dans différentes parties du monde, par exemple en Amérique du Nord (voir Smith et MacKinnon, 2007) et en Europe occidentale (par exemple, ce phénomène a donné lieu à la notion des *locavores* en Europe (par exemple, Laisney, 2011)). Ce mouvement représente en partie une population mieux éduquée et certainement plus sensibilisée à l'environnement, à l'espace ouvert et « vert » et aux rôles et fonctions que peuvent jouer les territoires agricoles périurbains. Donc, l'émergence des nouvelles formes d'agriculture et la reconnaissance de cette multifonctionnalité des territoires agricoles périurbains constituent un moyen par lequel la population urbaine peut s'identifier plus étroitement avec la communauté agricole. De cette façon, on peut penser qu'elle facilite une meilleure intégration de l'agriculture dans la société urbaine avec laquelle l'agriculture doit fonctionner.

9. Équiterre est un organisme au Québec bien connu pour ses actions dans le domaine environnemental.
10. Par exemple des familles à revenu modeste.

La multifonctionnalité des territoires périurbains montréalais

La multifonctionnalité est un concept (et un outil de développement territorial) qui a reçu de plus en plus d'attention au Québec, surtout à partir du milieu des années 1990 (voir par exemple, Bryant (2009), Solidarité rurale du Québec (SRQ, 2011), le MAPAQ, 2008, 2009), et le ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR, 2006) (maintenant le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)) avec sa *Politique nationale de la ruralité pour le Québec*. En plus, il ne faut pas oublier le développement des néo-ruraux dans plusieurs municipalités, aussi bien périurbaines qu'à la campagne profonde; ces néo-ruraux sont souvent associés à des valeurs qui appuient plusieurs de ces fonctions multiples (Simard et Guimond, 2009; SRQ, 2008). Le tableau 1.3 montre les différentes fonctions potentielles des territoires agricoles périurbains.

Donc, au Québec, l'appropriation du concept de la multifonctionnalité des territoires agricoles (y compris les territoires périurbains) reflète les transformations ou la montée :

- des systèmes socioéconomiques de production non traditionnels et les valeurs qui y sont associées;
- des recompositions démographiques dans les communautés périurbaines (et dans les agglomérations urbaines en général);
- des valeurs appropriées progressivement par le gouvernement du Québec (par exemple, le MAPAQ (2008,2009) et ses conseils donnés aux MRC choisies de porter une attention particulière à la multifonctionnalité dans son programme pilote d'appui à l'élaboration des plans de développement des zones agricoles (PDZA) des MRC choisies et d'autres organismes (par exemple, SRQ pour qui la multifonctionnalité est devenue un outil important dans le développement rural).

La protection du territoire agricole au Québec à la fin du XX^{e} siècle et le début du XXI^{e} siècle

Tout ceci converge vers un intérêt accru pour la protection des territoires agricoles en milieux périurbains au Québec, en partie à cause des conséquences des changements climatiques qui vont probablement modifier les avantages comparatifs de l'agriculture périurbaine montréalaise par rapport à d'autres régions et pays (Bryant et autres, 2008) et en partie parce qu'il y a une plus grande reconnaissance par la société tout entière de ces multiples fonctions appuyées par les territoires agricoles (Bryant et autres, 2011). Mais, aussi bien dans le cas de l'agriculture productiviste que par rapport aux nombreux « nouveaux » systèmes de production agricole plus intégrés à la société urbaine et métropolitaine, la protection des territoires agricoles en milieux périurbains passe par la construction d'une agriculture périurbaine dynamique, et donc par des initiatives locales des agriculteurs pour créer des agricultures viables sur le plan économique et financier, condition essentielle de leur durabilité pour l'avenir. Cette protection d'agricultures dynamiques et viables devient plus facile à mettre à exécution quand elle reçoit le soutien des populations non agricoles et des acteurs collectifs, tels que les municipalités, les associations de citoyens et les organismes de protection de l'environnement, entre autres. Évidemment, l'appui de ces populations et acteurs non agricoles passe principalement par l'appropriation des valeurs associées aux multiples fonctions des territoires agricoles.

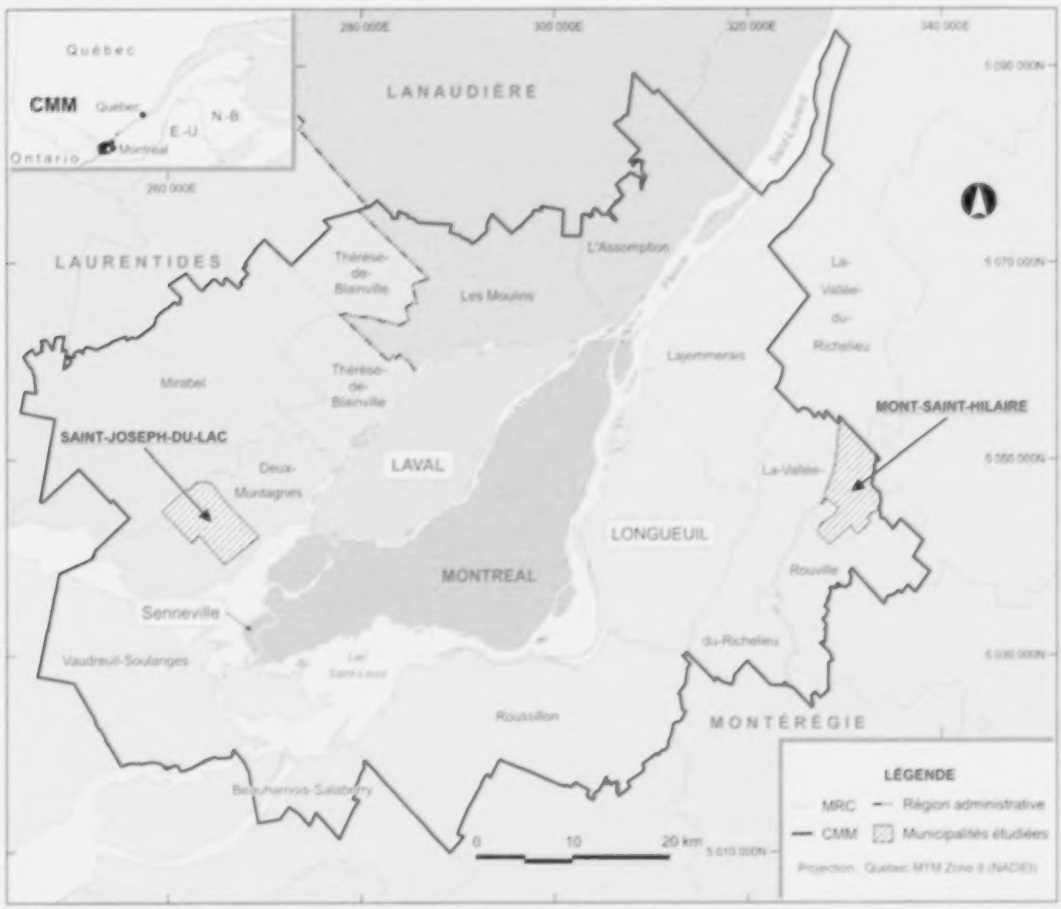
Par rapport à la protection du territoire agricole et en regardant les décisions de la CPTAQ, plusieurs chercheurs ont noté qu'à plusieurs reprises, la CPTAQ semble avoir adopté des perspectives particulières de ce qui est l'« activité agricole ». Selon ces chercheurs, certains types d'activité agricole n'ont pas été reconnus comme faisant partie de la « vraie agriculture » (par exemple l'élevage de chevaux) quand le CPTAQ a dû prendre une décision d'exclure ou non certaines terres des réserves agricoles (par exemple Deslauriers, 1993; Montminy, 2010). Par contre, ces activités « agricoles » peuvent être rentables et contribuer à maintenir les terres agricoles à l'avenir, non seulement pour ces activités non typiques, mais aussi pour une agriculture orientée vers la production des denrées alimentaires ou des produits agricoles pour l'industrie.

Quelques exemples de territoires agricoles périurbains près de Montréal

Plusieurs exemples de territoires agricoles périurbains sont présentés (voir la carte 1.1, la figure 1.1 et le tableau 1.4). La figure 1.1 montre la catégorisation des paysages agricoles en évolution introduite ci-dessus (Bryant, 1984) et utilisée ici pour catégoriser ces exemples. Tous ont des origines et des trajectoires différentes témoignant de l'hétérogénéité des territoires agricoles périurbains. Ces exemples illustrent différentes initiatives agricoles soutenues par des acteurs non agricoles et basées à la fois sur la multifonctionnalité de ces territoires agricoles périurbains et sur le maintien ou la construction des activités agricoles viables et durables. Leur développement, toujours en cours, peut être vu comme constituant des trajectoires de développement durable de territoires agricoles périurbains avec une forte intégration dans la société urbaine et métropolitaine et une identité territoriale des agricultures périurbaines en pleine transformation qui reflètent l'évolution des besoins et des demandes de la société.

Carte 1.1

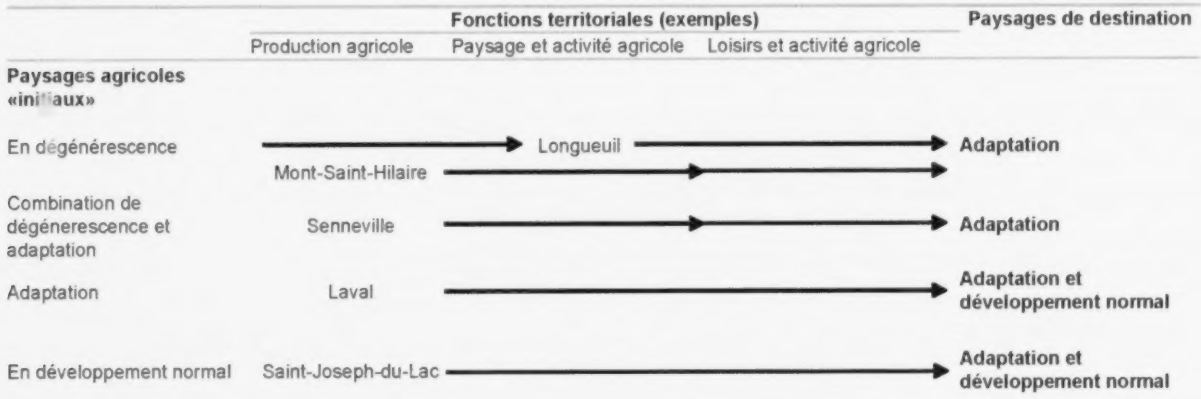
La région de Montréal



Réalisée par Marc Girard, Département de géographie, Université de Montréal.
Source : Base de données topographiques du Québec (1/20 000).
© Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, tous droits réservés, 2001.

Figure 1.1

Une grille d'analyse: les paysages en évolution et la multifonctionnalité de quelques territoires dans la région de Montréal



Source : Adaptée et/ou élaborée à partir de Bryant (1984); pour Mont-Saint-Hilaire et Saint-Joseph-du-Lac, Granjon (2004) et Bryant et Granjon (2007); pour Longueuil, Charbonneau (2010) et Planchenault (2008); pour Laval, Darly (2001) et la Table de concertation agroalimentaire de Laval (TCAAL) (2011); et pour Senneville (Bryant et Ghahine (2010); et le programme de recherche-action en cours (voir la note infrapaginale 3).

Tableau 1.4

Quelques faits saillants des exemples identifiés dans la figure 1.1

Territoire	Fais saillants
Mont-Saint-Hilaire	1. Les vergers de Mont-Saint-Hilaire au sud de la « montagne » représentent un développement relié à un petit nombre de familles qui se sont établies dans cette municipalité et qui ont décidé de se lancer dans la pomiculture. 2. Avec le Centre de la Nature sur la montagne à côté, ce territoire est devenu une destination pour des visiteurs de l'agglomération de Montréal pour observer la fleuraison des pommiers au printemps et participer à la cueillette à l'automne. 3. Avec la vente directe des pommes et des produits à base des pommes, les visiteurs combinent souvent une visite aux vergers avec une visite à la montagne. 4. Par la suite, ces activités agricoles ont été « appropriées » par la ville et la municipalité régionale de comté (MRC) dans les plan et schéma d'aménagement respectifs. 5. Les familles « agricoles » impliquées n'ont pas, en général, de racines familiales profondes dans l'agriculture.
Saint-Joseph-du-Lac	1. Les vergers de Saint-Joseph-du-Lac sont devenus une destination pour les visiteurs de l'agglomération de Montréal. 2. La production des pommes existe ici depuis plusieurs décennies. 3. La vente directe aux consommateurs est devenue une pratique courante. 4. Les visiteurs urbains viennent aussi pour apprécier d'autres caractéristiques culturelles, historiques et naturelles attirantes.
Laval	1. Laval, une ville créée en 1965 par la fusion de 13 municipalités, avait déjà une communauté d'agriculteurs de longue date, avec une orientation sur la culture maraîchère et la production horticole. 2. Même avec le développement de la ville et ses industries de « haute technologie », il existait toujours une superficie agricole considérable. 3. Pour la renforcer, la ville a travaillé avec des membres de la communauté agricole afin de bénéficier davantage de la proximité du marché urbain. 4. Un des projets est la création de la Route des fleurs pour encourager les citoyens habitant à proximité à visiter différentes fermes afin d'« acheter local ».

Tableau 1.4 (suite)

Quelques faits saillants des exemples identifiés dans la figure 1.1

Territoire	Fais saillants
Longueuil	1. Le projet-pilote « ville-campagne » a démarré en 2000 dans le cadre de l'agglomération de Longueuil. 2. Son but du projet était de remettre en culture des terres agricoles en friche. 3. Le plan de développement de la zone agricole fut élaboré en collaboration avec plusieurs acteurs, y compris plusieurs agriculteurs, le MAPAQ et le MAMROT, et puis intégré dans le Schéma d'aménagement et de développement en 2005. 4. Toutefois, le projet fut remis en question par le Règlement sur les exploitations agricoles (REA) qui empêche la remise en culture des friches agricoles. 5. Depuis, la Ville a déposé avec le ministère de Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) un projet Éco-territoire 21 pour expérimenter avec des nouvelles pratiques agricoles. 6. Le projet implique la remise en valeur d'un territoire agricole en dégénérescence misant sur la vente directe aux citoyens, la conservation du paysage rural-agricole et la fonction loisirs.
Senneville	1. Débutant au printemps 2009, le projet en question a pour principe l'appropriation des fonctions non agricoles des terres agricoles et le développement d'activités agricoles rentables. 2. L'agriculture est biologique avec une forte implication dans différentes formes de circuits courts de mise en marché (par exemple par une participation dans les marchés de banlieue (l'ouest de l'île de Montréal), la vente de paniers de denrées alimentaires). 3. Le projet cherche à pérenniser leur activité agricole et réduire la vulnérabilité de ce territoire agricole à long terme, toujours en mettant en valeur ce territoire agricole pour les citoyens urbains.

L'exemple de Senneville est commenté davantage pour illustrer l'ensemble de ces tendances. Ce genre de recherche-action impliquant des agriculteurs, des propriétaires terriens et une gamme très large d'acteurs collectifs, pour la plupart non agricoles, pourrait mettre le développement des territoires agricoles périurbains de Montréal à l'avant-garde de la recherche et des réalisations en comparaison avec beaucoup d'autres régions métropolitaines (par exemple Toronto, Vancouver et Paris). Ce projet a comme principe l'appropriation des fonctions non agricoles des terres agricoles et le développement d'activités agricoles rentables. L'agriculture est basée sur une agriculture biologique et des circuits courts de mise en marché (Bryant et Chahine, 2010). Les agriculteurs se sont impliqués dans ce programme de recherche-action[11] qui a pour objectif l'accompagnement de groupes d'agriculteurs pour élaborer des projets agricoles ayant pour but de pérenniser leurs activités agricoles et réduire leur vulnérabilité à long terme. Pour le projet de Senneville, ce sont les agriculteurs eux-mêmes, en mai 2009, qui ont pris contact avec l'auteur de cet article pour explorer les possibilités de les accompagner dans le cheminement de leur propre projet de développement embryonnaire pour renforcer leurs exploitations biologiques.

Le projet « agricole » de Senneville a rapidement pris de l'essor quand les agriculteurs ont demandé si le fait d'impliquer d'autres acteurs pourrait être bénéfique pour leur projet de pérennisation de leur activité agricole. Avec une réponse affirmative, le résultat presque immédiat fut l'organisation d'un colloque d'une journée en juillet 2009 mobilisant environ une centaine de représentants d'acteurs (par exemple des municipalités (des élus notamment), de l'agglomération de Montréal et du gouvernement de la province, des organismes communautaires et de l'UPA et d'un des propriétaires terriens). Cette journée de réflexion a produit un énoncé de vision pour le territoire; l'activité agricole était au cœur de cette vision, mais il y avait également une intégration d'autres fonctions telles que la conservation et la récréation. Par la suite, d'autres acteurs se sont impliqués dans des rencontres fréquentes, y compris d'autres propriétaires terriens, menant au printemps 2011 à des présentations et à des interventions formelles auprès de la municipalité.

Le potentiel existe pour que ce genre de projet se développe ailleurs dans les territoires périurbains de Montréal et les autres territoires périurbains des autres grandes villes du Québec, en particulier près de Québec, Sherbrooke et Gatineau. Évidemment, les détails des projets potentiels seront toujours différents pour refléter les spécificités de chaque territoire, ses agriculteurs et sa population. Ces projets pourraient être de nature formelle ou informelle représentant l'émergence d'un ensemble d'activités agricoles à la suite des initiatives de plusieurs exploitants agricoles, ou probablement une combinaison des deux comme à Senneville.

11. Voir la note infra-paginale 3.

Conclusion

Ce rapprochement entre la « ville » et le périurbain agricole est en train d'apporter des nouvelles approches à la planification du développement territorial pour les territoires agricoles périurbains. Il ne suffit plus de penser à l'agriculture périurbaine (ou aux agricultures périurbaines) uniquement en fonction des familles agricoles, car d'autres segments de la population ont des intérêts légitimes dans l'espace agricole, et en plus ces demandes grandissantes représentent des outils pour renforcer la protection du territoire agricole périurbain et le dynamiser. En même temps, nous assistons à la construction et à l'appropriation de nouvelles identités de certains territoires agricoles périurbains près de Montréal qui sont partagées par la société urbaine et métropolitaine et le monde agricole, au moins localement.

L'intérêt croissant pour l'agriculture urbaine et périurbaine a mené à la création de la *Coalition pour l'avancement de l'agriculture urbaine et périurbaine de Montréal* en 2008 initialement avec l'équipe de recherche à l'Université de Montréal, la première association métropolitaine au Canada de MetroAg (2011), un réseau Nord américain établi en 2006. Ses membres comprennent quelques chercheurs, mais surtout des représentants de différents acteurs collectifs gouvernementaux (par exemple, le MAPAQ) et des organismes communautaires.

Les exemples cités dans cet article reflètent des trajectoires compatibles avec le développement durable des territoires agricoles périurbains. Ils reflètent des tendances dans la société québécoise d'une part avec une prise de conscience grandissante envers les questions environnementales, et d'autre part une intégration plus marquée de certaines agricultures avec la société urbaine et métropolitaine reflétant l'évolution des besoins aussi bien de cette société que ceux des agriculteurs et leurs familles. Les multiples fonctions reconnues dans les territoires agricoles périurbains soulignent le rôle stratégique de ces territoires périurbains pour la société urbaine et métropolitaine. Ces territoires ne sont plus vus uniquement comme une réserve de terrain pour l'expansion des agglomérations, mais font partie intégrale de la région métropolitaine. Cette multifonctionnalité de ces territoires a été reconnue dans plusieurs juridictions depuis longtemps par la mise en place de projets majeurs (par exemple la ceinture verte de Londres dont le développement a eu lieu entre 1935 et 1945, celle de Paris à la fin des années 1970, et celle d'Ottawa depuis la fin des années 1950). Au Canada central, l'énorme ceinture verte de Toronto annoncée en 2005 (Bunce, 2008) reflète cette même multifonctionnalité, y compris une volonté de mieux gérer la croissance des agglomérations urbaines dans cette région. Mais ce qui distingue le cas de Montréal est le fait que nous assistons dans un laps de temps très court à la mise en place de nombreux projets territoriaux agricoles en milieux périurbains caractérisés par la multifonctionnalité qui ont le potentiel de profiter aussi bien à la population urbaine et métropolitaine qu'à la population agricole. Ces projets sont le résultat des initiatives des agriculteurs et leurs familles et des acteurs locaux et régionaux, ce qui présente un grand potentiel de pérennisation de ces projets et des territoires agricoles périurbains tout court.

Les initiatives récentes en 2008 du MAPAQ (2008, 2009) pour appuyer une sélection de MRC dans l'élaboration d'un Plan de développement de leur zone agricole (PDZA) témoignent aussi bien de la nécessité d'avoir une agriculture rentable et dynamique pour assurer la pérennité des terres agricoles dans les réserves agricoles que de bénéficier des retombées positives pour mieux intégrer ces territoires à la société métropolitaine. Une de ces MRC se trouve dans le milieu périurbain de Montréal (la MRC de Roussillon, sur la rive sud).

De cette façon, on pourrait suggérer que la région métropolitaine de Montréal est en train de se doter d'une « ceinture verte informelle » multifonctionnelle créée par des initiatives locales. Peut-être qu'un jour cette ceinture « informelle » se verra formalisée.

Bibliographie

Bauer, Gérard et Jean-Michel Roux (1976). *La rurbanisation : ou la ville éparpillée*, Paris : Les Éditions du Seuil.

Beauchesne, Audric (1999). *Le rôle de l'agriculture alternative dans la transformation des espaces ruraux : les régions périurbaines du Québec*, Montréal : MSc thesis, Département de géographie, Université de Montréal.

Beauchesne, Audric et Christopher R. Bryant (1999). « Organic farming: combining economic, social and environmental objectives in metropolitan areas », In Bowler, I., C.R. Bryant and A. Firmino (dir.), *Progress in Research on Sustainable Rural Systems,* Lisbonne, Portugal : Universidade Nova de Lisboa, Centro de Estudos de Geografia e Planeamento Regional, Série Estudos, no. 2, p. 72-80.

Bogue, Donald J. (1956). *Metropolitan growth and the conversion of land to non-agricultural uses*, Oxford, Ohio: Scripps Foundation Series in Population Distribution.

Bonini, Nathalie et Françoise Clavairolle (2001). « La néo-ruralité comme recherche de nouvelles formes de bien-être », *Informations sociales*, 114 : p. 104-115.

Bowler, Ian R. et B.W. Ilbery (1999). « Agricultural land-use and landscape change under postproductivist transition: Examples from the United Kingdom », In R. Kroinert, J. Baudry, I.R.Bowler et A. Reenberg (dir.), *Land use changes and their environmental impact in rural areas in Europe*, Carnforth, Lancs. : Parthenon Publishing Group, p. 121-139.

Bryant, Christopher R. (2011). « The social transformation of agriculture: The case of Québec », In J. Parker et M. Reed (dir.), *The social transformation of rural Canada: New insights into community, cultures and collective action,* Vancouver : les Presses de l'Université de la Colombie-Britannique (livre sous évaluation), p. 294-310.

Bryant, Christopher R. (2011). « Quality of agricultural and tourism products and services: The role of place experience and appropriation of exceptional value by local actors in the construction of quality », In M. Kerzazi, M. Ait Hamza et M. El Assaad (dir.), *Produits agricoles, touristiques et développement local (Actes du Colloque international de la Commission sur le développement durable et les systèmes ruraux de l'Union géographique internationale, tenu à Rabat, Maroc, du 9 au 15 juillet 2007)*, Rabat : Association nationale des géographes marocains, Faculté des lettres et des sciences humaines, p. 139-148.

Bryant, Christopher R. (2009). *La multifonctionnalité et le développement des territoires ruraux : Conceptualisation, mise en œuvre et défis*, Nicolet, Québec : Rapport soumis à Solidarité rurale du Québec, janvier 2009, 30 p.

Bryant, Christopher R. (2007). « La place des espaces ruraux périurbains et de l'environnement dans le développement régional », In A. Mollard, E. Sauboua et M. Hirzak (dir.), *Territoires et enjeux du développement régional*, Versailles : Éditions Quæ, p. 159-171.

Bryant, Christopher R. (1989). « L'agriculture périurbaine au Canada : dégénérescence ou nouvelle dynamique », *Annales de géographie*, 1989, 548 : p. 403-20.

Bryant, Christopher R. (1984). « The recent evolution of farming landscapes in urban-centred regions », *Landscape Planning* 11 : 307-26.

Bryant, Christopher R. (1976). *Farm-generated determinants of land use change in the rural-urban fringe*, Ottawa: Direction générale des terres, Environnement Canada, Rapport technique, 271 p.

Bryant, Christopher R. (1970). *Urbanisation and agricultural change since 1945: A case study from the Paris region*, Londres : Thèse de doctorat, University of London.

Bryant, Christopher R. et Audric Beauchesne (1999). « Agriculture and innovation in the urban fringe: The case of organic farming in Quebec, Canada », *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geographie*, 90 (3) : p. 320-328.

Bryant, Christopher R. et Ghalia Chahine (2010). « Pour un rapprochement entre urbanité et agriculture, ou la protection de l'agriculture par le développement local et la multifonctionnalité », *La Revue Développement social* (Numéro spécial : *Villes et campagnes : une complicité à cultiver*), 11 (2) : p. 36-37.

Bryant, Christopher R., et autres (2011). « Adapting to environmental and urbanisation stressors: farmer and local actor innovation in urban and periurban areas in Canada », In *Actes du symposium innovation et développement durable dans l'agriculture et l'agroalimentaire - ISDA 2010. Coudel, Devautour, Soulard, Hubert. Montpellier : 28 Juin-1 Juillet 2010,* Cirad, Inra, SupAgro, Montpellier-France. [ISBN - 978-2-7380-1284-5]

Bryant, Christopher R., Serge Desroches et Christian Clément (2003). *Une comparaison des systèmes agricoles périurbains et non périurbains (en termes des pratiques culturales et l'environnement)*, Québec : Rapport de recherche soumis à la Direction des politiques du secteur agricole, ministère de l'Environnement du Québec (Contrat SUB-CONT-614), mars 2003, 73 p.

Bryant, Christopher R. et autres (2007). « Agricultural products and services and the dynamics of local economic development: contrasts and comparisons between rural areas in the urban fringe and peripheral environments », In C.R. Bryant et M.G. Grillotti di Giacomo (dir.), Quality agriculture: historical heritage and environmental resources for the integrated development of territories, Proceedings of the IGU Commission on the Sustainability of Rural Systems, 2005, Italy. Gènes, Italie : Brigati, p. 67-76.

Bryant, Christopher R. et D. Granjon (2007). « Agricultural land protection in Quebec: From provincial framework to local initiatives », In W. Caldwell, S. Hilts et B. Wilton (dir.), *Farmland Preservation - Land for Future Generations*. Guelph : Centre for Land and Water Stewardship, University of Guelph, p. 61-86.

Bryant, Christopher R. et Thomas R.R. Johnston (1992). *Agriculture in the City's Countryside*, London : Pinter Press et Toronto : University of Toronto Press, 226 p.

Bryant, Christopher R. et Claude Marois (2010). « The management and planning of communities in the rural-urban fringe », In K.B. Beesley (dir.), *The Rural-Urban Fringe in Canada: Conflict and Controversy*, Brandon, Manitoba : Rural Development Institute, Brandon University, p. 337-347.

Bryant, Christopher R., Lorne H. Russwurm et A.G. McLellan (1982). *The City's Countryside: Land and its Management in the Rural-Urban Fringe*, London : Longman, 249 p.

Bryant, Christopher R., B. Singh et P. Thomassin (2008). *Evaluation of Agricultural Adaptation Processes and Adaptive Capacity to Climate Change and Variability: The Co-construction of New Adaptation Planning Tools with Stakeholders and Farming Communities in the Saguenay-Lac-Saint-Jean and Montérégie Regions of Québec.* Ottawa : Rapport de recherche pour projet A1332, soumis aux Ressources naturels Canada, CCIAP, 42 p., et 300 p. en annexe.

Bunce, Micheal (2008). « Les défis de la gouvernance du Plan de la Ceinture verte de la Greater Golden Horseshoe, Ontario, Canada », In S. Loudiyi, C.R. Bryant et L. Laurens (dir.), *Territoires périurbains et gouvernance. Perspectives de recherche,* Montréal : Laboratoire Développement durable et dynamique territoriale, Université de Montréal, p. 75-82.

Charbonneau, Kaissy (2010). « Continuum ville/campagne : un projet territorial intégré », *La Revue Développement social* (Numéro spécial : *Villes et campagnes : une complicité à cultiver*), 11 (2) : p. 24.

Charvet, Jean-Paul et Christopher R. Bryant (2003). « La zone périurbaine : structure et dynamiques d'une composante stratégique des régions métropolitaines », *Revue canadienne des sciences régionales* (numéro spécial : *Structures et dynamiques au-delà des banlieues*), 26 (2 & 3) : p. 241-250.

Cloke, Paul J. (1989). *Rural land-use planning in developed nations*, Londres : Unwim Hyman Ltd., 289 p.

Commission de la protection du territoire agricole du Québec (1978). *Loi sur la protection du territoire agricole*, Québec : CPTAQ.

Commission de la protection du territoire agricole du Québec (1997). *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*, Québec : CPTAQ.

Darly, Ségolène (2001). *La multifonctionalité du territoire agricole : enjeux et réalités pour la Ville de Laval (Québec)*, Montréal : Rapport de stage avec la Ville de Laval, Département de géographie, Université de Montréal.

Deslauriers, Pierre (1993). « Zonage agricole et utilisation du sol en milieu rural : Quelques cas québecois », In C.R. Bryant et C. Marois (dir.), *The Sustianability of Rural Systems/Le développement durable et les milieux ruraux*. Montreal : Département de géographie, Université de Montréal, p. 168-178.

Équiterre (2011). *Équiterre : Agriculture soutenue par la communauté*, [En ligne :] www.equiterre.org/projet/agriculture-soutenue-par-la-communaute, page consultée le 12 avril 2011.

Firey, Walter (1946). « Ecological considerations in planning for rurban fringes », *American Sociological Review*, 11 : p. 411-423.

Fleury, André (2005). « L'agriculture dans la planification de l'Île-de-France », *Les Cahiers de la multifonctionnalité, multifonctionnalité de l'agriculture périurbaine, vers une agriculture du projet urbain*, 8 : p. 33-46.

Granjon, D. (2005). *Le développement touristique en zone périurbaine*, Montreal : thèse de PhD, Géographie, Université de Montréal.

Institut national de la recherche scientifique (1973). *Région-sud : l'agriculture*, Montréal : Office de planification et de développement du Québec et Université du Québec à Montréal.

Jean, Bruno et Bernard Vachon (1991). « Le développement rural et le modèle agricole productiviste », In B. Vachon (dir.), *Le Québec rural dans tous ses états*, Montréal : Boréal, p. 151-166.

Knudsen, Daniel C. (2007). « Post-productism in question: European agriculture, 1975-1997 », *The Industrial Geographer*, 5 (1) : p. 21-45.

Krueger, Ralph R. (1959). *Changing land use paterns in the Niagara fruit belt*, Transactions of the Royal Canadian Institute, 32, Part 2 (67) : 39-140.

Laisney, Céline (2011). « L'évolution de l'alimentation en France. Tendances émergentes et ruptures possibles », *Futuribles* (Revue d'analyse et de prospective) 372 (mars) : p. 5-23.

Latarjet, B. (1972). *Les espaces naturels en région parisienne. Cahiers de l'IAURP (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne)*, volume 27.

Lower Mainland Regional Planning Board (1956). *Urban sprawl in the Lower Mainland of BC*, New Westminster, Colombie-Brittanique : Technical Report, Lower Mainland Planning Regional Planning Board.

Manning, Edward W.et J.D. McCuaig (1977). *Agricultural Land and Urban Centres: An Overview of the Significance of Urban Centres to Canada's Quality Agricultural Land*, Ottawa : Environnement Canada, Lands directorate, Report 11.

Marois, Claude (2010). « Pour une meilleure compréhension de la Loi sur la protection de territoire agricole et des activités agricoles », *Développement social* (Numéro spécial : *Villes et campagnes : une complicité à cultiver*), 11 (2) : p. 12-13.

Mission d'étude et d'aménagement rural (1971). *Éléments pour un schéma d'aménagement rural de la région parisienne*, France : ministère de l'Agriculture.

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (2009). *Atelier d'échange sur les projets pilote de plans de développement de la zone agricole*, Québec : MAPAQ, 15 septembre 2009, 43 p.

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (2008). *Chantier sur les plans de développement de la zone agricole*, Québec : MAPAQ, Document d'information, 8 p.

Ministère des Affaires municipales et des Régions (2006). *Politique nationale de la ruralité 2007-2014. Une force pour tout le Québec*, Québec : Les publications du Québec, 68 p.

MetroAg Alliance for Urban Agriculture (2011). [En ligne :] www.metroagalliance.org, page consultée le 12 avril 2011 (initialement nommé la North American Urban and Peri-Urban Agriculture Alliance, démarrée en 2006).

Montminy, Dominique (2010). *La protection du territoire agricole de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal dans un contexte d'étalement urbain*, Montreal : mémoire de MSc non publié, Département de géographie, Université de Montréal, 156 p.

Philibert, Vincent (2007a). *L'agriculture soutenue par la communauté : son rôle dans le développement durable des milieux périurbains*, Montreal : mémoire de MSc non publié, Département de Géographie, Université de Montréal.

Philibert, Vincent (2007b). « Community supported agriculture and its role in the development of local communities », In C.R. Bryant et M.G. Grillotti di Giacomo (dir.), *Quality agriculture : Historical heritage and environmental resources for the integrated development of territories. Proceedings of the IGU Commission on the Sustainability of Rural Systems, 2005, Italy*, Gènes, Italie: Brigati, p. 213-232.

Planchenault, Mélina (2008). « Le projet pilote "Continuum ville-campagne" de Longueuil : de la résilience territoriale à la gouvernance responsable », In S. Loudiyi, C.R. Bryant. et L. Laurens (dir.), *Territoires périurbains et gouvernance : Perspectives de recherche*, Montréal : Laboratoire de développement durable et dynamique territoriale, Université de Montréal, p. 65-74.

Russwurm, Lorne H. (1977). *The surroundings of our cities*, Ottawa : Community Planning Press, 112 p.

Société d'études géographiques, économiques et sociologiques (SÉGÉSA) (1973). *L'agriculture spécialisée de la région parisienne face à la croissance de l'agglomération*, Paris : Rapport soumis au ministère de l'Agriculture.

Solidarité rurale du Québec (2008). *Études de cas sur la néoruralité et les transformations des collectivités rurales*, Nicolet : SRQ, Rapport de recherche soumis à Agriculture Canada, 59 p.

Solidarité rurale du Québec (2011). « Groupe de travail sur la multi-functionnalité des territoires ruraux », Nicolet : plusieurs références bibliographiques, [En ligne :] www.ruralite.qc.ca, page consultée le 12 avril 2011.

Simard, Myriam et Laurie Guimond (2009). « L'hétérogénéité des nouvelles populations rurales : comparison dans des MRC contrastées au Québec », *Recherches sociographiques*, 50 (3) : p. 1-31.

Smith, Alisa et James B. MacKinnon (2007). *The 100-mile Diet: A Year of Local Eating*, Toronto : Random House Canada.

Statistics Canada (2006a). *Recensement de l'agriculture*, Ottawa : Statistique Canada. [En ligne :] http://www.statcan.gc.ca/pub/95-632-x/207000/t/4185570-fra.htm, page consultée le 12 avril 2011.

Statistique Canada (2006b). *Données sur les exploitations et les exploitants agricoles*, Ottawa : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006, n° 95-629-XWF au catalogue.

TABLE DE CONCERTATION AGROALIMENTAIRE DE LAVAL (TCAAL) (2011). [En ligne :] www.saveursdelaval.com, page consultée le 16 avril 2011.

THIBIDEAU, Jean-Claude., Marcel GAUDREAU, et Jeannine BERGERON (1986). *Le zonage agricole, un bilan positif*, Montréal : INRS (Institut national de la recherche scientifique)-Urbanisation, Rapport de recherche 9.

WIBBERLEY, Gerald Percy (1959). *Agriculture and urban growth: A study of the competition for rural land*, Londres : Michael Joseph.

WIBBERLEY, Gerald Percy (1954). « The challenge of rural land losses », *Journal of the Royal Society of Arts*, 102 : p. 650-670.

VACHON, Bernard (1991). *Le Québec rural dans tous ses états*, Montréal : Boréal, 311 p.

WILLIAMS, G.D., N.J. POCK et Lorne H. RUSSWURM (1978). « The spatial association of agroclimatic resources and urban population in Canada », In Irving, R.M. (dir.), *Readings in Canadian Geography (3e édition)*, Toronto : Holt, Rinehart et Winston, p. 165-179.

2. Démographie

par Martine St-Amour, Direction des statistiques sociodémographiques

La conjoncture démographique s'est nettement améliorée au Québec au cours de la dernière décennie. Fécondité, immigration et migration interrégionale ont toutes connu des changements majeurs qui ont eu pour effet d'accélérer la croissance ou de ralentir le déclin dans la plupart des régions. Certaines ont même renoué avec la croissance après des années de déclin. Après avoir détaillé l'évolution récente de la population dans les 17 régions, cette section présente la mouvance sous-jacente des principaux phénomènes démographiques. Elle aborde ensuite la structure par âge en mettant l'accent sur le rythme du vieillissement de la population, qui varie d'une région à l'autre en fonction de la fécondité, de la mortalité et des mouvements migratoires.

Évolution de la population : la majorité des régions améliorent leur bilan

La population du Québec est estimée à 7,9 millions d'habitants au 1er juillet 2010; le seuil des 8 millions devrait être franchi à la fin de 2011 ou au début de 2012. La figure 2.1 montre que la croissance démographique s'est accélérée au cours de la décennie 2000. Tandis que la population québécoise a crû en moyenne à un taux annuel de 4,1 pour mille entre 1996 et 2001, ce taux s'est élevé à 6,3 pour mille en 2001-2006 et atteint 8,9 pour mille en 2006-2010. Soulignons que les taux d'accroissement annuels se sont élevés chaque année au cours de la période 2006-2010, passant de 7,3 pour mille en 2006-2007 à 10,0 pour mille en 2009-2010, le taux le plus élevé des 10 dernières années. Malgré cette progression, le Québec continue de croître moins rapidement que la moyenne canadienne, qui s'établit à 11,5 pour mille en 2006-2010.

Parmi les 17 régions administratives du Québec, six ont enregistré une croissance annuelle moyenne relativement forte entre 2006 et 2010, supérieure à 10 pour mille (1 %). Lanaudière, Laval, les Laurentides et l'Outaouais affichent les taux d'accroissement les plus élevés, entre 13 et 17 pour mille. Ces quatre régions étaient également en tête de la croissance québécoise au cours des périodes 1996-2001 et 2001-2006, mais dans un ordre différent. À la fin des années 1990, la région des Laurentides trônait seule au premier rang. En 2001-2006, la croissance a explosé dans Lanaudière, qui talonna alors de près les Laurentides, tandis que l'Outaouais grimpait au troisième rang, devant Laval. Cette dernière est toutefois la seule région de ce groupe où la croissance s'est accélérée en 2006-2010. Elle parvient ainsi non seulement à se repositionner favorablement vis-à-vis de l'Outaouais, mais surpasse les Laurentides et dispute le premier rang à Lanaudière.

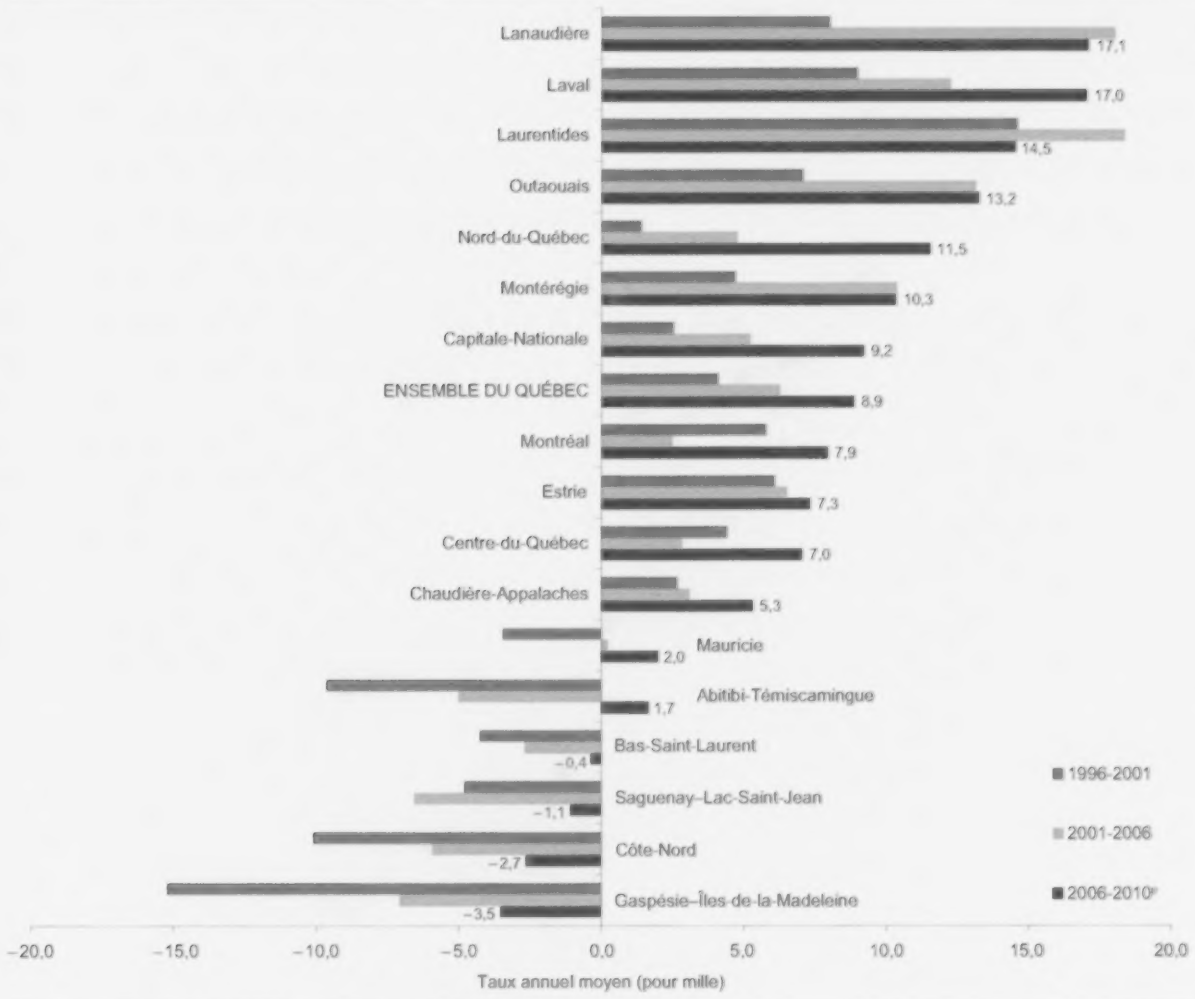
Avec un taux d'accroissement annuel moyen de 11,5 pour mille, le Nord-du-Québec arrive au cinquième rang en 2006-2010. Il s'agit d'une progression notable par rapport aux périodes 1996-2001 (+ 1,4 pour mille) et 2001-2006 (+ 4,8 pour mille), durant lesquelles la région affichait une croissance inférieure à la moyenne québécoise. La Montérégie maintient quant à elle un taux d'environ 10 pour mille en 2006-2010, tout comme en 2001-2006. Soulignons que si la croissance relative y est un peu moins élevée que dans les autres régions adjacentes à Montréal (Laval, Lanaudière et les Laurentides), c'est elle qui, en termes absolus, a connu la plus forte augmentation de ses effectifs, ayant gagné près de 160 000 habitants depuis 1996 (tableau 2.1).

La Capitale-Nationale (+ 9,2 pour mille) affiche une croissance semblable à la moyenne québécoise en 2006-2010, ayant amélioré sa position par rapport à 1996-2001 et 2001-2006. À Montréal, en Estrie, dans le Centre-du-Québec et dans Chaudière-Appalaches, la croissance annuelle moyenne se situe entre 5 et 8 pour mille en 2006-2010, légèrement en dessous de la moyenne du Québec, mais en hausse par rapport aux deux périodes précédentes. La progression est particulièrement importante à Montréal et dans le Centre-du-Québec, où le taux d'accroissement annuel moyen était descendu à 3 pour mille en 2001-2006, avant de remonter à 7 ou 8 pour mille en 2006-2010.

Deux autres régions ont vu leur population croître entre 2006 et 2010, soit la Mauricie et l'Abitibi-Témiscamingue, qui affichent toutes deux un taux d'accroissement annuel moyen d'environ 2 pour mille. Cette croissance est modeste, mais elle est à souligner, car les deux régions ont connu des années de déclin dans les années 1990 et au début des années 2000. Les données annuelles précisent que la Mauricie a renoué avec la croissance en 2003-2004, ce qui lui a tout juste permis de maintenir ses effectifs au cours de la période 2001-2006. En Abitibi-Témiscamingue, les effectifs sont en hausse depuis l'année 2005-2006.

Figure 2.1

Taux d'accroissement annuel moyen, régions administratives et ensemble du Québec, 1996-2001, 2001-2006 et 2006-2010[p]



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2011).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Finalement, quatre régions ont vu leur population se réduire en 2006-2010, soit le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay–Lac-Saint-Jean, la Côte-Nord et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. La décroissance s'est toutefois grandement ralentie par rapport aux années 1996-2001 et 2001-2006. Par exemple, en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, où les pertes relatives sont les plus importantes, le taux d'accroissement annuel moyen est passé de – 15,2 pour mille en 1996-2001 à – 3,5 pour mille en 2006-2010. Fait intéressant, des données encore provisoires montrent que toutes ces régions pourraient avoir enregistré une légère croissance entre 2009 et 2010. Dans le Bas-Saint-Laurent, les effectifs pourraient être en hausse depuis deux ans. Les effectifs des cinq dernières années apparaissent dans la série de tableaux « Coup d'œil sur les régions » à la fin de cette publication.

Naissances, décès et accroissement naturel : une situation qui demeure favorable malgré un léger repli de la fécondité

Des naissances plus nombreuses ont contribué à l'accélération de la croissance démographique du Québec dans la deuxième moitié des années 2000. Amorcée en 2003, la récente hausse des naissances a culminé en 2009, quand 88 600 bébés sont nés au Québec. Selon des données provisoires, 88 300 naissances ont été enregistrées en 2010, soit un peu moins que l'année précédente, mais beaucoup plus qu'au début de la décennie 2000. De 2000 à 2004, on comptait moins de 75 000 nouveau-nés par année.

Dans toutes les régions, les naissances sont plus nombreuses en 2010 qu'elles ne l'étaient dans la première moitié des années 2000 (tableau 2.2). Dans une majorité d'entre elles, le sommet des 10 dernières années a été atteint en 2008 ou en 2009, les naissances ayant ensuite légèrement diminué. La Capitale-Nationale, l'Estrie, Montréal, Laval et la Montérégie font exception avec des naissances qui continuent d'augmenter en 2010. Le mouvement à la hausse semble toutefois s'essouffler, la croissance par rapport à 2009 étant de faible ampleur, d'au plus 2 % dans la Capitale-Nationale et en Estrie.

L'évolution des naissances reflète grandement celle de la fécondité. Dans l'ensemble du Québec, l'indice synthétique de fécondité se situait autour de 1,5 enfant par femme dans la première moitié des années 2000, tandis qu'il s'est élevé à 1,74 en 2008 et s'établit à 1,70 en 2010. On observe une évolution similaire dans la plupart des régions. En effet, malgré un léger recul depuis un an ou deux (voir la série de tableaux « Coup d'œil sur les régions » à la fin de cette publication), la fécondité demeure partout supérieure à ce qu'elle était il y a cinq ou dix ans (figure 2.2). Précisons que dans certaines régions, une croissance du nombre de femmes dans les groupes d'âge les plus féconds a également été favorable à des naissances plus nombreuses. C'est notamment le cas dans la Capitale-Nationale, à Montréal, à Laval et en Montérégie, où cette croissance a été suffisante pour compenser le repli de la fécondité en 2010.

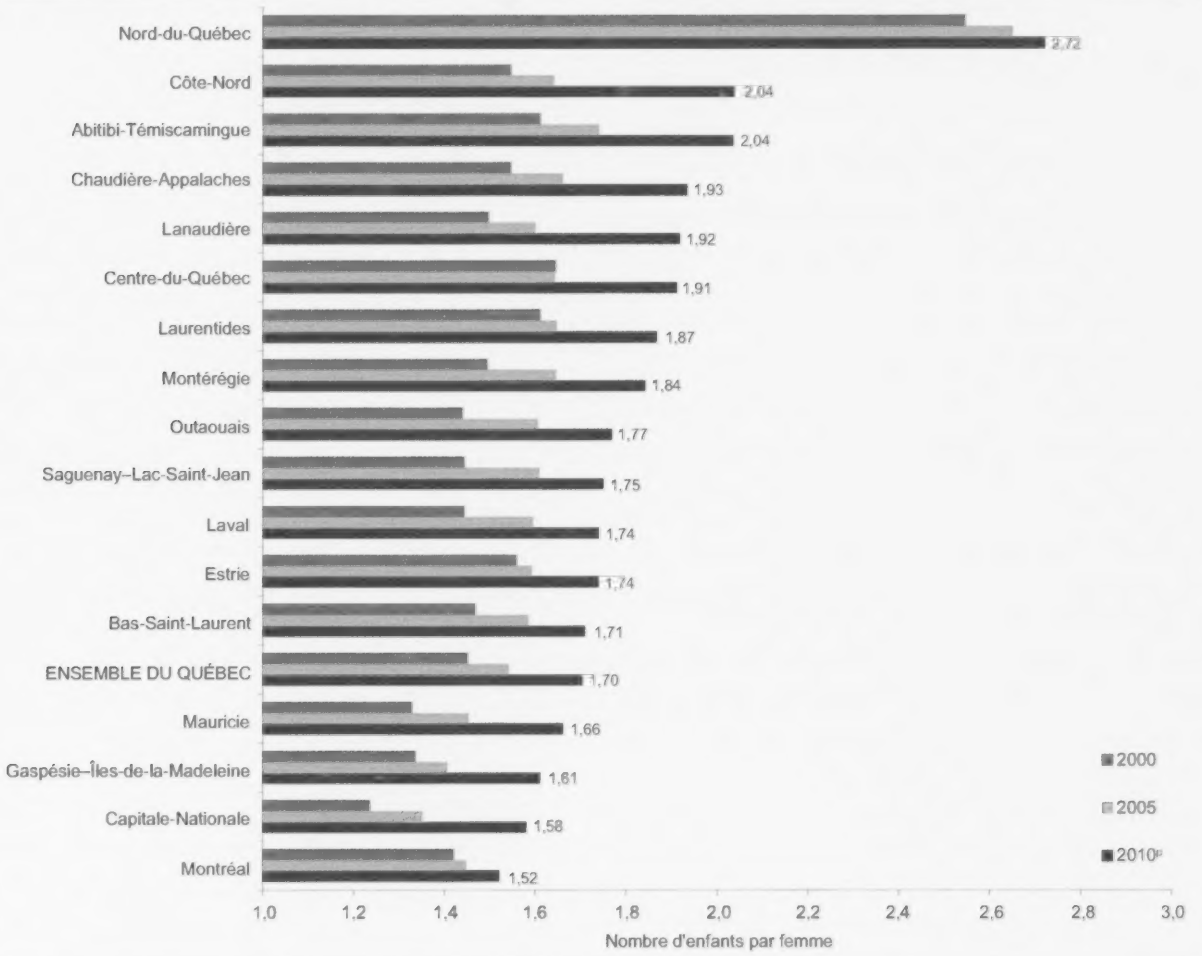
La figure 2.2 montre que si l'évolution de la fécondité est assez semblable d'une région à l'autre, son intensité diffère grandement. Avec un indice de 2,04 enfants par femme en 2010, la Côte-Nord et l'Abitibi-Témiscamingue affichent la fécondité la plus élevée après le Nord-du-Québec (2,72). Chaudière-Appalaches, Lanaudière, le Centre-du-Québec et les Laurentides suivent avec un indice d'environ 1,9. La fécondité est aussi supérieure à la moyenne québécoise en Montérégie, en Outaouais, au Saguenay–Lac-Saint-Jean, à Laval et en Estrie. Montréal (1,52) et la Capitale-Nationale (1,58) figurent quant à elles aux derniers rangs, l'indice de fécondité étant également inférieur à la moyenne en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (1,61) et en Mauricie (1,66).

En soustrayant les décès des naissances, on obtient un solde correspondant à l'accroissement naturel d'une population. Bien que la mortalité diminue dans toutes les régions, ce qui se traduit par des gains d'espérance de vie[1], le nombre de décès tend à augmenter en raison d'une population vieillissante. Sur l'ensemble de la période 2000-2010, la hausse des naissances a toutefois généralement été plus importante que celle des décès, si bien que l'accroissement naturel a été bonifié presque partout (tableau 2.2). Sur une base annuelle, c'est en 2008 ou 2009 que l'accroissement naturel le plus important de la période a été enregistré, sauf dans la Capitale-Nationale et à Montréal, où le sommet est atteint en 2010.

1. Les données sur la mortalité et l'espérance de vie sont disponibles sur le site Web de l'Institut.

Figure 2.2

Indice synthétique de fécondité, régions administratives et ensemble du Québec, 2000, 2005 et 2010[p]



Source : Institut de la statistique du Québec.

Il est à noter que l'accroissement naturel est négatif en Mauricie et en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, les décès y étant plus nombreux que les naissances depuis une dizaine d'années. Une population beaucoup plus âgée que la moyenne explique cette situation (voir la section consacrée à la structure par âge). Le Bas-Saint-Laurent maintient quant à lui un équilibre précaire entre les naissances et les décès, l'accroissement naturel étant inférieur à 20 personnes depuis trois ans.

Migration interrégionale : l'amélioration des soldes se poursuit dans les régions éloignées

Entre 2009 et 2010, plus de 213 000 Québécois ont changé de région de résidence, soit environ 2,8 % de la population. Cette proportion est plutôt stable depuis quelques années; elle était légèrement supérieure dans la première moitié des années 2000.

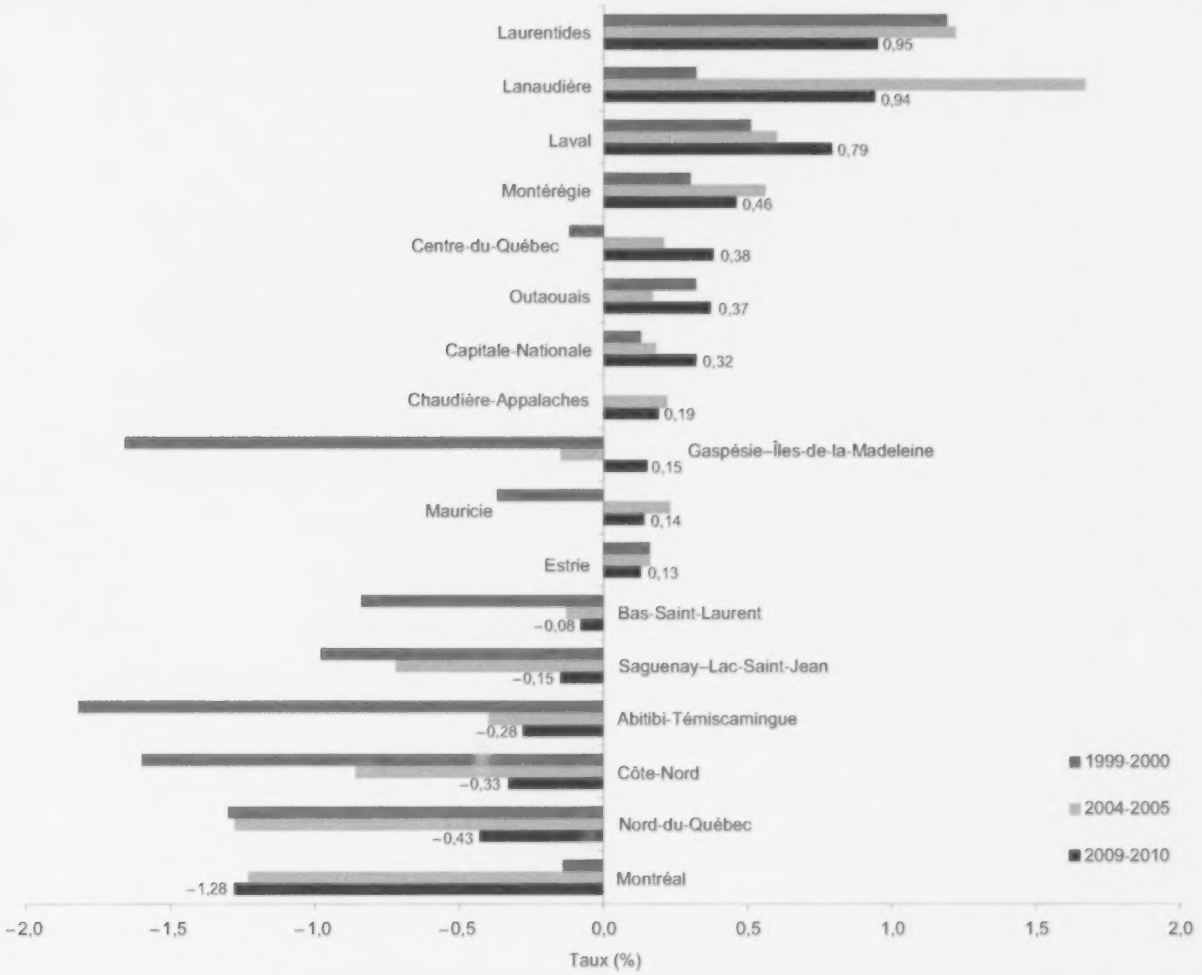
La migration interrégionale est un jeu à somme nulle au terme duquel on retrouve des régions gagnantes et des régions perdantes. Toutes proportions gardées, les régions adjacentes à Montréal sont généralement celles qui ont le plus bénéficié des échanges migratoires au cours des 10 dernières années, les Laurentides et Lanaudière en tête (figure 2.3). Ces deux régions ont tour à tour affiché les taux nets de migration interrégionale les plus élevés, les Laurentides au début des années 2000, puis Lanaudière de 2003-2004 à 2008-2009. En 2009-2010, les deux régions affichent un taux semblable, d'environ 0,95 %,

signifiant que les gains migratoires enregistrés dans leurs échanges avec les autres régions ont entraîné une croissance de près de 1 % de leur population. S'ils demeurent relativement élevés, ces gains sont toutefois en baisse par rapport à ce qu'ils étaient durant la majeure partie de la décennie 2000.

L'incidence de la migration interrégionale est moindre dans la région de Laval, qui échappe cependant à l'essoufflement observé récemment dans les Laurentides et dans Lanaudière. En effet, les taux nets de migration interrégionale y sont plutôt en hausse en fin de période, Laval affichant en 2009-2010 son meilleur taux des 10 dernières années (0,79 %). Ce taux s'établit à 0,46 % en Montérégie; il a été inférieur à ceux des autres régions adjacentes à Montréal durant toute la période 1999-2010.

Figure 2.3

Taux net de migration interrégionale, régions administratives du Québec, 1999-2000, 2004-2005 et 2009-2010



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Le Centre-du-Québec, l'Outaouais et la Capitale-Nationale terminent l'année 2009-2010 avec des gains migratoires se situant entre 0,3 % et 0,4 %. La progression du Centre-du-Québec au chapitre de la migration interrégionale est à souligner. De région déficitaire ou faiblement excédentaire au début des années 2000, elle se hisse au cinquième rang au cours de la dernière année. Elle maintient des gains comparables à ceux de l'Outaouais et de la Capitale-Nationale depuis le milieu des années 2000.

Quatre autres régions sortent gagnantes de leurs échanges migratoires en 2009-2010, soit Chaudière-Appalaches, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, la Mauricie et l'Estrie, où les taux nets de migration interne varient entre 0,1 % et 0,2 %. On peut s'étonner de retrouver la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine dans ce groupe, puisque cette région a été largement déficitaire durant de nombreuses années : au début des années 2000, les pertes annuelles représentaient plus de 1 % de sa population. Si elle enregistre en 2009-2010 son premier solde positif en 10 ans, les pertes s'étaient déjà grandement réduites dans la deuxième moitié des années 2000 grâce à une diminution importante du nombre de personnes quittant la région. Chaudière-Appalaches et la Mauricie ont aussi déjà fait partie des régions déficitaires, mais dans une moindre mesure que la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Dans les deux cas, les soldes sont positifs depuis 2002-2003.

À l'exception de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, toutes les autres régions dites éloignées affichent des soldes migratoires internes déficitaires en 2009-2010. Elles ont toutefois elles aussi grandement amélioré leur bilan migratoire depuis 10 ans. Le Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 0,15 %), la Côte-Nord (– 0,33 %) et le Nord-du-Québec (– 0,43 %) enregistrent en 2009-2010 leur taux net de migration interrégionale le moins négatif des 10 dernières années. Dans le Bas-Saint-Laurent (– 0,08 %), il s'agit du meilleur taux en six ans. L'Abitibi-Témiscamingue a connu ses pertes les moins importantes en 2006-2007 (– 0,12 %), mais l'ampleur du déficit y demeure relativement faible, à environ – 0,28 % depuis trois ans. Ces régions ont en commun une réduction notable de la propension des jeunes à les quitter pour les grands centres, que ce soit pour Québec ou Montréal.

Finalement, pour une cinquième année consécutive, Montréal connaît les pertes migratoires internes les plus importantes en 2009-2010. De l'ordre de – 1,28 %, elles représentent plus de 23 000 personnes (tableau 2.3). Contrairement aux régions éloignées, Montréal n'a pas amélioré son bilan migratoire au cours des dernières années. Le déficit de 2009-2010 est plutôt parmi les plus prononcés qu'a connus la région en 10 ans. Les pertes résultent surtout des nombreux départs vers les régions qui lui sont adjacentes (expliquant en bonne partie les gains de ces dernières), mais contrairement à ce qu'on observait encore récemment, les échanges de 2009-2010 ont aussi été déficitaires ou très faiblement excédentaires avec toutes les autres régions, incluant les régions éloignées.

Immigration internationale : hausse substantielle dans les régions adjacentes

Le Québec a accueilli 54 000 immigrants internationaux en 2010, le sommet des 50 dernières années. Le nombre de nouveaux arrivants a connu une hausse presque chaque année depuis 2000, quand il s'établissait à 32 500. Comme les nouveaux arrivants se concentrent à Montréal, ils contribuent surtout au bilan démographique de cette région. Cependant, la plupart des régions accueillent un nombre grandissant d'immigrants et certaines voient leur part de l'immigration augmenter, tandis que cette part tend à la baisse à Montréal.

Le tableau 2.4 présente côte à côte les résultats de cinq études réalisées par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC). Ces études, d'abord conçues pour mesurer annuellement la présence au Québec des immigrants récemment admis, comportent également de l'information sur la répartition entre les régions des immigrants dont on a établi qu'ils sont toujours au Québec. Cette répartition donne une image légèrement différente, probablement plus juste, de la localisation des nouveaux arrivants sur le territoire québécois que celle établie en utilisant comme indicateur la région projetée de destination déclarée par le candidat immigrant lors de la sélection ou de l'admission.

La première étude retenue (MICC, 2006) porte sur les immigrants admis au Québec entre 2000 et 2004. Leur présence et leur région de résidence sont vérifiées en janvier 2006[2]. La seconde étude (MICC, 2007) porte sur les immigrants admis entre 2001 et 2005 dont on vérifie la présence en janvier 2007. Le même modèle s'applique pour les trois études suivantes (MICC, 2008, 2009 et 2010). Ainsi, c'est la répartition régionale des immigrants récents, toujours présents au Québec en moyenne 3,5 années

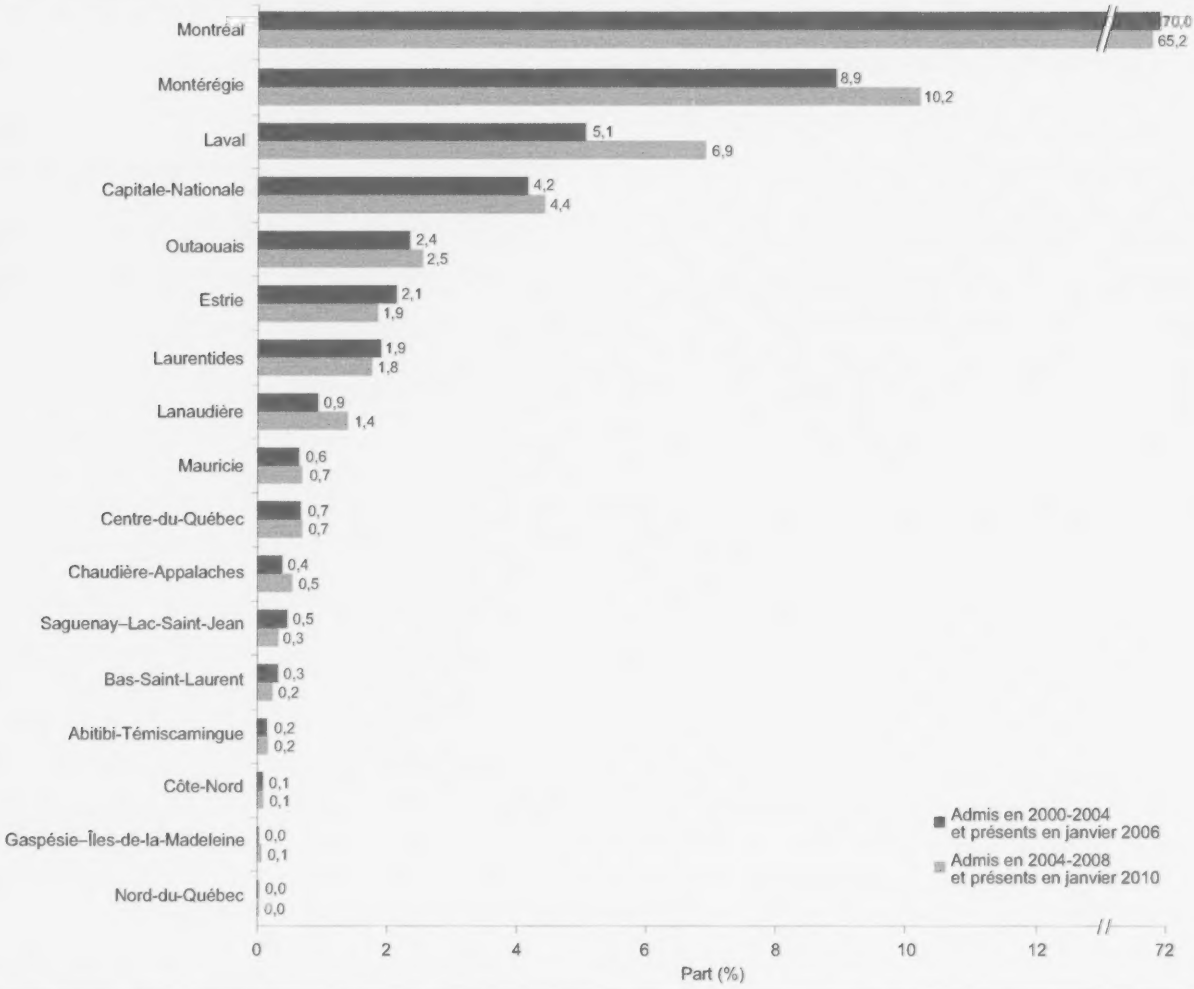
2. Les études portent plus globalement sur les immigrants admis depuis 10 années. Dans l'étude de 2006, il s'agit de ceux admis entre 1995 et 2004. Nous avons choisi de ne retenir ici que les immigrants très récents, soit ceux admis au cours des cinq années précédant l'étude.

après leur admission, qui est présentée. Soulignons que la région de résidence d'une faible part d'entre eux (entre 2 % et 3 %) n'est pas déterminée. Précisons aussi qu'il s'agit des admissions permanentes. Les résidents non permanents, par exemple les travailleurs saisonniers, ne sont pas pris en compte.

Parmi les 159 300 immigrants admis au Québec entre 2000 et 2004 et encore présents au Québec en janvier 2006, 70,0 % résidaient à Montréal (figure 2.4). Cette part est de 65,2 % pour les 181 500 immigrants admis au Québec entre 2004 et 2008 et présents en janvier 2010. La réduction, progressive d'une année à l'autre, est d'environ 5 points de pourcentage. Au contraire, la part de l'immigration est en hausse en Montérégie et à Laval, qui sont les deuxième et troisième régions d'accueil des immigrants. En Montérégie, cette proportion est passée de 8,9 % en janvier 2006 à 10,2 % en janvier 2010. À Laval, elle s'est élevée de 5,1 % à 6,9 %. Il faut en conclure que si ces deux régions continuent d'attirer beaucoup moins d'immigrants que Montréal, le nombre de nouveaux arrivants y connaît une croissance relative beaucoup plus importante.

Figure 2.4

Part des immigrants récents, régions administratives du Québec, immigrants admis en 2000-2004 et présents en janvier 2006 et immigrants admis en 2004-2008 et présents en janvier 2010



Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

La Capitale-Nationale arrive au quatrième rang avec 4,4 % des nouveaux arrivants en 2010. Cette part n'a que très légèrement augmenté depuis 2006, mais, vu la hausse globale de l'immigration, le nombre d'immigrants récents résidant dans cette région s'est élevé de 6 600 à 8 000. La proportion de l'immigration est de 2,5 % en Outaouais et d'environ 2 % en Estrie et dans les Laurentides. Elle est plus faible dans Lanaudière, à 1,4 %, mais la progression du nombre d'immigrants s'établissant dans cette dernière région est à signaler : tandis qu'elle en accueillait 1 500 en 2006, ce nombre est de 2 500 en 2010, une hausse de 70 %. Dans toutes les autres régions, la part de l'immigration est inférieure à 1 %.

Structure par âge : écarts marqués quant au rythme du vieillissement

Un vieillissement rapide caractérise l'évolution de la structure par âge de la population québécoise depuis le début des années 1970. La baisse de la fécondité qui a suivi le baby-boom des années 1946-1966, de même que l'élévation de l'espérance de vie contribuent à ce phénomène. En 1971, les jeunes de moins de 20 ans comptaient pour 40 % de la population et les personnes âgées de 65 ans et plus, pour 7 %. En 2010, le poids démographique des jeunes chute à 22 %, tandis que celui des personnes âgées monte à 15 %. Quant à la part de la population d'âge actif, les 20-64 ans, elle est passée de 53 % à 63 %. Cette évolution de la représentation des grands groupes d'âge s'accompagne d'une hausse de l'âge médian, qui est passé de 25,6 ans en 1971 à 41,2 ans en 2010. Le tableau 2.5 montre l'évolution de ces indicateurs sur une plus courte période, entre 1996 et 2010.

Des écarts quant à l'intensité de la fécondité, de la mortalité et de la migration, de même que le profil par âge des migrants expliquent que le vieillissement soit plus avancé dans certaines régions du Québec. C'est notamment le cas en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et en Mauricie, où, en 2010, la part des personnes âgées de 65 ans et plus dépasse déjà celle des jeunes de moins de 20 ans (figure 2.5). L'âge médian dépasse 48 ans en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, le plus élevé du Québec, tandis qu'il est de 46,8 ans en Mauricie (figure 2.6). Ces deux régions ont non seulement une assez faible fécondité, elles enregistrent également des pertes migratoires au profit des autres régions chez les jeunes adultes, mais des gains chez les 50 ans et plus. Le Bas-Saint-Laurent figure aussi parmi les régions les plus âgées du Québec, avec un âge médian de 46,6 ans en 2010. Les 65 ans et plus (18,7 %) y sont à peine moins nombreux que les moins de 20 ans (20,0 %). Le vieillissement de ces régions est plus rapide qu'ailleurs au Québec. Depuis 1996, l'âge médian de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine s'est élevé de près de 11 ans, comparativement à cinq ans dans l'ensemble du Québec; en Mauricie et dans le Bas-Saint-Laurent, l'écart est respectivement de 8 et 9 ans. L'avancée de l'âge médian a également été rapide au Saguenay–Lac-Saint-Jean, où il atteint 45,1 ans en 2010.

Les régions de la Capitale-Nationale, de l'Estrie, du Centre-du-Québec et de Chaudière-Appalaches apparaissent aussi plus âgées que la moyenne québécoise. Leur âge médian est d'environ 43 ans en 2010. Dans toutes ces régions, la part des personnes âgées surpasse la moyenne du Québec, se situant entre 16 % et 17 %. La proportion des moins de 20 ans est semblable à la moyenne, sauf dans la Capitale-Nationale, où elle est parmi les plus faibles (19,3 %).

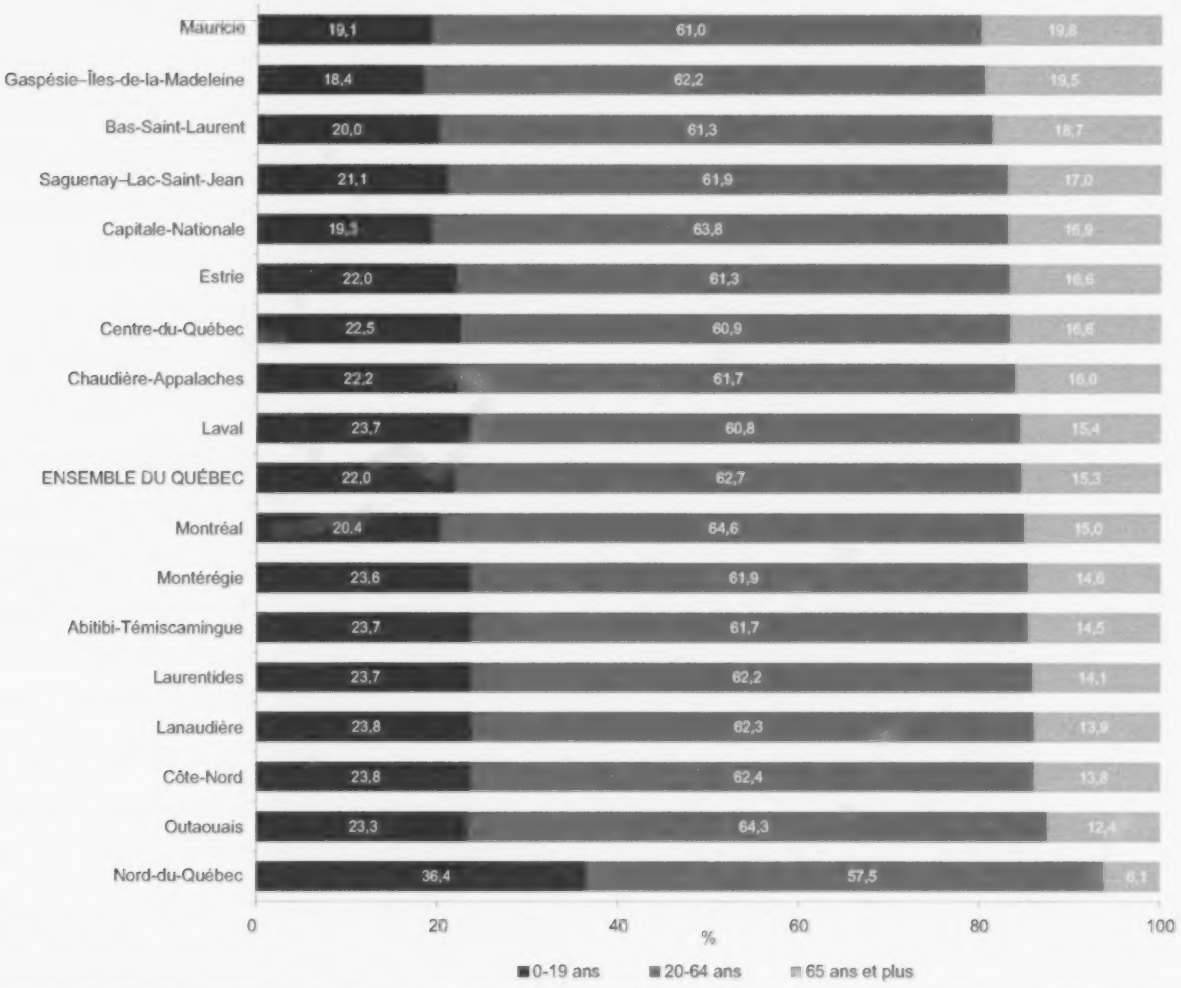
À l'autre bout du spectre, le Nord-du-Québec se distingue comme étant, de loin, la plus jeune région du Québec. Les personnes âgées de 65 ans et plus n'y représentent que 6,1 % de la population, tandis que plus d'une personne sur trois (36,4 %) y a moins de 20 ans. Cette structure relativement jeune – l'âge médian y est de 28,9 ans – s'explique par une fécondité plus élevée que la moyenne et une espérance de vie plus faible.

Montréal est aussi plus jeune que la moyenne québécoise et présente un profil par âge unique. Les moins de 20 ans y sont moins représentés (20,4 %) que dans la plupart des autres régions, mais elle compte sur la plus importante population d'âge actif (64,6 %). Le maintien d'un bassin de jeunes adultes y est assuré par l'accueil d'immigrants internationaux, majoritairement âgés dans la vingtaine et la trentaine lors de leur établissement au Québec, de même que par l'arrivée de jeunes issus des autres régions du Québec. Quant aux 65 ans et plus, ils représentent 15,0 % des Montréalais en 2010. Cette part est restée presque inchangée depuis 1996, tandis qu'elle s'est accrue dans toutes les autres régions. L'âge médian a lui aussi assez peu bougé en comparaison de ce qui s'observe ailleurs au Québec, passant de 36,9 ans en 1996 à 38,5 ans en 2010.

Dans les autres régions, la part des jeunes de moins de 20 ans est d'environ 24 % et celle des personnes âgées varie entre 14 % et 15 %, sauf en Outaouais où elle est de 12,4 %. Cette région se distingue aussi par une proportion de 20-64 ans parmi les plus élevées (64,3 %). L'âge médian y est de 40,1 ans. Il est également inférieur à la moyenne à Laval (40,5 ans), tandis qu'il se situe entre 41 et 42 ans en Montérégie, dans Lanaudière, sur la Côte-Nord, dans les Laurentides et en Abitibi-Témiscamingue.

Figure 2.5

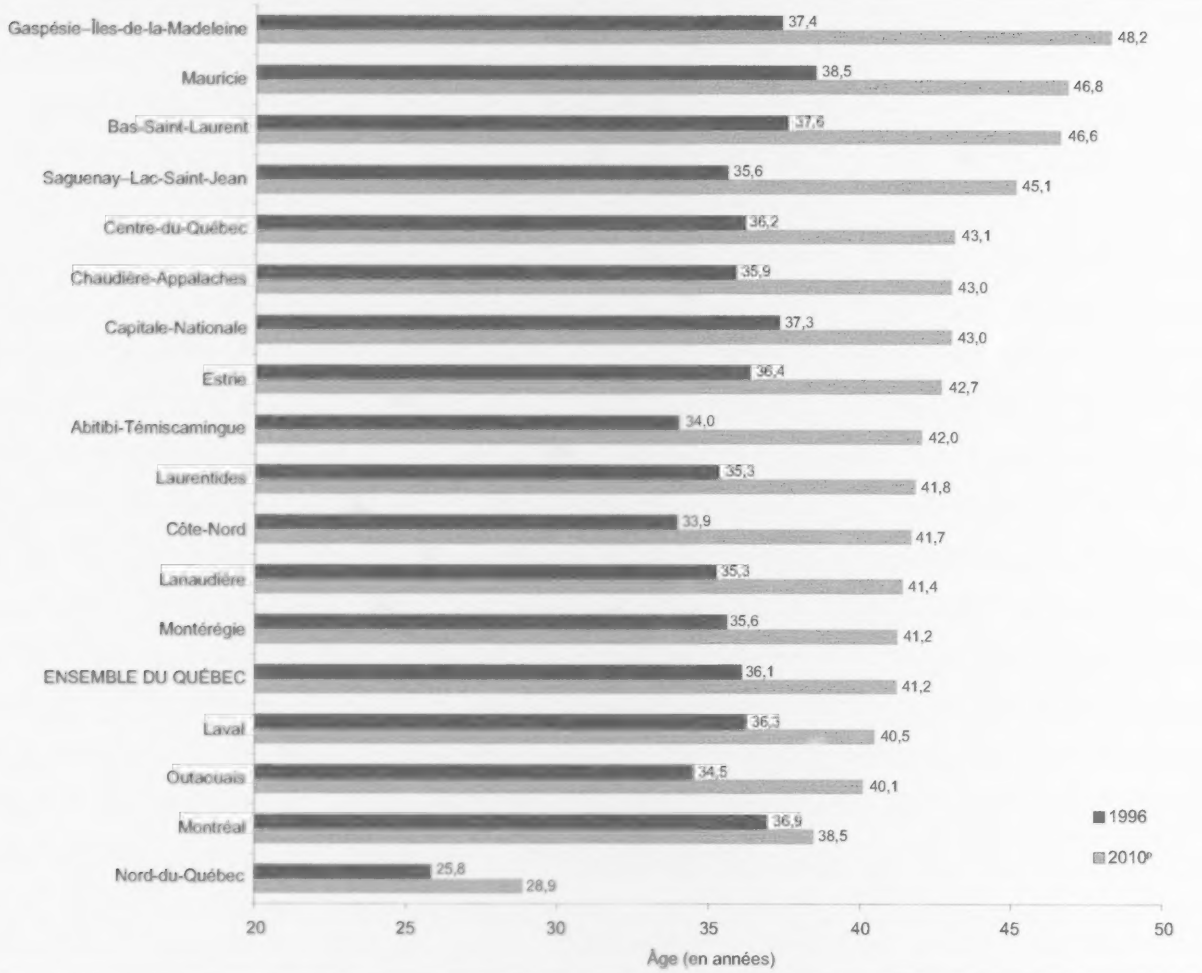
Population par grand groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2010[p]



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2011).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Figure 2.6

Âge médian, régions administratives et ensemble du Québec, 1996 et 2010[p]



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2011).

En guise de conclusion : quelle évolution pour les différents phénomènes?

Plusieurs changements ont marqué la dynamique démographique des régions du Québec au cours des dernières années, notamment une hausse des naissances dans la deuxième moitié des années 2000, tendance qui semble toutefois s'essouffler en 2010. Le nombre d'immigrants internationaux continue quant à lui de s'accroître presque partout, tandis qu'au chapitre des migrations interrégionales, on retiendra comme fait saillant la réduction considérable des pertes dans les régions éloignées. La poursuite ou non de ces tendances est difficile à prévoir. Assistera-t-on à une stabilisation des naissances et de la fécondité, à une reprise du mouvement à la hausse ou à la poursuite du repli? Les régions éloignées vont-elles continuer à améliorer leur solde migratoire? L'immigration va-t-elle se déconcentrer davantage? Ces questions soulèvent des enjeux majeurs qui rendront particulièrement intéressant le suivi des phénomènes démographiques dans les régions au cours des prochaines années.

Bibliographie

Institut de la statistique du Québec (2010). *Le Bilan démographique du Québec. Édition 2010*, Québec, 90 p. [En ligne :] www.stat.gouv.qc.ca/publications/demograp/pdf2010/Bilan2010.pdf.

Girard, Chantal (2011). « Les naissances au Québec en 2010 : la fécondité connaît un léger repli », *Coup d'œil sociodémographique*, Québec, Institut de la statistique du Québec, no 9. [En ligne :] www.stat.gouv.qc.ca/publications/demograp/pdf2011/coupdoeil_sociodemo_no9.pdf.

Lachance, Jean-François (2011). « Survol de la migration interrégionale au Québec en 2009-2010 », *Coup d'œil sociodémographique*, Québec, Institut de la statistique du Québec, no 7. [En ligne :] www.stat.gouv.qc.ca/publications/demograp/pdf2011/coupdoeil_janv11.pdf.

Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (2010). *Présence en 2010 des immigrants admis au Québec de 1999 à 2008*, Montréal, Gouvernement du Québec, 33 p.

Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (2009). *Présence en 2009 des immigrants admis au Québec de 1998 à 2007*, Montréal, Gouvernement du Québec, 32 p.

Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (2008). *Présence en 2008 des immigrants admis au Québec de 1997 à 2006*, Montréal, Gouvernement du Québec, 32 p.

Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (2007). *Présence au Québec en 2007 des immigrants admis de 1996 à 2005*, Montréal, Gouvernement du Québec, 38 p.

Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (2006). *Présence au Québec en 2006 des immigrants admis de 1995 à 2004*, Montréal, Gouvernement du Québec, 44 p.

Tableau 2.1

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, régions administratives et ensemble du Québec, 1996-2010[p]

	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[1]			Poids	
	1996	2001	2006	2010[p]	1996-2001	2001-2006	2006-2010[p]	1996	2010[p]
	n				pour 1 000			%	
Bas-Saint-Laurent	208 695	204 302	201 565	201 268	– 4,3	– 2,7	– 0,4	2,9	2,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	290 182	283 285	274 118	272 911	– 4,8	– 6,6	– 1,1	4,0	3,5
Capitale-Nationale	643 377	651 540	668 734	693 859	2,5	5,2	9,2	8,9	8,8
Mauricie	264 581	260 040	260 314	262 401	– 3,5	0,2	2,0	3,7	3,3
Estrie	282 671	291 381	301 014	309 975	6,1	6,5	7,3	3,9	3,9
Montréal	1 797 912	1 850 493	1 873 589	1 934 082	5,8	2,5	7,9	24,8	24,5
Outaouais	311 733	322 934	344 865	363 638	7,1	13,1	13,2	4,3	4,6
Abitibi-Témiscamingue	155 901	148 559	144 868	145 835	– 9,6	– 5,0	1,7	2,2	1,8
Côte-Nord	104 643	99 479	96 561	95 538	– 10,1	– 6,0	– 2,7	1,4	1,2
Nord-du-Québec	39 050	39 325	40 272	42 175	1,4	4,8	11,5	0,5	0,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	106 404	98 599	95 162	93 826	– 15,2	– 7,1	– 3,5	1,5	1,2
Chaudière-Appalaches	385 705	390 857	396 951	405 483	2,7	3,1	5,3	5,3	5,1
Laval	334 918	350 286	372 410	398 667	9,0	12,2	17,0	4,6	5,0
Lanaudière	380 827	396 391	433 776	464 467	8,0	18,0	17,1	5,3	5,9
Laurentides	439 611	472 916	518 399	549 442	14,6	18,4	14,5	6,1	6,9
Montérégie	1 282 798	1 313 194	1 383 026	1 441 423	4,7	10,4	10,3	17,7	18,2
Centre-du-Québec	217 889	222 750	225 928	232 385	4,4	2,8	7,0	3,0	2,9
Ensemble du Québec	**7 246 897**	**7 396 331**	**7 631 552**	**7 907 375**	**4,1**	**6,3**	**8,9**	**100,0**	**100,0**

1. Calculé par rapport à la population moyenne de la période.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2011).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.2

Naissances, décès et accroissement naturel, régions administratives et ensemble du Québec, 2000-2010[p]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008[p1]	2009[p]	2010[p]
						n					
Naissances	**72 010**	**73 699**	**72 478**	**73 916**	**74 068**	**76 341**	**81 962**	**84 453**	**87 865**	**88 600**	**88 300**
Bas-Saint-Laurent	1 721	1 648	1 615	1 676	1 587	1 745	1 803	1 869	1 880	1 885	1 874
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 485	2 531	2 492	2 434	2 394	2 511	2 612	2 673	2 810	2 849	2 680
Capitale-Nationale	5 397	5 624	5 479	5 580	5 532	5 843	6 437	6 639	7 154	7 296	7 428
Mauricie	2 005	1 957	2 036	1 948	2 062	2 061	2 286	2 285	2 404	2 437	2 398
Estrie	2 851	2 904	2 818	2 946	2 911	2 972	3 132	3 186	3 312	3 308	3 384
Montréal	20 036	20 359	20 123	20 590	20 396	20 729	21 808	22 472	22 645	22 982	23 268
Outaouais	3 223	3 311	3 397	3 398	3 523	3 662	3 820	4 053	4 209	4 227	4 172
Abitibi-Témiscamingue	1 561	1 546	1 407	1 456	1 371	1 501	1 538	1 599	1 705	1 758	1 663
Côte-Nord	1 038	1 002	981	985	1 029	955	1 061	1 083	1 110	1 078	1 090
Nord-du-Québec	812	839	785	821	861	816	838	906	880	906	868
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	749	697	677	675	712	665	737	744	786	787	739
Chaudière-Appalaches	3 743	3 875	3 737	3 833	3 933	3 955	4 353	4 419	4 710	4 632	4 574
Laval	3 366	3 592	3 421	3 605	3 594	3 780	4 081	4 161	4 354	4 447	4 453
Lanaudière	3 540	3 643	3 568	3 616	3 812	4 005	4 454	4 871	5 328	5 469	5 254
Laurentides	4 763	5 065	4 856	5 008	5 051	5 029	5 650	5 684	5 985	5 972	5 921
Montérégie	12 500	12 962	12 909	13 176	13 152	13 895	14 944	15 367	15 965	15 972	16 011
Centre-du-Québec	2 220	2 144	2 177	2 169	2 148	2 217	2 408	2 442	2 628	2 594	2 523
Décès	**53 287**	**54 372**	**55 748**	**54 972**	**55 614**	**55 988**	**54 434**	**56 748**	**56 800**	**57 200**	**58 400**
Bas-Saint-Laurent	1 618	1 689	1 746	1 729	1 836	1 817	1 699	1 734	1 867	1 867	1 855
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 958	2 056	2 097	2 079	2 021	2 107	2 063	2 098	2 151	2 318	2 142
Capitale-Nationale	4 827	4 953	5 131	5 002	5 162	5 215	5 077	5 510	5 279	5 390	5 458
Mauricie	2 371	2 368	2 412	2 387	2 315	2 363	2 293	2 525	2 441	2 460	2 535
Estrie	2 238	2 194	2 261	2 333	2 357	2 368	2 284	2 261	2 298	2 244	2 429
Montréal	15 271	15 306	15 619	15 302	15 208	14 857	14 571	14 677	14 583	14 816	14 921
Outaouais	1 970	2 114	2 154	2 002	2 114	2 197	2 186	2 239	2 205	2 269	2 367
Abitibi-Témiscamingue	1 048	1 060	1 122	1 120	1 019	1 070	938	1 074	1 119	1 148	1 099
Côte-Nord	570	606	582	559	583	614	623	620	649	683	645
Nord-du-Québec	174	160	170	195	179	191	174	186	184	193	211
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	874	877	863	918	884	902	908	977	1 013	969	993
Chaudière-Appalaches	2 788	2 663	2 739	2 715	2 904	2 796	2 693	2 821	2 862	2 912	2 830
Laval	2 168	2 246	2 323	2 266	2 293	2 343	2 266	2 487	2 442	2 455	2 628
Lanaudière	2 493	2 527	2 541	2 538	2 649	2 783	2 656	2 735	2 895	2 849	2 961
Laurentides	2 925	3 133	3 282	3 114	3 208	3 402	3 291	3 382	3 551	3 523	3 714
Montérégie	8 339	8 593	8 871	8 963	9 033	9 144	8 915	9 649	9 370	9 273	9 778
Centre-du-Québec	1 655	1 827	1 835	1 750	1 849	1 819	1 797	1 773	1 889	1 830	1 834
Accroissement naturel	**18 723**	**19 327**	**16 730**	**18 944**	**18 454**	**20 353**	**27 528**	**27 705**	**31 065**	**31 400**	**29 900**
Bas-Saint-Laurent	103	– 41	– 131	– 53	– 249	– 72	104	135	13	18	19
Saguenay–Lac-Saint-Jean	527	475	395	355	373	404	549	575	659	531	538
Capitale-Nationale	570	671	348	578	370	628	1 360	1 129	1 875	1 906	1 971
Mauricie	– 366	– 411	– 376	– 439	– 253	– 302	– 7	– 240	– 37	– 23	– 137
Estrie	613	710	557	613	554	604	848	925	1 014	1 064	954
Montréal	4 765	5 053	4 504	5 288	5 188	5 872	7 237	7 795	8 062	8 166	8 347
Outaouais	1 253	1 197	1 243	1 396	1 409	1 465	1 634	1 814	2 004	1 958	1 805
Abitibi-Témiscamingue	513	486	285	336	352	431	600	525	586	610	564
Côte-Nord	468	396	399	426	446	341	438	463	461	394	445
Nord-du-Québec	638	679	615	626	682	625	664	720	696	713	656
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	– 125	– 180	– 186	– 243	– 172	– 237	– 171	– 233	– 227	– 182	– 254
Chaudière-Appalaches	955	1 212	998	1 118	1 029	1 159	1 660	1 598	1 848	1 721	1 744
Laval	1 198	1 346	1 098	1 339	1 301	1 437	1 815	1 674	1 912	1 992	1 824
Lanaudière	1 047	1 116	1 027	1 078	1 163	1 222	1 798	2 136	2 433	2 620	2 294
Laurentides	1 838	1 932	1 574	1 894	1 843	1 627	2 359	2 302	2 434	2 449	2 207
Montérégie	4 161	4 369	4 038	4 213	4 119	4 751	6 029	5 718	6 595	6 699	6 233
Centre-du-Québec	565	317	342	419	299	398	611	669	739	764	689

1. Les données sur les naissances de 2008 sont finales.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.3

Solde migratoire interrégional, régions administratives du Québec, 1999-2000 à 2009-2010

	Solde migratoire interrégional										
	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006[r]	2006-2007[r]	2007-2008[r]	2008-2009	2009-2010
	n										
Bas-Saint-Laurent	– 1 698	– 1 584	– 1 109	– 686	28	– 255	– 511	– 343	– 306	– 456	– 162
Saguenay–Lac-Saint-Jean	– 2 777	– 3 091	– 2 973	– 2 922	– 2 016	– 1 969	– 1 382	– 955	– 448	– 659	– 396
Capitale-Nationale	850	2 035	2 739	2 750	1 751	1 194	2 636	2 197	3 044	2 761	2 172
Mauricie	– 961	– 950	– 207	292	649	587	389	786	195	121	353
Estrie	451	326	1 131	1 109	658	462	182	234	70	40	386
Montréal	– 2 437	– 5 264	– 14 833	– 20 406	– 24 100	– 22 800	– 22 760	– 23 848	– 21 477	– 19 463	– 23 640
Outaouais	1 005	2 030	1 364	1 437	583	564	731	510	1 363	1 437	1 312
Abitibi-Témiscamingue	– 2 752	– 2 765	– 1 996	– 1 520	– 963	– 581	– 379	– 166	– 390	– 392	– 407
Côte-Nord	– 1 618	– 1 867	– 1 853	– 1 201	– 802	– 827	– 911	– 689	– 918	– 452	– 313
Nord-du-Québec	– 484	– 504	– 645	– 293	– 329	– 496	– 443	– 253	– 298	– 384	– 173
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	– 1 682	– 1 157	– 812	– 510	– 94	– 150	– 217	– 202	– 210	– 61	146
Chaudière-Appalaches	– 4	– 799	– 339	101	56	869	355	495	28	463	754
Laval	1 752	2 526	2 569	2 414	2 342	2 197	2 672	2 045	2 601	2 882	3 099
Lanaudière	1 262	1 827	4 288	4 507	6 586	6 940	6 818	7 040	5 441	4 390	4 324
Laurentides	5 475	5 667	6 358	7 151	7 266	6 191	5 424	6 295	4 205	4 335	5 162
Montérégie	3 891	3 847	6 300	7 367	8 011	7 607	6 867	6 497	6 116	4 861	6 502
Centre-du-Québec	– 274	– 275	17	409	373	467	529	359	984	577	881

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Tableau 2.4

Population immigrante admise au Québec à différentes périodes quinquennales (2000-2004 à 2004-2008) et présente en janvier de différentes années (2006 à 2010) selon la région administrative de résidence

	Admis : 2000-2004		Admis : 2001-2005		Admis : 2002-2006		Admis : 2003-2007		Admis : 2004-2008	
	Présents : 01-2006		Présents : 01-2007		Présents : 01-2008		Présents : 01-2009		Présents : 01-2010	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Bas-Saint-Laurent	509	0,3	442	0,3	451	0,3	450	0,3	422	0,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	734	0,5	661	0,4	613	0,4	624	0,3	590	0,3
Capitale-Nationale	6 644	4,2	7 100	4,2	7 158	4,1	7 664	4,3	8 043	4,4
Mauricie	1 023	0,6	1 106	0,7	1 234	0,7	1 350	0,8	1 244	0,7
Estrie	3 410	2,1	3 377	2,0	3 455	2,0	3 533	2,0	3 363	1,9
Montréal	111 479	70,0	116 633	69,2	119 010	68,3	119 434	67,0	118 366	65,2
Outaouais	3 744	2,4	3 849	2,3	3 964	2,3	4 223	2,4	4 613	2,5
Abitibi-Témiscamingue	246	0,2	196	0,1	224	0,1	293	0,2	287	0,2
Côte-Nord	136	0,1	141	0,1	142	0,1	141	0,1	162	0,1
Nord-du-Québec	39	0,0	70	0,0	80	0,0	57	0,0	48	0,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	42	0,0	95	0,1	107	0,1	108	0,1	116	0,1
Chaudière-Appalaches	611	0,4	777	0,5	834	0,5	845	0,5	967	0,5
Laval	8 052	5,1	9 185	5,4	10 256	5,9	10 977	6,2	12 535	6,9
Lanaudière	1 479	0,9	1 804	1,1	2 032	1,2	2 211	1,2	2 515	1,4
Laurentides	3 029	1,9	3 012	1,8	3 093	1,8	3 032	1,7	3 206	1,8
Montérégie	14 226	8,9	15 497	9,2	16 339	9,4	17 030	9,5	18 563	10,2
Centre-du-Québec	1 064	0,7	1 188	0,7	1 242	0,7	1 235	0,7	1 243	0,7
Total des régions	156 467	98,2	165 133	97,9	170 234	97,7	173 207	97,1	176 283	97,1
Non déterminée	2 801	1,8	3 504	2,1	4 086	2,3	5 144	2,9	5 247	2,9
Total	**159 268**	**100,0**	**168 637**	**100,0**	**174 320**	**100,0**	**178 351**	**100,0**	**181 530**	**100,0**

Note : Pour les études sur la présence des immigrants de janvier 2006 à janvier 2009, la région de résidence est une approximation basée sur les trois premiers caractères du code postal. La dernière étude sur la présence en janvier 2010 utilise le code numérique de cinq chiffres attaché à la municipalité de résidence. Les cas non déterminés peuvent s'expliquer par l'absence de code postal, un code postal erroné ou encore par la résidence temporaire de la personne immigrante hors du Québec pour des raisons de travail ou d'études.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Tableau 2.5

Population par grand groupe d'âge et âge médian, régions administratives et ensemble du Québec, 1996 et 2010[p]

	Groupe d'âge								Âge médian
	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	
	n				%				
1996	**1 879 759**	**4 498 154**	**868 984**	**7 246 897**	**25,9**	**62,1**	**12,0**	**100,0**	**36,1**
Bas-Saint-Laurent	55 370	124 066	29 259	208 695	26,5	59,4	14,0	100,0	37,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	84 352	175 416	30 414	290 182	29,1	60,5	10,5	100,0	35,6
Capitale-Nationale	150 717	411 731	80 929	643 377	23,4	64,0	12,6	100,0	37,3
Mauricie	65 266	160 948	38 367	264 581	24,7	60,8	14,5	100,0	38,5
Estrie	75 528	169 977	37 166	282 671	26,7	60,1	13,1	100,0	36,4
Montréal	393 861	1 138 244	265 807	1 797 912	21,9	63,3	14,8	100,0	36,9
Outaouais	85 852	197 795	28 086	311 733	27,5	63,5	9,0	100,0	34,5
Abitibi-Témiscamingue	46 703	94 023	15 175	155 901	30,0	60,3	9,7	100,0	34,0
Côte-Nord	30 111	66 739	7 793	104 643	28,8	63,8	7,4	100,0	33,9
Nord-du-Québec	15 534	22 226	1 290	39 050	39,8	56,9	3,3	100,0	25,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	27 476	65 025	13 903	106 404	25,8	61,1	13,1	100,0	37,4
Chaudière-Appalaches	108 302	231 664	45 739	385 705	28,1	60,1	11,9	100,0	35,9
Laval	86 912	210 309	37 697	334 918	26,0	62,8	11,3	100,0	36,3
Lanaudière	111 380	234 112	35 335	380 827	29,2	61,5	9,3	100,0	35,3
Laurentides	123 878	272 287	43 446	439 611	28,2	61,9	9,9	100,0	35,3
Montérégie	357 463	794 448	130 887	1 282 798	27,9	61,9	10,2	100,0	35,6
Centre-du-Québec	61 054	129 144	27 691	217 889	28,0	59,3	12,7	100,0	36,2
2010[p]	**1 736 311**	**4 959 475**	**1 211 589**	**7 907 375**	**22,0**	**62,7**	**15,3**	**100,0**	**41,2**
Bas-Saint-Laurent	40 346	123 373	37 549	201 268	20,0	61,3	18,7	100,0	46,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	57 599	169 046	46 266	272 911	21,1	61,9	17,0	100,0	45,1
Capitale-Nationale	133 856	443 012	116 991	693 859	19,3	63,8	16,9	100,0	43,0
Mauricie	50 221	160 146	52 034	262 401	19,1	61,0	19,8	100,0	46,8
Estrie	68 298	190 108	51 569	309 975	22,0	61,3	16,6	100,0	42,7
Montréal	393 755	1 250 218	290 109	1 934 082	20,4	64,6	15,0	100,0	38,5
Outaouais	84 754	233 806	45 078	363 638	23,3	64,3	12,4	100,0	40,1
Abitibi-Témiscamingue	34 618	90 001	21 216	145 835	23,7	61,7	14,5	100,0	42,0
Côte-Nord	22 700	59 618	13 220	95 538	23,8	62,4	13,8	100,0	41,7
Nord-du-Québec	15 344	24 257	2 574	42 175	36,4	57,5	6,1	100,0	28,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	17 221	58 351	18 254	93 826	18,4	62,2	19,5	100,0	48,2
Chaudière-Appalaches	90 217	250 192	65 074	405 483	22,2	61,7	16,0	100,0	43,0
Laval	94 519	242 571	61 577	398 667	23,7	60,8	15,4	100,0	40,5
Lanaudière	110 775	289 204	64 488	464 467	23,8	62,3	13,9	100,0	41,4
Laurentides	130 233	341 954	77 255	549 442	23,7	62,2	14,1	100,0	41,8
Montérégie	339 598	892 035	209 790	1 441 423	23,6	61,9	14,6	100,0	41,2
Centre-du-Québec	52 257	141 583	38 545	232 385	22,5	60,9	16,6	100,0	43,1

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2011).

3. Marché du travail

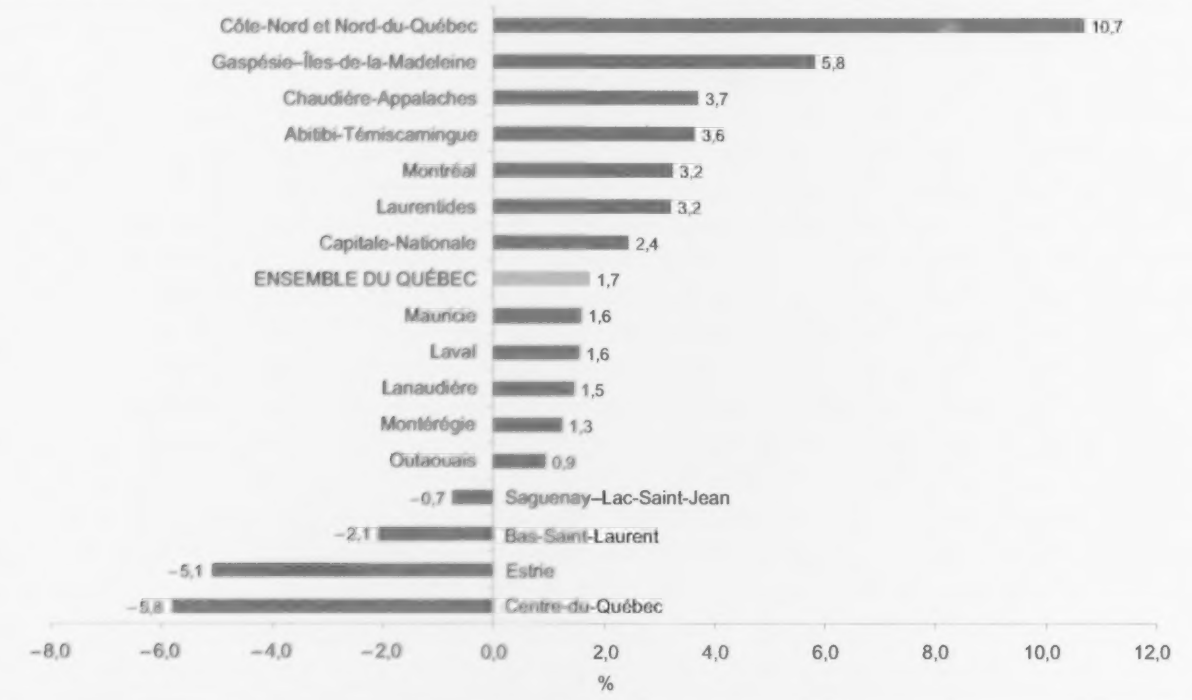
par Jean-Marc Kilolo-Malambwe, Direction des statistiques du travail et de la rémunération

Cette section sur le marché du travail porte sur une analyse de la variation de l'emploi dans les régions administratives du Québec en 2010.[1] Les résultats sont ventilés selon le sexe, le régime de travail (temps plein et temps partiel), le groupe d'âge (15-29 ans et 30 ans et plus) et le secteur d'activités (biens et services). Les données sur les taux de chômage et d'emploi sont également présentées.

Après une année 2009 marquée par la récession, la reprise économique en 2010 s'est traduite par une hausse de 66 700 emplois (+ 1,7 %) au Québec. Ce gain profite surtout aux hommes qui engrangent près des trois quarts des nouveaux emplois. Ces derniers sont plus à temps partiel (56,2 %) et profitent surtout aux travailleurs de 30 ans et plus (près de deux emplois sur trois). La hausse de l'emploi se produit uniquement dans le secteur des services (+ 83 500), alors que celui des biens connaît un recul (– 16 800). La croissance de l'emploi contribue à une baisse de 0,5 point de pourcentage du taux de chômage, qui s'établit à 8,0 %.

Figure 3.1

Taux de croissance de l'emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2010



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

En 2010, 12 régions administratives sur 16 voient leur nombre d'emplois augmenter. Les deux régions ayant le poids le plus faible dans l'emploi total au Québec sont celles qui enregistrent les hausses les plus fortes : il s'agit de la Côte-Nord et Nord-du-Québec (+ 10,7 %) et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 5,8 %). Toutefois, si on tient compte du nombre d'emplois créés, la région de Montréal vient en première position, avec une forte croissance de 29 800 emplois (+ 3,2 %) en 2010,

1. Les données utilisées proviennent de l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada; ces dernières portent sur le lieu de résidence qui ne coïncide pas nécessairement au lieu de travail. Par ailleurs, au début de 2011, Statistique Canada a procédé à une révision historique de ces données. Ainsi, de légers écarts apparaissent quelquefois entre les chiffres présentés dans cette section et ceux présentés dans l'édition précédente pour l'année 2009.

majoritairement occupés par les hommes (+ 19 600) et en grande partie dans l'emploi à temps partiel (+ 19 200). Le groupe des travailleurs montréalais âgés de 30 ans et plus bénéfice, à lui seul, près de 80 % des emplois créés, et ce, exclusivement dans le secteur des services. Du côté du secteur des biens, une perte de 8 000 emplois (– 5,7 %) est observée. Par ailleurs, un recul significatif du taux de chômage est constaté, alors que le taux d'emploi s'accroît de façon marquée dans cette région (– 1,4 et + 1,3 point respectivement). Parmi les 16 régions administratives, Montréal occupe le 14e rang en 2010 pour ce qui est du taux de chômage (9,7 %) et le 9e rang en regard du taux d'emploi (58,9 %).

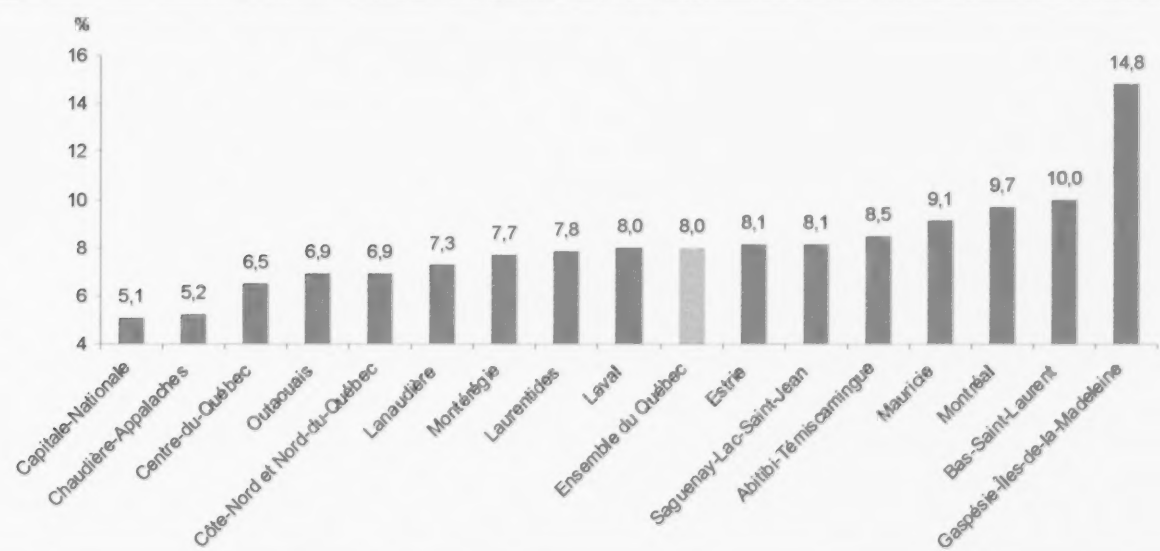
Contrairement à la tendance baissière des cinq dernières années, la région de la Côte-Nord et Nord-du-Québec enregistre une hausse de 5 200 emplois, surtout chez les hommes (+ 3 600), et exclusivement dans l'emploi à temps plein. Les travailleurs âgés de 30 et plus (+ 2 900) et ceux du secteur des biens (+ 3 400) en sont les plus grands bénéficiaires. Il en résulte d'une part, un recul du taux de chômage de 2,9 points (6,9 %) qui permet à la région de se hisser au 4e rang pour cet indicateur. D'autre part, le taux d'emploi progresse 5,9 points (59,4 %), d'où le bond du 14e au 8e rang.

La région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine bénéficie d'un gain de 2 000 emplois en 2010, également répartie entre les hommes et les femmes. Cette croissance s'observe uniquement dans l'emploi à temps plein (+ 2 700), chez les 30 ans et plus (+ 2 400) ainsi que dans le secteur des services (+ 1 700). Par contre, l'emploi à temps partiel et celui des 15-29 ans connaissent un léger recul. Malgré un repli de 0,9 point, le taux chômage de la région demeure le plus élevé du Québec (14,8 %). Il en est de même du taux d'emploi qui augmente de 2,6 points, alors que la région occupe toujours le dernier rang (46,3 %).

Affichant une hausse de l'emploi de 3,7 % en 2010, la région de Chaudière-Appalaches occupe le troisième rang, en ce qui a trait à la croissance de l'emploi (+ 7 700). Cette région est une des six à ne pas avoir connu de recul de l'emploi pendant la récession de 2009. Les nouveaux emplois dans cette région vont plus aux hommes (+ 5 000) qu'aux femmes et sont presque exclusivement à temps plein. Les personnes de 30 ans et plus sont les seules à en bénéficier, contrairement aux plus jeunes de 15-29 ans qui connaissent un recul de l'emploi (– 3 300). Plus de quatre nouveaux emplois sur cinq se retrouvent dans le secteur des services. En 2010, le taux de chômage baisse de 0,7 point de pourcentage pour se fixer à 5,2 %, soit le deuxième taux le plus faible observé dans les régions administratives du Québec.

Figure 3.2

Taux de chômage, régions administratives et ensemble du Québec, 2010



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Après avoir connu le recul de l'emploi le plus important parmi les régions administratives en 2009 (– 4,1 %), l'Abitibi-Témiscamingue affiche également une forte augmentation relative de l'emploi en 2010 (+ 3,6 % ou + 2 400 emplois), surtout au profit des hommes (+ 1 400) et se répartit presque à parts égales entre l'emploi à temps plein et celui à temps partiel. De plus, la majorité des emplois est dans le secteur des services; les jeunes de 15-29 ans sont les seuls à en profiter. Le taux chômage de cette région diminue d'un point en 2010 pour se fixer à 8,5 %, alors que le taux d'emploi s'accroît de 1,7 point, à 58,2 %. L'Abitibi-Témiscamingue gagne un rang et occupe le 10e, en ce qui a trait à ce dernier indicateur.

Avec un taux de croissance de l'emploi identique à celui de Montréal (+ 3,2 %), la région des Laurentides connaît, en 2010, une création d'emplois presque deux fois plus importante que celle enregistrée en 2009 durant la récession : en effet, l'économie de cette région s'est enrichie de 8 800 nouveaux emplois, dont plus de la moitié revient aux femmes (+ 4 900) et sont à temps partiel (+ 5 000). L'augmentation de l'emploi des jeunes travailleurs de 15-29 ans (+ 5 800) est environ deux fois plus élevée que celle des 30 ans et plus. Le secteur des biens est le grand gagnant, puisque la quasi-totalité des nouveaux emplois s'y retrouve (+ 8 300). Le taux de chômage reste stable à 7,8 % et conserve le 8e rang parmi les 16 régions administratives sur ce plan. En ce qui concerne le taux d'emploi, les Laurentides avancent de deux rangs et se classent maintenant au 5e, à la suite d'une hausse de 0,7 point, à 62,3 %.

Après avoir bien résisté à la récession en 2009 en ne concédant pratiquement pas de pertes d'emplois, la région de la Capitale-Nationale en crée 8 700 en 2010, essentiellement chez les hommes (+ 6 300). Cette augmentation se produit tant dans l'emploi à temps plein que celui à temps partiel (+ 4 700) et touche uniquement les travailleurs âgés de 15-29 ans (+ 11 100). Contrairement à ces derniers, ceux de 30 ans et plus voient le niveau de leur emploi se comprimer de 2 400. Alors que l'emploi se contracte de 4 900 dans le secteur des biens, celui des services connaît un gain de 13 600. En recul de 0,2 point, le taux de chômage de la Capitale-Nationale est toujours le plus faible au Québec et situe à 5,1 % en 2010.

En 2010, la croissance de l'emploi dans les régions de la Mauricie, de Laval et de Lanaudière se situe entre 1,5 % et 1,6 %. En Mauricie, la hausse se chiffre à 1 800, également répartie entre les hommes et les femmes. Par ailleurs, on remarque que tous les emplois créés sont à temps partiel et ne profitent qu'aux 30 ans et plus (+ 4 800). De leur côté, les plus jeunes travailleurs (moins de 30 ans) subissent une perte de 3 000 emplois. Par ailleurs, l'augmentation de l'emploi se produit uniquement dans le secteur des services, celui des biens subissant des pertes de 1 700 emplois. Malgré le recul du taux de chômage d'un demi-point de pourcentage en 2010 (9,1 %), la Mauricie perd un rang et occupe désormais le 12e à ce chapitre. De plus, mentionnons que son taux d'emploi augmente de 0,6 point et s'établit à 52,3 %, soit le deuxième plus faible parmi les régions administratives du Québec.

L'économie lavalloise enregistre pour sa part un gain de 3 100 emplois en 2010, et ce, en dépit du recul que subissent les femmes (– 7 300). Ainsi donc, la croissance n'est observée que chez les hommes, presque entièrement dans l'emploi à temps partiel et presque exclusivement dans le secteur des biens (+ 2 500). Concernant les groupes d'âge, on constate une hausse de l'emploi des 30 ans et plus (+ 5 300), qui contraste avec la perte chez les plus jeunes (– 2 200). Malgré la modeste hausse de l'emploi total, le taux de chômage dans cette région augmente de 0,4 point et s'établit maintenant à 8,0 %, en raison d'une hausse plus importante de la population active (+ 2,0 %). Parallèlement, le taux d'emploi de Laval se contracte de 0,3 point (61,8 %) et passe ainsi du 2e au 7e rang parmi les 16 régions comparées.

Après avoir connu la plus forte montée de l'emploi en 2009 (+ 4,8 %) en dépit de la récession, la région de Lanaudière enregistre une croissance beaucoup plus modeste en 2010, soit de 1,5 % (+ 3 400). Le recul de l'emploi chez les femmes (– 6 900) et dans le régime à temps partiel (– 3 200) freine la poussée observée chez les hommes (+ 10 300) et dans le temps plein. De plus, l'emploi dans cette région augmente de façon appréciable chez les 30 ans et plus (+ 6 100), tandis qu'il fléchit chez les plus jeunes (– 2 700). Enfin, le secteur des services (+ 3 700) est le seul à contribuer à l'accroissement de l'emploi dans cette région. Étant sur une bonne lancée, l'économie de Lanaudière voit son taux de chômage reculer de 0,9 point en 2010 (7,3 %) et améliore ainsi sa position de trois rangs (6e en 2010). Par ailleurs, malgré le repli du taux de chômage, le taux d'emploi baisse de 0,4 point, en raison d'une hausse de la population en âge de travailler (+ 7 700) supérieure à celle de l'emploi.

La Montérégie et l'Outaouais connaissent les taux de croissance les plus faibles de l'emploi en 2010, ils sont respectivement de 1,3 % et 0,9 %. Avec l'ajout de 9 100 emplois, la Montérégie poursuit sa croissance entamée depuis plusieurs années. Celle-ci profite un peu plus aux femmes (+ 4 900) qu'aux hommes. De plus, le travail à temps partiel s'accroît davantage (+ 5 100) que le temps plein, alors que sur le plan des groupes d'âge, les travailleurs de 30 ans et plus bénéficient pratiquement de tous les gains d'emploi (+ 8 600). Enfin, pour ce qui est des secteurs d'activités, une divergence notable est constatée : le secteur des services s'enrichit de 14 900 emplois, alors que celui des biens en perd 5 700. En 2010, le taux de chômage dans la Montérégie augmente peu (0,1 point) et s'établit à 7,7 %; de son côté, le taux d'emploi s'accroît faiblement (+ 0,1 point) et se situe à 62,3 %.

Contrairement à l'année précédente, la région de l'Outaouais connaît en 2010 une croissance de l'emploi, quoique faible (+ 0,9 %). De fait, on compte 1 800 nouveaux emplois dans cette région. Cette augmentation profite en très grande partie aux femmes (+ 1 600) et à l'emploi à temps partiel (+ 1 800). Les jeunes travailleurs de l'Outaouais sont les seuls bénéficiaires de cette création d'emplois (+ 3 700 emplois), alors que les 30 ans et plus subissent une réduction (– 1 900). Par ailleurs, l'emploi se contracte dans le secteur des biens (– 2 400), alors qu'une progression est notée dans celui des services. Malgré la hausse de l'emploi, le taux de chômage dans cette région augmente de presque 0,5 point et se fixe à 6,9 %, en raison d'un accroissement plus important de la population active (+ 1,6 %, donnée non présentée). À la suite d'un recul du taux d'emploi de 0,6 point, l'Outaouais descend au deuxième rang pour ce qui est de cet indicateur (63,9 %).

À contre-courant de la hausse généralisée de l'emploi au Québec et dans la majorité des régions, quatre régions voient leur niveau d'emploi reculer. Le repli le plus faible s'observe au Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 0,7 %), où seulement les hommes (– 2 700) perdent des emplois, alors que les femmes en gagnent (+ 1 800). Par ailleurs, seuls les 30 ans et plus sont touchés (– 1 000); le recul ne s'observe que dans le secteur des biens (– 2 100), celui des services connaissant un accroissement d'un millier d'emplois. Toutefois, le taux de chômage dans cette région baisse de 1,9 point, à 8,1 % en 2010 en raison d'une baisse de la population active (– 2,8 %, donnée non présentée) plus forte que l'emploi, ce qui permet au Saguenay–Lac-Saint-Jean de passer du 14e au 10e rang. En dépit d'une baisse du taux d'emploi de 0,4 point, la région conserve le 13e rang (53,5 %).

Pour une deuxième année consécutive, la région du Bas-Saint-Laurent en 2009 connaît un recul de l'emploi (– 2,1 %). Il s'est perdu plus d'emplois chez les hommes (– 3 100) que dans l'ensemble de la région (– 1 900), en raison du gain réalisé par les femmes (+ 1 200). Par ailleurs, la perte d'emplois ne concerne que le temps plein (– 3 200) et les 30 ans et plus (– 6 400), le temps partiel et l'emploi des jeunes ayant progressé. Le secteur des biens est le plus affecté (– 1 600). À la suite d'une augmentation de 0,8 point, le taux de chômage au Bas-Saint-Laurent recule de 5 places au 15e rang (10,0 %) en 2010. Par contre, il conserve son 12e rang, en ce qui a trait au temps d'emploi (53,5 %) qui fléchit toutefois de 1,1 point.

Ayant connu une création d'emplois notable en 2009 (+ 3,0 %) en pleine récession, la région de l'Estrie fait piètre figure en 2010 avec une baisse de l'emploi de 5,1 % (– 7 800). Le recul chez les hommes est plus du double de celui chez les femmes (– 2 500). Tous les emplois perdus sont à temps plein (– 8 000) et affectent surtout les 30 ans et plus (– 7 100). Le secteur des biens et celui des services se partagent à parts égales les pertes encourues. Le taux de chômage de cette région s'accroît de 0,6 point. L'Estrie passe du 5e au 10e rang, pour ce qui est du taux de chômage (8,1 %). En 2010, une proportion de 56,9 % de la population estrienne âgée de 15 ans et plus occupe un emploi, soit une baisse importante par rapport à 2009 (60,6 %).

Le Centre-du-Québec subit la perte la plus importante de toutes les régions administratives (– 5,8 %). Le recul n'affecte que les hommes (– 6 700) et en forte majorité les travailleurs à temps plein (– 5 600) ainsi que les 30 ans et plus (– 5 300). Par ailleurs, le secteur des services (– 4 000) est plus touché que celui des biens. Malgré tout, le taux de chômage se replie de 0,6 point pour s'établir à 6,5 % en raison surtout d'un repli important de la population active (– 6,9 %). Enfin, on note une baisse prononcée du taux d'emploi dans cette région (– 4,8 points), et ceci fait en sorte que le Centre-du-Québec recule de cinq rangs (11e en 2010).

Tableau 3.1

Emploi selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010

	2006r	2007r	2008r	2009r	2010
			k		
Bas-Saint-Laurent	**91,9**	**90,4**	**94,0**	**91,3**	**89,4**
Hommes	48,9	47,5	48,7	48,0	44,9
Femmes	43,0	42,9	45,3	43,3	44,5
Saguenay-Lac-Saint-Jean	**123,3**	**127,5**	**124,1**	**121,5**	**120,6**
Hommes	69,3	69,7	67,9	65,2	62,5
Femmes	54,1	57,8	56,2	56,3	58,1
Capitale-Nationale	**341,6**	**351,4**	**358,1**	**357,9**	**366,6**
Hommes	178,3	180,7	180,8	180,0	186,3
Femmes	163,3	170,7	177,3	177,9	180,4
Mauricie	**112,3**	**116,8**	**116,7**	**113,4**	**115,2**
Hommes	60,7	61,8	59,9	59,6	60,5
Femmes	51,5	55,0	56,8	53,7	54,7
Estrie	**145,9**	**149,1**	**149,1**	**153,5**	**145,7**
Hommes	79,1	77,8	77,6	80,7	75,4
Femmes	66,8	71,3	71,4	72,8	70,3
Montréal	**922,2**	**932,3**	**950,0**	**919,8**	**949,6**
Hommes	489,6	489,5	506,1	474,3	493,9
Femmes	432,6	442,8	443,9	445,5	455,7
Outaouais	**181,8**	**184,2**	**196,1**	**190,2**	**192,0**
Hommes	92,5	93,6	99,7	95,6	95,9
Femmes	89,4	90,6	96,4	94,6	96,2
Abitibi-Témiscamingue	**66,7**	**66,8**	**68,6**	**65,8**	**68,2**
Hommes	36,3	37,2	35,9	35,1	36,5
Femmes	30,4	29,6	32,8	30,7	31,8
Côte-Nord et Nord-du-Québec	**52,5**	**50,1**	**49,8**	**48,7**	**53,9**
Hommes	28,6	27,8	26,8	25,6	29,2
Femmes	24,0	22,3	23,0	23,1	24,7
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	**32,7**	**34,3**	**35,7**	**34,4**	**36,4**
Hommes	16,3	16,3	16,8	16,6	17,6
Femmes	16,5	18,0	18,9	17,7	18,8
Chaudière-Appalaches	**206,7**	**206,6**	**206,7**	**207,7**	**215,4**
Hommes	111,1	110,6	107,9	109,6	114,6
Femmes	95,6	96,0	98,8	98,1	100,8
Laval	**186,1**	**202,6**	**204,1**	**199,0**	**202,1**
Hommes	98,7	106,3	101,7	98,1	108,5
Femmes	87,4	96,3	102,4	100,9	93,6
Lanaudière	**218,6**	**223,8**	**223,5**	**234,3**	**237,7**
Hommes	112,0	116,9	118,1	122,2	132,5
Femmes	106,6	106,9	105,4	112,1	105,2
Laurentides	**250,2**	**272,4**	**270,0**	**274,1**	**282,9**
Hommes	132,9	142,3	145,3	143,2	147,2
Femmes	117,3	130,2	124,7	130,9	135,8
Montérégie	**695,0**	**710,0**	**718,9**	**721,6**	**730,7**
Hommes	375,1	374,7	374,7	380,3	384,6
Femmes	319,9	335,2	344,3	341,3	346,2
Centre-du-Québec	**114,7**	**115,8**	**115,1**	**115,3**	**108,6**
Hommes	62,3	59,6	60,2	61,8	55,1
Femmes	52,4	56,2	55,0	53,5	53,6
Ensemble du Québec	**3 742,5**	**3 834,1**	**3 880,4**	**3 848,4**	**3 915,1**
Hommes	1 991,7	2 012,3	2 028,0	1 995,9	2 045,0
Femmes	1 750,8	1 821,8	1 852,4	1 852,5	1 870,2

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Tableau 3.2

Emploi selon le régime de travail, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010

	2006[r]	2007[r]	2008[r]	2009[r]	2010
			k		
Bas-Saint-Laurent					
Temps plein	75,9	72,3	75,3	73,8	70,6
Temps partiel	16,0	18,1	18,6	17,5	18,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean					
Temps plein	98,5	100,2	95,7	94,0	93,8
Temps partiel	24,8	27,3	28,5	27,5	26,8
Capitale-Nationale					
Temps plein	282,5	285,1	290,1	288,1	292,2
Temps partiel	59,1	66,3	68,0	69,7	74,4
Mauricie					
Temps plein	89,2	93,1	94,1	89,6	89,5
Temps partiel	23,1	23,6	22,5	23,8	25,7
Estrie					
Temps plein	115,6	118,8	117,9	123,0	115,0
Temps partiel	30,3	30,3	31,2	30,5	30,6
Montréal					
Temps plein	738,1	744,3	768,8	748,8	759,4
Temps partiel	184,1	188,0	181,2	171,0	190,2
Outaouais					
Temps plein	151,4	153,7	162,0	160,9	161,0
Temps partiel	30,5	30,5	34,1	29,3	31,1
Abitibi-Témiscamingue					
Temps plein	54,8	55,2	56,5	54,0	55,2
Temps partiel	11,9	11,6	12,1	11,8	13,1
Côte-Nord et Nord-du-Québec					
Temps plein	43,9	40,3	41,2	40,9	46,2
Temps partiel	8,6	9,8	8,6	7,7	7,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine					
Temps plein	27,0	28,0	29,8	27,7	30,4
Temps partiel	5,7	6,3	5,9	6,7	5,9
Chaudière-Appalaches					
Temps plein	172,3	167,5	168,0	167,0	174,6
Temps partiel	34,4	39,1	38,7	40,7	40,8
Laval					
Temps plein	152,8	167,6	165,7	160,1	160,3
Temps partiel	33,4	34,9	38,4	38,9	41,8
Lanaudière					
Temps plein	177,3	187,7	185,0	193,4	200,0
Temps partiel	41,3	36,1	38,5	40,9	37,7
Laurentides					
Temps plein	209,2	222,4	219,1	219,1	222,9
Temps partiel	41,1	50,0	50,8	55,0	60,0
Montérégie					
Temps plein	573,5	588,5	591,9	593,3	597,4
Temps partiel	121,5	121,5	127,0	128,3	133,4
Centre-du-Québec					
Temps plein	95,8	95,0	91,8	92,0	86,4
Temps partiel	18,9	20,9	23,4	23,3	22,3
Ensemble du Québec					
Temps plein	3 057,9	3 119,8	3 152,9	3 125,7	3 154,9
Temps partiel	684,7	714,3	727,5	722,7	760,2

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Tableau 3.3

Emploi selon le groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010

	2006	2007	2008	2009	2010
			k		
Bas-Saint-Laurent					
15-29 ans	22,2	21,6	23,4	19,0	23,5
30 ans et +	69,7	68,8	70,6	72,3	65,9
Saguenay-Lac-Saint-Jean					
15-29 ans	33,0	29,8	31,6	30,7	30,8
30 ans et +	90,3	97,7	92,5	90,8	89,8
Capitale-Nationale					
15-29 ans	95,4	92,6	93,4	93,7	104,8
30 ans et +	246,2	258,8	264,7	264,2	261,8
Mauricie					
15-29 ans	27,4	30,4	31,8	29,6	26,6
30 ans et +	84,9	86,4	84,9	83,8	88,6
Estrie					
15-29 ans	38,9	39,2	36,9	34,7	34,0
30 ans et +	107,0	109,9	112,2	118,8	111,7
Montréal					
15-29 ans	257,0	254,9	248,5	244,7	250,9
30 ans et +	665,2	677,4	701,5	675,1	698,7
Outaouais					
15-29 ans	47,2	46,7	53,6	48,0	51,7
30 ans et +	134,6	137,5	142,5	142,2	140,3
Abitibi-Témiscamingue					
15-29 ans	15,5	16,4	15,7	14,7	17,3
30 ans et +	51,2	50,4	52,9	51,1	50,9
Côte-Nord et Nord-du-Québec					
15-29 ans	11,7	11,3	10,5	9,5	11,8
30 ans et +	40,8	38,8	39,3	39,2	42,1
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine					
15-29 ans	6,5	5,5	6,5	6,6	6,2
30 ans et +	26,2	28,8	29,2	27,8	30,2
Chaudière-Appalaches					
15-29 ans	52,5	58,5	54,3	56,9	53,6
30 ans et +	154,2	148,1	152,4	150,8	161,8
Laval					
15-29 ans	47,8	52,8	49,3	49,3	47,1
30 ans et +	138,3	149,8	154,8	149,7	155,0
Lanaudière					
15-29 ans	53,9	52,7	62,3	55,7	53,0
30 ans et +	164,7	171,1	161,2	178,6	184,7
Laurentides					
15-29 ans	58,3	65,1	66,2	62,1	67,9
30 ans et +	191,9	207,3	203,8	212,0	215,0
Montérégie					
15-29 ans	169,0	176,3	189,2	181,6	182,1
30 ans et +	526,0	533,7	529,7	540,0	548,6
Centre-du-Québec					
15-29 ans	30,1	31,0	29,8	27,1	25,7
30 ans et +	84,6	84,8	85,3	88,2	82,9
Ensemble du Québec					
15-29 ans	966,3	984,6	1 002,9	963,9	987,1
30 ans et +	2 776,2	2 849,5	2 877,5	2884,5	2 928,0

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Tableau 3.4

Emploi selon le secteur d'activités, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010

	2006[r]	2007[r]	2008[r]	2009[r]	2010
			k		
Bas-Saint-Laurent					
Secteur des biens	26,3	23,3	25,4	22,8	21,2
Secteur des services	65,6	67,1	68,6	68,5	68,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean					
Secteur des biens	33,9	35,2	32,8	30,8	28,7
Secteur des services	89,4	92,3	91,3	90,7	91,9
Capitale-Nationale					
Secteur des biens	56,3	48,2	53,9	51,8	46,9
Secteur des services	285,4	303,2	304,1	306,1	319,7
Mauricie					
Secteur des biens	31,1	33,0	31,8	32,2	30,5
Secteur des services	81,2	83,7	84,9	81,1	84,7
Estrie					
Secteur des biens	46,4	45,3	44,7	45,3	41,3
Secteur des services	99,5	103,9	104,3	108,3	104,4
Montréal					
Secteur des biens	157,6	154,7	147,8	140,6	132,6
Secteur des services	764,6	777,6	802,2	779,2	817,0
Outaouais					
Secteur des biens	29,8	27,6	28,3	26,1	23,7
Secteur des services	152,0	156,6	167,8	164,1	168,4
Abitibi-Témiscamingue					
Secteur des biens	18,6	19,8	20,2	17,7	18,4
Secteur des services	48,2	47,1	48,4	48,1	49,8
Côte-Nord et Nord-du-Québec					
Secteur des biens	15,7	14,8	15,3	13,5	16,9
Secteur des services	36,8	35,3	34,5	35,2	37,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine					
Secteur des biens	7,2	7,6	6,9	7,1	7,3
Secteur des services	25,6	26,7	28,8	27,3	29,0
Chaudière-Appalaches					
Secteur des biens	74,9	70,9	74,5	68,9	70,3
Secteur des services	131,8	135,7	132,3	138,8	145,1
Laval					
Secteur des biens	43,9	41,9	37,5	35,7	38,2
Secteur des services	142,3	160,6	166,5	163,2	163,9
Lanaudière					
Secteur des biens	63,3	62,6	59,4	64,7	64,4
Secteur des services	155,3	161,2	164,1	169,6	173,3
Laurentides					
Secteur des biens	61,2	59,9	64,2	60,8	69,1
Secteur des services	189,1	212,6	205,7	213,3	213,8
Montérégie					
Secteur des biens	187,2	183,9	204,9	201,0	195,3
Secteur des services	507,8	526,1	514,0	520,6	535,5
Centre-du-Québec					
Secteur des biens	45,3	44,0	40,7	46,1	43,5
Secteur des services	69,4	71,8	74,5	69,2	65,2
Ensemble du Québec					
Secteur des biens	898,7	872,6	888,5	865,1	848,3
Secteur des services	2 843,9	2 961,5	2 991,9	2 983,3	3 066,8

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Tableau 3.5

Taux de chômage et rang, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010

	2006r		2007r		2008r		2009r		2010	
	k	Rang	k	Rang	k	Rang	k	Rang	k	Rang
Bas-Saint-Laurent	9,0	5	9,0	5	8,7	3	9,2	7	10,0	2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	10,7	2	9,1	4	8,5	5	10,0	3	8,1	6
Capitale-Nationale	5,6	16	5,0	16	4,6	16	5,3	16	5,1	16
Mauricie	8,9	6	9,3	2	8,5	5	9,6	5	9,1	4
Estrie	8,2	7	7,0	9	5,9	13	7,5	12	8,1	6
Montréal	10,1	3	8,6	7	8,7	3	11,1	2	9,7	3
Outaouais	6,0	13	6,4	12	5,4	14	6,4	14	6,9	12
Abitibi-Témiscamingue	9,3	4	9,2	3	7,5	8	9,5	6	8,5	5
Côte-Nord et Nord-du-Québec	8,2	7	8,7	6	11,2	2	9,8	4	6,9	12
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	18,5	1	17,3	1	17,2	1	15,7	1	14,8	1
Chaudière-Appalaches	5,8	14	6,0	14	5,0	15	5,9	15	5,2	15
Laval	6,7	12	5,2	15	6,6	11	7,6	10	8,0	8
Lanaudière	5,7	15	7,1	8	7,2	9	8,2	8	7,3	11
Laurentides	7,9	9	7,0	9	7,2	9	7,8	9	7,8	9
Montérégie	7,4	10	6,1	13	6,6	11	7,6	10	7,7	10
Centre-du-Québec	7,4	10	6,8	11	7,8	7	7,1	13	6,5	14
Ensemble du Québec	**8,1**	**...**	**7,2**	**...**	**7,2**	**...**	**8,5**	**...**	**8,0**	**...**

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Tableau 3.6

Taux d'emploi et rang, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010

	2006r		2007r		2008r		2009r		2010	
	k	Rang	k	Rang	k	Rang	k	Rang	k	Rang
Bas-Saint-Laurent	54,9	13	53,9	14	56,2	12	54,6	12	53,5	13
Saguenay–Lac-Saint-Jean	54,7	14	56,5	12	55,0	13	53,9	13	53,5	13
Capitale-Nationale	61,5	6	62,7	6	63,1	3	62,3	5	63,1	3
Mauricie	52,0	15	53,8	15	53,5	15	51,7	15	52,3	15
Estrie	59,2	9	59,9	9	59,4	10	60,6	9	56,9	12
Montréal	59,2	9	59,5	10	60,1	9	57,6	10	58,9	9
Outaouais	64,9	1	64,7	2	67,7	1	64,5	1	63,9	2
Abitibi-Témiscamingue	57,9	11	57,8	11	59,1	11	56,5	11	58,2	10
Côte-Nord et Nord-du-Québec	57,4	12	54,8	13	54,5	14	53,5	14	59,4	8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	41,3	16	43,4	16	45,2	16	43,7	16	46,3	16
Chaudière-Appalaches	63,6	2	63,1	4	62,8	5	62,8	2	64,9	1
Laval	61,4	7	65,6	1	64,9	2	62,1	6	61,8	7
Lanaudière	62,2	5	62,1	8	60,7	8	62,4	3	62,0	6
Laurentides	59,8	8	63,7	3	61,9	6	61,6	7	62,3	4
Montérégie	62,5	4	63,0	5	62,9	4	62,4	3	62,3	4
Centre-du-Québec	62,7	3	62,7	6	61,8	7	61,5	8	57,5	11
Ensemble du Québec	**60,1**	**...**	**60,9**	**...**	**61,0**	**...**	**59,8**	**...**	**60,2**	**...**

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

4. Comptes économiques

4.1 Produit intérieur brut

par Danielle Bilodeau, Direction des statistiques économiques et du développement durable

Produit intérieur brut aux prix de base en dollars courants et croissance économique

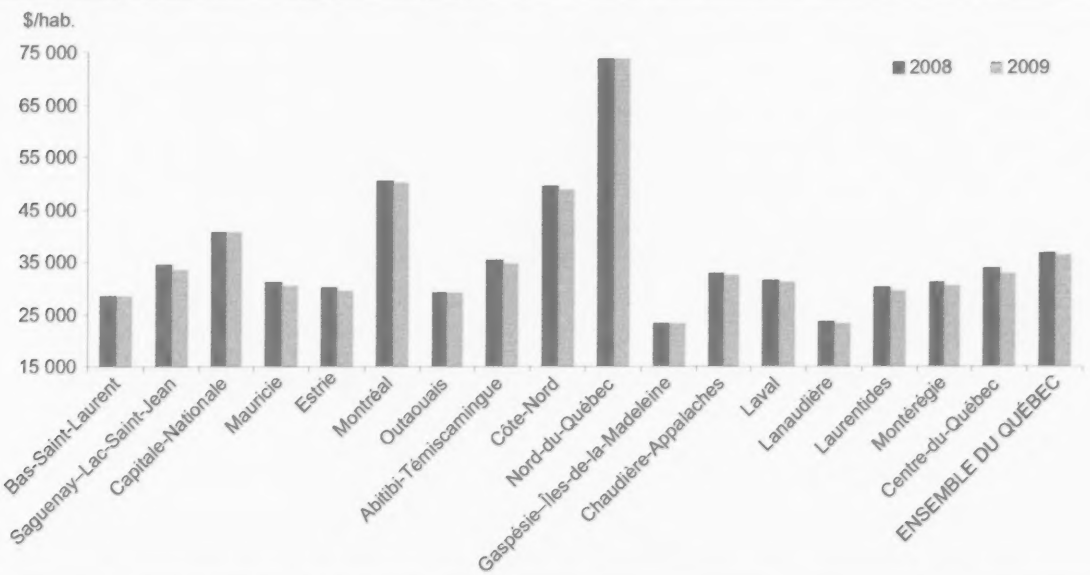
Le produit intérieur brut constitue l'un des principaux indicateurs de la situation économique d'un pays ou d'une région. Le PIB est la valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'un pays ou d'une région, au cours d'une période donnée, peu importe le lieu de résidence de ceux qui en reçoivent le revenu.

En 2009, le produit intérieur brut aux prix de base en dollars courants (PIB) fléchit de 0,4 % au Québec. Ainsi, 9 des 17 régions administratives du Québec évoluent à la baisse cette année-là : le Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 2,4 %), le Centre-du-Québec (– 2,0 %), la Côte-Nord (– 1,5 %), l'Estrie (– 1,3 %), la Mauricie (– 1,1 %), l'Abitibi-Témiscamingue (– 0,9 %), la Montérégie (– 0,7 %), Chaudière-Appalaches (– 0,7 %) et Montréal (– 0,6 %).

Le Bas-Saint-Laurent ainsi que les Laurentides demeurent au même niveau, pendant que l'Outaouais présente une croissance de 1,5 %, le Nord-du-Québec, de 1,3 %, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, de 0,9 %, la Capitale-Nationale, de 0,8 %, Lanaudière, de 0,3 % et Laval, de 0,2 %.

Figure 4.1.1

Produit intérieur brut par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Toujours en cette année 2009, le PIB par habitant diminue dans toutes les régions administratives du Québec, à l'exception de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 0,9 %) et du Nord-du-Québec (+ 0,3 %) qui le voient augmenter et du Bas-Saint-Laurent qui le conserve au même niveau. Les baisses les plus importantes se retrouvent au Centre-du-Québec (– 2,9 %), au Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 2,6 %), en Estrie (– 2,1 %), en Montérégie (– 1,9 %) et dans la région de la Côte-Nord (– 1,8 %), reflétant la production qui décroît cette année-là. Les régions de Laval (– 1,6 %), de Lanaudière (– 1,6 %), des Laurentides (– 1,5 %) et

de l'Outaouais (– 0,1 %) enregistrent des décrues au chapitre du PIB par habitant dues à la forte croissance de leur population puisque leur PIB demeure soit à la hausse, hausse substantielle dans le cas de l'Outaouais, soit au même niveau dans le cas des Laurentides. En comparaison, le PIB par habitant du Québec recule de 1,4 %.

Analyse du produit intérieur brut selon l'industrie

Au Québec, l'année 2009 voit l'économie décroître de 0,4 % après une croissance de 2,0 % en 2008. En analysant l'année 2008 selon les industries[1], il ressort que les industries des services (+ 2,3 %) obtiennent de meilleurs résultats que celles productrices de biens (+ 1,3 %). De fait, la production industrielle diminue de 0,5 %, compte tenu de la baisse de 1,6 % observée dans l'industrie de la fabrication, malgré la forte croissance de l'extraction minière (+ 8,5 %), appuyée par la hausse de 2,0 % des services publics. Dans le même temps, la construction fait un bond de 9,5 %, et le groupe de l'agriculture recule de 4,7 %. Plus particulièrement, l'industrie des cultures agricoles et de l'élevage se replie de 0,5 % et les activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie, de 1,1 %. L'industrie de la pêche, de la chasse et du piégeage diminue de 6,7 %, et celle de la foresterie et de l'exploitation forestière régresse de 18,2 %. Quant aux industries des services, plusieurs têtes de liste affichent une hausse, entre autres, l'hébergement et les services de restauration (+ 5,4 %), les autres services (+ 4,6 %), le commerce de gros (+ 3,7 %), les administrations publiques (+ 3,5 %), les services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement (+ 3,4 %) ainsi que les arts, les spectacles et les loisirs (+ 3,0 %). Par contre, les soins de santé et l'assistance sociale présentent une diminution de 2,0 %.

D'un point de vue régional, en 2008, 11 des 17 régions administratives du Québec affichent un taux de croissance supérieur à celui du Québec (+ 2,0 %) : le Nord-du-Québec (+ 14,1 %), les Laurentides (+ 8,0 %), Lanaudière (+ 7,8 %), Laval (+ 6,0 %), l'Outaouais (+ 5,2 %), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 4,9 %), Chaudière-Appalaches (+ 4,8 %), la Mauricie (+ 4,6 %), la Capitale-Nationale (+ 3,6 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 3,2 %) et la Montérégie (+ 2,3 %). Une croissance plus lente est observée du côté du Centre-du-Québec (+ 1,5 %), de l'Estrie (+ 1,2 %), pendant que le Bas-Saint-Laurent (– 0,2 %), l'Abitibi-Témiscamingue (– 0,3 %), Montréal (– 1,4 %) et la Côte-Nord (– 2,1 %) présentent des baisses.

Les résultats régionaux obtenus reflètent ceux atteints par les industries, plus particulièrement lorsqu'une industrie représente une base économique d'une région. Dans cette analyse, « une industrie est considérée comme une industrie de base d'une région si une partie au moins de sa production de biens ou de services répond, directement ou indirectement, à la demande d'acheteurs (ménages ou entreprises) situés à l'extérieur de cette région. C'est l'« argent neuf » reçu en paiement de l'extérieur qui permet d'amorcer le roulement de toutes les autres industries. Une région dont les industries de base croissent sera donc en expansion économique » et si l'inverse se produit, elle accusera les effets négatifs dus au déclin de ses bases économiques.

Ainsi, en 2008, la forte croissance de l'industrie de l'extraction minière qui constitue la principale base économique du Nord-du-Québec, de la Côte-Nord et de l'Abitibi-Témiscamingue favorise ces régions, bien que l'évolution économique de la Côte-Nord et de l'Abitibi-Témiscamingue soit assombrie principalement par les reculs observés du côté de l'industrie de la foresterie et de l'exploitation forestière et de celle de la fabrication. La hausse observée dans le secteur des services transparaît dans les bons résultats obtenus par les Laurentides, Lanaudière, Laval, l'Outaouais, la Capitale-Nationale et la Montérégie.

L'industrie de la fabrication présente des taux de croissance très différents dans les industries qui la composent, mais la baisse accusée par cette industrie nuit de façon globale à la performance, notamment de l'Estrie et du Centre-du-Québec. Plus spécifiquement, la fabrication de vêtements (– 24,8 %), les usines de textiles et de produits textiles (– 20,9 %), la fabrication de produits en bois (– 15,0 %), celle de produits informatiques et électroniques (– 11, %), celle de meubles et de produits connexes (– 9,2 %) et celle de produits en plastique et en caoutchouc (– 6,2 %) présentent des baisses en cette année 2008. Se trouvent aussi dans cette situation, la première transformation des métaux (– 6,0 %), les activités diverses de fabrication (– 4,6 %), la fabrication de produits chimiques (– 2,8 %), celle du papier (– 2,6 %) et celle de produits en cuir (– 2,2 %).

1. Les données du PIB régional ainsi que celles du PIB par habitant pour les différentes régions sont disponibles jusqu'à l'année 2009, tandis que les données du PIB par industrie ne sont disponibles que jusqu'à l'année 2008.

Le secteur des services, pour sa part, est constitué de bases économiques plus diffuses. L'industrie de l'hébergement et des services de restauration affiche un taux de croissance de 5,4 % ce qui contribue aux bons résultats obtenus dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et dans celle de Chaudière-Appalaches. Celle des autres services (+ 4,6 %), le commerce de gros (+ 3,7 %), les administrations publiques (+ 3,5 %), les services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement (+ 3,4 %) ainsi que les arts, les spectacles et les loisirs (+ 3,0 %) croissent aussi de façon notable. Seule l'industrie des soins de santé et de l'assistance sociale (– 2,0 %) diminue en cette année 2008.

La croissance économique survenue dans le Bas-Saint-Laurent, en Estrie, dans le Centre-du-Québec, en Montérégie et en Abitibi-Témiscamingue est le fait du secteur des services, qui évolue à la hausse, puisque les industries productrices de biens régressent dans ces mêmes régions en 2008. En outre, la hausse du secteur des services surpasse celle des industries productrices de biens dans 4 des 17 régions administratives.

Tableau 4.1.1

Croissance annuelle du produit intérieur brut[1] (PIB) des grands agrégats industriels, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2009

	2008/2007						2009/2008
	Cultures agricoles et élevage	Foresterie et exploitation forestière	Fabrication	Biens	Services	Ensemble des industries	Ensemble des industries
				%			
Bas-Saint-Laurent	***– 1,7***	***– 13,6***	– 0,4	***– 3,1***	1,1	– 0,2	0,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	***– 11,0***	***– 33,2***	***9,3***	***2,5***	3,8	3,2	– 2,4
Capitale-Nationale	– 0,9	– 23,0	– 3,0	0,4	***4,4***	3,6	0,8
Mauricie	***5,1***	***– 15,4***	***1,3***	***5,2***	4,2	4,6	– 1,1
Estrie	***1,5***	***– 2,8***	***– 5,9***	***– 2,0***	2,8	1,2	– 1,3
Montréal	9,1	0,0	– 3,0	– 0,7	***– 1,6***	– 1,4	– 0,6
Outaouais	– 28,5	***– 14,0***	8,7	8,0	***4,5***	5,2	1,5
Abitibi-Témiscamingue	X	***– 10,1***	– 13,9	***– 0,7***	0,0	– 0,3	– 0,9
Côte-Nord	– 12,6	***– 34,5***	***– 11,6***	***– 1,6***	– 2,9	– 2,1	– 1,5
Nord-du-Québec	X	***– 18,5***	– 17,5	***17,6***	2,6	14,1	1,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	***– 19,4***	***– 29,4***	– 0,6	10,8	2,7	4,9	0,9
Chaudière-Appalaches	***3,0***	***– 44,8***	***4,4***	***5,9***	3,9	4,8	– 0,7
Laval	3,0	X	– 0,4	6,8	***5,6***	6,0	0,2
Lanaudière	***– 3,4***	11,9	0,4	2,9	9,9	7,8	0,3
Laurentides	X	0,7	0,5	***2,0***	11,0	8,0	0,0
Montérégie	***2,3***	11,5	***– 2,5***	***– 0,3***	3,7	2,3	– 0,7
Centre-du-Québec	***– 1,1***	X	***– 4,3***	***– 1,3***	4,0	1,5	– 2,0
Ensemble du Québec[2]	**– 0,5**	**– 18,2**	**– 1,6**	**1,3**	**2,3**	**2,0**	**– 0,4**

1. La croissance annuelle régionale du PIB d'une industrie considérée comme une base économique d'une région est indiquée en caractères gras et italiques.
2. Statistique Canada, Division des comptes des industries, Produit intérieur brut provincial par industrie, CANSIM, tableau 379-0025, novembre 2009.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.1.2

PIB par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2000-2009

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
						$/hab.				
Bas-Saint-Laurent	21 606	21 853	22 997	24 170	24 752	25 250	25 896	28 385	28 382	28 377
Saguenay–Lac-Saint-Jean	24 760	24 809	25 317	26 175	27 940	29 776	30 853	33 068	34 193	33 303
Capitale-Nationale	29 313	30 175	31 923	33 727	34 233	35 682	37 428	39 573	40 589	40 449
Mauricie	23 723	23 693	24 217	25 124	26 077	26 903	28 918	29 646	30 939	30 478
Estrie	25 906	26 391	27 178	28 305	28 547	29 016	29 119	29 963	30 075	29 449
Montréal	42 289	43 092	43 763	44 483	47 103	48 351	49 728	51 702	50 550	50 012
Outaouais	21 489	22 330	23 694	24 340	24 698	25 635	26 276	27 915	28 982	28 944
Abitibi-Témiscamingue	25 008	24 501	26 017	26 435	28 066	30 469	31 621	35 498	35 317	34 834
Côte-Nord	35 801	36 473	37 191	40 081	41 106	42 469	46 167	50 304	49 562	48 689
Nord-du-Québec	36 138	33 831	36 202	38 138	47 913	52 487	59 170	65 014	73 584	73 785
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	17 981	18 035	18 511	19 848	20 285	20 673	20 303	21 852	23 067	23 263
Chaudière-Appalaches	23 902	25 378	25 299	27 202	28 248	29 209	29 311	31 292	32 695	32 216
Laval	21 899	23 008	23 796	24 628	25 903	26 681	28 989	30 246	31 523	31 006
Lanaudière	16 027	16 881	17 972	18 713	19 479	20 077	21 299	22 166	23 516	23 140
Laurentides	22 271	22 533	23 704	25 460	25 113	25 606	26 217	28 120	29 921	29 469
Montérégie	23 335	24 186	25 098	25 896	27 026	27 557	29 169	30 623	31 001	30 404
Centre-du-Québec	27 262	28 038	29 034	30 009	29 976	31 443	32 074	33 359	33 676	32 707
Ensemble du Québec[1]	**28 449**	**29 165**	**30 083**	**31 123**	**32 377**	**33 331**	**34 519**	**36 269**	**36 676**	**36 161**

1. Les totaux en milliers de dollars canadiens proviennent de Statistique Canada, Division des comptes des industries, Produit intérieur brut provincial par industrie, CANSIM, tableau 379-0025, novembre 2009.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.1.3

PIB aux prix de base, régions administratives et ensemble du Québec, 2000-2009

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
					M$					
Bas-Saint-Laurent	4 441,9	4 469,1	4 668,0	4 889,5	4 999,4	5 094,2	5 219,8	5 708,4	5 695,8	5 696,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	7 087,3	7 038,7	7 115,8	7 294,2	7 734,1	8 184,1	8 457,3	9 029,2	9 321,3	9 100,4
Capitale-Nationale	19 016,3	19 655,8	20 931,6	22 235,1	22 734,0	23 786,7	25 029,2	26 648,7	27 604,4	27 821,2
Mauricie	6 200,3	6 164,5	6 275,3	6 504,6	6 765,2	6 993,4	7 527,7	7 731,7	8 088,0	7 997,5
Estrie	7 488,9	7 689,9	7 978,9	8 379,7	8 513,8	8 723,3	8 765,3	9 066,3	9 171,9	9 052,2
Montréal	77 494,7	79 795,7	81 718,4	83 306,9	88 269,3	90 518,8	93 169,7	97 287,1	95 907,6	95 363,9
Outaouais	6 855,3	7 207,6	7 758,1	8 100,3	8 346,4	8 791,1	9 061,7	9 731,9	10 235,7	10 387,2
Abitibi-Témiscamingue	3 786,1	3 649,0	3 829,5	3 859,5	4 075,9	4 411,2	4 580,9	5 144,7	5 128,1	5 081,7
Côte-Nord	3 619,0	3 636,7	3 650,8	3 899,6	3 983,8	4 093,9	4 457,9	4 828,3	4 729,0	4 659,8
Nord-du-Québec	1 418,5	1 332,9	1 433,5	1 519,9	1 923,2	2 121,0	2 382,9	2 646,9	3 021,4	3 060,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 801,9	1 781,3	1 807,5	1 921,4	1 957,2	1 987,6	1 932,1	2 067,7	2 169,1	2 188,3
Chaudière-Appalaches	9 330,2	9 921,3	9 900,2	10 672,3	11 125,2	11 555,4	11 634,9	12 478,4	13 071,7	12 983,2
Laval	7 575,1	8 050,3	8 455,0	8 879,9	9 471,8	9 900,6	10 796,0	11 443,7	12 125,0	12 150,9
Lanaudière	6 311,6	6 687,4	7 198,4	7 614,7	8 096,6	8 550,5	9 239,0	9 802,7	10 570,0	10 597,2
Laurentides	10 351,9	10 636,5	11 399,2	12 496,2	12 575,5	13 071,3	13 590,7	14 797,0	15 978,7	15 984,2
Montérégie	30 466,1	31 749,1	33 245,3	34 681,6	36 656,1	37 807,3	40 341,8	42 775,0	43 743,9	43 430,9
Centre-du-Québec	6 055,5	6 245,6	6 483,8	6 724,7	6 761,1	7 119,4	7 246,4	7 580,7	7 695,7	7 545,0
Ensemble du Québec[1]	**209 300,6**	**215 711,3**	**223 849,5**	**232 979,9**	**243 988,6**	**252 709,6**	**263 433,1**	**278 768,4**	**284 257,3**	**283 101,0**

1. Les totaux en milliers de dollars canadiens proviennent de Statistique Canada, Division des comptes des industries, Produit intérieur brut provincial par industrie, CANSIM, tableau 379-0025, novembre 2009.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

4.2 Revenu personnel disponible

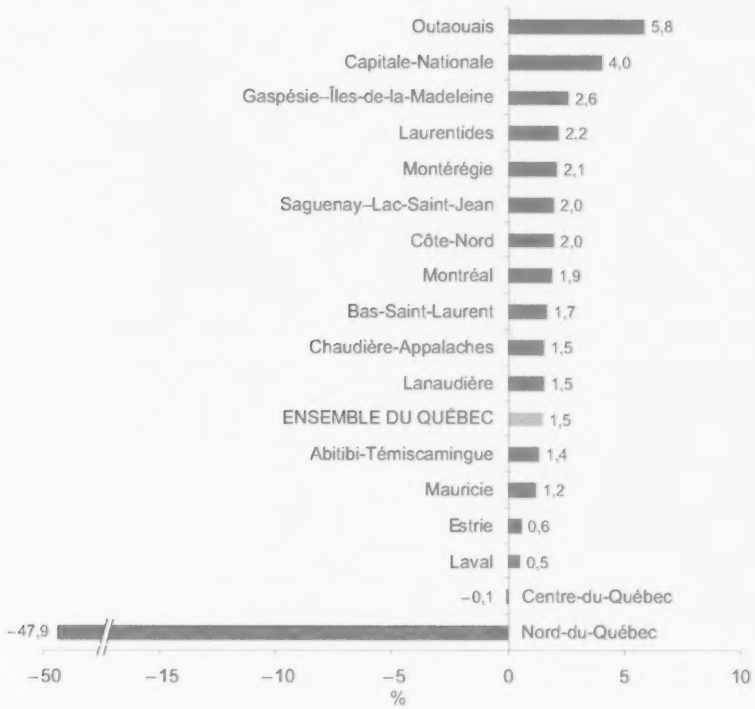
par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Le revenu personnel disponible, tout comme le PIB, est un agrégat du Système de comptabilité nationale qui permet de mieux saisir l'évolution économique d'un territoire. Il correspond à la somme de tous les revenus reçus par les particuliers et les entreprises individuelles résidant dans une région donnée, incluant les revenus acquis à l'extérieur de celle-ci, plus les revenus de placement que les associations de bienfaisance accumulent pour leur propre compte, moins les impôts directs, les cotisations aux régimes d'assurance sociale et les autres transferts que versent les particuliers aux administrations publiques tels que les primes d'assurance médicaments et les permis. Le revenu personnel disponible représente donc la part du revenu qui reste à la disposition des particuliers pour la consommation de biens et de services ainsi que pour l'épargne. Toutefois, cet indicateur macroéconomique ne permet pas de rendre compte des inégalités de revenu au sein de chacune des régions.

Le Québec n'a pas échappé à la récession économique de 2009. Néanmoins, l'économie québécoise s'en tire relativement mieux que celle du Canada. Le PIB réel s'est contracté en 2009 de 0,3 % au Québec comparativement à 2,5 % au pays, pendant que l'emploi reculait de 0,8 % dans la province contre 1,6 % au Canada. Quant au revenu personnel disponible par habitant, il s'est accru, en dollars constants, de 1,5 % au Québec, tandis qu'il bougeait peu au Canada (+ 0,5 %). La hausse du revenu disponible au Québec est attribuable, d'une part, à l'accroissement des transferts gouvernementaux aux particuliers ainsi qu'à la croissance timide des revenus relatifs au travail et, d'autre part, à la baisse notable des impôts que paient les particuliers tant au niveau fédéral que provincial. L'augmentation du revenu disponible a toutefois été partiellement effacée par la baisse des revenus de placement, ce qui reflète la diminution des intérêts sur les dépôts bancaires et des revenus de placement des caisses de retraite privées et publiques.

Figure 4.2.1

Taux de croissance du revenu personnel disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.

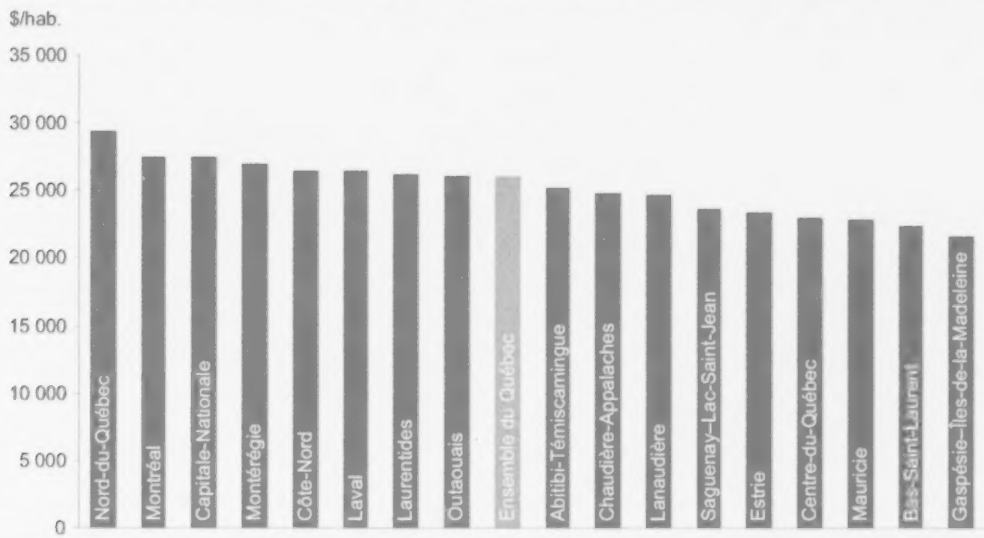
La croissance du revenu personnel disponible par habitant survenue en 2009 n'est cependant pas uniforme sur le territoire québécois. Les régions administratives qui présentent les augmentations les plus importantes sont l'Outaouais (+ 5,8 %), la Capitale-Nationale (+ 4,0 %) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 2,6 %). Dans les deux premières régions, l'accroissement du revenu personnel provient principalement de l'augmentation importante de la rémunération des salariés et des revenus nets des entreprises individuelles non agricoles. En ce qui a trait à la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, la progression s'explique par l'effet conjugué de la hausse du revenu personnel et de la baisse de la population totale. Notons que l'Outaouais, la Capitale-Nationale et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine font partie d'un groupe restreint de régions ayant échappé à la récession de 2009, leur PIB ayant évolué positivement en regard de 2008.

Le revenu disponible est en forte baisse dans le Nord-du-Québec. Après avoir enregistré une hausse vertigineuse de 97,4 % en 2008, attribuable au versement spécial de 1,1 G$ du gouvernement fédéral à l'Administration régionale crie pour le règlement des questions liées à la mise en œuvre de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, le revenu disponible chute de 47,9 % en 2009. Si l'on fait abstraction du paiement spécial, la diminution aurait été dans cette région de 0,7 % en 2009. Le Centre-du-Québec (– 0,1 %) est la seule autre région à connaître un repli du revenu disponible par habitant dû essentiellement aux revenus de placement qui diminuent fortement de 15,1 % et du revenu d'emploi qui se contracte de 0,3 %.

La croissance du revenu personnel disponible par habitant a été anémique à Laval en 2009. Après avoir enregistré une hausse de 3,7 % en 2008, le revenu personnel disponible augmente de 0,5 % en 2009 et s'établit à 26 422 $. Ce ralentissement provient principalement des revenus de placement qui diminuent de 16,3 %, après une hausse de 3,8 % en 2008, et des revenus d'emploi qui fléchissent légèrement (– 0,1 %) en 2009. Rappelons que la situation du marché du travail s'est détériorée à Laval, alors que plus de 5 000 emplois à temps plein ont été perdus. Le recul des revenus d'emploi et de placement a été compensé par la hausse des transferts gouvernementaux sous l'effet de l'accroissement des prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale. Par ailleurs, il faut remonter en 2005 pour voir Laval présenter un taux de croissance du revenu personnel disponible supérieur à la moyenne québécoise.

Figure 4.2.2

Revenu personnel disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2009



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.

En dépit de hausses marquées entre 2007 et 2009, la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine continue de se situer au bas de l'échelle des régions administratives avec un revenu disponible par habitant de 21 580 $. Le faible niveau de revenu dans cette région maritime s'explique, en grande partie, par un taux d'emploi et un salaire hebdomadaire moyen des employés largement plus bas que dans le reste de la province.

Pour une deuxième année consécutive, c'est dans la région du Nord-du-Québec (29 415 $) où l'on retrouve le revenu disponible par habitant le plus haut de la province. Les salaires élevés versés dans le secteur minier et les services publics, l'importance des transferts gouvernementaux et l'exemption d'impôt sur le revenu gagné dans les réserves sont les principaux facteurs qui expliquent un tel niveau de revenu disponible.

Viennent ensuite les régions de Montréal (27 462 $), de la Capitale-Nationale (27 429 $) et de la Montérégie (26 966 $). Dans le cas de ces deux dernières régions, le niveau de revenu élevé est attribuable à la forte activité sur le marché du travail et à une rémunération des salariés parmi les plus hauts du Québec. En ce qui a trait à la région de Montréal, elle se caractérise par des revenus de placement particulièrement élevés : ils s'établissent à 5 152 $ par habitant dans la région comparativement à 3 582 $ dans l'ensemble du Québec. Les revenus de placement représentent ainsi 14,6 % du revenu personnel à Montréal et 10,7 % dans la province.

Transferts gouvernementaux versés aux particuliers

Les transferts courants que versent les administrations publiques aux particuliers, deuxième composante en importance du revenu personnel, augmentent au Québec de 3,3 % en 2009 comparativement à 7,9 % en 2008, et ils s'établissent à 44,4 G$. Par habitant, les transferts gouvernementaux s'élèvent à 5 674 $. Les transferts en provenance de l'administration provinciale progressent de 3,9 % grâce en bonne partie à la hausse importante des prestations du Régime québécois d'assurance parentale (+ 6,5 %) et des subventions aux associations de bienfaisance (+ 6,2 %). On remarque aussi une augmentation de 3,4 % des prestations d'aide sociale, après un léger recul en 2008.

Quant aux transferts en provenance de l'administration fédérale, ils croissent de seulement 1,8 % en 2009, et ce, après avoir fait un bond de 11,5 % en 2008 attribuable aux indemnités accordées aux survivants des pensionnats autochtones et au versement spécial accordé aux Cris pour le règlement des questions liées à la mise en œuvre de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois. Les prestations de l'assurance-emploi ont explosé de 27,3 %, reflétant la détérioration du marché du travail survenue en 2009, alors que les prestations universelles pour la garde d'enfants s'apprécient de 3,9 %, sous l'effet de l'augmentation des naissances au Québec.

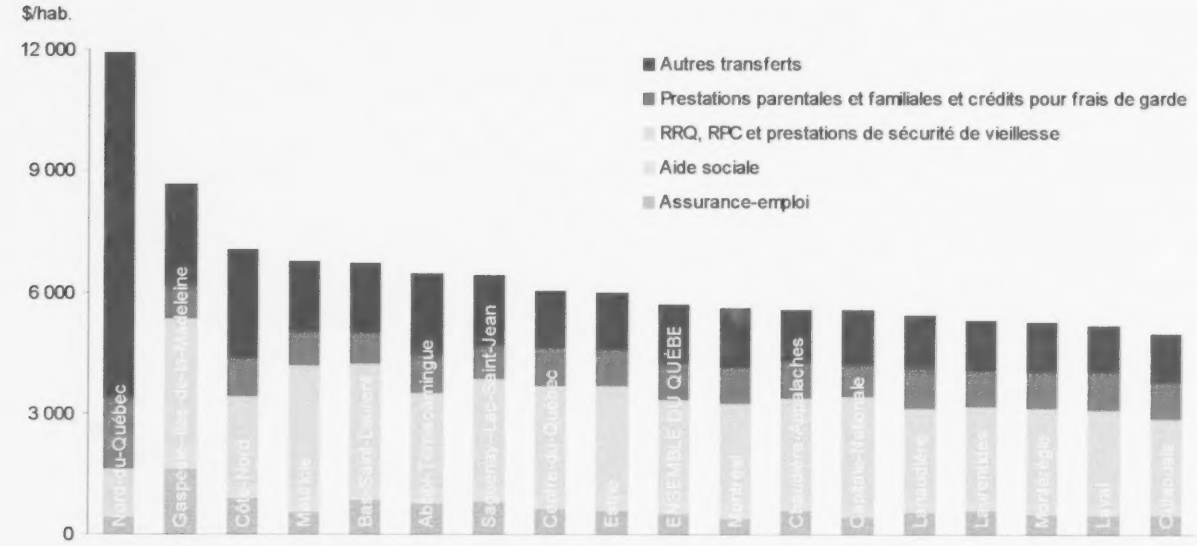
À l'échelle régionale, les résidants et les associations de particuliers du Nord-du-Québec continuent d'être ceux qui reçoivent le plus en transferts courants des administrations publiques : en 2009, ils ont reçu en moyenne plus de 11 900 $ par habitant en transferts gouvernementaux. Outre les subventions aux autochtones et à leurs organisations, les principaux transferts en provenance des gouvernements sont les prestations du Régime québécois d'assurance parentale, du programme Soutien aux enfants ainsi que les prestations fiscales canadiennes pour enfants, ce qui reflète le taux de fécondité particulièrement élevé de cette région nordique.

La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (8 654 $) est la région, après le Nord-du-Québec, où les transferts en provenance des administrations publiques sont les plus élevés. En raison d'un taux de chômage largement supérieur à la moyenne québécoise, les habitants de la région ont davantage recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale. Qui plus est, les prestations de la Sécurité de la vieillesse et de la Régie des rentes du Québec sont particulièrement importantes en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine étant donné que la population y est relativement plus âgée.

En revanche, celles qui reçoivent le moins en transferts gouvernementaux sont l'Outaouais (4 936 $), Laval (5 158 $), la Montérégie (5 262 $) et les Laurentides (5 285 $). En raison d'un taux de chômage plus faible, les résidants de ces régions ont eu moins recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale comparativement à ceux des autres régions administratives. Ces régions reçoivent aussi moins en prestations de la Sécurité de vieillesse et de la Régie des rentes du Québec, étant donné que leur population y est relativement plus jeune.

Figure 4.2.3

Transferts gouvernementaux par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2009



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.

Tableau 4.2.1

Composantes du revenu personnel par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009

	Revenu d'emploi			Revenu de placement			Transferts des administrations publiques			Autres sources de revenu		
	2008r	2009p	Var. 09/08	2008r	2009p	Var. 09/08	2008r	2009p	Var. 09/08	2008r	2009p	Var. 09/08
	$/hab.		%	$/hab.		%	$/hab.		%	$/hab.		%
Bas-Saint-Laurent	18 766	19 114	1,9	2 630	2 319	– 11,8	6 453	6 687	3,6	79	76	– 4,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	21 722	21 824	0,5	2 052	1 876	– 8,6	6 203	6 406	3,3	79	75	– 4,6
Capitale-Nationale	25 855	26 500	2,5	3 675	3 654	– 0,6	5 305	5 542	4,5	100	96	– 3,7
Mauricie	19 825	19 613	– 1,1	2 819	2 659	– 5,7	6 447	6 734	4,5	83	80	– 4,3
Estrie	20 368	20 318	– 0,2	3 814	3 359	– 11,9	5 662	5 982	5,6	105	102	– 3,4
Montréal	23 752	24 281	2,2	5 713	5 152	– 9,8	5 336	5 609	5,1	295	293	– 0,9
Outaouais	26 082	27 488	5,4	2 214	2 149	– 2,9	4 731	4 936	4,3	122	118	– 3,2
Abitibi-Témiscamingue	23 567	23 314	– 1,1	2 437	2 302	– 5,5	6 185	6 449	4,3	81	77	– 4,4
Côte-Nord	25 156	25 109	– 0,2	1 640	1 543	– 5,9	6 866	7 059	2,8	79	75	– 4,5
Nord-du-Québec	20 534	20 771	1,2	2 117	1 223	– 42,2	38 549	11 903	– 69,1	77	73	– 4,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	16 187	16 497	1,9	1 596	1 490	– 6,7	8 445	8 654	2,5	78	74	– 4,6
Chaudière-Appalaches	22 720	22 680	– 0,2	3 449	3 286	– 4,7	5 289	5 555	5,0	80	77	– 4,5
Laval	25 755	25 730	– 0,1	4 025	3 369	– 16,3	4 865	5 158	6,0	216	211	– 2,3
Lanaudière	23 808	23 831	0,1	2 888	2 566	– 11,2	5 143	5 418	5,3	93	89	– 4,1
Laurentides	24 957	25 166	0,8	3 801	3 522	– 7,4	5 009	5 285	5,5	100	96	– 3,8
Montérégie	26 086	26 192	0,4	3 865	3 588	– 7,2	4 940	5 262	6,5	126	122	– 3,0
Centre-du-Québec	19 846	19 790	– 0,3	3 549	3 012	– 15,1	5 763	6 033	4,7	88	84	– 4,1
Ensemble du Québec	**23 930**	**24 216**	**1,2**	**3 919**	**3 582**	**– 8,6**	**5 546**	**5 674**	**2,3**	**155**	**151**	**– 2,4**

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.

Tableau 4.2.2

Revenu personnel par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009

	2005r	2006r	2007r	2008r	2009p	Variation 2009/2008	TCAM 2009/2005
			$/hab.			%	
Bas-Saint-Laurent	24 889	25 594	26 532	27 929	28 196	1,0	3,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	26 739	27 852	29 086	30 056	30 182	0,4	3,1
Capitale-Nationale	31 059	32 392	33 643	34 935	35 793	2,5	3,6
Mauricie	26 452	27 316	28 151	29 174	29 086	– 0,3	2,4
Estrie	27 110	28 226	28 992	29 950	29 761	– 0,6	2,4
Montréal	31 025	32 459	34 677	35 097	35 335	0,7	3,3
Outaouais	29 558	30 531	32 223	33 149	34 691	4,7	4,1
Abitibi-Témiscamingue	27 339	28 411	30 588	32 270	32 142	– 0,4	4,1
Côte-Nord	29 903	30 717	32 227	33 741	33 786	0,1	3,1
Nord-du-Québec	28 513	28 602	31 042	61 277	33 971	– 44,6	4,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	23 842	23 845	25 027	26 306	26 715	1,6	2,9
Chaudière-Appalaches	28 051	29 231	30 185	31 538	31 599	0,2	3,0
Laval	31 448	32 508	33 793	34 861	34 468	– 1,1	2,3
Lanaudière	28 939	29 852	30 998	31 932	31 904	– 0,1	2,5
Laurentides	30 546	31 752	33 127	33 867	34 068	0,6	2,8
Montérégie	31 609	32 772	34 250	35 017	35 164	0,4	2,7
Centre-du-Québec	26 343	27 840	28 121	29 245	28 918	– 1,1	2,4
Ensemble du Québec	**29 826**	**31 008**	**32 505**	**33 550**	**33 623**	**0,2**	**3,0**

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.

Tableau 4.2.3

Revenu personnel disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009

	2005r	2006r	2007r	2008r	2009p	Variation 2009/2008	TCAM 2009/2005
			$/hab.			%	
Bas-Saint-Laurent	19 320	19 878	20 741	21 948	22 315	1,7	3,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	20 345	21 201	22 265	23 144	23 599	2,0	3,8
Capitale-Nationale	23 308	24 261	25 257	26 371	27 429	4,0	4,2
Mauricie	20 421	21 008	21 737	22 644	22 917	1,2	2,9
Estrie	20 860	21 728	22 399	23 229	23 364	0,6	2,9
Montréal	23 662	24 751	26 478	26 958	27 462	1,9	3,8
Outaouais	21 736	22 513	23 845	24 669	26 104	5,8	4,7
Abitibi-Témiscamingue	20 935	21 761	23 515	24 852	25 192	1,4	4,7
Côte-Nord	22 724	23 321	24 586	25 984	26 491	2,0	3,9
Nord-du-Québec	24 048	24 225	26 462	56 458	29 415	– 47,9	5,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	18 945	18 958	19 902	21 036	21 580	2,6	3,3
Chaudière-Appalaches	21 510	22 397	23 221	24 349	24 725	1,5	3,5
Laval	23 508	24 274	25 373	26 306	26 442	0,5	3,0
Lanaudière	21 819	22 484	23 416	24 246	24 619	1,5	3,1
Laurentides	22 916	23 822	24 893	25 583	26 137	2,2	3,3
Montérégie	23 664	24 504	25 713	26 409	26 966	2,1	3,3
Centre-du-Québec	20 571	21 762	22 016	22 990	22 972	– 0,1	2,8
Ensemble du Québec	**22 601**	**23 483**	**24 690**	**25 650**	**26 031**	**1,5**	**3,6**

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.

5. Industrie manufacturière

par Jean Berselli et Mario Ringuette, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Bien qu'en perte de vitesse depuis quelques années, notamment dans certaines industries particulièrement exposées à la forte concurrence de pays émergents, le secteur manufacturier reste tout de même un des acteurs importants de l'économie du Québec et de ses régions. En 2008, le secteur manufacturier québécois représente environ le sixième du produit intérieur brut estimé aux prix de base en dollars courants. Compte tenu de la structure économique en place, cette proportion varie cependant grandement d'une région à l'autre (de 3,0 % pour la région du Nord-du-Québec à 28,7 % pour celle du Centre-du-Québec).

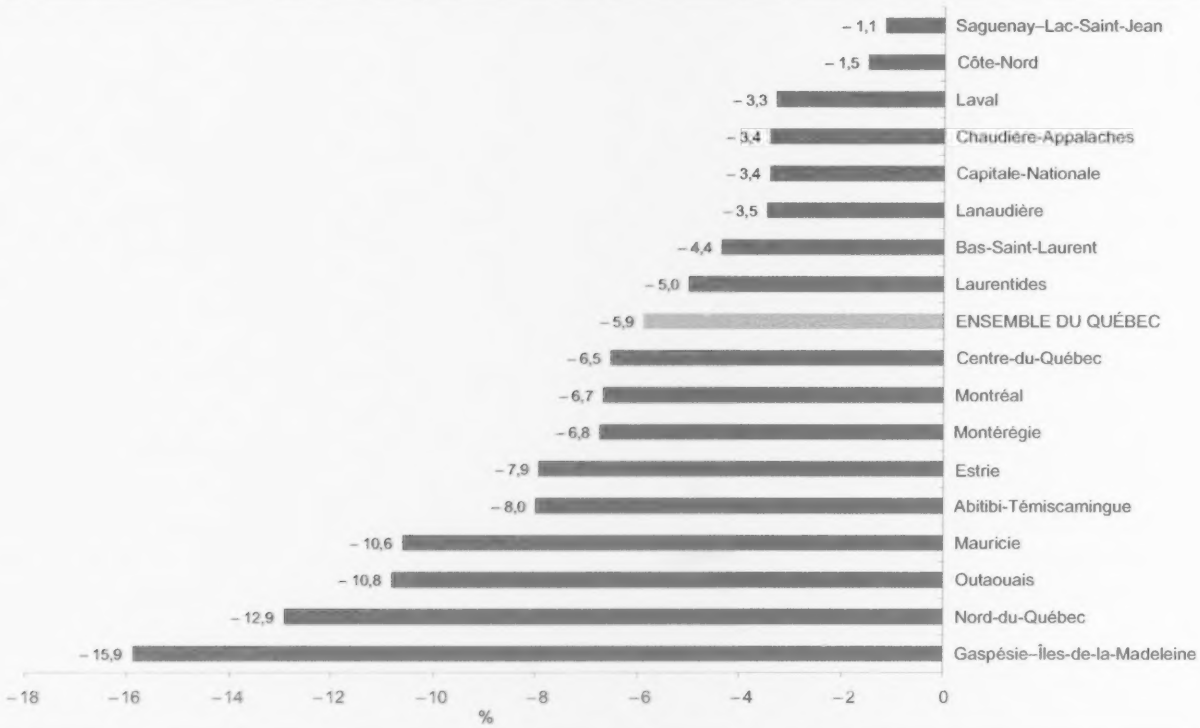
En 2009, année marquée par des tensions sur les marchés financiers et bouleversements économiques dans le monde, le Québec a subi, comme ailleurs, les contrecoups d'une baisse de la demande de produits manufacturés qui s'est traduite globalement par des pertes de revenus et d'emplois. Toutefois, les régions n'ont pas été affectées de la même manière et les PME ont été de façon générale moins touchées.

Emploi manufacturier dans les régions

De 2007 à 2009, le nombre d'emplois à la production au Québec est passé de 327 484 à 290 049, une chute de 37 435 emplois, ce qui représente une variation annuelle moyenne de – 5,9 %. Au cours de la même période, toutes les régions administratives ont vu leur emploi à la production diminuer. La réduction des effectifs est relativement plus prononcée dans les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, du Nord-du-Québec, de l'Outaouais et de la Mauricie, avec des baisses annuelles moyennes au-delà de 10,0 %. Contrairement à ces régions, la baisse est beaucoup plus modeste dans les régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord.

Cette disparité dans l'évolution de l'emploi à la production a modifié quelque peu la part de chaque territoire dans l'ensemble du secteur manufacturier du Québec. Malgré des pertes de près de 7,0 % en moyenne entre 2007 et 2009, Montréal et la Montérégie demeurent les deux plus grandes régions en termes d'emplois manufacturiers. À elles seules, elles génèrent en 2009 un peu moins de la moitié (47,6 %) des emplois à la production du Québec. Il s'agit toutefois d'un recul de 0,8 point par rapport à 2007, alors que leur part dans le secteur manufacturier québécois était de 48, 4 %. De son côté, la région de Chaudière-Appalaches occupe le troisième rang avec 9,4 % de l'emploi manufacturier québécois en 2009. Comme la réduction des effectifs fut moins prononcée (3,4 % en moyenne) que dans d'autres régions, son poids relatif a augmenté de 0,5 point depuis 2007.

Figure 5.1
Variation annuelle moyenne de l'emploi à la production, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2009



Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2007 à 2009.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

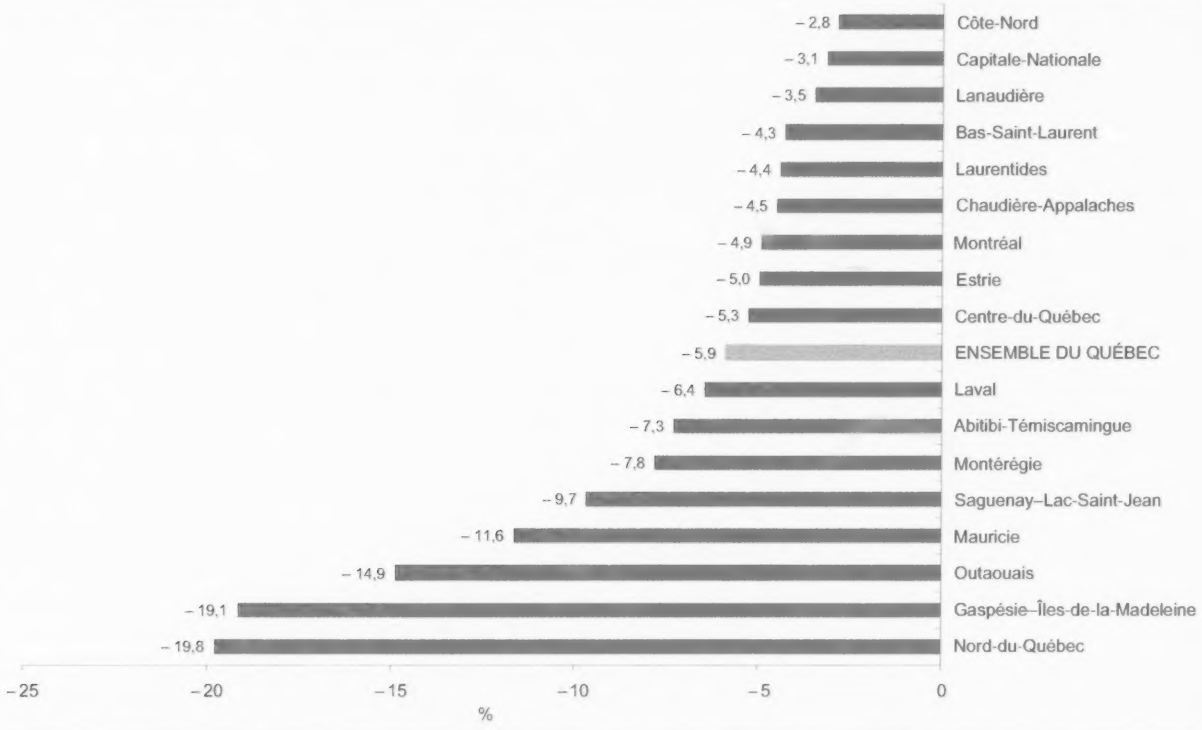
Revenus découlant des biens fabriqués

Après une légère hausse en 2008 de 1,6 % par rapport à l'année précédente, les revenus découlant des biens fabriqués dans les établissements du Québec se contractent de façon importante (12,9 %) pour chuter à 125,6 G$ en 2009. Entre 2007 et 2009, la variation annuelle moyenne est évaluée à – 5,9 %, soit une perte totale de 16,3 G$ sur deux ans. La baisse des revenus de biens fabriqués est généralisée, mais s'est avérée particulièrement pénalisante pour le secteur manufacturier de certaines régions. Les revenus découlant de biens fabriqués ont enregistré des pertes de près de 20,0 % en moyenne par année dans les régions du Nord-du-Québec (– 19,8 %) et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 19,1 %). En ce qui a trait aux régions de l'Outaouais et de la Mauricie, elles aussi subissent des révères réductions avec 14,9 % et 11,6 % dans chaque cas. À l'opposé, le secteur manufacturier a été moins affecté dans certaines régions, la réduction des ventes manufacturières étant inférieure à 4,0 % annuellement. C'est le cas par exemple pour la Côte-Nord, la Capitale-Nationale et la région de Lanaudière.

À l'image de l'emploi à la production, les régions de Montréal et de la Montérégie accaparent une forte proportion des revenus. En effet, celles-ci cumulent 51,0 % des expéditions manufacturières (respectivement 33,3 % et 17,7 %). Vient ensuite la région de Chaudière-Appalaches qui représente 10,6 % de l'ensemble québécois.

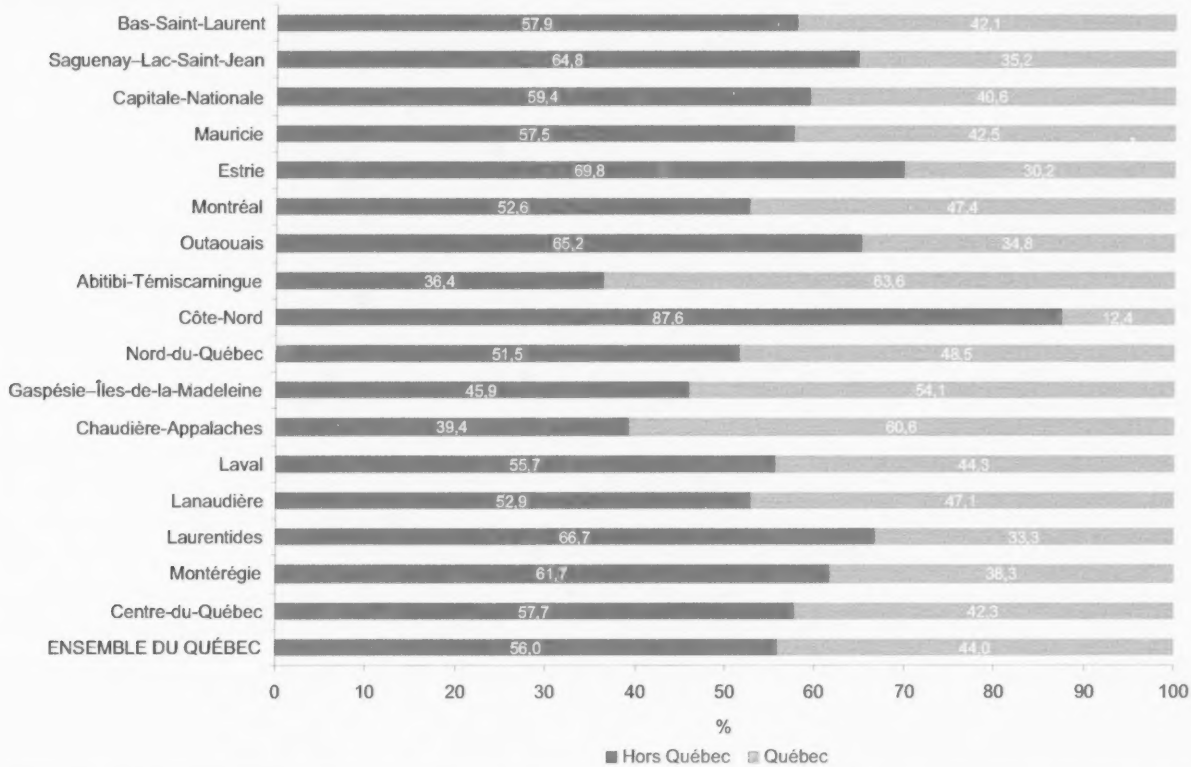
Figure 5.2

Variation annuelle moyenne des revenus découlant des biens fabriqués, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2009



Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2007 à 2009.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Figure 5.3
Destinations des biens fabriqués, régions administratives et ensemble du Québec, 2009



Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière 2009.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Les PME au Québec

En 2009, le nombre d'établissements manufacturiers classés PME (moins de 200 employés) représente 94,3 % de tous les établissements manufacturiers (19 946 établissements) soit sensiblement la même proportion qu'en 2007 (93,9 %). Cette prépondérance ne se retrouve toutefois pas en termes d'emploi à la production ou d'expéditions manufacturières. En effet, les grandes entreprises génèrent à elles seules, 70,5 % des revenus découlant de la vente de biens fabriqués (88,6 G$) et 51,9 % de l'emploi à la production (150 503 emplois contre 139 546 pour les PME). Ces proportions sont cependant légèrement en baisse en 2009 puisqu'elles étaient respectivement de 72,8 % et 55,0 % en 2007. Globalement, les expéditions manufacturières et l'emploi à la production baissent dans les mêmes proportions entre 2007 et 2009 (baisse 11,5 % pour les expéditions et de 11,4 % pour l'emploi à la production). Cependant, le portrait est tout autre lorsque l'on examine ces variations selon la taille de l'entreprise. Il apparaît en effet qu'en proportion, les PME ont été moins touchées par les baisses au cours de la période 2007-2009 que les grandes entreprises, celles-ci ayant vu leurs expéditions manufacturières décroître de 14,2 % (14,7 G$) tandis que l'emploi à la production s'érodait de 16,5 % (29 762 emplois). En comparaison, les ventes de produits fabriqués par les PME n'ont diminué de 4,2 % (1,6 G$) alors que l'emploi à la production se rétractait de 5,2 % (7 673 emplois).

L'emploi à la production dans les régions

À de rares exceptions près, l'image dégagée à l'échelle provinciale se répète dans les régions administratives : les PME sont, en proportion, moins touchées par les baisses d'expéditions manufacturières ou d'emploi à la production que les grandes entreprises. Au chapitre de l'emploi dans les PME, les régions du Bas-Saint-Laurent et de Lanaudière constituent les deux exceptions. Les PME de ces deux régions perdent respectivement 13,6 % et 9,9 % de leur emploi à la production alors que, pour les grandes entreprises, la perte d'emploi est de 4,5 % dans le Bas-Saint-Laurent et de 3,6 % dans Lanaudière. Toujours en ce qui concerne l'emploi à la production, les régions de la Capitale-Nationale et de l'Estrie présentent le meilleur bilan puisqu'elles sont les deux seules à afficher un taux de croissance positif. La région de la Capitale-Nationale s'en tire particulièrement bien avec une hausse de 10,8 % (– 22,2 % dans les grandes entreprises) comparée à 0,8% dans l'Estrie (– 29,6 %). Pour ces deux régions, la répartition de l'emploi à la production entre PME et grandes entreprises s'en trouve grandement modifiée. Dans les deux cas, ce sont les PME qui désormais accaparent la plus grande part de l'emploi (53,2 % dans la Capitale-Nationale et 52,8 % dans l'Estrie en 2009 contre 46,8 % et 47,2 % en 2007). À l'inverse, dans la région de Lanaudière, les PME qui accaparaient 51,5 % de l'emploi production en 2007 n'en représentent plus que 49,8 %. Les régions de Montréal et de la Montérégie restent les deux plus grands employeurs manufacturiers de la province (138 050 emplois en 2009 contre 158 624 en 2007) tant à l'échelle de la PME (65 745 contre 70 944) que de la grande entreprise (72 305 contre 87 680).

Les expéditions manufacturières

En 2009, les revenus découlant de la vente de biens fabriqués atteignent 125,6 G$ et proviennent à 70,5 % des grandes entreprises (88,6 G$). Cette proportion était de 72,8 % en 2007. Alors qu'en 2007, les grandes entreprises accaparaient la majorité des revenus dans toutes les régions, une région se singularise en 2009. Les PME de la région de Laval accaparent, en effet, 53,6 % des revenus découlant d'expéditions manufacturières contre 46,4 % pour les grandes entreprises. Ces proportions étaient respectivement de 47,6 % et 52,4 % en 2007. Comme dans le cas de l'emploi les revenus se sont détériorés plus significativement dans les grandes entreprises que dans les PME (toutes les grandes entreprises voient leurs expéditions manufacturières diminuer). Deux régions n'entrent cependant pas dans ce cadre : le Bas-Saint-Laurent et la Côte-Nord. On note dans ces deux régions des baisses respectives d'expéditions manufacturières de 10,3 % et 6,2 % pour les PME alors que, pour les grandes entreprises, ces diminutions sont de 7,6 % et 5,6 %. Les expéditions manufacturières des PME se sont accrues dans les régions de la Capitale-Nationale, de l'Estrie et du Centre-du-Québec (respectivement de 7,5 %, 4,4 %, et 1,9 %) alors qu'elles se sont amenuisées dans toutes les autres régions. Pour l'Estrie cela signifie que les PME sont à l'origine de 40,0 % des revenus manufacturiers (34,6 % en 2007 alors que pour la Capitale-Nationale cette proportion passe de 29,4 % à 33,7 %). Pour les autres régions, la répartition des revenus entre les PME et les grandes entreprises est restée relativement stable. En ce qui concerne les PME, ce sont les régions du Bas-Saint-Laurent et de Montréal dont les expéditions manufacturières ont le plus diminué avec des baisses respectives de 10,3 % et 9,8 % alors que pour les grandes entreprises, les régions de la Mauricie (– 25,7 %), de Laval (– 22,5 %) et de la Montérégie (– 21,0 %) ont été les plus touchées.

Tableau 5.1

Emploi dans le secteur manufacturier, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2009

	Emploi total				Emploi à la production			
	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
	n				n			
Bas-Saint-Laurent	9 213	9 369	8 570	8 635	7 211	7 243	6 618	6 622
Saguenay–Lac-Saint-Jean	14 375	13 478	F	12 931	11 791	10 880	F	10 632
Capitale-Nationale	22 360	22 757	22 971	21 990	16 442	16 686	16 692	15 559
Mauricie	16 805	15 478	13 500	12 788	13 043	12 113	10 537	9 682
Estrie	23 711	22 708	22 028	19 662	16 785	16 764	16 243	14 208
Montréal	146 655	137 643	127 716	119 735	100 761	94 829	88 995	82 587
Outaouais	5 391	5 545	4 593	4 090	4 123	3 821	3 433	3 040
Abitibi-Témiscamingue	5 295	5 237	5 060	4 495	4 255	4 224	4 119	3 574
Côte-Nord	6 155	5 599	F	5 378	5 426	4 830	F	4 687
Nord-du-Québec	1 421	1 247	1 065	952	1 161	1 010	858	766
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 788	1 769	1 459	1 152	1 302	1 274	1 171	901
Chaudière-Appalaches	39 022	38 577	37 631	36 450	29 983	29 386	28 264	27 406
Laval	16 884	16 516	16 275	15 419	11 536	11 397	11 280	10 654
Lanaudière	17 788	17 411	16 813	16 463	13 579	13 200	12 702	12 296
Laurentides	24 850	23 955	23 412	22 142	18 118	17 399	16 738	15 695
Montérégie	89 765	89 404	84 371	77 558	64 160	63 795	60 395	55 463
Centre-du-Québec	25 103	24 432	23 072	21 561	19 453	18 633	17 427	16 277
Ensemble du Québec	**466 581**	**451 125**	**429 643**	**401 401**	**339 129**	**327 484**	**312 984**	**290 049**

Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2006 à 2009.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.2

Revenu dans le secteur manufacturier, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2009

	Revenu total				Revenu découlant de biens fabriqués			
	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
	M$				M$			
Bas-Saint-Laurent	2 747,9	2 560,0	2 499,5	2 338,8	2 652,5	2 454,0	2 404,1	2 248,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	6 765,3	6 404,8	F	5 218,6	6 636,7	6 273,3	F	5 117,9
Capitale-Nationale	6 245,3	6 555,8	6 573,4	6 113,3	5 912,9	6 171,5	6 223,5	5 791,7
Mauricie	5 153,7	4 751,6	4 277,4	3 701,4	4 950,2	4 552,5	4 112,3	3 554,2
Estrie	6 466,6	6 257,1	6 236,9	5 649,7	6 006,1	5 776,5	5 771,6	5 218,1
Montréal	51 926,0	50 851,8	52 355,4	45 522,9	46 368,3	46 210,2	47 893,8	41 763,3
Outaouais	1 661,4	1 609,6	1 461,1	1 190,2	1 622,6	1 554,8	1 390,8	1 126,8
Abitibi-Témiscamingue	4 043,2	3 885,9	3 942,1	3 790,2	3 903,6	3 774,0	3 551,6	3 244,0
Côte-Nord	2 707,5	2 643,2	F	2 540,4	2 679,5	2 613,4	F	2 466,8
Nord-du-Québec	439,9	372,0	262,4	236,6	401,6	337,5	238,9	217,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	383,8	409,2	337,6	264,6	336,6	369,8	313,4	241,8
Chaudière-Appalaches	18 350,3	18 057,6	20 940,8	16 489,5	13 726,7	14 547,0	16 354,3	13 273,1
Laval	4 141,1	4 235,8	4 070,5	3 782,2	3 388,6	3 414,6	3 169,6	2 988,8
Lanaudière	4 335,4	4 420,1	4 436,0	4 139,8	4 063,5	4 156,7	4 189,1	3 873,5
Laurentides	7 300,8	7 182,4	7 131,6	6 543,9	6 807,6	6 655,7	6 663,8	6 080,2
Montérégie	27 749,0	28 119,5	27 200,3	23 929,3	25 868,4	26 184,3	25 488,4	22 245,8
Centre-du-Québec	7 253,0	7 365,1	7 350,6	6 591,5	6 716,4	6 833,5	6 844,3	6 132,5
Ensemble du Québec	**157 670,1**	**155 681,7**	**158 795,4**	**138 042,9**	**142 041,8**	**141 879,4**	**144 133,9**	**125 584,5**

Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2006 à 2009.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.3

Première destination des expéditions du secteur manufacturier, régions administratives et ensemble du Québec, 2007[r] et 2009

	2007[r]				2009			
	Total	Étranger	Autres provinces et territoires	Québec	Total	Étranger	Autres provinces et territoires	Québec
	M$				M$			
Bas-Saint-Laurent	2 454,0	1 106,9	383,2	963,9	2 248,6	814,5	487,9	946,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	6 273,3	3 834,9	726,5	1 711,9	5 117,9	2 747,2	571,4	1 799,4
Capitale-Nationale	6 171,5	2 320,9	1 493,3	2 357,4	5 791,7	1 542,9	1 899,6	2 349,3
Mauricie	4 552,5	1 978,3	882,5	1 691,7	3 554,2	1 295,2	749,1	1 509,9
Estrie	5 776,5	3 027,7	1 002,2	1 746,6	5 218,1	2 510,8	1 132,6	1 574,7
Montréal	46 210,2	15 934,9	9 063,6	21 211,8	41 763,3	13 265,4	8 709,5	19 788,4
Outaouais	1 554,8	769,8	255,8	529,2	1 126,8	437,6	296,6	392,6
Abitibi-Témiscamingue	3 774,0	720,9	324,9	2 728,2	3 244,0	931,2	249,3	2 063,5
Côte-Nord	2 613,4	2 178,0	124,1	311,3	2 466,8	2 043,0	117,7	306,2
Nord-du-Québec	337,5	133,5	49,4	154,5	217,2	x	x	105,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	369,8	81,6	91,4	196,8	241,8	x	x	130,7
Chaudière-Appalaches	14 547,0	2 822,1	2 692,7	9 032,1	13 273,1	2 545,7	2 686,3	8 041,1
Laval	3 414,6	1 007,6	1 028,6	1 378,5	2 988,8	894,1	769,3	1 325,4
Lanaudière	4 156,7	1 426,8	775,2	1 954,8	3 873,5	1 378,8	669,7	1 825,0
Laurentides	6 655,7	3 480,4	1 092,5	2 082,9	6 080,2	3 224,1	833,1	2 023,1
Montérégie	26 184,3	10 867,9	5 905,8	9 410,6	22 245,8	8 509,5	5 206,4	8 529,9
Centre-du-Québec	6 833,5	2 173,3	1 537,9	3 122,3	6 132,5	1 708,1	1 831,1	2 593,4
Ensemble du Québec	**141 879,4**	**53 865,4**	**27 429,5**	**60 584,6**	**125 584,5**	**43 994,3**	**26 286,3**	**55 303,9**

Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2007 et 2009.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.4

Emploi à la production et revenu découlant des biens fabriqués dans les PME[1] et les grandes entreprises selon la région administrative, Québec, 2007[r] et 2009.

	Emploi à la production				Revenu découlant des biens fabriqués			
	PME	Grandes entreprises	PME	Grandes entreprises	PME	Grandes entreprises	PME	Grandes entreprises
	2007[r]		2009		2007[r]		2009	
	n				M$			
Bas-Saint-Laurent	3 231	4 012	2 791	3 831	741,6	1 712,5	665,5	1 583,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	4 409	6 471	x	x	1 186,8	5 086,5	x	x
Capitale-Nationale	7 817	8 869	8 658	6 901	1 817,4	4 354,2	1 953,5	3 838,2
Mauricie	4 243	7 870	3 966	5 716	917,4	3 635,2	851,9	2 702,3
Estrie	7 920	8 844	7 986	6 222	2 000,7	3 775,8	2 089,5	3 128,5
Montréal	44 106	50 723	39 665	42 922	11 903,0	34 307,2	10 735,3	31 028,0
Outaouais	1 096	2 725	x	x	286,0	1 268,8	x	x
Abitibi-Témiscamingue	1 246	2 978	x	x	307,4	3 466,6	x	x
Côte-Nord	893	3 937	886	3 801	198,6	2 414,9	186,3	2 280,5
Nord-du-Québec	x	x	x	x	x	x	x	x
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	x	x	x	x	x	x	x	x
Chaudière-Appalaches	13 966	15 420	13 366	14 040	3 383,5	11 163,5	3 303,1	9 970,0
Laval	6 592	4 805	6 382	4 272	1 625,0	1 789,6	1 601,3	1 387,5
Lanaudière	6 800	6 400	6 126	6 170	1 617,1	2 539,6	1 534,8	2 338,7
Laurentides	7 995	9 404	7 338	8 357	2 158,3	4 497,5	2 033,7	4 046,5
Montérégie	26 838	36 957	26 080	29 383	7 620,3	18 563,9	7 576,0	14 669,9
Centre-du-Québec	8 747	9 886	8 582	7 695	2 512,6	4 320,9	2 560,4	3 572,1
Ensemble du Québec	**147 219**	**180 265**	**139 546**	**150 503**	**38 639,1**	**103 240,3**	**37 001,4**	**88 583,0**

1. Entreprise de moins de 200 employés.

Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2007 et 2009.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.5

Part relative du secteur manufacturier dans le produit intérieur brut[1] régional Québec, 2005[r]-2008[e]

	2005[r]	2006[p]	2007[pr]	2008[e]
		%		
Bas-Saint-Laurent	18,2	15,9	13,4	13,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	26,5	27,1	26,0	27,5
Capitale-Nationale	11,0	11,2	10,3	9,7
Mauricie	21,1	23,6	20,6	20,0
Estrie	28,9	25,0	24,1	22,4
Montréal	17,3	15,9	15,1	14,8
Outaouais	7,5	6,8	5,7	5,9
Abitibi-Témiscamingue	13,9	13,2	12,5	10,8
Côte-Nord	22,0	24,2	22,6	20,4
Nord-du-Québec	10,9	3,7	4,1	3,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	7,8	7,8	7,2	6,8
Chaudière-Appalaches	32,2	28,5	28,6	28,6
Laval	15,7	15,5	14,5	13,6
Lanaudière	17,3	16,8	15,5	14,4
Laurentides	17,5	18,1	17,0	15,8
Montérégie	23,6	23,5	22,2	21,2
Centre-du-Québec	32,3	32,0	30,4	28,7
Ensemble du Québec	**19,1**	**18,2**	**17,2**	**16,6**

1. Le PIB est défini comme la valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation. Les tableaux du PIB régional se réfèrent à un PIB exprimé en dollars courants.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec; Pêches et Océans Canada et Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

6. Investissements et permis de bâtir

par Jean-François Fortin, Direction des statistiques économiques et du développement durable

6.1 Investissements

L'investissement tel que décrit dans la présente section est composé des dépenses capitalisées en construction et en machines et matériel, que ce soit des installations neuves ou des améliorations majeures augmentant la durée de vie de l'actif. Les données sont exprimées en dollars courants, c'est-à-dire sans correction pour l'inflation. Les données pour les années 2010 et 2011 sont respectivement des valeurs réelles provisoires et des intentions, recueillies auprès des répondants à la fin de l'année 2010.

Selon les perspectives 2011, les dépenses en immobilisation augmentent de 2,4 G$ par rapport à 2010 pour atteindre 66,6 G$. Il s'agit d'une croissance de 3,8 %, faisant suite à une croissance de 9,0 % en 2010 (– 2,1 % en 2009). Les industries productrices de biens sont en croissance de 13,4 % pour atteindre 14,4 G$, un sommet historique. Les industries productrices de services sont quant à elles en croissance de 3,6 % pour atteindre 29,8 G$, également un nouveau sommet. Finalement, le secteur du logement se contracte légèrement par rapport à 2010 (– 1,5 %), pour atteindre 22,3 G$.

Les investissements du secteur privé non résidentiel sont en croissance pour une deuxième année consécutive (+ 0,7 % en 2010, + 7,0 % en 2011) après le repli historique enregistré pendant la récession de 2009 (– 12,5 %). Les investissements publics sont pour leur part en croissance de 6,2 %, la plus faible croissance depuis 2006, pour atteindre 22,3 G$. La forte croissance récente des investissements publics amène le secteur à être prédominant en 2010 et en 2011 dans l'investissement non résidentiel total, une première en 20 ans.

À l'échelle régionale, l'investissement est en hausse dans 11 des 17 régions administratives en 2011. Les taux de croissance oscillent entre + 36,7 % (Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine) et – 19,4 % (Centre-du-Québec). Des trois régions où se concentrent les dépenses en immobilisation, soit Montréal (12,7 G$), la Montérégie (12,5 G$) et la Capitale-Nationale (7,1 G$), seule la Capitale-Nationale a une variation annuelle négative (– 1,5 %), une première pour la région depuis 2004.

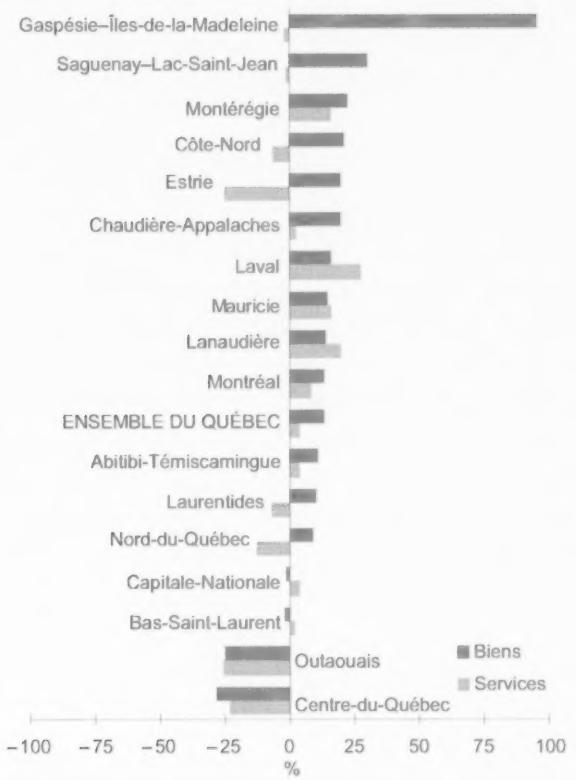
Industries productrices de biens

L'investissement des industries productrices de biens, représentant 21,7 % de l'investissement québécois, est concentré dans cinq régions, qui se partagent 62,7 % du total provincial. Le Nord-du-Québec et la Côte-Nord, deux régions caractérisées par des investissements massifs dans le secteur des services publics et dans le secteur minier, occupent les deux premiers rangs, avec des investissements de 2,3 G$ et 1,8 G$ respectivement. La Montérégie et Montréal suivent, à 1,7 G$. Dans les deux cas, ces investissements se concentrent dans le secteur de la fabrication (1,1 G$ à Montréal et 0,7 G$ en Montérégie). L'Abitibi-Témiscamingue atteint pour sa part un nouveau sommet à 1,4 G$, grâce au 1,2 G$ d'investissements miniers.

La croissance annuelle la plus prononcée s'observe dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 95,4 %). Cette croissance est le résultat de la forte croissance observée dans le secteur des services publics (104,0 %). Le Saguenay-Lac-Saint-Jean a également une croissance supérieure à 25 %. À l'opposé, les régions du Centre-du-Québec et de l'Outaouais enregistrent des décroissances supérieures à 25 % (– 27,9 % et – 25,0 % respectivement) dues au repli des investissements dans le secteur des services publics.

Figure 6.1.1

Variation annuelle des investissements selon le groupe d'industries, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2011



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation.

Industries productrices de services

L'investissement des industries productrices de services, principal groupe d'industries en termes d'investissement au Québec, atteint 29,8 G$ en 2011. À elle seule, la région de Montréal s'accapare plus du quart (8,2 G$) du total québécois, suivie de la Montérégie (5,8 G$) et de la Capitale-Nationale (4,3 G$). Ensemble, ces trois régions représentent 61,4 % du total. Ces trois régions sont en croissance en 2011, après que deux eurent subi une décroissance en 2010 (Capitale-Nationale, – 2,8 % et Montréal, – 4,8 %, la Montérégie ayant crû de 0,9 %).

On observe une croissance de l'investissement des industries productrices de services dans 9 des 17 régions administratives. Les plus fortes variations annuelles positives s'observent dans la région de Laval (+ 27,5 %) et de Lanaudière (+ 20,1 %), alors que les décroissances les plus prononcées s'observent en Outaouais (– 25,8 %), en Estrie (– 24,9 %) et dans le Centre-du-Québec (– 23,3 %).

Secteur du logement

L'investissement dans le secteur du logement, représentant environ le tiers des dépenses en immobilisation québécoise, est en croissance dans seulement cinq régions administratives en 2011 (Outaouais, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Laval, Lanaudière et Laurentides). Pour la première fois, on anticipe que les dépenses capitalisées dans le secteur du logement dans la région des Laurentides dépasseront celle de l'Île de Montréal (2,8 G$ contre 2,7 G$). Cependant, alors que le secteur représente 59,9 % du total régional dans les Laurentides, le logement ne compte que pour 21,6 % dans la région de Montréal.

Investissement privé et public non résidentiel

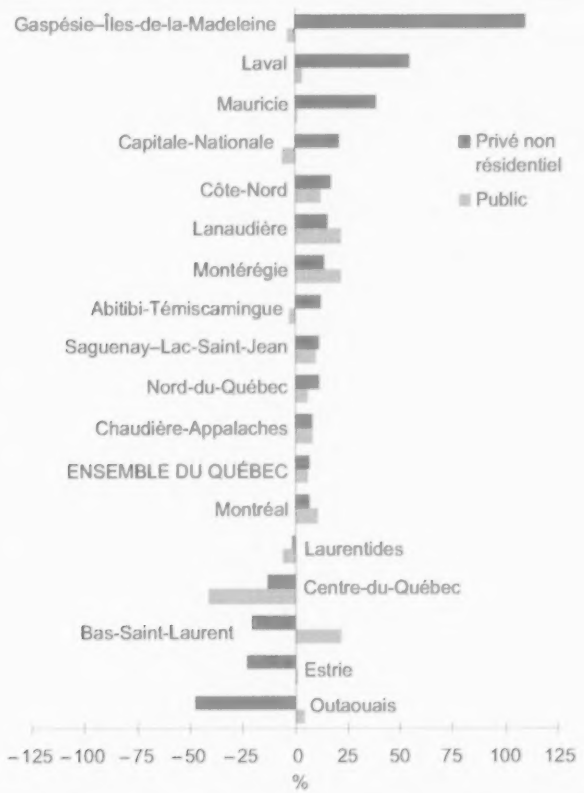
En 2011, la croissance des investissements privés non résidentiels (7,0 %) supplante la croissance des investissements publics (6,2 %), une première depuis 2006. L'investissement privé non résidentiel se concentre essentiellement dans les régions de Montréal (5,0 G$) et de la Montérégie (4,0 G$), suivies par la Capitale-Nationale (1,9 G$) et l'Abitibi-Témiscamingue (1,5 G$). Les croissances les plus prononcées se retrouvent dans les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 109,8 %), de Laval (+ 55,0 %) et de la Mauricie (+ 38,6 %), alors que les reculs les plus prononcés s'observent en Outaouais (– 47,7 %), en Estrie (– 23,1 %) et au Bas-Saint-Laurent (– 20,6 %).

Pour sa part, l'investissement public est en croissance dans 12 des 17 régions administratives. Les croissances les plus prononcées sont dans les régions de la Montérégie (+ 21,9 %), du Bas-Saint-Laurent (+ 21,8 %) et de Lanaudière (+ 21,8 %). Les investissements publics se concentrent dans les régions de Montréal (5,0 G$), de la Montérégie (3,5 G$) et de la Capitale-Nationale (3,0 G$). Viennent ensuite des régions moins fortement peuplées, telles que le Nord-du-Québec (1,8 G$) et la Côte-Nord (1,4 G$).

Au Québec en 2011, l'investissement public (22,3 G$) est légèrement supérieur à l'investissement privé (21,9 G$) dans le secteur non résidentiel. Ce constat se vérifie dans sept régions administratives. Les régions qui présentent la partie publique la plus importante sont la Côte-Nord (71,1 %), le Nord-du-Québec (63,5 %) et le Bas-Saint-Laurent (61,7 %). À l'inverse, la région de l'Abitibi-Témiscamingue est celle où l'investissement privé affiche la proportion la plus élevée (secteur public : 18,9 %).

Figure 6.1.2

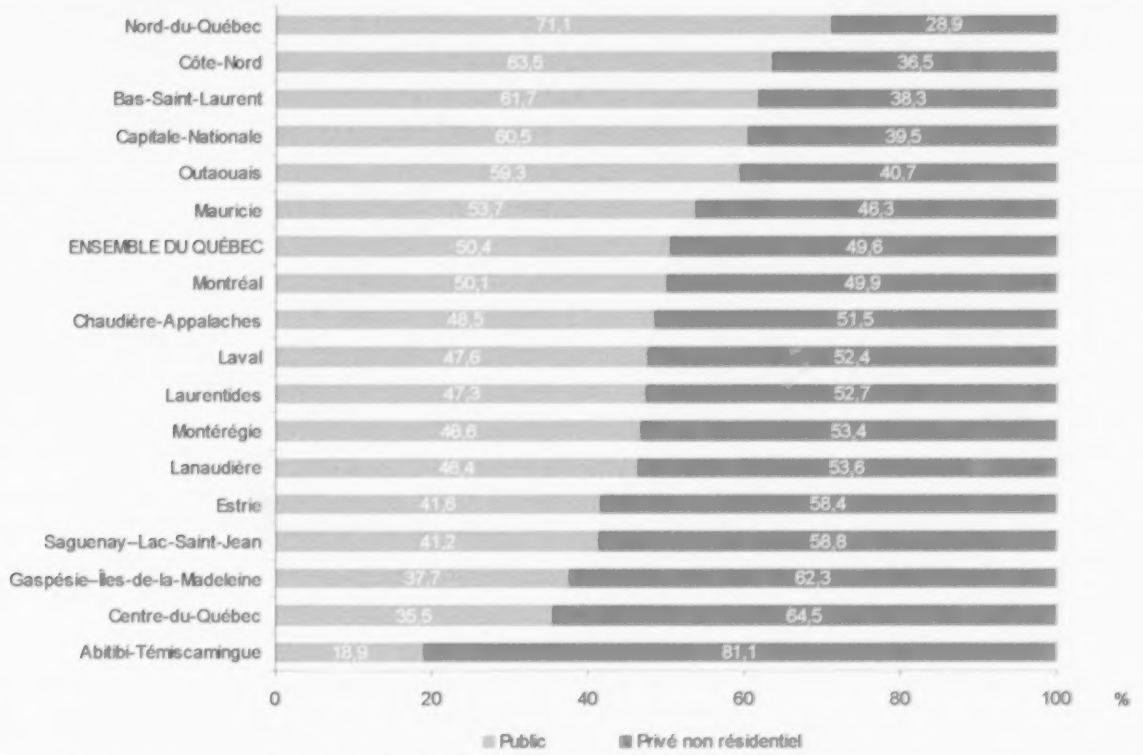
Variation annuelle des investissements selon le secteur, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2011



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation.

Figure 6.1.3

Proportion des investissements non résidentiels selon le secteur, régions administratives et ensemble du Québec, 2011



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation.

Tableau 6.1.1

Dépenses en immobilisation par groupe d'industries et par secteur, régions administratives et ensemble du Québec, 2011[p]

Région administrative	Unité	Industrie productrice de...			Total	Secteur	
		Biens	Services	Logement		Privé non résidentiel	Public
Bas-Saint-Laurent	k$	238 298	808 726	395 457	**1 442 480**	401 074	645 949
	Part relative (%)	16,5	56,1	27,4	**100,0**	27,8	44,8
	Variation 2011/2010 (%)	– 1,7	1,9	– 6,6	**– 1,1**	– 20,6	21,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	k$	668 994	816 789	610 387	**2 096 170**	873 399	612 384
	Part relative (%)	31,9	39,0	29,1	**100,0**	41,7	29,2
	Variation 2011/2010 (%)	30,4	– 1,0	– 4,1	**6,2**	11,9	9,9
Capitale-Nationale	k$	562 461	4 349 385	2 190 616	**7 102 462**	1 942 100	2 969 746
	Part relative (%)	7,9	61,2	30,8	**100,0**	27,3	41,8
	Variation 2011/2010 (%)	– 1,5	3,9	– 10,8	**– 1,5**	21,0	– 5,8
Mauricie	k$	374 496	790 828	688 206	**1 853 530**	539 661	625 663
	Part relative (%)	20,2	42,7	37,1	**100,0**	29,1	33,8
	Variation 2011/2010 (%)	14,6	15,9	– 16,7	**1,0**	38,6	1,0
Estrie	k$	413 815	858 845	882 384	**2 155 043**	743 747	528 913
	Part relative (%)	19,2	39,9	40,9	**100,0**	34,5	24,5
	Variation 2011/2010 (%)	19,6	– 24,9	– 1,8	**– 9,8**	– 23,1	1,2
Montréal	k$	1 733 812	8 215 980	2 740 839	**12 690 630**	4 966 266	4 983 525
	Part relative (%)	13,7	64,7	21,6	**100,0**	39,1	39,3
	Variation 2011/2010 (%)	13,6	8,0	– 3,6	**6,0**	6,9	11,2
Outaouais	k$	271 569	1 489 531	1 182 230	**2 943 331**	717 029	1 044 072
	Part relative (%)	9,2	50,6	40,2	**100,0**	24,4	35,5
	Variation 2011/2010 (%)	– 25,0	– 25,8	6,5	**– 15,4**	– 47,7	4,5
Abitibi-Témiscamingue	k$	1 444 695	450 253	268 950	**2 163 898**	1 537 515	357 433
	Part relative (%)	66,8	20,8	12,4	**100,0**	71,1	16,5
	Variation 2011/2010 (%)	10,7	4,1	– 16,2	**5,1**	12,1	– 2,5
Côte-Nord	k$	1 790 086	472 729	157 398	**2 420 212**	826 065	1 436 749
	Part relative (%)	74,0	19,5	6,5	**100,0**	34,1	59,4
	Variation 2011/2010 (%)	21,3	– 6,7	– 4,8	**12,7**	17,6	12,2
Nord-du-Québec	k$	2 334 583	144 246	26 046	**2 504 875**	715 958	1 762 870
	Part relative (%)	93,2	5,8	1,0	**100,0**	28,6	70,4
	Variation 2011/2010 (%)	9,2	– 12,6	– 3,0	**7,5**	11,7	6,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	k$	613 592	333 051	158 069	**1 104 712**	589 632	357 011
	Part relative (%)	55,5	30,1	14,3	**100,0**	53,4	32,3
	Variation 2011/2010 (%)	95,4	– 1,7	1,6	**36,7**	109,8	– 4,0
Chaudière-Appalaches	k$	761 399	1 187 831	1 020 807	**2 970 038**	1 004 388	944 842
	Part relative (%)	25,6	40,0	34,4	**100,0**	33,8	31,8
	Variation 2011/2010 (%)	19,6	2,3	– 13,1	**– 0,1**	8,7	8,1
Laval	k$	256 906	1 295 983	1 618 138	**3 171 028**	814 225	738 665
	Part relative (%)	8,1	40,9	51,0	**100,0**	25,7	23,3
	Variation 2011/2010 (%)	15,9	27,5	9,2	**16,6**	55,0	3,6
Lanaudière	k$	310 676	907 935	1 966 689	**3 185 300**	653 065	565 546
	Part relative (%)	9,8	28,5	61,7	**100,0**	20,5	17,8
	Variation 2011/2010 (%)	14,2	20,1	1,6	**7,5**	15,8	21,8
Laurentides	k$	436 983	1 427 174	2 786 538	**4 650 696**	982 386	881 771
	Part relative (%)	9,4	30,7	59,9	**100,0**	21,1	19,0
	Variation 2011/2010 (%)	10,5	– 6,9	10,5	**4,5**	– 1,1	– 5,7
Montérégie	k$	1 745 777	5 753 325	5 031 896	**12 530 997**	4 001 315	3 497 786
	Part relative (%)	13,9	45,9	40,2	**100,0**	31,9	27,9
	Variation 2011/2010 (%)	22,5	16,3	– 0,1	**9,8**	14,2	21,9
Centre-du-Québec	k$	466 657	519 292	591 249	**1 577 198**	636 296	349 653
	Part relative (%)	29,6	32,9	37,5	**100,0**	40,3	22,2
	Variation 2011/2010 (%)	– 27,9	– 23,3	– 6,6	**– 19,4**	– 13,0	– 41,1
Ensemble du Québec	**k$**	**14 424 900**	**29 822 200**	**22 315 900**	**66 563 000**	**21 944 600**	**22 302 500**
	Part relative (%)	**21,7**	**44,8**	**33,5**	**100,0**	**33,0**	**33,5**
	Variation 2011/2010 (%)	**13,4**	**3,6**	**– 1,5**	**3,8**	**7,0**	**6,2**

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation.

6.2 Permis de bâtir

Les permis de bâtir constituent un indicateur précurseur de l'activité dans le secteur de la construction : ils sont la seule source de valeurs pouvant être attribuée aux projets de construction. Délivrés par les municipalités, ils octroient le droit de construire un type de bâtiment donné, mais ne nous renseignent ni sur la durée de construction ni sur le moment où le droit de construire sera exercé. Les données annuelles proviennent de la somme des données mensuelles nominales (sans correction pour l'inflation) desaisonalisées. Il faut éviter de mettre en relation le nombre d'unités crées avec la valeur totale pour dériver une moyenne, car la valeur des permis inclut à la fois les constructions neuves, les rénovations et les additions mineures (par exemple l'ajout d'une piscine).

La valeur totale des permis de bâtir délivrés au Québec atteint 14,8 G$ en 2010, en croissance de 14,8 % par rapport à 2009. De ce total, 66,3 % sont des permis de bâtir résidentiels, 18,6 % sont de nature commerciale, 9,1 % sont à vocation institutionnelle et gouvernementale et 6,0 % à vocation industrielle. Toutes les sous-composantes des permis de bâtir sont en croissance dans l'ensemble de la province en 2010, avec des croissances oscillant entre + 17,1 % (résidentiel) et + 7,6 % (industriel).

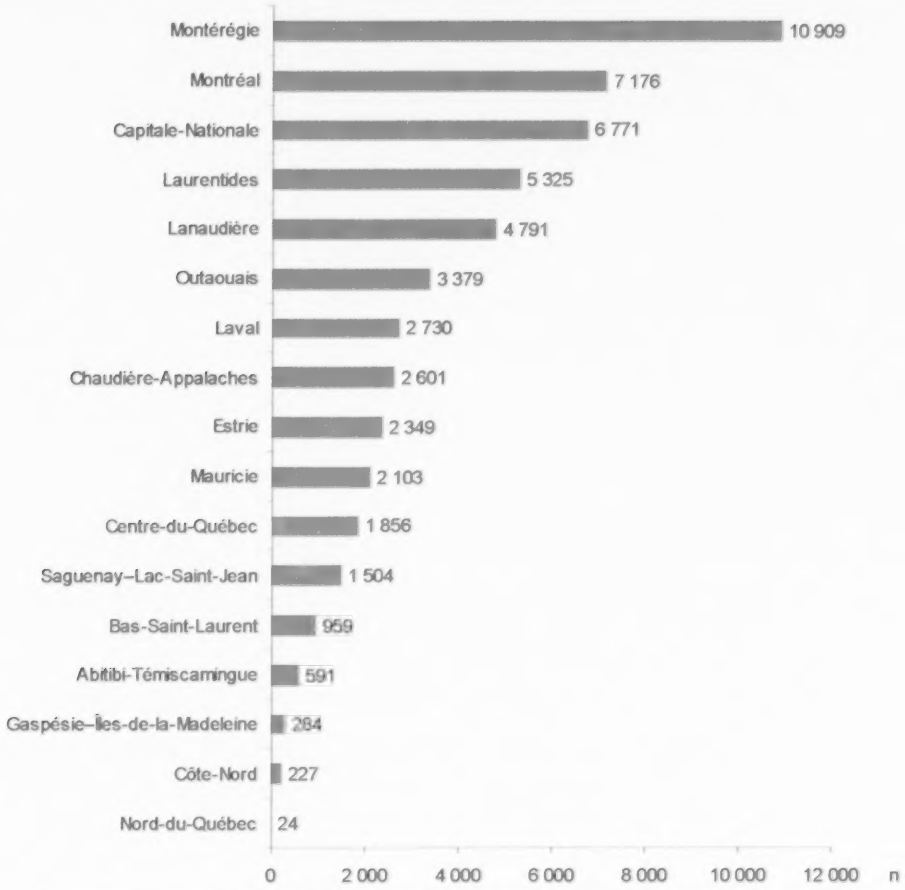
Secteur résidentiel

Au Québec, la valeur des permis de bâtir résidentiels émis atteint 9,8 G$, en hausse de 17,1 % par rapport à 2009. Il s'agit de la plus forte croissance annuelle depuis 2004, propulsant la valeur résidentielle à un niveau record. Les croissances les plus prononcées se retrouvent dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 45,9 %), dans la Mauricie (+ 37,1 %) et sur l'île de Montréal (+ 31,4 %). Dans le cas de Montréal, il s'agit d'une première hausse après cinq années de décroissance consécutive. Seules trois régions enregistrent une variation annuelle négative, toutes des régions ayant une importance relativement faible dans le total québécois : il s'agit du Nord-du-Québec (– 1,9 %), du Bas-Saint-Laurent (– 3,1 %) et de la Côte-Nord (– 14,7 %). Malgré leurs décroissances annuelles, ces trois régions ont délivré une valeur totale des permis de bâtir résidentiels supérieure à la moyenne quinquennale.

Les permis de bâtir émis pour le secteur résidentiel autorisent la construction de 53 579 nouvelles unités de logement indépendantes dans la province, dont plus de la moitié dans la région de Montréal et sa couronne (30 931). Les municipalités de trois autres régions ont délivré des permis autorisant la création plus de 2 500 unités supplémentaires, soit la Capitale-Nationale (6 711 unités), l'Outaouais (3 379 unités) et Chaudière-Appalaches (2 601 unités). Tant en termes de valeur qu'en termes de nouvelles unités, la région de la Montérégie se classe première (2,2 G$ de permis émis, 10 909 nouvelles unités autorisées) suivie de Montréal (1,2 G$ de permis émis, 7 176 nouvelles unités autorisées).

Figure 6.2.1

Nombre de nouvelles unités de logement indépendantes autorisées, régions administratives du Québec, 2010



Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

Secteur non résidentiel

La valeur des permis de bâtir non résidentiels émis par les municipalités québécoises s'élève à 5,0 G$ en 2010, en hausse de 10,5 % par rapport à 2009. Contrairement au secteur résidentiel, où la Montérégie domine Montréal, on observe l'inverse dans le secteur non résidentiel (Montréal : 1,2 G$, Montérégie : 862,6 M$), quoique ces deux régions s'échangent les positions de tête. La Capitale-Nationale suit avec 532,1 M$ de permis émis. Ces trois régions comptent pour plus de la moitié des émissions dans le secteur non résidentiel en 2010. Seules quatre régions voient la valeur des permis non résidentiels émis en 2010 se situer à un niveau inférieur à la moyenne sur cinq ans, soit la Capitale-Nationale, la Mauricie, Laval et Lanaudière.

Dans le secteur commercial, la valeur des permis émis dépasse pour la première fois les 2,7 G$, en croissance de 10,8 % sur l'année 2009 (valeur moyenne 2006-2010 : 2,5 G$). Associés à des bâtiments tels les restaurants, les hôtels et les immeubles à bureaux, ils représentent plus de la moitié de la valeur des permis de bâtir non résidentiels émis. Montréal est la région où les municipalités ont délivré la plus grande valeur pour ces permis, soit 616,2 M$, légèrement sous la moyenne quinquennale. Viennent ensuite la Montérégie (436,9 M$), l'Outaouais (305,5 M$) et la Capitale-Nationale (293,7 M$). Trois régions ont délivré plus du double de la valeur de l'année précédente, soit l'Outaouais, le Centre-du-Québec et l'Estrie.

Les permis de bâtir industriels, associés à des projets tel que les usines, les fermes et les entrepôts, ont atteint une valeur de 890,4 M$ en 2010, en croissance de 7,6 % par rapport au niveau de 2009. Il s'agit néanmoins d'une valeur inférieure à la moyenne des cinq dernières années (909,7 M$). Au niveau régional, la Montérégie se classe au premier rang en 2010 avec 219,7 M$ de permis délivrés, suivie de la Capitale-Nationale (113,5 M$) et des Laurentides (88,6 M$). Notons que pour Montréal, il s'agit de la plus faible valeur émise pour ces permis depuis 2000, alors que la moyenne entre 2000 et 2009 indique plutôt une valeur moyenne de 164,6 M$ par année.

La valeur des permis de bâtir institutionnels est pour sa part en hausse de 11,7 % en 2010 pour se situer à 1,3 G$, valeur supérieure à la moyenne quinquennale (1,2 G$). Liée aux constructions à vocation gouvernementale, cette catégorie de bâtiments regroupe des édifices tels les écoles, les hôpitaux, et les pénitenciers. Plus du tiers de la valeur de ces permis a été délivré par les municipalités de l'île de Montréal (493,0 M$), suivies par celles de la Montérégie (206,1 M$) et de la Capitale-Nationale (125,0 M$).

Tableau 6.2.1

Valeur des permis de bâtir résidentiels, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010

	2006	2007	2008	2009	2010	Variation 2010/2009	Part dans le Québec
			k$			%	
Bas-Saint-Laurent	107 254	137 527	149 827	189 780	183 990	– 3,1	1,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	107 254	137 527	149 827	189 780	276 796	45,9	2,8
Capitale-Nationale	585 506	754 328	823 528	1 025 424	1 067 605	4,1	10,8
Mauricie	217 899	248 151	250 121	261 877	359 144	37,1	3,6
Estrie	312 065	304 619	343 625	363 380	390 792	7,5	4,0
Montréal	1 100 093	1 032 830	1 015 916	940 616	1 236 026	31,4	12,6
Outaouais	457 173	492 281	453 307	411 557	482 769	17,3	4,9
Abitibi-Témiscamingue	58 429	89 392	114 740	120 501	139 510	15,8	1,4
Côte-Nord	39 730	50 636	59 329	84 278	71 853	– 14,7	0,7
Nord-du-Québec	5 413	11 310	10 307	11 904	11 674	– 1,9	0,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	51 887	55 094	70 860	61 651	67 638	9,7	0,7
Chaudière-Appalaches	321 385	353 513	403 624	393 962	510 956	29,7	5,2
Laval	543 162	610 167	748 274	598 543	643 915	7,6	6,5
Lanaudière	763 505	764 854	780 438	671 249	841 253	25,3	8,5
Laurentides	1 076 623	1 141 436	1 147 734	951 685	1 096 797	15,2	11,1
Montérégie	1 753 456	1 939 335	2 056 907	1 837 042	2 190 290	19,2	22,2
Centre-du-Québec	217 011	209 931	218 249	228 369	275 243	20,5	2,8
Ensemble du Québec	**7 779 494**	**8 416 100**	**8 911 629**	**8 406 568**	**9 846 251**	**17,1**	**100,0**

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

Tableau 6.2.2

Valeur des permis de bâtir non résidentiels selon le type de construction, régions administratives et ensemble du Québec, 2010

	Commercial		Industriel		Institutionnel		Total	
	2010	Moyenne 2006-2010	2010	Moyenne 2006-2010	2010	Moyenne 2006-2010	2010	Moyenne 2006-2010
	k$							
Bas-Saint-Laurent	81 391	53 965	32 098	33 425	40 900	31 021	154 389	118 411
Saguenay–Lac-Saint-Jean	91 804	56 048	36 555	34 316	54 258	33 693	182 617	124 057
Capitale-Nationale	293 658	336 142	113 464	86 812	124 979	126 958	532 101	549 911
Mauricie	56 303	73 168	32 523	36 683	31 480	47 497	120 306	157 348
Estrie	168 059	91 775	40 717	34 551	80 071	54 612	288 847	180 938
Montréal	616 237	620 862	65 193	124 231	493 032	351 658	1 174 462	1 096 751
Outaouais	305 521	137 437	33 750	20 455	38 887	50 252	378 158	208 145
Abitibi-Témiscamingue	49 177	36 834	22 957	28 185	45 416	35 055	117 550	100 073
Côte-Nord	23 555	24 661	33 837	14 985	16 654	11 626	74 046	51 272
Nord-du-Québec	8 425	4 943	18 041	6 867	3 409	4 722	29 875	16 531
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	25 361	20 650	3 971	3 808	31 183	17 075	60 515	41 533
Chaudière-Appalaches	116 281	102 867	50 023	53 050	44 908	49 901	211 212	205 819
Laval	98 534	147 127	27 142	39 442	43 889	54 564	169 565	241 133
Lanaudière	90 929	96 908	40 091	49 065	39 627	40 082	170 647	186 054
Laurentides	181 636	158 408	88 567	79 538	32 340	54 902	302 543	292 847
Montérégie	436 891	464 088	219 668	189 287	206 085	195 755	862 644	849 130
Centre-du-Québec	114 783	69 473	31 823	40 898	20 011	21 370	166 617	131 741
Ensemble du Québec	**2 758 545**	**2 504 821**	**890 420**	**909 672**	**1 347 129**	**1 199 581**	**4 996 094**	**4 614 074**

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

7. Mines

par Raymond Beullac, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

L'industrie minière est présente dans chacune des 17 régions administratives du Québec. Les activités s'articulent autour de deux pôles principaux : l'investissement minier et la production minérale. L'investissement concerne l'ensemble des travaux liés à l'exploration et la mise en valeur d'un dépôt minéral, les travaux d'aménagement nécessaires à sa mise en production, la construction non résidentielle et l'acquisition d'équipement et de machinerie. La production minérale concerne aussi bien les mines de métaux précieux (or, argent) et usuels (cuivre, zinc, nickel) que les minéraux industriels (chrysotile, graphite, mica, tourbe) et les matériaux de construction (sable et gravier, pierre, briques, ciment). Elle inclut aussi certaines substances secondaires (soufre, tellure, sélénium, cadmium) produites dans des fonderies et affineries. Dans le cadre de cette analyse[1], il est important de noter que les données de 2009 sont finales tandis que celles de 2010 sont de nature provisoire.

L'activité minière au Québec

En 2010, l'investissement minier a connu un bond impressionnant de 22,0 % par rapport à l'année précédente pour établir un nouveau montant record de 2,5 milliards de dollars. En 2010, trois régions administratives se partagent 94,6 % de l'investissement minier du Québec : l'Abitibi-Témiscamingue (44,9 %), le Nord-du-Québec (25,7 %) et la Côte-Nord (24,0 %). Elles occupent aussi une place prépondérante dans la production minérale : leur apport conjoint représente 64,7 % de la valeur des livraisons minérales. À ce groupe s'ajoute la Montérégie qui détient la troisième place en termes de valeur des expéditions grâce à la présence d'usines de transformation (scories de titane, fer de refonte, zinc, mica).

L'activité minière dans les régions administratives du Québec

En 2010, l'Abitibi-Témiscamingue occupe le premier rang pour l'investissement minier au Québec avec 1 121 M$, ce qui correspond à 44,9 % du total. C'est une croissance de 13,7 % par rapport à 2009, grâce notamment à l'aménagement de nouvelles mines d'or. La région occupe le 4e rang pour les expéditions minérales, soit 1 054 M$ correspondant à 15,5 % du total du Québec, en hausse de 15,9 % par rapport à 2009.

La principale substance exploitée demeure l'or avec des livraisons totalisant 771 M$, ce qui représente 73,2 % des livraisons minérales de la région et 74,8 % de la production québécoise de l'or. Les autres substances d'importance exploitées incluent l'argent (accompagnant l'or), le cuivre et le soufre provenant de la fonderie Horne. En début de 2011, la région comptait sept mines d'or, une usine de traitement aurifère (Camflo), une fonderie de cuivre (Horne), deux carrières de pierre et sablières. Au cours de l'année, trois autres mines d'or devraient démarrer leur production : Canadian Malartic (Corporation minière Osisko[2]), Francoeur (Mines Richmont) et Lamaque (Century Mining[3]). Les travaux souterrains sur le projet Westwood de Gestion Iamgold-Québec[4] progressent et la compagnie prévoit prendre une décision de mise en production de la mine d'or vers la fin de 2012.

La Côte-Nord occupe en 2010 le troisième rang pour l'investissement minier au Québec avec 600,9 M$, ce qui correspond à 24,0 % du total. Par rapport à 2009, l'investissement minier a connu une hausse de près de 17,8 %, grâce en particulier à la poursuite des travaux d'aménagement de la mine de fer du lac Bloom[5] qui a commencé ses premières livraisons de concentré en mars 2010, à partir de ses installations portuaires de Pointe-Noire à Sept-Îles. Le minerai y est acheminé par voie ferrée à partir de la mine localisée tout près de Fermont. Grâce à la poursuite de la remontée du prix du fer en 2010, la région occupe le premier rang pour les livraisons minérales : 1 911,7 M$, soit 28,1 % du total du Québec. C'est une hausse impressionnante

1. Les informations contenues dans cette section proviennent du Répertoire des exploitants miniers de l'Institut de la statistique du Québec. Si les informations résultent d'une autre source, celle-ci est alors indiquée.
2. Projet canadian Malartic de la corporation minière Osisko, dans Mémoire de la Chambre de commerce et d'industrie de Rouyn-Noranda, 25 mars 2009.
3. Technical Review Lamaque Mine, Re-Opening of the Underground Mining Operation, 24 juin 2009, 226 pages..
4. IAMGOLD Corporation, IAMGOLD publie une étude d'évaluation préliminaire mise à jour du projet Westwood, communiqué du 21 décembre 2009.
5. Consolidated Thompson Iron Mines Ltd., Rapport financier, 3e trimestre 2009, 5 novembre 2009.

de la valeur des livraisons de 72,5 % par rapport à 2009. En 2010, trois mines étaient en production : la mine de fer du Mont-Wright de la société indienne ArcelorMittal Mines Canada, la mine de fer du lac Bloom de Consolidated Thompson Iron Mines et la mine d'ilménite Tio de Rio Tinto Fer et Titane. Pour cette dernière, seules les ventes d'ilménite sont comptabilisées ici, et la production de scorie de titane et de fer de refonte est rapportée en Montérégie.

Les activités minières de la Côte-Nord sont appelées à croître de façon importante au cours des prochaines années grâce à plusieurs projets dans le secteur du fer : 1) KéMag/Labmag de New Millenium Capital, sous la gérance de la société indienne Tata Steel Global Minerals Holdings; 2) Attikagamen/Fermont de Champion Minerals et 3) le projet d'implantation d'une usine de billettes d'acier à Sept-Îles du consortium russo-africain IMBS. Les deux premiers projets sont en partie situés au Labrador.

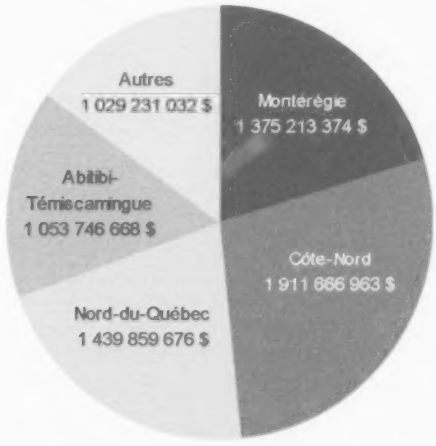
Le Nord-du-Québec occupe quant à lui le deuxième rang pour l'investissement minier au Québec en 2010 avec 643,3 M$, ce qui correspond à 25,7 % du total. C'est la région qui a connu la plus forte hausse annuelle de ses investissements avec 43,8 %. Elle occupe le 2e rang pour ce qui est de la valeur des expéditions, soit 1 439,9 M$ correspondant à 21,4 % du total du Québec, en hausse de 10,4 % par rapport à 2009. Les livraisons minérales du Nord-du-Québec sont diversifiées avec la production du nickel, de l'or, du zinc, du cuivre, du cobalt et des platinoïdes provenant d'une mine de nickel, une mine de zinc et trois mines d'or.

En début de 2011, Les Mines Opinaca, filiale de Goldcorp, a annoncé officiellement la mise en production du gisement aurifère Éléonore[6], situé sur le territoire de la Baie-James. Au cours des prochaines années, la base minérale de la région pourrait encore être davantage variée avec la mise en production d'une mine de diamants et d'une mine d'uranium. Le lithium pourrait aussi être exploité avant la fin de la décennie.

Finalement, la Montérégie occupe la troisième place pour la valeur des livraisons minérales grâce à la présence de deux usines de première transformation traitant de l'ilménite (QIT-Fer-et-Titane) et du concentré de zinc (CEZinc) et un producteur de ciment. C'est aussi la région la plus importante pour la production de pierres avec le tiers des livraisons québécoises. La valeur des expéditions de la région est de 1 375,2 M$ correspondant à 20,2 % du total du Québec. C'est une hausse de 14,9 % par rapport à 2009.

Figure 7.1

Répartition des livraisons minérales, régions administratives du Québec, 2010



Source: Institut de la statistique du Québec, Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.

6. Goldcorp, Le projet Éléonore, créer l'avenir; Opinaca Mines, dépliant présenté lors de Québec exploration 2010.

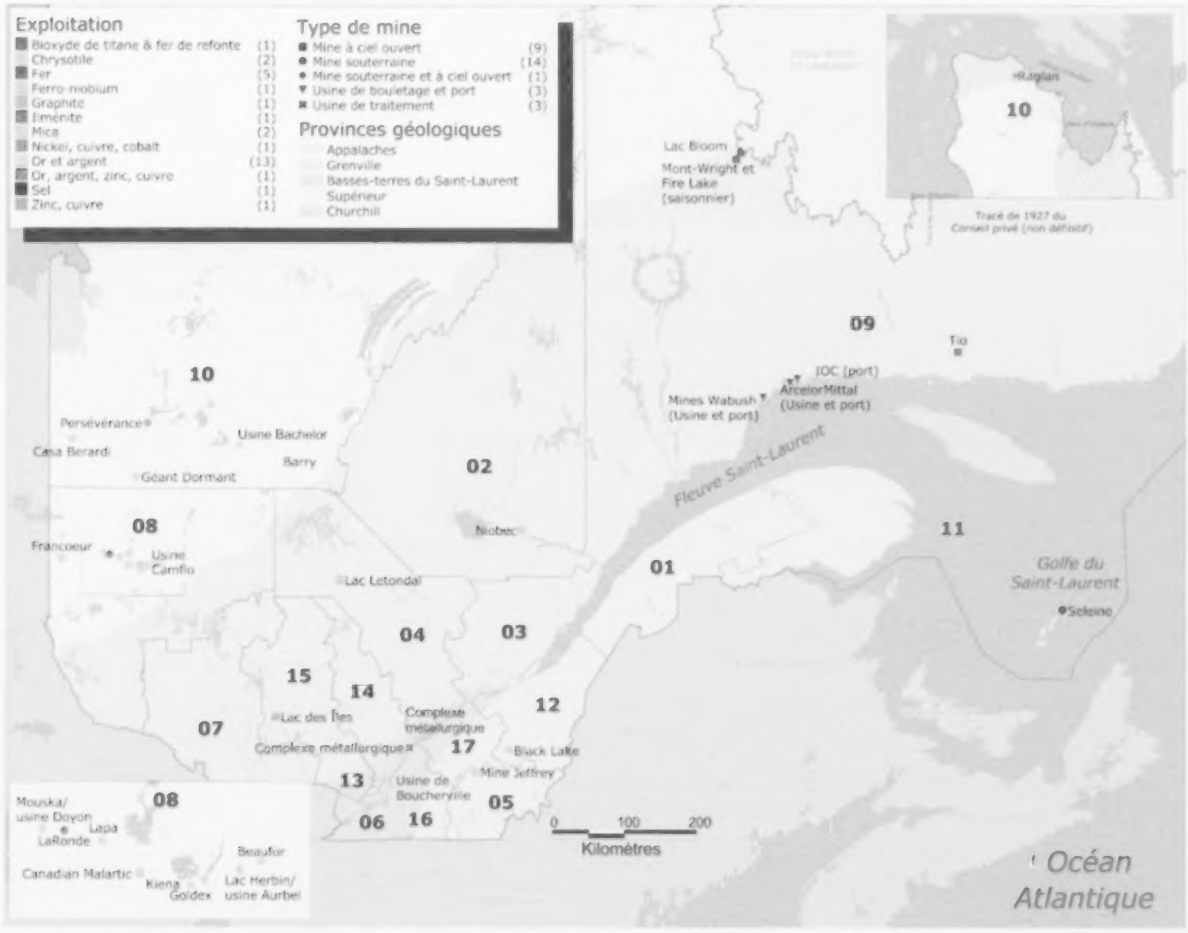
L'emploi dans le secteur minier

En 2010, 15 109 emplois miniers ont été recensés dont 4 190 attribués aux activités secondaires (fonderie, affinerie et cimenterie) et 639 aux entreprises de forage carottier.

Grâce à la présence d'une fonderie et d'une affinerie, le nombre d'emplois attribués au secteur minier dans la Montérégie, soit 3 054, est le plus élevé de toutes les régions québécoises, une donnée stable par rapport à 2009. La Côte-Nord se classe au deuxième rang avec 2 978 emplois dans le secteur minier en 2010. Il s'agit d'une croissance de 15,6 % par rapport à l'année précédente. Pour sa part, l'Abitibi-Témiscamingue occupe le troisième rang provincial avec 2 598 emplois, incluant ceux de la fonderie Horne, en hausse de 2,7 % par rapport à 2009. Enfin, pour ce qui est du Nord-du-Québec, la région compte 1 368 emplois dans le secteur minier, en croissance de 7,6 % en 2010.

Carte 7.1

Mines métalliques et minéraux industriels en exploitation, régions administratives du Québec, 2011



Sources : Institut de la statistique du Québec, Recensement annuel des mines, des carrières et des sablière; ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

Tableau 7.1

Volume et valeur des expéditions minérales, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2010[p]

	Unité	Quantité			Unité	Valeur		
		2008	2009	2010[p]		2008	2009	2010[p]
Bas-Saint-Laurent		...	...	...	$	x	x	x
Tourbe	s[1]	6 090 746	4 682 441	4 561 771	$	32 478 593	43 644 825	45 312 493
Chaux	tm	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	tm	232 272	1 251 152	821 000	$	8 004 043	27 110 313	11 255 702
Sable et gravier	tm	825 197	757 757	837 720	$	3 201 735	3 847 227	3 426 479
Saguenay–Lac-Saint-Jean		...	...	...	$	x	x	x
Niobium	kg	x	x	x	$	x	x	x
Silice	tm	x	..	..	$	x	..	..
Tourbe	s[1]	1 043 220	401 143	1 138 911	$	5 081 334	7 993 560	9 363 399
Pierre	tm	1 566 579	1 027 684	590 726	$	20 950 661	15 845 458	11 041 084
Sable et gravier	tm	1 964 051	1 939 986	1 274 731	$	5 192 575	4 803 809	4 045 934
Capitale-Nationale		...	...	...	$	**166 379 590**	**159 633 364**	**161 626 330**
Silice	tm	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s[1]	x	x	x	$	x	x	x
Ciment	tm	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	tm	5 695 888	5 444 099	5 194 774	$	51 444 167	55 966 145	53 071 546
Sable et gravier	tm	2 303 653	2 167 979	1 781 998	$	10 075 143	11 111 020	12 206 153
Mauricie		...	...	...	$	**34 886 255**	**21 317 751**	**28 668 117**
Mica	tm	x	x	x	$	x	x	x
Silice	tm	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	tm	1 363 623	560 374	1 246 496	$	11 545 292	5 627 321	12 721 820
Sable et gravier	tm	2 232 167	1 081 418	841 274	$	12 297 197	4 257 824	3 633 183
Estrie		...	...	...	$	**61 898 256**	**69 173 023**	**77 228 897**
Chrysotile	tm	x	x	x	$	x	x	x
Chaux	tm	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	tm	1 673 823	2 774 984	2 514 884	$	19 634 577	27 032 288	27 924 108
Sable et gravier	tm	872 176	812 026	721 479	$	3 441 881	3 581 599	3 347 642
Montréal		...	...	...	$	x	x	x
Pierre	tm	x	2 844 143	x	$	x	30 900 539	x
Sable et gravier	tm	x	x	111 466	$	x	x	287 882
Outaouais		...	...	...	$	**24 311 592**	**31 255 631**	**18 110 008**
Pierre	tm	1 892 521	3 288 175	1 910 227	$	15 428 422	24 956 670	15 215 088
Sable et gravier	tm	1 765 638	1 397 120	477 097	$	8 883 170	6 298 961	2 894 920
Abitibi-Témiscamingue		...	...	...	$	**829 014 189**	**909 097 232**	**1 053 746 668**
Antimoine	kg	x	x	x	$	x	x	x
Argent	g	142 412 827	135 983 056	111 869 391	$	73 208 025	73 335 527	72 136 962
Bismuth	kg	x	x	x	$	x	x	x
Cadmium	kg	183 500	164 437	..	$	1 158 436	538 038	..
Cuivre	kg	16 757 942	7 511 245	4 967 310	$	124 243 382	44 173 632	38 153 908
Or	g	15 435 024	18 313 311	19 084 361	$	461 105 906	653 968 337	770 989 099
Plomb	kg	x	..	x	$	x	..	x
Sélénium	kg	x	x	x	$	x	x	x
Tellure	kg	x	x	x	$	x	x	x
Zinc	kg	70 840 279	x	x	$	141 538 877	x	x
Silice	tm	x	x	x	$	x	x	x
Soufre	tm	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	tm	x	x	x	$	x	x	x
Sable et gravier	tm	1 198 336	967 712	404 387	$	6 192 649	4 306 973	2 292 373

Tableau 7.1 (suite)

Volume et valeur des expéditions minérales, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2010[p]

	Unité	Quantité			Unité	Valeur		
		2008	2009	2010[p]		2008	2009	2010[p]
Côte-Nord		...	...	...	$	**1 410 211 647**	**1 108 507 037**	**1 911 666 963**
Fer (minerai)	tm	13 358 087	14 433 638	17 000 075	$	x	x	x
Ilménite	tm	x	x	x	$	x	x	x
Silice	tm	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s'	1 430 289	1 416 356	1 423 723	$	11 124 728	10 950 070	14 329 622
Pierre	tm	517 074	x	400 203	$	3 587 058	x	3 121 624
Sable et gravier	tm	503 937	146 539	x	$	2 495 372	254 648	x
Nord-du-Québec		...	...	...	$	**1 312 625 355**	**1 305 476 802**	**1 439 859 676**
Argent	g	21 912 366	17 939 820	17 046 277	$	11 264 161	9 674 926	10 991 934
Cadmium	kg	x	x	x		x	x	x
Cobalt	kg	x	x	x	$	x	x	x
Cuivre	kg	20 458 831	21 658 221	19 084 483	$	151 681 773	127 371 998	146 587 556
Nickel	kg	21 706 797	30 276 399	28 070 000	$	503 706 224	505 918 627	632 643 513
Or	g	12 168 446	9 636 765	6 441 871	$	363 520 154	344 128 878	260 245 140
Palladium	g	x	x	x	$	x	x	x
Platine	g	x	x	x	$	x	x	x
Rhodium	g	x	x	x	$	x	x	x
Zinc	kg	93 919 156	x	x	$	187 650 474	x	x
Pierre	tm	x	x	x	$	x	x	x
Sable et gravier	tm	106 303	1 143 375	810 452	$	293 515	5 544 501	3 261 976
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine		...	...	...	$	x	x	**64 572 757**
Sel	tm	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	tm	451 766	1 120 292	639 465	$	4 468 608	6 851 517	6 953 878
Sable et gravier	tm	353 411	405 425	250 241	$	1 269 191	1 699 841	1 479 338
Tourbe	s'	..	..	x	$	..	..	x
Chaudière-Appalaches		...	...	...	$	**76 844 468**	**91 338 496**	**82 791 897**
Chrysotile	tm	x	x	x	$	x	x	x
Silice	tm	x	x	..	$	x	x	x
Talc	tm	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s'	157 872	x	x	$	377 752	x	x
Pierre	tm	1 835 369	2 785 495	2 833 142	$	12 012 015	21 924 483	22 805 582
Sable et gravier	tm	1 866 156	1 970 251	1 250 624	$	8 748 637	10 164 040	6 432 731
Laval		...	...	...	$	**23 237 020**	x	**45 200 000**
Pierre	tm	2 422 975	x	4 333 500	$	23 237 020	x	45 200 000
Lanaudière		...	...	...	$	**196 525 677**	**195 725 456**	**165 127 372**
Chaux	tm	x	x	x	$	x	x	x
Ciment	tm	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	tm	1 722 728	2 161 344	2 221 671	$	13 143 170	19 681 759	20 067 847
Sable et gravier	tm	2 733 258	3 103 016	1 147 580	$	10 687 808	12 666 690	5 337 595
Laurentides		...	...	...	$	**86 738 382**	**94 098 890**	**79 098 906**
Graphite	tm	x	x	x	$	x	x	x
Silice	tm	x	220 913	x	$	x	x	x
Pierre	tm	4 873 411	7 033 593	5 248 138	$	50 172 602	68 383 377	50 168 724
Sable et gravier	tm	2 246 457	1 498 950	1 183 902	$	17 072 118	12 077 477	10 687 182

Tableau 7.1 (suite)

Volume et valeur des expéditions minérales, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2010[p]

	Unité	Quantité			Unité	Valeur		
		2008	2009	2010[p]		2008	2009	2010[p]
Montérégie		...	...	...	$	**1 609 560 948**	**1 196 751 985**	**1 375 213 374**
Fer de refonte	tm	x	x	x	$	x	x	x
Silice	tm	141 753	..	..	$	3 117 763	..	..
Soufre	tm	x	x	x	$	x	x	x
Titane (bioxide)	tm	x	x	x	$	x	x	x
Chaux	tm	x	x	x	$	x	x	x
Ciment	tm	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	tm	14 214 356	14 112 827	15 885 111	$	141 077 025	152 514 059	164 508 115
Produits d'argile (brique)	unité	x	x	x	$	x	x	x
Sable et gravier	tm	1 785 969	1 469 733	1 424 282	$	8 335 809	5 735 253	6 275 265
Centre-du-Québec		...	...	...	$	**35 918 003**	**34 405 710**	**27 724 300**
Sel	tm	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s[1]	x	x	x	$	x	x	x
Ciment	tm	x	..	..	$	x	..	..
Pierre	tm	2 249 981	1 328 637	885 781	$	19 206 548	10 754 446	8 260 013
Sable et gravier	tm	406 195	246 857	175 811	$	1 043 669	556 770	264 787
Ensemble du Québec		...	...	...	$	**6 162 506 250**	**5 627 255 395**	**6 809 717 713**

1. Exprimé en sacs de 170 dm³.

Source : Institut de la statistique du Québec, Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.

Tableau 7.2

Personne-année, salaire et heures payées par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2010[p]

	Personne-année		Salaire		Heures payées	
	2009	2010[p]	2009	2010[p]	2009	2010[p]
	n		$		n	
Bas-Saint-Laurent	**544**	**603**	**21 485 144**	**18 320 038**	**1 086 910**	**911 029**
Tourbe	325	366	12 024 829	12 805 132	646 104	663 350
Chaux	x	x	x	x	x	x
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	19	33	739 019	1 067 877	32 473	42 518
Saguenay–Lac-Saint-Jean	**500**	**567**	**31 846 230**	**33 899 726**	**1 036 906**	**1 097 669**
Niobium	x	x	x	x	x	x
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Pierre	96	76	3 756 618	2 969 317	184 481	156 599
Sable et gravier	52	68	1 917 640	1 826 824	99 875	101 883
Capitale-Nationale	**467**	**482**	**22 280 285**	**22 628 465**	**889 070**	**850 983**
Silice	..	36	..	116 476	..	5 185
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Ciment	x	x	x	x	x	x
Pierre	198	204	8 705 101	9 159 211	384 523	364 480
Sable et gravier	65	42	2 828 298	1 415 578	137 299	73 246
Mauricie	**100**	**74**	**2 718 417**	**2 194 337**	**138 901**	**100 346**
Silice	x	x	x	x	x	x
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	62	13	1 000 249	340 511	57 372	18 018
Estrie	**265**	**310**	**16 154 397**	**14 483 135**	**593 904**	**509 522**
Amiante	x	x	x	x	x	x
Chaux	x	x	x	x	x	x
Pierre	87	117	4 335 106	3 889 078	166 088	143 641
Sable et gravier	51	73	1 771 064	1 876 057	91 587	90 881
Montréal	**588**	**578**	**37 668 212**	**53 838 049**	**1 244 507**	**1 114 275**
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	x	x	x	x	x	x
Fonderie et affinerie	x	x	x	x	x	x
Outaouais	**135**	**89**	**5 090 593**	**4 397 291**	**267 009**	**182 920**
Pierre	102	68	3 913 315	3 885 250	208 118	155 914
Sable et gravier	33	21	1 177 278	512 041	58 891	27 006
Abitibi-Témiscamingue	**2 530**	**2 598**	**224 305 498**	**238 667 817**	**5 380 351**	**5 220 766**
Fonderies et affineries	x	x	x	x	x	x
Or	1 917	1 923	176 214 955	189 490 067	4 118 232	3 853 301
Sable et gravier	18	94	445 543	3 017 750	24 519	120 065
Silice	x	x	x	x	x	x
Pierre	..	..	..	..	..	..
Côte-Nord	**2 577**	**2 978**	**230 959 813**	**243 160 794**	**5 627 186**	**4 874 412**
Fer (minerai)	2 232	2 583	207 229 753	219 633 191	4 929 550	4 205 239
Ilménite	x	x	x	x	x	x
Silice	..	x	..	x	..	x
Tourbe	82	131	2 684 258	2 821 716	157 951	163 717
Pierre	x	18	x	789 287	x	23 245
Sable et gravier	8	x	167 823	x	10 388	x

Tableau 7.2 (suite)

Personne-année, salaire et heures payées par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2010[p]

	Personne-année		Salaire		Heures payées	
	2009	2010[p]	2009	2010[p]	2009	2010[p]
	n		$		n	
Nord-du-Québec	**1 271**	**1 368**	**135 338 761**	**144 144 479**	**2 885 678**	**2 782 922**
Nickel	x	x	x	x	x	x
Or	320	324	33 032 970	28 974 139	719 818	669 829
Zinc	236	x	22 867 190	x	498 325	x
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	28	60	1 364 582	3 884 705	43 477	135 615
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**195**	**214**	**10 237 581**	**9 339 777**	**395 527**	**365 588**
Sel	x	x	x	x	x	x
Pierre	x	31	x	898 171	x	40 910
Sable et gravier	15	23	362 191	475 927	20 787	28 838
Tourbe	..	x	..	x	..	x
Chaudière-Appalaches	**534**	**571**	**21 666 329**	**21 310 779**	**1 048 192**	**1 139 746**
Amiante	x	x	x	x	x	x
Talc	x	x	x	x	x	x
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Pierre	44	44	1 734 493	1 741 100	71 510	69 688
Sable et gravier	53	67	1 613 570	1 762 450	88 441	91 829
Laval	**68**	**109**	**3 312 071**	**5 050 089**	**145 102**	**209 022**
Pierre	68	109	3 312 071	5 050 089	145 102	209 022
Lanaudière	**397**	**365**	**27 383 422**	**23 830 168**	**738 272**	**618 654**
Chaux	x	x	x	x	x	x
Ciment	x	x	x	x	x	x
Pierre	76	71	5 552 819	4 675 787	144 539	133 115
Sable et gravier	98	80	4 486 785	3 365 853	189 645	139 880
Laurentides	**318**	**342**	**13 621 291**	**15 285 421**	**609 136**	**667 431**
Graphite	x	x	x	x	x	x
Silice	..	x	..	x	..	x
Pierre	251	165	12 122 664	7 431 864	534 543	329 464
Sable et gravier	x	87	x	2 840 476	x	164 347
Montérégie	**3 064**	**3 054**	**198 663 682**	**200 007 912**	**6 356 094**	**6 238 671**
Fonderies et affineries	2 125	x	146 843 000	x	4 420 000	x
Mica	x	x	x	x	x	x
Chaux	x	x	x	x	x	x
Ciment	x	x	x	x	x	x
Pierre	622	588	28 136 240	24 949 465	1 260 468	1 108 780
Produits d'argile (brique)	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	60	99	1 768 229	2 104 269	92 553	123 481
Centre-du-Québec	**179**	**168**	**7 897 651**	**6 132 636**	**349 721**	**282 063**
Sel	x	x	x	x	x	x
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Pierre	34	29	1 281 741	598 332	59 390	34 022
Sable et gravier	6	8	31 242	18 304	1 898	1 041
Forage au diamant[1]	**639**	**639**	**31 173 416**	**31 173 416**	**1 149 765**	**1 149 765**
Ensemble du Québec	**14 444**	**15 109**	**1 046 904 893**	**1 087 864 329**	**30 177 178**	**28 315 784**

1. À l'enquête préliminaire, le forage carottier n'est pas enquêté. Les données proviennent du Recensement annuel 2009.

Source : Institut de la statistique du Québec, Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.

8. Industrie bioalimentaire

par Éric Massicotte, Direction des statistiques économiques et du développement durable

Cette section porte sur la production laitière québécoise. Elle présente des données régionales sur le nombre de producteurs laitiers, la production totale, les recettes brutes, le prix moyen net et les frais de mise en marché. L'information provient d'une compilation de l'Institut de la statistique du Québec, réalisée à partir des données de la Fédération des producteurs de lait du Québec. Comme montré dans le *Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec*, les ventes de lait occupent une part de 27,3 % des ventes totales de produits agricoles québécois en 2009, ce qui en fait le secteur d'activité agricole le plus important au Québec en termes de ventes totales. Présente sur l'ensemble du territoire agricole, la production laitière offre des revenus stables et importants pour un grand nombre de régions rurales du Québec. Notamment, les recettes brutes laitières offrent des revenus de plus de 100 M$ au Saguenay–Lac-Saint-Jean et Côte-Nord (115,2 M$), en Estrie (224,0 M$), au Bas-Saint-Laurent (228,1 M$), dans le Centre-du-Québec (360,3 M$), en Montérégie (442,4 M$) et dans Chaudière-Appalaches (460,6 M$). Les autres régions ont des recettes brutes qui oscillent entre 4,6 M$ en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et 91,5 M$ en Mauricie.

Nombre de producteurs laitiers

En 2010, on dénombre 6 454 producteurs laitiers dans l'ensemble du Québec, en baisse de 2,3 % par rapport à 2009 (– 12,1 % par rapport à 2006). Ces derniers se retrouvent principalement dans les régions de Chaudière-Appalaches (21,4 %), de la Montérégie (18,9 %), du Centre-du-Québec (14,6 %), du Bas-Saint-Laurent (11,6 %) et de l'Estrie (9,0 %). Entre 2006 et 2010, la répartition des producteurs laitiers entre les régions est restée relativement stable. Durant cet intervalle, les régions de Chaudière-Appalaches (+ 0,3 point de pourcentage) et de l'Estrie (+ 0,3 point) ont connu la plus forte hausse de leur part relative au Québec, alors que la Mauricie (– 0,3 point) et les Laurentides (– 0,3 point) ont connu la plus forte baisse. La baisse du nombre de producteurs laitiers est une tendance qui est observée dans la majorité des productions agricoles au Québec, le nombre total de producteurs étant passé de 29 493 en 2006 à 28 995 en 2009, en baisse de 1,7 %.

Production totale

En 2010, la production laitière totale s'établit à près de 28,7 millions d'hectolitres, en hausse de 1,3 % par rapport à 2009. La répartition de la production totale entre les régions suit sensiblement la même tendance que celle des producteurs. Les régions de Chaudière-Appalaches (21,0 %), de la Montérégie (20,2 %), du Centre-du-Québec (16,3 %), du Bas-Saint-Laurent (10,3 %) et de l'Estrie (10,3 %) se partagent l'essentiel de la production québécoise. Entre 2006 et 2010, les régions du Bas-Saint-Laurent (+ 0,6 point de pourcentage) et de Chaudière-Appalaches (+ 0,4 point) ont connu la plus forte hausse de leur part relative au Québec, alors que celles du Centre-du-Québec (– 0,5 point) et de la Capitale-Nationale (– 0,3 point) ont connu la plus forte baisse. De 2006 à 2010, la production totale pour l'ensemble du Québec a connu une croissance annuelle moyenne de 0,4 %.

Recettes brutes

Les recettes brutes se chiffrent à près de 2,2 G$ en 2010, en hausse de 2,3 % par rapport à 2009. Entre 2006 et 2010, en termes absolus, les plus fortes hausses de recettes brutes ont été recensées dans les régions de Chaudière-Appalaches (+ 51,2 M$), de la Montérégie (+ 42,4 M$), du Bas-Saint-Laurent (+ 33,7 M$), du Centre-du-Québec (+ 27,6 M$) et de l'Estrie (+ 22,5 M$). Il n'y a aucune région qui a subi une baisse de ses recettes brutes laitières durant cette période. La hausse annuelle moyenne des recettes brutes a été de 2,0 % durant cet intervalle. Les plus fortes hausses annuelles moyennes ont été recensées dans les régions du Bas-Saint-Laurent (+ 3,3 %) et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 2,5 %), alors que les plus faibles augmentations ont été enregistrées dans les régions de la Capitale-Nationale (+ 0,3 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec (+ 0,7 %).

Prix moyen net

En 2010, le prix moyen net s'établit à 71,65 $/hl, en hausse de 1,0 % par rapport à 2009. Durant la période 2006-2010, le prix moyen net a connu une augmentation annuelle moyenne de 1,7 %. La région qui a connu la plus forte croissance annuelle moyenne est celle de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 2,1 %), alors que celle qui a connu la plus faible hausse est celle de l'Outaouais (+ 1,5 %). En 2010, le prix moyen net est relativement semblable entre les différentes régions du Québec, oscillant entre 70,54 $/hl en Estrie et 72,59 $/hl en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

Frais de mises en marché

Entre 2006 et 2010, les frais de mises en marché ont connu une augmentation annuelle moyenne de 0,6 % pour s'établir à 142,7 M$ en 2010. Les régions de la Capitale-Nationale (– 1,1 %), de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec (– 0,6 %), de la Mauricie (– 0,3 %) et de Montréal, Laval, Lanaudière (– 0,2 %) ont connu une diminution annuelle moyenne de leurs frais de mise en marché. À l'inverse, les régions du Bas-Saint-Laurent (+ 1,9 %), du Saguenay–Lac-Saint-Jean et Côte-Nord (+ 1,0 %), de Chaudière-Appalaches (+ 0,9 %) et des Laurentides (+ 0,9 %) ont connu une hausse. Globalement, les frais de mise en marché ont évolué de manière relativement stable dans chaque région.

En guise de conclusion...

Comme montré dans la présente section, la stabilité des revenus laitiers permet à plusieurs régions de profiter des retombées économiques importantes tirées de leur industrie laitière, contribuant à leur vitalité et au dynamisme de leur milieu. En résumé, la filière laitière québécoise est importante pour l'industrie bioalimentaire du Québec et celle de ses régions.

Bibliographie

Institut de la statistique du Québec et Ministère de l'Agriculture, Pêcheries et Alimentation (2011). Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec. Édition 2010, Québec, 128 p. [En ligne :] www.stat.gouv.qc.ca/publications/ind_bioalimentaire/pdf/profil_bio_2010.pdf.

Tableau 8.1

Statistiques relatives à la production laitière, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010
Bas-Saint-Laurent						
Producteurs laitiers	n	850	822	789	762	746
Production totale	hl	2 722 913	2 805 882	2 791 197	2 877 969	2 963 377
Recettes brutes	k$	194 399,1	209 321,9	209 910,2	218 213,6	228 143,5
Prix moyen net	$/hl	66,44	69,62	70,05	70,84	71,98
Frais de mise en marché du lait	k$	13 498,8	13 981,2	14 381,0	14 335,0	14 846,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean et Côte-Nord						
Producteurs laitiers	n	399	390	378	368	360
Production totale	hl	1 471 775	1 486 704	1 444 701	1 472 965	1 503 164
Recettes brutes	k$	104 664,9	110 738,7	108 491,2	111 461,5	115 170,7
Prix moyen net	$/hl	66,23	69,45	69,94	70,68	71,60
Frais de mise en marché du lait	k$	7 195,3	7 485,9	7 455,9	7 350,1	7 544,2
Capitale-Nationale						
Producteurs laitiers	n	270	260	246	236	228
Production totale	hl	888 369	880 866	839 810	830 644	834 996
Recettes brutes	k$	63 270,5	65 587,9	63 221,0	63 180,7	64 195,3
Prix moyen net	$/hl	66,29	69,49	70,17	71,13	71,91
Frais de mise en marché du lait	k$	4 379,5	4 372,6	4 291,2	4 093,1	4 151,0
Mauricie						
Producteurs laitiers	n	350	334	318	296	292
Production totale	hl	1 212 465	1 221 457	1 166 231	1 155 953	1 181 969
Recettes brutes	k$	86 598,1	91 390,4	88 229,5	88 267,8	91 497,0
Prix moyen net	$/hl	66,52	69,88	70,57	71,45	72,45
Frais de mise en marché du lait	k$	5 949,5	6 034,7	5 934,1	5 678,7	5 861,6
Estrie						
Producteurs laitiers	n	639	611	595	592	583
Production totale	hl	2 889 279	2 912 114	2 863 851	2 943 194	2 968 407
Recettes brutes	k$	201 500,6	212 342,0	211 263,6	220 301,4	223 973,4
Prix moyen net	$/hl	64,87	68,01	68,72	69,97	70,54
Frais de mise en marché du lait	k$	14 087,5	14 293,5	14 465,9	14 360,6	14 590,6
Montréal, Laval et Lanaudière						
Producteurs laitiers	n	297	280	270	251	243
Production totale	hl	927 481	933 672	911 935	913 649	909 278
Recettes brutes	k$	65 957,3	69 708,2	69 206,4	70 014,4	70 468,2
Prix moyen net	$/hl	66,19	69,69	70,78	71,70	72,53
Frais de mise en marché du lait	k$	4 565,6	4 637,1	4 661,3	4 505,0	4 518,2
Outaouais						
Producteurs laitiers	n	103	100	94	92	90
Production totale	hl	327 342	331 194	329 478	329 272	338 908
Recettes brutes	k$	23 047,6	24 369,0	24 570,1	24 842,1	25 626,7
Prix moyen net	$/hl	65,39	68,53	69,42	70,46	70,59
Frais de mise en marché du lait	k$	1 643,0	1 670,7	1 698,6	1 641,8	1 702,7
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec						
Producteurs laitiers	n	164	158	151	146	145
Production totale	hl	513 150	499 974	485 545	487 846	494 676
Recettes brutes	k$	36 889,6	37 671,5	36 843,3	37 205,9	38 280,5
Prix moyen net	$/hl	66,91	70,33	70,74	71,30	72,37
Frais de mise en marché du lait	k$	2 555,1	2 506,8	2 497,4	2 422,3	2 480,0

Tableau 8.1 (suite)

Statistiques relatives à la production laitière, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine						
Producteurs laitiers	n	26	26	24	24	21
Production totale	hl	57 890	57 008	57 222	58 394	59 406
Recettes brutes	k$	4 079,5	4 240,8	4 341,2	4 484,3	4 616,7
Prix moyen net	$/hl	65,34	69,24	70,59	71,67	72,59
Frais de mise en marché du lait	k$	297,2	293,7	302,0	299,4	304,6
Chaudière-Appalaches						
Producteurs laitiers	n	1 547	1 499	1 465	1 418	1 380
Production totale	hl	5 776 800	5 942 839	5 873 529	5 929 547	6 011 761
Recettes brutes	k$	409 365,9	440 487,8	440 404,8	449 444,3	460 577,8
Prix moyen net	$/hl	65,92	69,14	69,86	70,86	71,64
Frais de mise en marché du lait	k$	28 566,6	29 571,4	30 062,5	29 304,5	29 921,9
Laurentides						
Producteurs laitiers	n	256	230	217	213	206
Production totale	hl	904 555	923 360	912 857	926 722	940 292
Recettes brutes	k$	64 650,4	68 783,1	69 369,7	71 074,7	72 830,1
Prix moyen net	$/hl	66,49	69,48	70,84	71,72	72,44
Frais de mise en marché du lait	k$	4 503,0	4 629,5	4 704,8	4 614,8	4 714,5
Montérégie						
Producteurs laitiers	n	1 385	1 339	1 278	1 247	1 219
Production totale	hl	5 686 930	5 712 052	5 624 682	5 754 989	5 799 766
Recettes brutes	k$	400 011,4	420 309,4	420 724,9	435 205,7	442 413,1
Prix moyen net	$/hl	65,42	68,52	69,70	70,70	71,31
Frais de mise en marché du lait	k$	27 991,1	28 323,3	28 678,0	28 334,9	28 829,2
Centre-du-Québec						
Producteurs laitiers	n	1 060	1 017	985	961	941
Production totale	hl	4 723 598	4 765 815	4 623 985	4 649 788	4 679 793
Recettes brutes	k$	332 709,1	351 401,6	348 993,0	355 088,4	360 265,8
Prix moyen net	$/hl	65,55	68,31	70,37	71,43	72,01
Frais de mise en marché du lait	k$	23 087,7	23 481,1	23 609,5	22 972,7	23 292,0
Ensemble du Québec						
Producteurs laitiers	**n**	**7 346**	**7 056**	**6 810**	**6 606**	**6 454**
Production totale	**hl**	**28 102 547**	**28 472 936**	**27 925 025**	**28 330 930**	**28 685 793**
Recettes brutes	**k$**	**1 987 144,1**	**2 106 352,4**	**2 095 569,0**	**2 148 784,6**	**2 198 058,7**
Prix moyen net	**$/hl**	**65,79**	**69,02**	**69,93**	**70,91**	**71,65**
Frais de mise en marché du lait	**k$**	**138 319,8**	**141 281,4**	**142 742,2**	**139 912,8**	**142 756,7**

Note : Contrairement à certaines publications de la Fédération des producteurs de lait du Québec, ce tableau ne comprend pas les statistiques se rapportant aux producteurs ontariens faisant affaire au Québec.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Fédération des producteurs de lait du Québec.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

9. Conditions de vie et bien-être

par Stéphane Crespo, Direction des statistiques sociodémographiques

La présente section a été préparée à partir de tableaux sur les familles de recensement, compilés par la Division des données régionales et administratives (DDRA) de Statistique Canada. Leur source est le Fichier des familles T1 (FFT1). Il s'agit de données fiscales, extraites des déclarations de revenus des particuliers. Plus particulièrement, le faible revenu est ici calculé d'après la Mesure du faible revenu (MFR) après impôt. Une famille est à faible revenu lors d'une année si son revenu ajusté après impôt est inférieur au seuil correspondant à la moitié du revenu médian ajusté après impôt de l'ensemble des familles et des personnes hors famille du Québec durant la même année.

Taux de faible revenu des familles

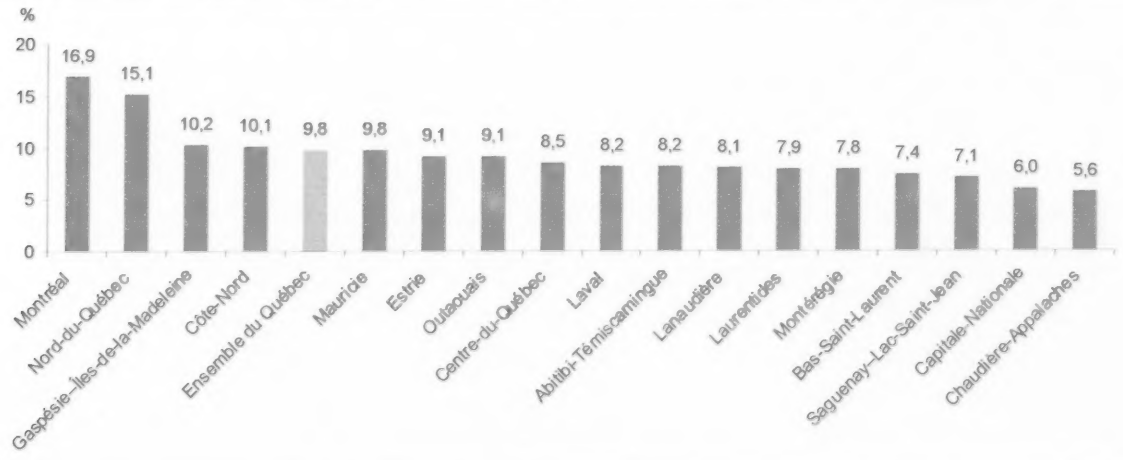
En 2008, la distribution du taux de faible revenu après impôt des familles selon les régions administratives révèle certaines disparités (tableau 9.1, volet 1). D'un côté, la région de Montréal, suivie par la région du Nord-du-Québec, affichent les taux les plus élevés, soit 16,9 % et 15,1 % respectivement. D'un autre côté, c'est dans Chaudière-Appalaches (5,6 %), la Capitale-Nationale (6,0 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (7,1 %), le Bas-Saint-Laurent (7,4 %) et les régions périphériques de Montréal, soit la Montérégie (7,8 %), les Laurentides (7,9 %), Lanaudière (8,1 %) et Laval (8,2 %) qu'on trouve, en pourcentage, le moins de familles à faible revenu. La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (10,2 %), la Côte-Nord (10,1 %) et la Mauricie (9,8 %) présentent, en comparaison des autres, des niveaux de faible revenu intermédiaires.

Entre 2007 et 2008, une diminution survient dans toutes les régions, sauf les suivantes : Estrie, Côte-Nord, Montréal et Laval. Les diminutions sont toujours inférieures ou égales à un demi-point de pourcentage, sauf dans le Nord-du-Québec (– 2,4 points).

Si l'on considère l'évolution à plus long terme, soit entre 2004 et 2008, on voit que le faible revenu augmente dans les régions suivantes : Laval (+ 0,5 point), Estrie (+ 0,4 point) et Montérégie (+ 0,3 point). La variation est nulle ou est égale, en valeur absolue, à 0,1 point, dans six régions (Lanaudière, Centre-du-Québec, Nord-du-Québec, Laurentides, Chaudière-Appalaches et Côte-Nord). Dans les suivantes toutefois, on constate une diminution d'au moins un demi-point : Mauricie et Bas-Saint-Laurent (– 0,6 point), Capitale-Nationale, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et Outaouais (– 0,7 point), Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 1,0 point), Abitibi-Témiscamingue (– 1,5 point). À Montréal, cette diminution est inférieure à un demi-point (– 0,2 point).

Figure 9.1

Taux de faible revenu de l'ensemble des familles, régions administratives et ensemble du Québec, 2008



Source : Statistique Canada.

Taux de faible revenu selon le type de famille

La comparaison des taux régionaux de 2008 par type de famille (tableau 9.1, volets 2, 3 et 4) révèle que les familles monoparentales sont à faible revenu dans une proportion beaucoup plus élevée que les couples avec ou sans enfants, quelle que soit la région. Les taux des couples sans enfants et avec enfants sont comparables.

Entre 2007 et 2008, dans une majorité de régions (14 sur 17), on assiste à une diminution du faible revenu des couples sans enfants, laquelle s'étend de 0,1 point (Bas-Saint-Laurent et Chaudière-Appalaches) à un demi-point (Nord-du-Québec, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et Saguenay–Lac-Saint-Jean). Aussi, le faible revenu des familles monoparentales diminue dans une majorité de régions (12 sur 17), allant de 0,1 point (Montérégie, Montréal et Laval) à 2,9 points (Nord-du Québec). Parmi les couples avec enfants, c'est plutôt une augmentation du faible revenu qui prévaut dans une majorité (10 sur 17); l'augmentation en question ne dépasse pas 0,3 point, comme c'est le cas en Estrie et dans Laval.

Au cours de la période plus longue comprise entre 2004 et 2008, le taux de faible revenu des couples sans enfants est en hausse dans dix régions, une hausse qui s'échelonne entre 0,2 point (Côte-Nord et Chaudière-Appalaches) et 1,4 point (Laval). Du côté des couples avec enfants, 13 régions sont touchées par une diminution du taux entre 2004 et 2008, laquelle se situe entre 0,1 point (Mauricie, Chaudière-Appalaches et Centre-du-Québec) et 1,5 point (Abitibi-Témiscamingue). Enfin, la comparaison interrégionale montre que la variation du taux des familles monoparentales est plus mitigée. Le faible revenu augmente dans huit régions et ce, d'au plus 1,8 point (Estrie). Dans cinq autres, il diminue, pour un maximum de 3,2 points (Abitibi-Témiscamingue). Enfin, il est stationnaire dans quatre (Outaouais, Nord-du-Québec, Lanaudière et Laurentides).

Taux de faible revenu des enfants et nombre d'enfants à faible revenu

À l'instar de ce que l'on observe dans l'ensemble des familles, la région de Montréal présente, en ce qui concerne les enfants, c'est-à-dire les personnes âgées de 0 à 17 ans, le taux le plus élevé de toutes les régions en 2008, soit 26,0 % (tableau 9.2, volet 1). Le second taux le plus élevé est attribuable à la Côte-Nord (19,4 %), suivie du Nord-du-Québec pour le troisième (18,1 %). Ce taux est le moins élevé dans Chaudière-Appalaches (8,0 %), la Capitale-Nationale (9,4 %), le Bas-Saint-Laurent (10,6 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (10,7 %). Les régions périphériques de Montréal, soit la Montérégie (11,6 %), les Laurentides (11,7 %), Laval (12,1 %) et Lanaudière (12,4 %) présentent des taux intermédiaires.

Entre 2007 et 2008, le taux des enfants diminue dans six régions, et c'est dans le Nord-du-Québec que cette diminution, en points de pourcentage, est la plus élevée : 3,5 points, soit 21,6 % en 2007 contre 18,1 % en 2008. Pour les cinq autres régions qui présentent une diminution, cette dernière est beaucoup plus modeste, ne dépassant pas 0,6 point : Abitibi-Témiscamingue (– 0,6 point), Bas-Saint-Laurent et Capitale-Nationale (– 0,4 point), Outaouais (– 0,3 point), Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 0,1 point). Le taux est stationnaire à 17,0 % dans Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Par contre, il augmente dans 10 régions, bien que modestement. En effet, l'augmentation ne dépasse pas 0,3 point, comme c'est le cas au Centre-du-Québec.

À plus long terme, soit entre 2004 et 2008, la diminution du faible revenu des enfants est plus prononcée qu'entre 2007 et 2008; surtout, elle est plus systématique, en ce qu'elle touche toutes les régions, à l'exception de la Côte-Nord, où survient une augmentation négligeable (+ 0,1 point). La plus forte diminution concerne l'Abitibi-Témiscamingue (– 3,3 points, soit 16,4 % en 2004 contre 13,0 % en 2008), suivi de Montréal (– 2,4 points : 28,5 % contre 26,0 %) et du Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 2,1 points : 12,8 % contre 10,7 %).

La progression avantageuse de la région du Nord-du-Québec entre 2007 et 2008 ressort également de l'analyse de la variation du nombre d'enfants à faible revenu (tableau 9.2, volet 2). En effet, de 2007 à 2008, cette région affiche de loin la décroissance la plus élevée du nombre d'enfants à faible revenu, soit 16,0 % – leur nombre passant de 3 070 à 2 580 – alors que la variation du nombre total d'enfants est à peu près stable (+ 0,5 %, tableau 9.2, volet 3). Par ailleurs, dans 10 régions sur 17, le nombre d'enfants à faible revenu diminue entre ces deux années, et dans les sept autres où il augmente, la croissance ne dépasse pas 2,6 %, une donnée qui concerne Laval.

En considérant l'évolution entre 2004 et 2008, remarquons que la diminution du nombre d'enfants à faible revenu concerne toutes les régions. Cette diminution est d'ailleurs plus prononcée que celle à plus court terme (2007 à 2008). C'est l'Abitibi-Témiscamingue qui présente la décroissance la plus élevée entre 2004 et 2008 (– 28,1 %, soit 5 580 en 2004 contre 4 010 en 2008). La région du Saguenay–Lac-Saint-Jean arrive en deuxième position (– 24,7 % : 7 360 contre 5 540). Le fait que ces diminutions soient beaucoup plus importantes que celles du nombre total d'enfants (– 9,7 % et – 9,8 %, respectivement) confirme, sous un autre angle, la diminution relativement importante du taux de faible revenu des enfants notée dans ces deux régions sur la même période. À l'opposé, c'est dans Laval que la décroissance du nombre d'enfants à faible revenu entre 2004 et 2008 est la moins prononcée (– 3,2 %).

Revenu médian des familles

C'est une réalité pérenne que le revenu des familles comptant un couple est plus élevé que celui des familles monoparentales. Bien sûr, les premières sont plus susceptibles que les secondes de bénéficier de la présence d'un pourvoyeur additionnel de revenu, en l'occurrence le conjoint ou la conjointe. L'indicateur utilisé dans cette section est le revenu médian après impôt; il confirme toujours cette réalité en 2008 (tableau 9.3).

Attirons plutôt l'attention, pour commencer, sur le fait qu'entre les familles comptant un couple et les familles monoparentales, ce ne sont pas les mêmes régions qui détiennent le revenu médian après impôt le plus élevé comme le plus faible. Parmi les familles comptant un couple, la région du Nord-du-Québec présente, en 2008, le revenu médian le plus élevé (67 730 $). Les régions de l'Outaouais et de la Côte-Nord suivent, avec des revenus respectifs de 66 550 $ et de 65 640 $. À l'inverse, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se caractérise en 2008 par le revenu des couples le moins élevé de toutes les régions (50 640 $). Les positions du Bas-Saint-Laurent et du Centre-du-Québec se classent également parmi les moins avantageuses, le revenu médian des couples y étant respectivement de 53 750 $ et de 53 820 $. Cela dit, et pour quantifier la plus grande différence de revenu médian entre deux régions, mentionnons que celui de la région la moins avantagée (Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine) représente environ les trois quarts (74,8 %) de celui de la région la plus avantagée (Nord-du-Québec).

Si l'on se tourne du côté des familles monoparentales, on se rend compte que c'est à Laval (39 270 $) que le revenu médian de 2008 est le plus élevé, suivi de la Capitale-Nationale (39 130 $) et de Chaudière-Appalaches (37 480 $). À l'opposé, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (30 660 $), la Côte-Nord (30 880 $) et le Nord-du-Québec (32 250 $) constituent les trois premières régions où ce revenu est le plus faible.

Il ressort principalement de ces faits que la situation relative des couples et des familles monoparentales diffère radicalement dans les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec. En effet, il s'agit respectivement de la troisième et de la première région où le revenu médian des couples est le plus élevé, mais de la deuxième et de la troisième région où celui des familles monoparentales est le plus faible.

Un autre indicateur illustre cette différence radicale : il s'agit du revenu médian après impôt des familles monoparentales, tel qu'exprimé en pourcentage de celui des familles comptant un couple (tableau 9.3, dernière colonne). Ainsi, dans les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec, le revenu médian des familles monoparentales ne représente pas même la moitié de celui des familles comptant un couple (47,0 % et 47,6 %). Il s'agit des pourcentages les plus faibles de toutes les régions. Toutes les autres régions montrent des pourcentages au moins égaux à la moitié. Dans onze régions, les pourcentages arrondis oscillent entre 58 % et 62 %. C'est au Bas-Saint-Laurent (63,4 %) et dans Chaudière-Appalaches (62,7 %) que le revenu médian des familles monoparentales se rapproche le plus de celui des couples.

Considérons pour terminer l'évolution du revenu médian entre 2007 et 2008 dans ces deux types de familles (tableau 9.4). On constate que dans le cas des familles comptant un couple, toutes les régions affichent une augmentation. L'augmentation maximale touche le Nord-du-Québec (+ 3,9 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (+ 3,0 %), et l'augmentation minimale le Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 1,0 %) et l'Estrie (+ 1,1 %).

Dans le cas des familles monoparentales, une augmentation du revenu médian, entre 2007 et 2008, touche également toutes les régions. À l'instar des familles comptant un couple, c'est dans le Nord-du-Québec qu'elle est la plus forte (+ 7,8 %), suivi de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 4,3 %). L'augmentation la plus faible – qui est pratiquement nulle – concerne Laval (+ 0,8 %).

Enfin, la comparaison des niveaux de croissance entre types de familles révèle que le plus grand écart concerne le Nord-du-Québec. En effet, l'augmentation, entre 2007 et 2008, du revenu médian après impôt des familles monoparentales, est exactement deux fois plus élevée que celle des couples, soit 7,8 % contre 3,9 % (tableau 9.4, dernière colonne).

Tableau 9.1

Taux de faible revenu de l'ensemble des familles et selon le type de famille, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008

	VOLET 1 : ensemble des familles							VOLET 2 : couples sans enfants						
	2004	2005	2006	2007	2008	Écart 08/07	Écart 08/04	2004	2005	2006	2007	2008	Écart 08/07	Écart 08/04
	%					point de %		%					point de %	
Bas-Saint-Laurent	8,1	7,4	7,3	7,7	7,4	– 0,3	– 0,6	6,5	6,4	6,3	6,3	6,2	– 0,1	– 0,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	8,1	7,6	7,2	7,4	7,1	– 0,3	– 1,0	5,6	5,5	5,3	5,4	5,0	– 0,5	– 0,7
Capitale-Nationale	6,7	6,2	6,0	6,3	6,0	– 0,3	– 0,7	4,4	4,2	4,2	4,4	4,3	– 0,2	– 0,1
Mauricie	10,4	9,9	9,4	10,0	9,8	– 0,2	– 0,6	6,4	6,4	6,0	6,5	6,2	– 0,3	– 0,2
Estrie	8,7	8,2	8,4	9,1	9,1	0,0	0,4	5,3	5,3	5,5	6,2	6,0	– 0,2	0,7
Montréal	17,1	16,7	16,1	16,8	16,9	0,1	– 0,2	10,7	11,8	10,8	11,3	11,5	0,2	0,8
Outaouais	9,8	9,1	9,1	9,4	9,1	– 0,3	– 0,7	5,6	5,5	5,7	5,8	5,5	– 0,3	– 0,1
Abitibi-Témiscamingue	9,7	8,6	8,3	8,6	8,2	– 0,5	– 1,5	5,4	5,5	5,2	5,7	5,2	– 0,4	– 0,2
Côte-Nord	10,2	9,7	9,7	10,1	10,1	0,1	– 0,1	4,0	3,9	3,8	3,8	4,2	0,4	0,2
Nord-du-Québec	15,0	14,8	16,5	17,5	15,1	– 2,4	0,1	6,3	6,5	6,8	7,5	7,0	– 0,5	0,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	10,8	10,4	9,9	10,4	10,2	– 0,2	– 0,7	7,7	8,0	7,5	7,6	7,1	– 0,5	– 0,6
Chaudière-Appalaches	5,7	5,3	5,3	5,7	5,6	– 0,1	– 0,1	4,4	4,4	4,3	4,7	4,7	– 0,1	0,2
Laval	7,7	7,3	7,4	8,0	8,2	0,2	0,5	4,5	4,8	5,4	5,7	5,9	0,2	1,4
Lanaudière	7,9	7,3	7,3	8,1	8,1	– 0,1	0,1	4,8	4,8	4,9	5,8	5,5	– 0,3	0,7
Laurentides	8,0	7,4	7,3	8,1	7,9	– 0,1	0,0	4,7	4,7	4,9	5,8	5,5	– 0,3	0,8
Montérégie	7,6	7,2	7,1	8,0	7,8	– 0,1	0,3	4,3	4,4	4,9	5,9	5,5	– 0,4	1,3
Centre-du-Québec	8,4	7,8	7,9	8,5	8,5	– 0,1	0,1	5,4	5,4	5,5	6,3	6,0	– 0,3	0,7
Ensemble du Québec	**10,0**	**9,6**	**9,3**	**9,9**	**9,8**	**– 0,1**	**– 0,2**	**6,2**	**6,4**	**6,3**	**6,8**	**6,7**	**– 0,2**	**0,5**

	VOLET 3 : couples avec enfants							VOLET 4 : familles monoparentales						
	2004	2005	2006	2007	2008	Écart 08/07	Écart 08/04	2004	2005	2006	2007	2008	Écart 08/07	Écart 08/04
	%					point de %		%					point de %	
Bas-Saint-Laurent	4,5	3,7	4,1	4,4	4,1	– 0,3	– 0,4	23,9	23,0	21,7	24,2	23,6	– 0,5	– 0,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	4,0	3,4	3,5	3,6	3,6	0,0	– 0,4	28,6	29,3	27,0	28,3	27,5	– 0,8	– 1,0
Capitale-Nationale	3,9	3,1	3,5	3,6	3,4	– 0,2	– 0,5	21,0	21,3	19,4	20,7	19,9	– 0,9	– 1,1
Mauricie	5,9	5,2	5,4	5,6	5,8	0,2	– 0,1	30,9	31,0	28,9	31,0	30,6	– 0,4	– 0,3
Estrie	6,0	5,0	5,6	6,0	6,3	0,3	0,2	25,6	26,0	25,1	27,3	27,4	0,1	1,8
Montréal	15,9	12,6	14,2	15,0	15,1	0,1	– 0,7	33,0	35,6	32,1	33,8	33,7	– 0,1	0,8
Outaouais	6,5	5,2	5,7	5,8	5,7	– 0,1	– 0,8	26,7	27,1	25,8	27,1	26,7	– 0,4	0,0
Abitibi-Témiscamingue	5,8	4,5	4,6	4,6	4,3	– 0,3	– 1,5	31,5	29,3	27,5	29,3	28,3	– 1,0	– 3,2
Côte-Nord	5,2	4,6	5,2	5,2	5,4	0,2	0,2	34,6	34,5	34,1	36,3	35,6	– 0,6	1,1
Nord-du-Québec	8,2	7,2	9,5	10,2	6,9	– 3,3	– 1,3	37,8	37,4	38,5	40,6	37,7	– 2,9	0,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	6,2	5,4	5,7	6,1	5,8	– 0,3	– 0,4	27,4	27,0	25,4	27,7	28,2	0,5	0,8
Chaudière-Appalaches	3,0	2,3	2,8	2,8	2,9	0,1	– 0,1	19,1	19,1	18,0	20,0	19,6	– 0,4	0,5
Laval	6,0	4,6	5,4	5,9	6,2	0,3	0,2	21,7	23,2	20,3	21,9	21,8	– 0,1	0,1
Lanaudière	4,9	4,0	4,5	4,8	5,0	0,1	0,1	25,9	25,2	23,4	25,7	26,0	0,2	0,0
Laurentides	5,1	3,9	4,3	4,6	4,7	0,1	– 0,4	25,3	25,4	22,9	25,4	25,3	0,0	0,0
Montérégie	5,0	4,0	4,4	4,7	4,8	0,1	– 0,2	24,4	24,9	22,7	24,8	24,7	– 0,1	0,3
Centre-du-Québec	5,1	4,3	4,9	4,8	4,9	0,1	– 0,1	26,8	26,4	25,1	27,3	27,9	0,5	1,1
Ensemble du Québec	**7,3**	**5,8**	**6,5**	**6,9**	**6,9**	**0,1**	**– 0,3**	**27,2**	**28,2**	**25,7**	**27,6**	**27,4**	**– 0,2**	**0,1**

Source : Statistique Canada.

Tableau 9.2

Taux de faible revenu des enfants, nombre d'enfants à faible revenu et nombre total d'enfants, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008

	VOLET 1 : taux de faible revenu des enfants (0-17 ans)						
	2004	2005	2006	2007	2008	Écart 2008/2007	Écart 2008/2004
	%					point de %	
Bas-Saint-Laurent	12,4	10,1	10,4	11,1	10,6	– 0,4	– 1,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	12,8	11,1	10,4	10,7	10,7	– 0,1	– 2,1
Capitale-Nationale	11,3	9,9	9,5	9,8	9,4	– 0,4	– 1,9
Mauricie	19,1	16,9	16,3	17,5	17,7	0,2	– 1,4
Estrie	15,0	13,0	13,1	14,3	14,5	0,2	– 0,6
Montréal	28,5	25,8	24,8	26,0	26,0	0,1	– 2,4
Outaouais	15,8	14,0	13,7	14,3	14,0	– 0,3	– 1,8
Abitibi-Témiscamingue	16,4	13,2	12,9	13,7	13,0	– 0,6	– 3,3
Côte-Nord	19,3	17,1	17,7	19,1	19,4	0,2	0,1
Nord-du-Québec	19,0	17,5	20,1	21,6	18,1	– 3,5	– 0,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	18,8	16,4	15,6	17,0	17,0	0,0	– 1,8
Chaudière-Appalaches	8,9	7,4	7,5	7,9	8,0	0,1	– 0,9
Laval	12,9	11,3	11,0	11,9	12,1	0,2	– 0,8
Lanaudière	13,3	11,2	11,1	12,2	12,4	0,2	– 0,9
Laurentides	13,1	11,2	10,6	11,7	11,7	0,1	– 1,4
Montérégie	12,7	11,1	10,6	11,5	11,6	0,1	– 1,1
Centre-du-Québec	14,0	12,0	12,3	12,8	13,1	0,3	– 0,9
Ensemble du Québec	**16,7**	**14,7**	**14,2**	**15,2**	**15,2**	**0,0**	**– 1,5**

	VOLET 2 : nombre d'enfants (0-17 ans) à faible revenu						
	2004	2005	2006	2007	2008	Variation 2008/2007	Variation 2008/2004
			%			%	
Bas-Saint-Laurent	4 840	3 790	3 820	4 010	3 790	– 5,5	– 21,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	7 360	6 060	5 560	5 680	5 540	– 2,5	– 24,7
Capitale-Nationale	13 820	11 670	11 190	11 630	11 170	– 4,0	– 19,2
Mauricie	9 520	8 000	7 610	8 090	8 040	– 0,6	– 15,5
Estrie	9 720	8 000	7 990	8 700	8 720	0,2	– 10,3
Montréal	99 750	88 110	84 820	88 110	88 700	0,7	– 11,1
Outaouais	12 540	10 700	10 520	11 010	10 730	– 2,5	– 14,4
Abitibi-Témiscamingue	5 580	4 260	4 100	4 280	4 010	– 6,3	– 28,1
Côte-Nord	4 300	3 630	3 700	3 950	3 940	– 0,3	– 8,4
Nord-du-Québec	2 780	2 470	2 850	3 070	2 580	– 16,0	– 7,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3 510	2 880	2 700	2 870	2 770	– 3,5	– 21,1
Chaudière-Appalaches	7 580	6 070	6 120	6 450	6 460	0,2	– 14,8
Laval	10 630	9 260	9 190	10 030	10 290	2,6	– 3,2
Lanaudière	13 600	11 210	11 170	12 340	12 490	1,2	– 8,2
Laurentides	15 930	13 200	12 460	13 780	13 740	– 0,3	– 13,7
Montérégie	39 680	33 700	32 210	35 020	35 170	0,4	– 11,4
Centre-du-Québec	7 010	5 770	5 910	6 100	6 250	2,5	– 10,8
Ensemble du Québec	**268 130**	**228 740**	**221 880**	**235 120**	**234 420**	**– 0,3**	**– 12,6**

Source : Statistique Canada.

Tableau 9.2 (suite)

Taux de faible revenu des enfants, nombre d'enfants à faible revenu et nombre total d'enfants, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008

	VOLET 3 : nombre total d'enfants (0-17 ans)						
	2004	2005	2006	2007	2008	Variation 2008/2007	Variation 2008/2004
			%			%	
Bas-Saint-Laurent	39 130	37 520	36 880	36 260	35 680	– 1,6	– 8,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	57 490	54 680	53 700	52 840	51 870	– 1,8	– 9,8
Capitale-Nationale	122 350	118 360	118 360	118 270	118 280	0,0	– 3,3
Mauricie	49 900	47 270	46 760	46 310	45 480	– 1,8	– 8,9
Estrie	64 610	61 480	61 030	60 830	60 200	– 1,0	– 6,8
Montréal	350 390	341 110	342 500	339 140	340 640	0,4	– 2,8
Outaouais	79 560	76 590	77 030	76 990	76 870	– 0,2	– 3,4
Abitibi-Témiscamingue	34 070	32 270	31 670	31 330	30 750	– 1,9	– 9,7
Côte-Nord	22 330	21 170	20 940	20 630	20 350	– 1,4	– 8,9
Nord-du-Québec	14 630	14 090	14 200	14 190	14 260	0,5	– 2,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	18 710	17 580	17 350	16 840	16 290	– 3,3	– 12,9
Chaudière-Appalaches	84 980	82 340	81 890	81 600	81 010	– 0,7	– 4,7
Laval	82 360	81 760	83 270	84 190	85 110	1,1	3,3
Lanaudière	102 370	99 730	100 960	101 120	101 090	0,0	– 1,3
Laurentides	121 520	117 970	118 100	118 200	117 230	– 0,8	– 3,5
Montérégie	311 370	303 470	304 690	304 470	302 820	– 0,5	– 2,7
Centre-du-Québec	50 040	47 900	48 180	47 650	47 530	– 0,3	– 5,0
Ensemble du Québec	**1 605 790**	**1 555 250**	**1 557 510**	**1 550 850**	**1 545 480**	**– 0,3**	**– 3,8**

Source : Statistique Canada.

Tableau 9.3

Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et ensemble du Québec, 2008

	Familles comptant un couple	Familles monoparentales	Comparaison[1]
	$		%
Bas-Saint-Laurent	53 750	34 070	63,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	58 090	34 000	58,5
Capitale-Nationale	64 390	39 130	60,8
Mauricie	54 620	32 290	59,1
Estrie	55 170	33 630	61,0
Montréal	54 730	32 370	59,1
Outaouais	66 550	37 350	56,1
Abitibi-Témiscamingue	60 850	33 680	55,3
Côte-Nord	65 640	30 880	47,0
Nord-du-Québec	67 730	32 250	47,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	50 640	30 660	60,5
Chaudière-Appalaches	59 810	37 480	62,7
Laval	63 280	39 270	62,1
Lanaudière	60 620	35 650	58,8
Laurentides	61 520	36 040	58,6
Montérégie	63 720	37 080	58,2
Centre-du-Québec	53 820	33 540	62,3
Ensemble du Québec	**59 830**	**35 270**	**59,0**

1. Il s'agit du revenu médian après impôt des familles monoparentales, exprimé en pourcentage de celui des familles comptant un couple.

Source : Statistique Canada.

Tableau 9.4

Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2008

	Familles comptant un couple			Familles monoparentales			Variation comparée[1]
	2007	2008	Variation 2008/2007	2007	2008	Variation 2008/2007	
	$ constants de 2008		%	$ constants de 2008		%	ratio
Bas-Saint-Laurent	52 634	53 750	2,1	33 391	34 070	2,0	1,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	57 514	58 090	1,0	33 596	34 000	1,2	1,2
Capitale-Nationale	63 128	64 390	2,0	38 281	39 130	2,2	1,1
Mauricie	53 737	54 620	1,6	31 503	32 290	2,5	1,5
Estrie	54 543	55 170	1,1	33 157	33 630	1,4	1,2
Montréal	54 063	54 730	1,2	31 921	32 370	1,4	1,1
Outaouais	65 405	66 550	1,8	36 628	37 350	2,0	1,1
Abitibi-Témiscamingue	59 076	60 850	3,0	32 299	33 680	4,3	1,4
Côte-Nord	64 333	65 640	2,0	30 176	30 880	2,3	1,1
Nord-du-Québec	65 170	67 730	3,9	29 910	32 250	7,8	2,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	49 490	50 640	2,3	30 206	30 660	1,5	0,6
Chaudière-Appalaches	58 647	59 810	2,0	36 995	37 480	1,3	0,7
Laval	62 536	63 280	1,2	38 975	39 270	0,8	0,6
Lanaudière	59 696	60 620	1,5	35 219	35 650	1,2	0,8
Laurentides	60 341	61 520	2,0	35 158	36 040	2,5	1,3
Montérégie	62 720	63 720	1,6	36 556	37 080	1,4	0,9
Centre-du-Québec	52 920	53 820	1,7	32 973	33 540	1,7	1,0
Ensemble du Québec	**58 851**	**59 830**	**1,7**	**34 637**	**35 270**	**1,8**	**1,1**

1. Il s'agit de la valeur absolue du ratio entre la variation 2008/2007 pour les familles monoparentales et celle des familles comptant un couple.

Source : Statistique Canada.

10. Utilisation des technologies de l'information

par Marianne Bernier, Direction des statistiques économiques et du développement durable

Au cours de la dernière décennie, Internet a entraîné une véritable révolution dans le domaine des affaires et sur le plan des relations humaines. Que ce soit pour rester en contact avec des gens, chercher de l'information, effectuer des transactions bancaires ou acheter des biens et des services, l'usage d'Internet va de soi pour une large part de la population. Depuis 1997, Statistique Canada récolte de l'information sur l'utilisation d'Internet. Les données présentées dans cette section proviennent de l'Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet, menée depuis 2005, tous les deux ans.

Au Québec en 2009, le taux d'utilisation d'Internet à des fins personnelles à partir de n'importe quel endroit se situe à 77,1 %, en hausse de 8,1 points de pourcentage depuis 2007 (69,0 %). En comparaison, la proportion est passée de 73,2 % à 80,3 % (hausse de 7,1 points) au Canada au cours de la même période. Ainsi, même s'il accuse un léger retard par rapport au taux canadien, le taux québécois a progressé davantage de 2007 à 2009 (tableau 10.1).

D'une région administrative à l'autre, l'usage d'Internet varie beaucoup. En effet, les taux d'utilisation vont de 55,7 % en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine à 86,8 % dans la région de Laval. Plusieurs facteurs sont susceptibles d'expliquer les différences interrégionales, notamment la variabilité de l'offre de services d'Internet, les frais d'abonnement plus ou moins élevés et les caractéristiques de la population – par exemple, plus ou moins âgée ou plus ou moins scolarisée. En 2009, la région de Montréal (83,0 %) et les régions adjacentes Laurentides (75,1 %), (Montérégie (78,2 %), Lanaudière (80,0 %) et Laval (86,8 %)) affichent des taux qui avoisinent ou excèdent le taux québécois (77,1 %). Il en est de même pour la région de l'Outaouais (79,6 %) et celle combinée de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec (79,1 %). Les taux dans les régions de la Capitale-Nationale (73,7 %), du Centre-du-Québec (73,3 %), de la Mauricie (73,0 %), de l'Estrie (70,5 %), du Saguenay–Lac-Saint-Jean (70,4 %), et de Chaudière-Appalaches (69,7 %) sont un peu en deçà du taux québécois. Finalement, les régions du Bas-Saint-Laurent (61,9 %) et de l'Abitibi-Témiscaminque (60,1 %) sont en queue de peloton avec la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (55,7 %).

On observe une hausse de l'utilisation d'Internet depuis 2007 dans toutes les régions administratives sauf en Abitibi-Témiscaminque et dans la Capitale-Nationale où le taux d'utilisation varie très peu.

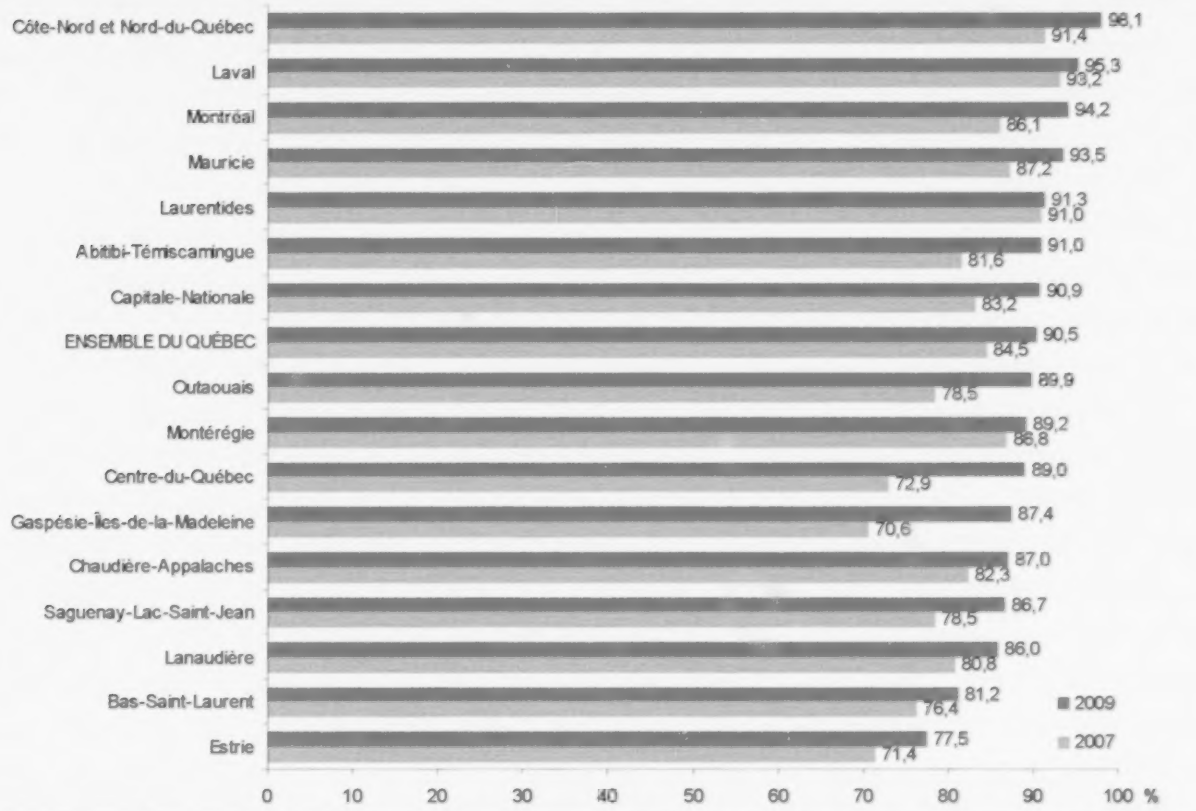
Connexion haute vitesse dans les régions du Québec

En 2009, la connexion haute vitesse est présente chez 90,5 % des individus disposant d'une connexion Internet à domicile. Le progrès est de 6,0 points de pourcentage depuis 2007, alors que le taux se situait à 84,5 %. On note une augmentation dans toutes les régions administratives, même si la connexion de ce type n'est pas encore uniformément répandue entre les régions du Québec. Alors que l'ensemble du Québec se situe à 90,5 %, les taux varient entre 77,5 % et 98,1 % pour les régions administratives.

Les taux d'utilisation avec une connexion de type haute vitesse se situent le long d'un continuum (figure 10.1). Les régions de la Côte-Nord et Nord-du-Québec (98,1 %) suivies de Laval (95,3 %), Montréal (94,2 %) et la Mauricie (93,5 %) dominent l'ensemble. Légèrement au-dessus du taux québécois, on retrouve les Laurentides (91,3 %), l'Abitibi-Témiscaminque (91,0 %) et la Capitale-Nationale (90,9 %), tandis que l'Outaouais (89,9 %), la Montérégie (89,2 %), et le Centre-du-Québec (89,0 %) sont plutôt inférieurs. Finalement, les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (87,4 %), de Chaudière-Appalaches (87,0 %), du Saguenay–Lac-Saint-Jean (86,7 %) et de Lanaudière (86,0 %) sont plus loin derrière suivies par les régions du Bas-Saint-Laurent (81,2 %) et de l'Estrie (77,5 %).

Figure 10.1

Taux d'utilisation d'Internet à domicile avec une connexion haute vitesse[1], par les individus de 16 ans et plus disposant d'une connexion Internet à domicile[2], régions administratives et ensemble du Québec, 2007 et 2009



1. Connexion haute vitesse y compris : connexion par câble ou antenne satellite, ou un autre type de connexion (par ex. : une ligne téléphonique, le téléviseur, une connexion sans fil, ou une autre connexion) identifiée par le répondant comme une connexion haute vitesse.
2. Les individus de 16 ans et plus qui ont utilisé Internet à domicile au cours des 12 derniers mois et qui peuvent actuellement accéder à Internet.

Sources : Statistique Canada, Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet, 2009; Statistique Canada, Fichier de microdonnées à grande diffusion de l'Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet par les individus, 2007, numéro du produit 56M0003XCB.

Les hommes et les femmes utilisent Internet dans des proportions voisines

Au Québec, en 2009, le taux d'utilisation d'Internet est de 2,0 points de pourcentage plus élevé chez les hommes (78,1 %) que chez les femmes (76,1 %), soit un écart semblable à celui observé en 2007 (1,9 point entre 69,9 % chez les hommes et 68,0 % chez les femmes). Dans la majorité des régions administratives, soit 9 régions sur 16, le taux d'utilisation chez les hommes et celui chez les femmes sont voisins (écart de moins de 5,0 points). Toutefois, on constate des différences importantes entre les sexes dans certaines régions : l'écart est en faveur des hommes dans le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay–Lac-Saint-Jean, la Côte-Nord et le Nord-du-Québec et en Montérégie, tandis qu'il est en faveur des femmes dans les régions de l'Outaouais, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de Lanaudière (tableau 10.2).

Le revenu du ménage influence l'utilisation d'Internet

L'utilisation d'Internet et le revenu sont liés positivement. En effet, on constate que les ménages disposant d'un revenu familial élevé sont plus susceptibles d'utiliser Internet que les ménages moins aisés (tableau 10.3). Ainsi, en 2009, les ménages ayant un revenu de 85 000 $ et plus utilisent Internet dans une proportion de 94,7 % comparativement à 85,8 %, 74,7 % et 49,4 % chez les ménages appartenant aux classes de revenus inférieures (50 000 $ à 84 999 $, 28 001 $ à 49 999 $ et 28 000 $ ou moins). La relation positive entre le revenu du ménage et l'utilisation d'internet était aussi observée en 2007, alors que les taux d'utilisation, de la classe de revenu élevée à celle de la plus faible, étaient respectivement de 90,4 %, 81,6 %, 62,5 % et 45,1 %.

De 2007 à 2009, l'augmentation de l'utilisation d'Internet à des fins personnelles a touché les ménages de toutes les classes de revenu. Chez les ménages de la classe de revenu inférieure et chez ceux des deux classes de revenu supérieures, l'augmentation a été du même ordre (4,3, 4,2 et 4,3 points respectivement). En revanche, le taux d'utilisation d'Internet a bondi de 12,2 points de pourcentage chez les ménages ayant un revenu de 28 000 $ à 49 999 $.

En 2009, l'effet positif du revenu sur l'utilisation d'Internet se confirme dans toutes les régions administratives du Québec (tableau 10.3). Dans la classe des revenus de 28 001 $ à 49 999 $, où le taux d'utilisation d'Internet a connu la plus forte augmentation de 2007 à 2009 (de 62,5 % à 74,7 %), la plupart des régions affichent des taux relativement proches du taux québécois. Trois régions se démarquent néanmoins : l'Abitibi-Témiscaminque (58,8 %) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (58,6 %) avec des taux nettement plus bas, et Montréal qui affiche un taux plus élevé (84,6 %). Montréal ne se démarque pas seulement à ce titre : les ménages les moins nantis de cette région utilisent Internet dans une proportion de 63,5 %, soit un taux nettement plus élevé que le taux québécois pour cette classe de revenu (49,4 %). Les jeunes étant de grands utilisateurs d'Internet, la présence de quatre universités sur le territoire de la région administrative de Montréal n'est sans doute pas étrangère à de tels résultats.

Tableau 10.1

Taux d'utilisation d'Internet à des fins personnelles, à partir de n'importe quel endroit, par les individus de 16 ans et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2007 et 2009

	2007	2009
	%	
Bas-Saint-Laurent	56,2	61,9
Saguenay-Lac-Saint-Jean	61,3	70,4
Capitale-Nationale	74,8	73,7
Mauricie	66,0	73,0
Estrie	67,3	70,5
Montréal	73,2	83,0
Outaouais	64,7	79,6
Abitibi-Témiscamingue	67,7	60,1
Côte-Nord et Nord-du-Québec	60,8	79,1
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	47,1	55,7
Chaudière-Appalaches	65,7	69,7
Laval	77,5	86,8
Lanaudière	67,3	80,0
Laurentides	68,1	75,1
Montérégie	68,7	78,2
Centre-du-Québec	57,8	73,3
Ensemble du Québec	**69,0**	**77,1**

Sources : Statistique Canada, Fichier de microdonnées à grande diffusion de l'Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet par les individus, 2007, numéro du produit 56M0003XCB; Statistique Canada, Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet par les individus, 2009.

Tableau 10.2

Taux d'utilisation d'Internet à des fins personnelles, à partir de n'importe quel endroit, par les individus de 16 ans et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2009

	Hommes	Femmes	Écart
	%		point de pourcentage
Bas-Saint-Laurent	71,1	51,3	19,8
Saguenay-Lac-Saint-Jean	77,0	64,6	12,4
Capitale-Nationale	73,6	73,7	– 0,1
Mauricie	70,9	75,0	– 4,1
Estrie	68,2	72,4	– 4,2
Montréal	84,6	81,4	3,2
Outaouais	73,7	85,4	– 11,7
Abitibi-Témiscamingue	58,3	61,6	– 3,3
Côte-Nord et Nord-du-Québec	89,8	67,9	21,9
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	46,8	63,5	– 16,7
Chaudière-Appalaches	68,5	70,9	– 2,4
Laval	86,7	86,8	– 0,1
Lanaudière	74,6	86,2	– 11,6
Laurentides	73,2	77,0	– 3,8
Montérégie	84,7	71,6	13,1
Centre-du-Québec	73,6	73,0	0,6
Ensemble du Québec	**78,1**	**76,1**	**2,0**

Note: Un écart négatif signifie un écart en faveur des femmes.

Source : Statistique Canada, Fichier de microdonnées à grande diffusion de l'Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet par les individus, 2007, numéro du produit 56M0003XCB; Statistique Canada, Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet par les individus, 2009

Tableau 10.3

Taux d'utilisation d'Internet à des fins personnelles, à partir de n'importe quel endroit, par les individus de 16 ans et plus, selon le revenu du ménage[1], régions administratives et ensemble du Québec, 2009

	28 000 $ ou moins	De 28 001 $ à 49 999 $	De 50 000 $ à 84 999 $	85 000 $ et plus
		%		
Bas-Saint-Laurent	35,7 E	67,6	76,1	89,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	45,8 E	67,2	90,0	83,9
Capitale-Nationale	44,1 E	66,4	75,1	95,9
Mauricie	53,1	71,1	77,2	99,4
Estrie	25,5 E	72,6	79,3	99,1
Montréal	63,5	84,6	89,1	95,5
Outaouais	38,2	67,0	91,0	94,0
Abitibi-Témiscamingue	37,3 E	58,8	70,3	84,9
Côte-Nord et Nord-du-Québec	F	74,8	89,6	92,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	30,5 E	58,6	74,1	82,6
Chaudière-Appalaches	57,2 E	76,4	81,8	94,1
Laval	33,3 E	72,3	92,4	100,0
Lanaudière	55,8 E	74,2	85,8	100,0
Laurentides	36,8 E	68,5	88,9	98,1
Montérégie	50,3	74,6	87,4	90,8
Centre-du-Québec	39,3 E	69,8	92,4	92,3
Ensemble du Québec	**49,4**	**74,7**	**85,8**	**94,7**

1. La répartition des quartiles est définie en fonction de la distribution de revenu familial canadien de 2007.
E. À utiliser avec prudence. Coefficient de variation se situant entre 16,6 % et 33,3 %.
F. Trop peu fiable pour être publié.

Source : Statistique Canada, Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet, 2007 et 2009; Statistique Canada, Fichier de microdonnées à grande diffusion de l'Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet par les individus, 2007, numéro du produit 56M0003XCB.

11. Santé

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

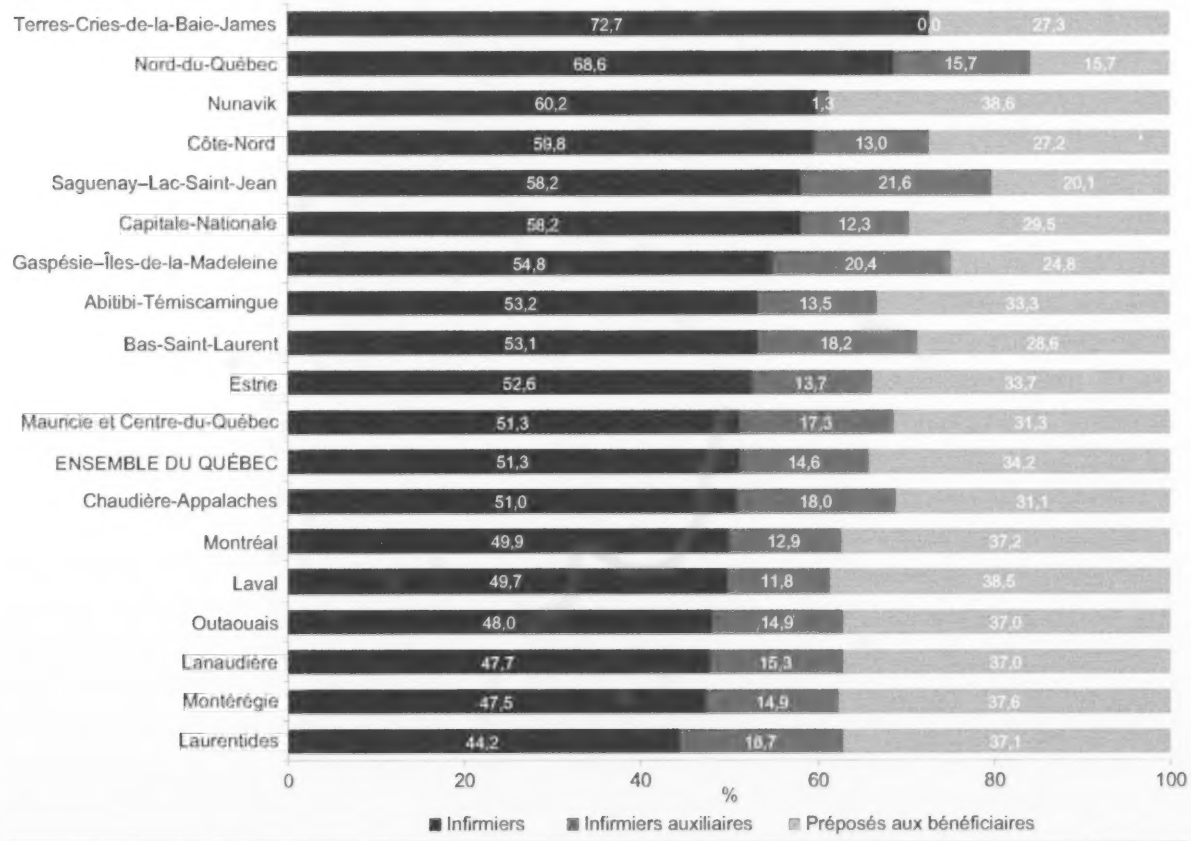
Le découpage géographique utilisé pour analyser cette section est celui des régions sociosanitaires telles que délimitées officiellement par le ministère de la Santé et des Services sociaux au printemps 2005. Il existe deux variations avec le découpage des régions administratives. Pour les régions sociosanitaires, la Mauricie et le Centre-du-Québec ne forment qu'une seule et unique région; à l'inverse, le Nord-du-Québec est divisé en trois régions qui sont le Nord-du-Québec, le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James. Dans cette section, l'analyse est davantage focalisée sur l'offre de services dans le système de santé au Québec, à savoir le personnel de la santé et les installations sociosanitaires.

Personnel directement affecté aux soins

On enregistre au Québec pour le personnel infirmier une augmentation en 2008-2009 de 1,6 %, ce qui poursuit la tendance positive des cinq dernières années. Cette croissance est plus évidente chez les infirmiers auxiliaires (+ 6,4 %) et les préposés aux bénéficiaires (+ 2,7 %) que chez les infirmiers, puisque leur nombre diminue (– 0,4 %). Seul le Bas-Saint-Laurent connaît un recul du nombre de personnel infirmier (– 0,6 %). Pour 100 000 habitants, on obtient 1 096 personnes directement affectées aux soins pour le Québec (+ 8 points par rapport à 2006). Deux régions se distinguent avec un recul de leur nombre pour 100 000 habitants, notamment l'Outaouais (– 10 points) et le Bas-Saint-Laurent (– 9 points). À l'inverse, la Côte-Nord et le Nord-du-Québec connaissent une croissance supérieure à 40 points.

Figure 11.1

Personnel infirmier, en équivalent temps complet, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2008-2009



Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2010.

Installations sociosanitaires

En ce qui concerne le taux d'occupation des lits dressés dans les unités de soins généraux et spécialisés, plus de la moitié des régions sociosanitaires du Québec ont un taux inférieur à celui de la province en 2008-2009 (84,0 %), notamment le Nord-du-Québec avec 66,3 %. À l'inverse, la Montérégie pointe en tête avec 92,0 %. Sept régions ont vu leur taux diminué, en particulier Lanaudière (– 9,5 points de pourcentage). Au niveau provincial, même si le taux d'occupation a augmenté (+ 0,4 point), le nombre d'usagers continue de diminuer (– 0,6 %). Cette baisse du nombre d'usagers est fortement influencée par les diminutions significatives dans Lanaudière (– 19,0 %) et le Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 5,4 %), puisque la majorité des régions sociosanitaires connaissent des augmentations, notamment Montréal (+ 2,1 %).

Pour la situation dans les unités d'hébergement et de soins de longue durée, la moitié des régions sociosanitaires du Québec ont un taux d'occupation des lits dressés inférieur à celui de la province en 2008-2009 (97,8 %), notamment le Nord-du-Québec avec 81,1 %. À l'inverse, le taux dans Lanaudière est nettement supérieur avec 99,3 %. En 2008-2009, neuf régions ont vu leur taux régresser, en particulier le Nord du-Québec (– 5,9 points de pourcentage) et le Bas-Saint-Laurent (– 3,8 points). Au niveau provincial, même si le taux d'occupation a diminué (– 0,3 point), le nombre d'usagers a légèrement augmenté (+ 0,3 %), ce qui contraste avec le recul observé en 2007-2008 (– 2,6 %). Cette hausse du nombre d'usagers est influencée par les augmentations dans la majorité des régions sociosanitaires, surtout dans Lanaudière (+ 14,1 %) et dans la Capitale-Nationale (+ 5,2 %), ce qui compense les diminutions de l'Estrie (– 11,6 %) et de Montréal (– 1,4 %).

Tableau 11.1

Personnel infirmier[1], en équivalent temps complet, et taux pour 100 000 personnes[2], régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2004-2005 à 2008-2009

	Personnel directement affecté aux soins					Taux pour 100 000 personnes				
	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2004-2005r	2005-2006r	2006-2007r	2007-2008r	2008-2009
	n					n pour 100 000 hab.				
Bas-Saint-Laurent	2 510	2 520	2 525	2 527	2 511	1 245	1 250	1 253	1 257	1 248
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 930	2 999	3 059	3 130	3 156	1 059	1 090	1 116	1 146	1 159
Capitale-Nationale	9 774	9 865	10 062	10 255	10 516	1 475	1 484	1 505	1 523	1 551
Mauricie et Centre-du-Québec	4 942	4 971	5 059	5 199	5 375	1 022	1 025	1 040	1 065	1 096
Estrie	3 652	3 725	3 779	3 829	3 942	1 228	1 243	1 255	1 265	1 294
Montréal	26 885	27 094	27 371	27 541	27 789	1 434	1 446	1 461	1 464	1 468
Outaouais	2 662	2 823	2 830	2 815	2 816	790	827	821	808	798
Abitibi-Témiscamingue	1 602	1 632	1 670	1 688	1 688	1 104	1 128	1 153	1 165	1 165
Côte-Nord	1 034	1 015	1 045	1 043	1 084	1 064	1 048	1 082	1 086	1 133
Nord-du-Québec	159	167	183	181	185	1 018	1 089	1 221	1 211	1 255
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 285	1 278	1 280	1 280	1 292	1 341	1 338	1 345	1 351	1 366
Chaudière-Appalaches	3 759	3 809	3 834	3 833	3 886	955	964	966	961	969
Laval	2 568	2 637	2 590	2 676	2 745	707	717	695	707	714
Lanaudière	2 966	2 996	3 062	3 197	3 292	715	706	706	723	730
Laurentides	3 749	3 791	3 854	3 885	3 953	749	744	743	738	739
Montérégie	9 808	9 836	9 859	10 148	10 316	725	720	713	727	730
Nunavik	212	226	227	228	236	2 006	2 092	2 073	2 044	2 080
Terres-Cries-de-la-Baie-James	148	148	152	168	176	1 071	1 048	1 060	1 148	1 175
Ensemble du Québec	**80 643**	**81 532**	**82 441**	**83 621**	**84 959**	**1 070**	**1 075**	**1 080**	**1 088**	**1 096**

1. En ce qui concerne le personnel infirmier, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars).
2. Calculé pour l'ensemble du personnel infirmier par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2010.

Tableau 11.2

Nombre de lits dressés et d'usagers[1], soins généraux et spécialisés, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2004-2005 à 2008-2009

	Lits dressés					Nombre d'usagers				
	2004	2005	2006	2007	2008	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
	n					n				
Bas-Saint-Laurent	443	451	455	465	450	23 079	23 044	23 809	22 080	22 211
Saguenay–Lac-Saint-Jean	700	704	718	674	754	33 689	31 216	33 618	33 126	31 338
Capitale-Nationale	1 720	1 805	1 777	1 754	1 725	82 568	90 634	90 011	88 993	88 394
Mauricie et Centre-du-Québec	1 045	1 036	1 001	986	1 006	43 328	41 218	43 692	43 713	42 858
Estrie	682	681	676	676	705	30 485	31 373	31 175	31 403	32 350
Montréal	5 772	5 714	5 654	5 731	5 692	218 979	221 559	218 977	216 382	220 916
Outaouais	488	522	532	506	486	27 411	28 243	30 290	29 672	30 246
Abitibi-Témiscamingue	301	300	299	300	282	14 905	15 623	12 514	16 872	16 444
Côte-Nord	220	218	225	205	211	9 002	9 424	8 898	8 705	8 403
Nord-du-Québec	38	38	38	34	34	1 867	1 869	2 112	1 979	2 071
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	255	257	242	229	224	12 004	12 887	12 464	11 394	11 980
Chaudière-Appalaches	498	496	528	532	532	32 288	32 845	33 213	32 863	33 218
Laval	538	538	544	618	580	21 730	22 081	22 576	22 945	23 012
Lanaudière	537	522	484	514	567	28 691	29 981	29 431	31 922	25 848
Laurentides	733	725	723	711	707	43 744	43 165	43 152	41 803	40 846
Montérégie	1 828	1 791	1 794	1 759	1 772	86 409	86 611	87 484	87 920	88 228
Nunavik	17	..	15	15	..	930	..	1 235	1 235	..
Ensemble du Québec	**15 815**	**15 798**	**15 705**	**15 709**	**15 727**	**711 109**	**721 773**	**724 651**	**723 007**	**718 363**

1. En ce qui concerne le nombre d'usagers, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars).

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2010.

Tableau 11.3

Taux d'occupation des lits dressés et séjour moyen des usagers[1], soins généraux et spécialisés, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2004-2005 à 2008-2009

	Taux d'occupation					Séjour moyen				
	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
	%					jours				
Bas-Saint-Laurent	84,9	79,7	77,4	76,1	76,8	6,0	5,7	5,4	5,9	5,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	81,5	77,7	79,1	75,7	73,5	6,2	6,4	6,2	5,6	6,5
Capitale-Nationale	84,6	84,4	83,8	86,1	88,3	6,4	6,1	6,0	6,2	6,3
Mauricie et Centre-du-Québec	77,4	77,4	80,8	80,4	80,5	6,8	7,1	6,8	6,6	6,9
Estrie	84,7	85,5	84,5	86,3	83,7	6,9	6,8	6,7	6,8	6,7
Montréal	81,3	82,4	83,1	82,2	83,3	7,8	7,8	7,8	7,9	7,8
Outaouais	86,6	81,0	81,1	84,6	89,9	5,6	5,5	5,2	5,3	5,3
Abitibi-Témiscamingue	75,8	73,8	75,6	77,7	80,4	5,6	5,2	6,6	5,0	5,0
Côte-Nord	77,8	73,9	66,8	68,9	67,5	6,9	6,2	6,2	5,9	6,2
Nord-du-Québec	58,9	63,3	58,9	66,6	66,3	4,4	4,7	3,9	4,2	4,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	72,2	69,4	70,9	71,8	75,3	5,6	5,1	5,0	5,3	5,1
Chaudière-Appalaches	88,9	88,2	85,6	81,1	83,1	5,0	4,9	5,0	4,8	4,9
Laval	91,3	90,6	91,4	83,9	89,9	8,3	8,1	8,0	8,2	8,3
Lanaudière	83,6	87,5	93,8	87,9	78,4	5,7	5,6	5,6	5,2	6,3
Laurentides	87,6	89,2	89,2	90,7	86,6	5,4	5,5	5,5	5,6	5,5
Montérégie	88,9	89,2	92,1	93,0	92,0	6,9	6,7	6,9	6,8	6,7
Nunavik	50,9	..	69,1	51,3	..	3,4	..	3,1	2,3	..
Ensemble du Québec	**83,3**	**83,3**	**84,1**	**83,6**	**84,0**	**6,8**	**6,7**	**6,6**	**6,6**	**6,7**

1. En ce qui concerne le taux d'occupation des lits dressés et le séjour moyen des usagers, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars).

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2010.

Tableau 11.4

Nombre de lits dressés et d'usagers[1], hébergement et soins de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2004-2005 à 2008-2009

	Lits dressés					Nombre d'usagers				
	2004	2005	2006	2007	2008	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
	n					n				
Bas-Saint-Laurent	1 316	1 347	1 345	1 238	1 220	2 199	2 179	2 213	2 069	2 093
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 282	1 290	1 285	1 351	1 180	2 139	2 271	2 194	2 147	2 091
Capitale-Nationale	4 313	4 185	4 118	4 068	4 122	7 605	7 032	6 598	6 312	6 641
Mauricie et Centre-du-Québec	2 751	2 745	2 743	2 724	2 705	4 402	4 370	4 491	4 563	4 627
Estrie	1 664	1 604	1 574	1 588	1 553	3 201	3 303	3 094	3 012	2 662
Montréal	14 325	14 461	14 361	13 938	13 603	24 366	24 308	24 446	23 362	23 026
Outaouais	1 420	1 378	1 340	1 372	1 386	2 985	2 602	2 685	2 309	2 229
Abitibi-Témiscamingue	726	719	720	725	741	1 270	1 277	1 431	1 503	1 600
Côte-Nord	406	436	427	442	446	600	643	684	668	650
Nord-du-Québec	32	32	32	36	36	90	62	98	118	130
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	636	617	611	588	577	993	955	1 006	1 031	1 104
Chaudière-Appalaches	2 230	2 165	2 209	2 104	2 069	3 649	3 541	3 715	3 593	3 543
Laval	1 447	1 460	1 452	1 450	1 461	2 456	2 497	2 529	2 720	2 788
Lanaudière	1 599	1 667	1 712	1 763	1 789	2 516	2 681	2 993	3 162	3 607
Laurentides	1 899	1 900	1 901	1 905	1 928	3 418	3 422	3 414	3 417	3 509
Montérégie	5 396	5 439	5 371	5 350	5 365	10 795	10 228	10 045	9 758	9 687
Nunavik	25	25	10	10	–	36	46	17	21	–
Ensemble du Québec	**41 467**	**41 470**	**41 211**	**40 652**	**40 181**	**72 720**	**71 417**	**71 653**	**69 765**	**69 987**

1. En ce qui concerne le nombre d'usagers, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars).

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2010.

Tableau 11.5

Taux d'occupation des lits dressés et séjour moyen des usagers[1], hébergement et soins de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2004-2005 à 2008-2009

	Taux d'occupation					Séjour moyen				
	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
	%					jours				
Bas-Saint-Laurent	97,9	95,3	94,4	98,2	94,4	213,7	214,9	209,4	214,5	200,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	97,0	98,3	98,4	93,8	97,0	212,1	203,7	210,4	215,4	199,8
Capitale-Nationale	97,3	97,7	98,2	98,4	97,0	201,5	212,3	223,6	231,6	219,8
Mauricie et Centre-du-Québec	95,0	95,0	97,0	97,7	97,2	216,7	217,8	216,2	213,0	207,4
Estrie	96,4	96,4	95,7	96,1	97,9	183,0	170,8	177,6	184,9	208,5
Montréal	96,4	98,1	98,3	98,5	98,2	207,0	213,0	210,7	214,6	211,7
Outaouais	96,6	97,9	98,1	99,3	96,7	167,8	189,2	178,7	215,4	219,5
Abitibi-Témiscamingue	94,1	94,9	96,9	95,6	93,9	196,3	195,1	177,9	168,4	158,7
Côte-Nord	96,3	93,5	95,8	95,6	96,6	237,9	231,3	218,2	230,9	241,9
Nord-du-Québec	80,4	83,4	90,2	87,0	81,1	104,4	157,0	107,6	96,9	82,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	92,0	91,6	93,6	97,1	97,2	215,1	216,0	207,6	202,2	185,4
Chaudière-Appalaches	97,9	98,0	96,9	98,4	98,6	218,4	218,7	210,2	210,4	210,2
Laval	99,1	97,5	99,5	99,6	98,8	213,2	208,1	208,5	193,7	189,0
Lanaudière	97,9	98,1	98,0	98,2	99,3	227,1	222,7	204,7	199,8	179,7
Laurentides	97,9	97,4	98,8	99,0	98,4	198,5	197,3	200,9	201,4	197,2
Montérégie	97,6	97,8	98,0	97,9	98,3	178,1	189,9	191,2	195,9	198,6
Nunavik	45,6	41,0	98,6	99,5	..	115,6	81,4	211,6	173,0	..
Ensemble du Québec	**96,8**	**97,3**	**97,8**	**98,1**	**97,8**	**201,5**	**206,3**	**205,2**	**208,6**	**204,9**

1. En ce qui concerne le taux d'occupation des lits dressés et le séjour moyen des usagers, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars).

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2010.

12. Culture et communications

par Christine Routhier, Observatoire de la culture et des communications du Québec

Les statistiques présentées dans cette section portent sur la fréquentation des institutions muséales dans les différentes régions du Québec. Il s'agit de résultats tirés de l'Enquête sur la fréquentation des institutions muséales réalisée depuis 2003 par l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ). Dans le cadre de cette enquête, l'OCCQ consulte les musées, les lieux d'interprétation et les centres d'exposition pour connaître le nombre de visiteurs qu'ils ont accueillis chaque mois. Dans le texte qui suit, nous examinerons l'évolution de la fréquentation muséale dans les différentes régions administratives entre 2006 et 2010. Dans les tableaux et graphiques, les 17 régions du Québec ont été regroupées en 4 blocs régionaux[1], en fonction de leur emplacement géographique par rapport aux villes de Montréal et de Québec : les régions centrales, les régions périphériques, les régions intermédiaires et les régions éloignées.

Avant de comparer les régions entre elles, il est important de rappeler que l'offre muséale varie considérablement d'une région à l'autre, ce qui contribue largement à expliquer que le nombre d'entrées qu'on y enregistre soit plus ou moins grand. Le nombre d'institutions muséales varie en effet selon les régions, de même que les caractéristiques de ces institutions : petites, moyennes ou grandes; à expositions permanentes et (ou) temporaires; traitant de sciences, d'art ou d'histoire; présentant une seule exposition à la fois ou plusieurs en même temps; offrant ou non un programme d'activités culturelles en plus des expositions, etc. Par ailleurs, pour bien comprendre la dynamique de fréquentation des institutions muséales, il faut rappeler que ces institutions reçoivent des visiteurs locaux, qui habitent la région, et aussi des touristes. Ces derniers peuvent représenter une part notable du public visiteur, surtout l'été. À titre d'exemple, au trimestre d'été 2005, selon une étude sur la provenance des visiteurs[2], les touristes représentaient autour de 80 % des entrées dans les musées du Québec, environ 90 % des entrées dans les lieux d'interprétation et à peu près 35 % des entrées dans les centres d'exposition.

Évolution de la fréquentation des institutions muséales

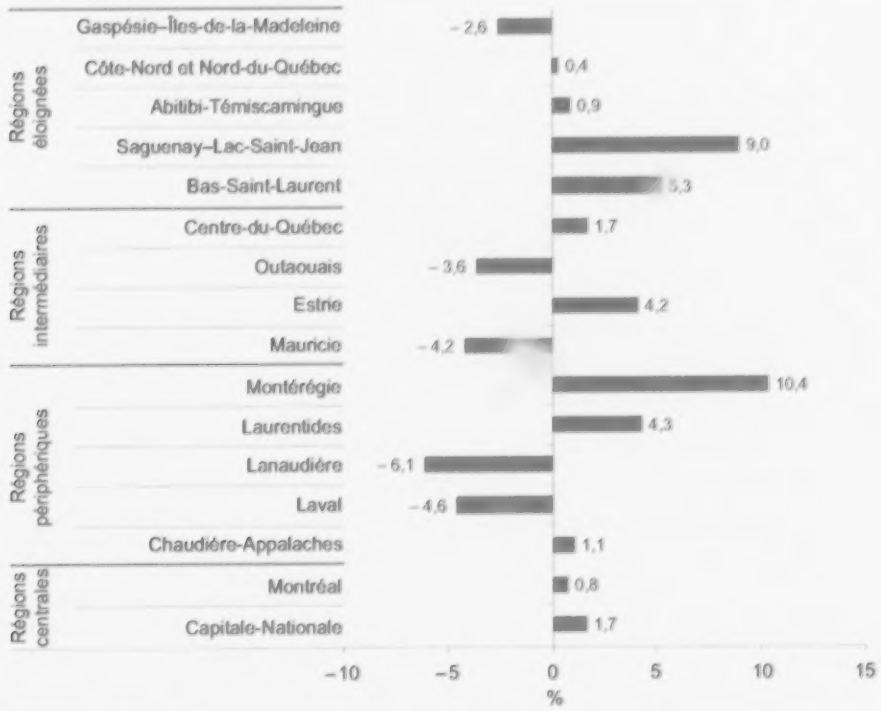
Entre 2006 et 2010, la fréquentation annuelle de l'ensemble des institutions muséales du Québec a fluctué entre 11,8 et 12,8 millions d'entrées, pour une moyenne annuelle de 12,2 millions d'entrées. Durant ces cinq ans, le nombre d'entrées affiche un taux de croissance annuel moyen de 2,1 % pour l'ensemble du Québec (tableau 12.1). Deux régions se démarquent par une croissance annuelle moyenne relativement forte : la Montérégie (+ 10,4 % d'entrées chaque année) et le Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 9,0 %). À l'inverse, trois régions subissent une diminution annuelle notable : Lanaudière (– 6,1 % d'entrées chaque année), Laval (– 4,6 %) et la Mauricie (– 4,2 %) (figure 12.1).

Toutes les régions administratives comptent des institutions muséales sur leur territoire, mais environ le tiers des institutions du Québec se concentrent dans les régions de Montréal et de la Capitale-Nationale (les deux régions dites « centrales »). En 2010, les 129 institutions répondant à l'enquête de l'OCCQ dans ces deux régions ont enregistré ensemble 7,5 millions d'entrées, et les 302 institutions répondantes des autres régions, 5,4 millions d'entrées. À elles seules, les institutions des deux régions centrales ont donc accueilli 58,2 % de la fréquentation muséale au Québec en 2010 (un pourcentage qui était encore plus élevé dans les années précédentes). Montréal est la région administrative avec la fréquentation muséale la plus importante, soit en moyenne 5,1 millions d'entrées par an. Vient ensuite la Capitale-Nationale avec 2,4 millions d'entrées. Outre ces deux régions, deux autres, l'Outaouais et la Montérégie dépassent le cap du million d'entrées par an (tableau 12.1).

1. Harvey, Fernand et Andrée Fortin (1995). *La nouvelle culture régionale*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, pages 29-32.
2. Bergeron, Yves (2008). « Publics et touristes dans le réseau des institutions muséales du Québec » *Statistiques en bref* nº 36, Québec, Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, mars, pages 18-19.

Figure 12.1

Taux de croissance annuel moyen de la fréquentation des institutions muséales[1], régions administratives du Québec, 2006-2010



1. Comprend les musées, les lieux d'interprétation et les centres d'exposition.

Source: Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

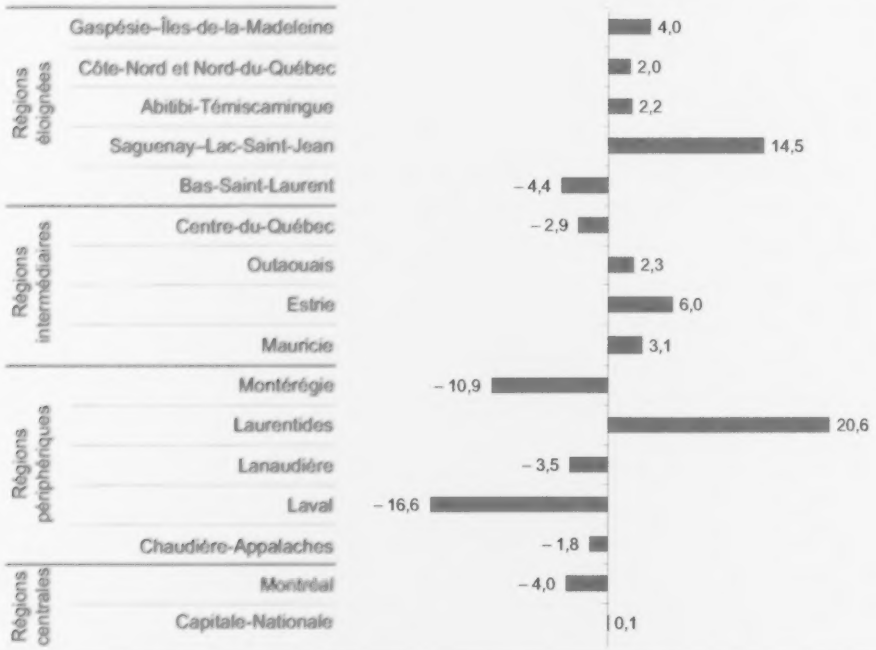
La clientèle scolaire

Les visiteurs des institutions muséales peuvent être répartis en trois grandes catégories : les visiteurs individuels, les visiteurs en groupes organisés et la clientèle scolaire. Cette dernière catégorie est composée d'élèves des écoles primaires et secondaires, avec les enseignants qui les accompagnent. L'enquête réalisée par l'OCCQ montre que de 2006 à 2010, les visiteurs scolaires représentent en moyenne 8,5 % des entrées des institutions muséales. Au cours de cette période de cinq ans, la fréquentation des institutions muséales du Québec par la clientèle scolaire a diminué en moyenne de 2,0 % chaque année, passant sous la barre du million d'entrées en 2010 (982 000 entrées) (tableau 12.2).

La diminution annuelle du nombre de visiteurs scolaires est particulièrement forte dans les régions de Laval (– 16,6 % par an en moyenne) et de la Montérégie (– 10,9 %). Dans d'autres régions, la tendance est inverse : on assiste plutôt à une augmentation des entrées attribuables à la clientèle scolaire. C'est le cas de la région des Laurentides (+ 20,6 % en moyenne chaque année) et du Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 14,5 %) (figure 12.2). Ces fortes diminutions ou augmentations peuvent découler de changements dans les habitudes de sorties adoptées par les écoles primaires et secondaires ou encore de la fermeture d'institutions existantes ou de l'ouverture de nouvelles institutions.

Figure 12.2

Taux de croissance annuel moyen de la clientèle scolaire des institutions muséales[1], régions administratives du Québec, 2006-2010



1. Comprend les musées, les lieux d'interprétation et les centres d'exposition.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Poids de la saison estivale

L'été est une saison faste pour les institutions muséales, parce qu'il s'agit d'une période de vacances et de tourisme. Ainsi, de 2006 à 2010, les entrées estivales représentent en moyenne 44,6 % de la fréquentation annuelle des institutions muséales. Dans certaines régions en particulier, le poids du trimestre d'été[3] dans la fréquentation annuelle est extrêmement important : il est de 81,9 % dans la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, de 78,0 % dans le Bas-Saint-Laurent et de 75,6 % dans le territoire formé par la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (figure 12.4). Précisons qu'il existe au Québec plusieurs institutions muséales qui n'ouvrent leurs portes au public que durant l'été et qui sont fermées le reste de l'année.

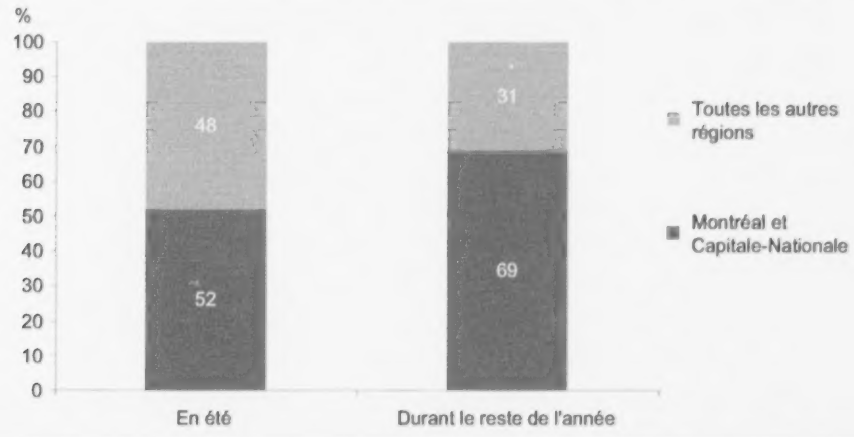
Comme on l'a vu plus haut, il y a un déséquilibre de la fréquentation muséale sur le territoire du Québec, puisque plus de la moitié des entrées (58,2 %) se concentre dans deux régions seulement : Montréal et la Capitale-Nationale. Cependant, ce déséquilibre entre les régions centrales et le reste du Québec tend à s'amoindrir en période estivale. En effet, en été, la fréquentation totale des autres régions tend à égaler la fréquentation cumulée des deux régions centrales (figure 12.3).

Par ailleurs, les données de l'OCCQ semblent indiquer que la fréquentation estivale est en hausse : de 2006 à 2010, le nombre absolu d'entrées en été a augmenté en moyenne de 3,4 % chaque année (tableau 12.3). Cette augmentation annuelle des visiteurs d'été est particulièrement forte dans les régions de Laval (+ 8,5 %), de la Montérégie (+ 7,3 %) et du Bas-Saint-Laurent (+ 7,2 %). Par contre, la fréquentation estivale a diminué dans Lanaudière (– 7,7 % en moyenne chaque année) et dans la Mauricie (– 7,1 %) (tableau 12.3).

3. Trimestre d'été : juillet, août et septembre.

Figure 12.3

Répartition des entrées dans les institutions muséales[1] selon deux catégories de régions, Québec, 2006-2010

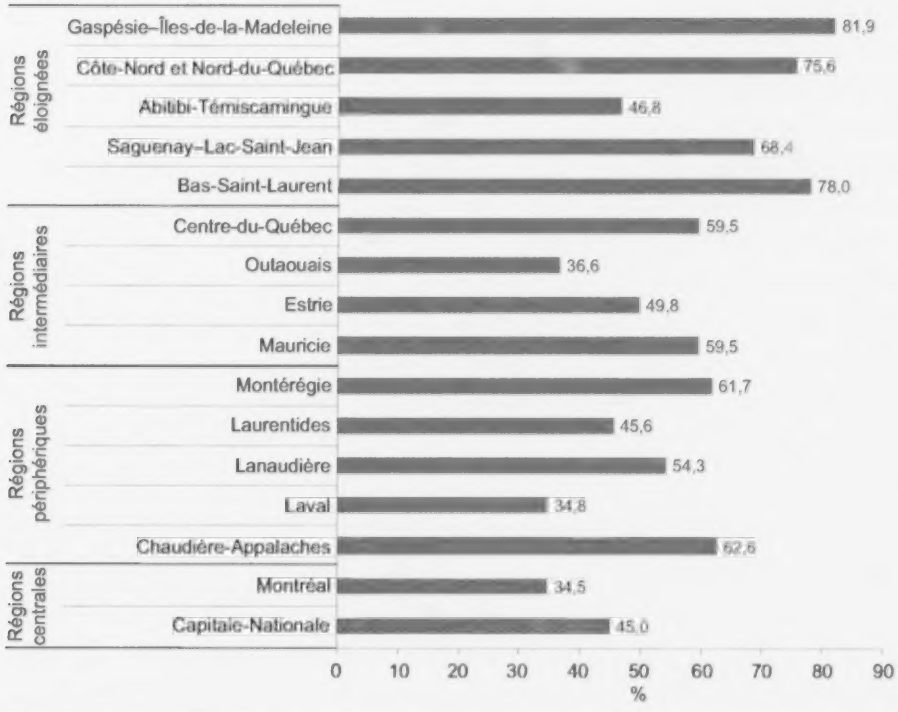


1. Comprend les musées, les lieux d'interprétation et les centres d'exposition.

Source: Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 12.4

Poids de la saison estivale dans la fréquentation annuelle des institutions muséales[1], régions administratives du Québec, 2006-2010



1. Comprend les musées, les lieux d'interprétation et les centres d'exposition.

Source: Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 12.1

Visiteurs dans les institutions muséales[1], régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010

	2006	2007	2008	2009	2010	TCAM[2] 2010/2006	Moyenne 2006-2010
			n			%	n
Régions centrales							
Capitale-Nationale	2 106 481	2 270 391	2 963 410	2 430 521	2 252 544	1,7	2 404 669
Montréal	5 060 076	4 884 627	5 190 613	5 012 596	5 214 925	0,8	5 072 567
Régions périphériques							
Chaudière-Appalaches	157 834	170 216	163 507	156 879	164 659	1,1	162 619
Laval	118 650	127 067	104 061	103 119	x	– 4,6[3]	113 224[4]
Lanaudière	81 870	81 882	66 352	70 378	63 539	– 6,1	72 804
Laurentides	65 181	64 087	62 777	65 800	77 251	4,3	67 019
Montérégie	1 068 552	1 200 650	1 135 081	1 165 337	1 588 556	10,4	1 231 635
Régions intermédiaires							
Mauricie	324 248	319 087	242 136	255 303	273 516	– 4,2	282 858
Estrie	203 266	222 544	211 875	221 515	239 475	4,2	219 735
Outaouais	1 416 831	1 365 590	1 308 919	1 269 628	x	– 3,6[3]	1 340 242[4]
Centre-du-Québec	163 759	169 394	152 413	163 964	175 444	1,7	164 995
Régions éloignées							
Bas-Saint-Laurent	200 058	209 139	175 257	238 391	245 931	5,3	213 755
Saguenay–Lac-Saint-Jean	293 650	318 705	306 333	312 125	414 454	9,0	329 053
Abitibi-Témiscamingue	130 436	147 366	137 209	138 273	135 359	0,9	137 729
Côte-Nord et Nord-du-Québec	116 208	127 338	113 049	120 273	117 853	0,4	118 944
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	282 819	278 159	235 979	246 751	255 053	– 2,6	259 752
Ensemble du Québec	**11 789 919**	**11 956 242**	**12 568 971**	**11 970 853**	**12 825 864**	**2,1**	**12 222 370**
Toutes les régions sauf les deux régions centrales	4 623 362	4 801 224	4 414 948	4 527 736	5 358 395	3,8	4 745 133
Part des régions non centrales dans le total québécois (%)	39,2	40,2	35,1	37,8	41,8	...	38,8

1. Comprend les musées, les lieux d'interprétation et les centres d'exposition.
2. TCAM : taux de croissance annuel moyen.
3. Le taux de croissance annuel moyen a été calculé sur 4 ans, soit de 2006 à 2009.
4. La moyenne annuelle a été calculée sur 4 ans, soit de 2006 à 2009.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 12.2

Visiteurs scolaires[1] dans les institutions muséales[2], régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010

	2006	2007	2008	2009	2010	TCAM[3] 2010/2006	Moyenne 2006-2010
			n			%	n
Régions centrales							
Capitale-Nationale	255 659	278 824	297 082	278 016	257 139	0,1	273 344
Montréal	494 081	470 067	471 464	468 920	420 005	– 4,0	464 907
Régions périphériques							
Chaudière-Appalaches	16 880	18 610	16 640	17 136	15 723	– 1,8	16 998
Laval	41 294	39 530	26 647	23 986	x	– 16,6[4]	32 864[5]
Lanaudière	6 434	6 476	7 624	5 629	5 568	– 3,5	6 346
Laurentides	6 298	9 755	9 051	11 971	13 313	20,6	10 078
Montérégie	91 539	64 923	60 411	58 683	57 622	– 10,9	66 636
Régions intermédiaires							
Mauricie	23 597	24 852	22 224	22 069	26 705	3,1	23 889
Estrie	20 272	21 403	18 979	18 912	25 548	6,0	21 023
Outaouais	25 157	31 362	28 359	26 920	x	2,3[4]	27 950[5]
Centre-du-Québec	18 848	19 701	16 333	18 269	16 778	– 2,9	17 986
Régions éloignées							
Bas-Saint-Laurent	8 289	6 786	5 277	7 316	6 934	– 4,4	6 920
Saguenay–Lac-Saint-Jean	19 177	20 471	22 109	21 001	32 906	14,5	23 133
Abitibi-Témiscamingue	22 786	25 410	25 457	26 376	24 887	2,2	24 983
Côte-Nord et Nord-du-Québec	6 712	9 670	10 151	7 179	7 278	2,0	8 198
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	6 308	7 444	9 152	4 359	7 375	4,0	6 928
Ensemble du Québec	**1 063 331**	**1 055 284**	**1 046 960**	**1 016 742**	**981 991**	**– 2,0**	**1 032 862**
Toutes les régions sauf les deux régions centrales	313 591	306 393	278 414	269 806	304 847	– 0,7	294 610

1. Comprend les élèves et les enseignants.
2. Comprend les musées, les lieux d'interprétation et les centres d'exposition.
3. TCAM : taux de croissance annuel moyen.
4. Le taux de croissance annuel moyen a été calculé sur 4 ans, soit de 2006 à 2009.
5. La moyenne annuelle a été calculée sur 4 ans, soit de 2006 à 2009.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 12.3

Visiteurs d'été[1] dans les institutions muséales[2], régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010

	2006	2007	2008	2009	2010	TCAM[3] 2010/2006	Moyenne 2006-2010	Part de l'été dans la fréquentation annuelle
	n					%	n	%
Régions centrales								
Capitale-Nationale	858 122	943 732	1 466 266	1 160 856	978 689	3,3	1 081 533	45,0
Montréal	1 782 990	1 514 681	1 765 433	1 614 368	2 079 508	3,9	1 751 396	34,5
Régions périphériques								
Chaudière-Appalaches	100 125	110 079	104 197	100 839	94 146	– 1,5	101 877	62,6
Laval	32 050	45 717	38 891	40 904	x	8,5[4]	39 391[5]	34,8
Lanaudière	44 507	44 550	36 937	39 438	32 320	– 7,7	39 550	54,3
Laurentides	36 094	27 866	26 618	26 758	35 330	– 0,5	30 533	45,6
Montérégie	711 918	757 494	698 935	688 436	945 300	7,3	760 417	61,7
Régions intermédiaires								
Mauricie	206 675	205 628	133 034	141 305	154 182	– 7,1	168 165	59,5
Estrie	112 254	109 323	109 582	99 065	116 955	1,0	109 436	49,8
Outaouais	492 525	487 481	486 605	494 776	x	0,2[4]	490 347[5]	36,6
Centre-du-Québec	101 413	105 394	93 071	91 566	99 570	– 0,5	98 203	59,5
Régions éloignées								
Bas-Saint-Laurent	144 662	167 025	139 657	190 616	191 177	7,2	166 627	78,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	209 859	234 556	213 781	211 270	256 663	5,2	225 226	68,4
Abitibi-Témiscamingue	65 659	58 831	64 479	65 518	67 700	0,8	64 437	46,8
Côte-Nord et Nord-du-Québec	93 276	97 686	81 796	90 071	86 570	– 1,8	89 880	75,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	234 239	226 667	191 638	204 789	205 807	– 3,2	212 628	81,9
Ensemble du Québec	**5 226 368**	**5 136 710**	**5 650 920**	**5 260 575**	**5 976 772**	**3,4**	**5 450 269**	**44,6**
Toutes les régions sauf les deux régions centrales	2 585 256	2 678 297	2 419 221	2 485 351	2 918 575	3,1	2 617 340	55,2
Part des régions non centrales dans le total québécois (%)	49,5	52,1	42,8	47,2	48,8	...	48,0	...

1. Entrées enregistrées en juillet, août et septembre.
2. Comprend les musées, les lieux d'interprétation et les centres d'exposition.
3. TCAM : taux de croissance annuel moyen.
4. Le taux de croissance annuel moyen a été calculé sur 4 ans, soit de 2006 à 2009.
5. La moyenne annuelle a été calculée sur 4 ans, soit de 2006 à 2009.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

13. Statistiques par MRC et TE

Cette section du *Panorama des régions du Québec* offre une analyse à l'échelle des municipalités régionales de comté (MRC) et des territoires équivalents (TE). Au Québec, on peut remarquer la présence de 86 MRC et 18 TE. L'accent a été mis sur l'étude de trois thématiques bien spécifiques et interreliées qui sont la démographie, le revenu personnel disponible et le taux de travailleurs.

Également, les variables sont analysées suivant le découpage géographique et la dénomination au 1er janvier 2010 pour la démographie, tandis que pour le revenu personnel disponible et le taux de travailleurs, l'analyse est faite selon le découpage géographique et la dénomination au 1er janvier 2009. À partir du 1er janvier 2010, la municipalité de Bromont dans la région de la Montérégie est incluse dans la MRC de Brome-Missisquoi. Auparavant elle faisait partie de la MRC de la Haute-Yamaska. Il est à noter que pour le TE d'Eeyou Istchee, le toponyme est provisoire et désigne un espace géostatistique pour les Cris dans le Nord-du-Québec[1]; conséquemment, un nouveau toponyme officiel est à venir. Aussi, il importe de mentionner le cas unique des régions administratives de Montréal et Laval qui sont respectivement composées d'un TE identique au territoire régional.

L'intérêt d'une analyse à l'échelle supralocale réside dans la comparaison qui est effectuée entre des territoires d'une même région ou d'une région limitrophe. En effet, la conception de ce type d'étude permet, par exemple, d'apporter des nuances au portrait d'une région administrative, ou bien même de faire ressortir les territoires supralocaux qui se démarquent de par leur situation.

13.1 Démographie

par Martine St-Amour, Direction des statistiques sociodémographiques

La comparaison du rythme d'accroissement démographique des différentes régions administratives (voir le chapitre 2) montre que la croissance est très inégale d'une région à l'autre. Par exemple, depuis plusieurs années, les régions adjacentes à Montréal connaissent une croissance rapide, tandis que la plupart des régions éloignées voient leurs effectifs décliner. Dans cette section, nous cherchons à nuancer et enrichir ce portrait en examinant la situation à l'échelle des MRC et TE. Leurs taux d'accroissement annuels moyens entre 2006 et 2010 apparaissent dans le tableau 13.1.1 et sont illustrés par grandes catégories sur la carte 13.1.1. Des données sur les facteurs d'accroissement sont disponibles sur le site Web de l'Institut.

En moyenne, la population du Québec a crû à un taux annuel de 8,9 pour mille au cours de la période 2006-2010. En comparaison, 15 MRC ont connu une forte croissance, avec des taux d'accroissement supérieurs à 15 pour mille. Plusieurs d'entre elles ont en commun d'être situées en périphérie d'un grand centre urbain, que ce soit Québec, Montréal ou Gatineau, et d'exercer une forte attraction sur les jeunes familles et sur les couples en âge d'avoir des enfants. Ceci se traduit par des gains migratoires importants chez les 25-44 ans et chez les moins de 15 ans, qui se font principalement au détriment de la municipalité centrale.

Cette dynamique migratoire centre-périphérie explique grandement la vigueur démographique de la MRC de La Jacques-Cartier, au nord de Québec. De toutes les MRC du Québec, elle est celle où la croissance a été la plus rapide en 2006-2010, son taux d'accroissement annuel moyen s'élevant à 36,8 pour mille. Sa voisine, La Côte-de-Beaupré (+ 18,1 pour mille), profite aussi de la proximité de Québec, qui connaît pour sa part une croissance plus modérée, à 7,8 pour mille.

1. Ce territoire géostatistique comprend les réserves autochtones cries (Terres réservées aux Cris) et les municipalités de village cri (VC), ainsi que l'établissement amérindien de Oujé-Bougoumou.

Le même profil se dessine dans les régions adjacentes à Montréal. On y trouve 9 des 15 MRC et TE à forte croissance, dont Mirabel (+ 31,3 pour mille) dans les Laurentides, Les Moulins (+ 26,1 pour mille) dans Lanaudière, Vaudreuil-Soulanges (+ 24,3 pour mille) en Montérégie et Laval (+ 17,0 pour mille). L'accroissement de Montréal, atténué par les départs vers ses couronnes nord et sud, est beaucoup moins rapide, de l'ordre de 7,9 pour mille.

En périphérie de Gatineau, la MRC des Collines-de-l'Outaouais enregistre elle aussi un fort taux d'accroissement (+ 17,0 pour mille). Gatineau suit toutefois de près avec un taux de 15,9 pour mille, se distinguant en cela de Québec et de Montréal. À l'instar de ces dernières, Gatineau voit des familles partir pour s'établir ailleurs en Outaouais, mais elle se montre suffisamment attractive auprès des jeunes couples et familles des autres régions du Québec pour compenser ces départs.

Avec un taux d'accroissement annuel moyen d'environ 20 pour mille en 2006-2010, Eeyou Istchee et Kativik, dans le Nord-du-Québec, complètent la liste des 15 MRC et TE à croissance élevée. Elles se distinguent toutefois des MRC mentionnées précédemment, puisque leur expansion démographique repose non pas sur leur force d'attraction, mais sur une fécondité beaucoup plus élevée que la moyenne québécoise.

Contrastant avec la situation décrite ci-dessus, la population s'est réduite dans 38 MRC et TE entre 2006 et 2010. La plupart d'entre eux sont déficitaires dans leurs échanges migratoires internes. On retrouve aussi dans ce groupe des MRC où la population est assez âgée et qui affichent un accroissement naturel négatif, les décès y étant plus nombreux que les naissances. Mis à part Lanaudière, ainsi que Laval et Montréal dont le territoire n'est pas divisé en MRC, toutes les régions comptent au moins une MRC en décroissance. La carte montre toutefois que les zones de décroissance se concentrent surtout dans l'est et dans le nord du Québec.

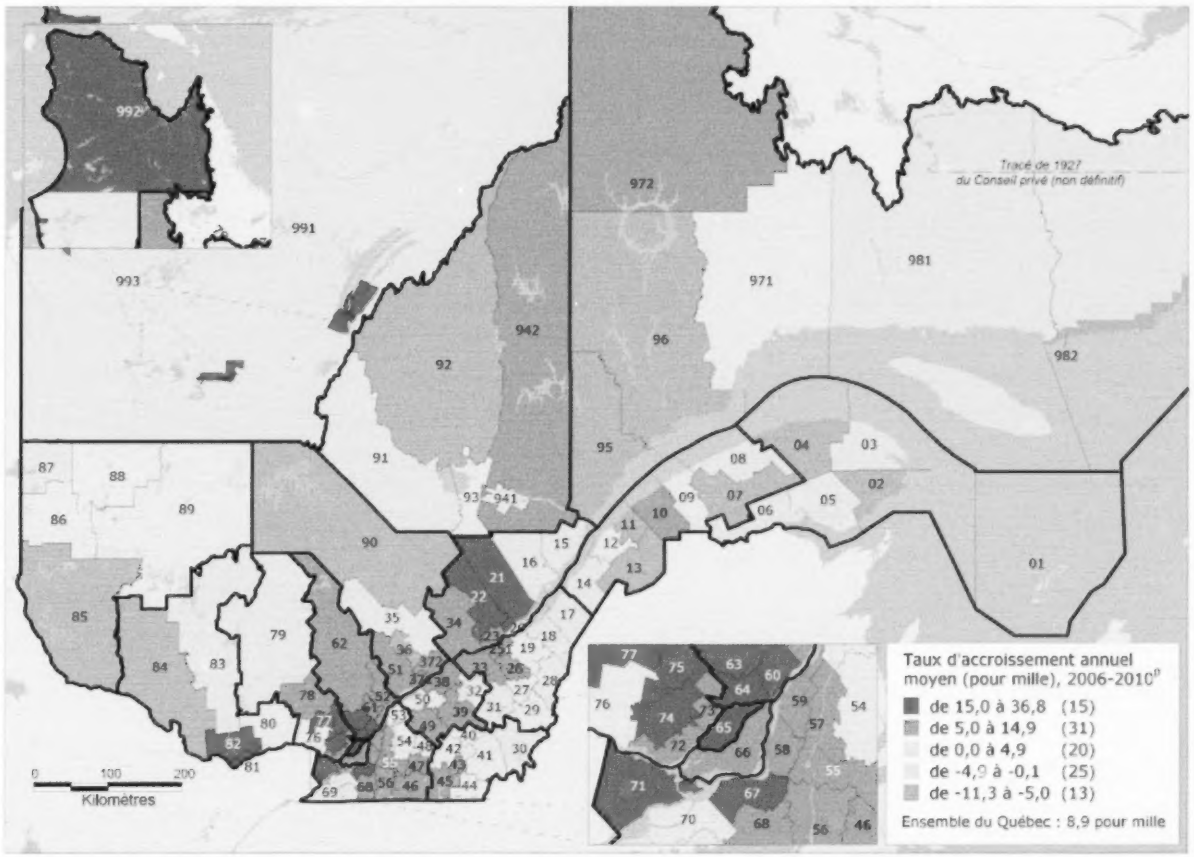
Toutes les MRC et TE de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, ainsi que la majorité des MRC et TE du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord ont vu leurs effectifs diminuer en 2006-2010. La Côte-Nord comprend les deux MRC et TE où la décroissance a été la plus rapide au cours de cette période, soit La Haute-Côte-Nord et Basse-Côte-Nord, qui ont tous deux connu un déficit annuel moyen de – 11,3 pour mille. En Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, dans le Bas-Saint-Laurent et au Saguenay–Lac-Saint-Jean, les pertes les plus prononcées sont enregistrées dans Le Rocher-Percé (– 6,3 pour mille), Les Basques (– 7,9 pour mille) et Maria-Chapdelaine (– 9,2 pour mille). Dans le Nord-du-Québec, la décroissance du TE de Jamésie (– 4,8 pour mille) détonne avec la forte croissance d'Eeyou Istchee et de Kativik, tandis qu'en Abitibi-Témiscamingue, deux MRC sur cinq enregistrent des pertes. Celles-ci sont assez faibles dans Abitibi-Ouest (– 1,3 pour mille), mais plus importantes dans Témiscamingue (– 7,9 pour mille).

Quelques MRC situées à l'est des régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches, de même que des MRC et TE du nord de l'Outaouais, des Laurentides et de la Mauricie s'ajoutent aux zones en décroissance. Les TE de Shawinigan (– 7,3 pour mille) et de La Tuque (– 5,2 pour mille), en Mauricie, et la MRC de Pontiac (– 7,5 pour mille), en Outaouais, affichent les plus lourds déficits à l'extérieur des régions dites éloignées. Plus au sud, quelques MRC isolées de l'Estrie, de la Montérégie et du Centre-du-Québec affichent des taux d'accroissement négatifs, mais les pertes y sont d'assez faible ampleur.

Entre les pôles de croissance et les zones en décroissance, 31 MRC connaissent une croissance modérée en 2006-2010, avec un taux d'accroissement annuel moyen se situant entre 5 et 15 pour mille. Vingt autres MRC enregistrent une croissance moyenne plus faible, inférieure à 5 pour mille annuellement. Soulignons que mis à part Eeyou Istchee et Kativik, les régions éloignées comptent 10 MRC où la population s'est accrue entre 2006 et 2010. Dans le Bas-Saint-Laurent et en Abitibi-Témiscamingue, les MRC et TE auxquels appartiennent les principales municipalités ont vu leurs effectifs augmenter, Rimouski-Neigette (+ 5,2 pour mille) et Rouyn-Noranda (+ 3,9 pour mille) étant en tête dans leur région respective. Au Saguenay–Lac-Saint-Jean, c'est plutôt en périphérie de Saguenay qu'on retrouve des MRC en croissance, principalement Le Fjord-du-Saguenay (+ 9,4 pour mille), où la croissance surpasse la moyenne québécoise. Sur la Côte-Nord, la population est en hausse dans Sept-Rivières (+ 4,8 pour mille), la MRC la plus populeuse, de même que dans Caniapiscau (+ 6,4 pour mille), qui profite du développement minier.

Carte 13.1.1

Taux d'accroissement annuel moyen de la population, MRC et TE, 2006-2010[p]



Sources : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2011); ministère des Ressources naturelles et de la Faune.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 13.1.1

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen (TAAM), MRC, TE, régions aministratives et ensemble du Québec, 2006-2010

Code	MRC ou TE par région administrative	Population au 1er juillet					TAAM 2006-2010[1]
		2006	2007r	2008r	2009r	2010p	
		n					pour 1 000
01	**Bas-Saint-Laurent**	**201 565**	**201 217**	**200 850**	**200 870**	**201 268**	**– 0,4**
07	La Matapédia	19 249	19 137	18 973	18 856	18 746	– 6,6
08	Matane	22 344	22 226	22 162	22 032	22 018	– 3,7
09	La Mitis	19 384	19 374	19 359	19 304	19 381	0,0
10	Rimouski-Neigette	53 522	53 758	53 930	54 252	54 648	5,2
11	Les Basques	9 478	9 394	9 276	9 194	9 184	– 7,9
12	Rivière-du-Loup	33 568	33 678	33 785	34 027	34 156	4,3
13	Témiscouata	21 852	21 698	21 583	21 518	21 404	– 5,2
14	Kamouraska	22 168	21 952	21 782	21 687	21 731	– 5,0
02	**Saguenay–Lac-Saint-Jean**	**274 118**	**272 965**	**272 416**	**272 059**	**272 911**	**– 1,1**
91	Le Domaine-du-Roy	32 138	32 086	31 923	31 750	31 692	– 3,5
92	Maria-Chapdelaine	25 913	25 639	25 452	25 253	24 972	– 9,2
93	Lac-Saint-Jean-Est	51 479	51 379	51 346	51 458	51 682	1,0
941	Saguenay	144 451	143 709	143 453	143 073	143 658	– 1,4
942	Le Fjord-du-Saguenay	20 137	20 152	20 242	20 525	20 907	9,4
03	**Capitale-Nationale**	**668 734**	**673 360**	**679 839**	**686 408**	**693 859**	**9,2**
15	Charlevoix-Est	16 438	16 307	16 243	16 180	16 214	– 3,4
16	Charlevoix	13 219	13 131	13 104	13 126	13 172	– 0,9
20	L'Île-d'Orléans	6 874	6 959	6 926	6 958	6 974	3,6
21	La Côte-de-Beaupré	23 226	23 492	24 000	24 348	24 968	18,1
22	La Jacques-Cartier	30 207	30 970	31 915	32 945	35 004	36,8
23	Québec	531 993	535 519	540 338	545 037	548 875	7,8
34	Portneuf	46 777	46 982	47 313	47 814	48 652	9,8
04	**Mauricie**	**260 314**	**260 708**	**261 228**	**261 359**	**262 401**	**2,0**
35	Mékinac	12 682	12 633	12 580	12 468	12 450	– 4,6
36	Shawinigan	52 040	51 552	51 276	50 843	50 548	– 7,3
371	Trois-Rivières	127 232	127 823	128 653	129 230	130 129	5,6
372	Les Chenaux	17 025	17 125	17 155	17 273	17 529	7,3
51	Maskinongé	35 803	36 111	36 193	36 237	36 530	5,0
90	La Tuque	15 532	15 464	15 371	15 308	15 215	– 5,2
05	**Estrie**	**301 014**	**302 611**	**304 886**	**307 252**	**309 975**	**7,3**
30	Le Granit	22 481	22 422	22 444	22 428	22 452	– 0,3
40	Les Sources	14 489	14 430	14 412	14 346	14 547	1,0
41	Le Haut-Saint-François	21 711	21 727	21 931	21 854	21 966	2,9
42	Le Val-Saint-François	29 224	29 299	29 216	29 156	29 344	1,0
43	Sherbrooke	148 992	150 219	151 930	154 162	155 583	10,8
44	Coaticook	18 582	18 688	18 656	18 624	18 691	1,5
45	Memphrémagog	45 535	45 826	46 297	46 682	47 392	10,0
06	**Montréal**	**1 873 589**	**1 882 343**	**1 897 183**	**1 923 785**	**1 934 082**	**7,9**
66	Montréal	1 873 589	1 882 343	1 897 183	1 923 785	1 934 082	7,9
07	**Outaouais**	**344 865**	**348 559**	**352 976**	**357 985**	**363 638**	**13,2**
80	Papineau	21 962	22 007	21 975	22 196	22 386	4,8
81	Gatineau	244 707	248 005	251 738	256 119	260 809	15,9
82	Les Collines-de-l'Outaouais	42 512	43 206	44 124	44 782	45 498	17,0
83	La Vallée-de-la-Gatineau	20 922	20 737	20 659	20 522	20 621	– 3,6
84	Pontiac	14 762	14 604	14 480	14 366	14 324	– 7,5

Tableau 13.1.1 (suite)

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen (TAAM), MRC, TE, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010

Code	MRC ou TE par région administrative	Population au 1er juillet					TAAM 2006-2010[1]
		2006	2007r	2008r	2009r	2010p	
		n					pour 1 000
08	**Abitibi-Témiscamingue**	**144 868**	**144 913**	**145 158**	**145 288**	**145 835**	**1,7**
85	Témiscamingue	17 081	16 820	16 595	16 537	16 550	– 7,9
86	Rouyn-Noranda	40 256	40 333	40 453	40 592	40 891	3,9
87	Abitibi-Ouest	20 892	20 829	20 825	20 800	20 787	– 1,3
88	Abitibi	24 440	24 497	24 628	24 622	24 792	3,6
89	La Vallée-de-l'Or	42 199	42 434	42 657	42 737	42 815	3,6
09	**Côte-Nord**	**96 561**	**95 923**	**95 296**	**95 236**	**95 538**	**– 2,7**
95	La Haute-Côte-Nord	12 352	12 205	11 975	11 813	11 807	– 11,3
96	Manicouagan	33 243	32 856	32 402	32 270	32 231	– 7,7
971	Sept-Rivières	35 018	35 065	35 195	35 454	35 701	4,8
972	Caniapiscau	3 991	4 000	4 095	4 139	4 095	6,4
981	Minganie	6 405	6 325	6 253	6 264	6 398	– 0,3
982	Basse-Côte-Nord	5 552	5 472	5 376	5 296	5 306	– 11,3
10	**Nord-du-Québec**	**40 272**	**40 706**	**41 048**	**41 539**	**42 175**	**11,5**
991	Jamésie	14 984	14 933	14 790	14 675	14 700	– 4,8
992	Kativik	10 956	11 150	11 333	11 572	11 830	19,2
993	Eeyou Istchee[2]	14 332	14 623	14 925	15 292	15 645	21,9
11	**Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**	**95 162**	**94 619**	**94 033**	**93 642**	**93 826**	**– 3,5**
01	Les Îles-de-la-Madeleine	13 166	13 108	13 043	12 975	13 051	– 2,2
02	Le Rocher-Percé	18 465	18 271	18 111	17 922	18 006	– 6,3
03	La Côte-de-Gaspé	17 944	17 892	17 898	17 810	17 803	– 2,0
04	La Haute-Gaspésie	12 355	12 246	12 133	12 119	12 079	– 5,6
05	Bonaventure	17 985	17 945	17 803	17 820	17 835	– 2,1
06	Avignon	15 247	15 157	15 045	14 996	15 052	– 3,2
12	**Chaudière-Appalaches**	**396 951**	**398 861**	**399 953**	**401 884**	**405 483**	**5,3**
17	L'Islet	18 951	18 939	18 746	18 650	18 581	– 4,9
18	Montmagny	23 288	23 056	22 922	22 889	22 969	– 3,4
19	Bellechasse	33 673	33 623	33 593	33 687	34 237	4,2
251	Lévis	131 466	133 227	134 574	135 882	137 218	10,7
26	La Nouvelle-Beauce	31 752	32 027	32 256	32 485	33 079	10,2
27	Robert-Cliche	18 920	18 961	18 823	18 859	18 945	0,3
28	Les Etchemins	17 670	17 568	17 454	17 334	17 329	– 4,9
29	Beauce-Sartigan	50 082	50 182	50 306	50 523	50 847	3,8
31	Les Appalaches	43 515	43 398	43 109	43 087	43 066	– 2,6
33	Lotbinière	27 634	27 880	28 170	28 488	29 212	13,9
13	**Laval**	**372 410**	**378 351**	**384 489**	**391 141**	**398 667**	**17,0**
65	Laval	372 410	378 351	384 489	391 141	398 667	17,0
14	**Lanaudière**	**433 776**	**442 412**	**449 793**	**456 269**	**464 467**	**17,1**
52	D'Autray	40 650	41 226	41 401	41 498	41 688	6,3
60	L'Assomption	110 798	113 317	114 999	116 086	117 642	15,0
61	Joliette	58 802	59 386	60 053	60 665	61 967	13,1
62	Matawinie	49 958	50 073	50 565	51 032	51 905	9,6
63	Montcalm	43 091	44 006	44 694	45 401	46 393	18,5
64	Les Moulins	130 477	134 404	138 081	141 587	144 872	26,1

Tableau 13.1.1 (suite)

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen (TAAM), MRC, TE, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2010

Code	MRC ou TE par région administrative	Population au 1er juillet					TAAM 2006-2010[1]
		2006	2007r	2008r	2009r	2010p	
		n					pour 1 000
15	**Laurentides**	**518 399**	**526 121**	**533 753**	**540 327**	**549 442**	**14,5**
72	Deux-Montagnes	89 715	90 733	92 381	93 518	94 777	13,7
73	Thérèse-De Blainville	144 888	147 055	148 102	149 784	152 029	12,0
74	Mirabel	35 311	36 462	37 676	38 634	40 026	31,3
75	La Rivière-du-Nord	102 723	105 044	107 809	109 899	112 720	23,2
76	Argenteuil	30 168	30 320	30 383	30 507	30 695	4,3
77	Les Pays-d'en-Haut	36 760	37 514	38 096	38 555	39 276	16,5
78	Les Laurentides	43 199	43 437	43 838	44 054	44 436	7,1
79	Antoine-Labelle	35 635	35 556	35 468	35 376	35 483	– 1,1
16	**Montérégie**	**1 383 026**	**1 396 468**	**1 409 870**	**1 423 235**	**1 441 423**	**10,3**
46	Brome-Missisquoi	53 064	53 411	53 839	54 032	54 877	8,4
47	La Haute-Yamaska	80 174	81 195	81 945	82 563	84 057	11,8
48	Acton	15 408	15 356	15 269	15 169	15 163	– 4,0
53	Pierre-De Saurel	50 134	50 129	50 186	50 145	50 217	0,4
54	Les Maskoutains	81 362	81 509	81 742	82 089	82 899	4,7
55	Rouville	31 700	32 276	32 740	33 334	33 583	14,4
56	Le Haut-Richelieu	109 943	110 976	111 992	112 735	113 636	8,3
57	La Vallée-du-Richelieu	107 950	109 052	110 792	112 206	114 322	14,3
58	Longueuil	388 826	392 096	394 465	398 073	401 764	8,2
59	Lajemmerais	70 630	70 535	70 887	71 262	72 554	6,7
67	Roussillon	161 151	163 287	165 812	168 525	171 274	15,2
68	Les Jardins-de-Napierville	24 396	24 892	25 162	25 358	25 884	14,8
69	Le Haut-Saint-Laurent	25 035	24 882	24 696	24 636	24 655	– 3,8
70	Beauharnois-Salaberry	61 164	61 283	61 379	61 622	61 974	3,3
71	Vaudreuil-Soulanges	122 089	125 589	128 964	131 486	134 564	24,3
17	**Centre-du-Québec**	**225 928**	**227 286**	**228 561**	**230 078**	**232 385**	**7,0**
32	L'Érable	23 254	23 018	22 997	22 903	23 039	– 2,3
38	Bécancour	18 907	19 058	19 205	19 244	19 588	8,8
39	Arthabaska	66 776	67 449	67 904	68 576	69 268	9,2
49	Drummond	93 882	94 729	95 570	96 505	97 657	9,9
50	Nicolet-Yamaska	23 109	23 032	22 885	22 850	22 833	– 3,0
	Ensemble du Québec	**7 631 552**	**7 687 423**	**7 751 332**	**7 828 357**	**7 907 375**	**8,9**

Note : Selon le découpage géographique et la dénomination au 1er juillet 2010.

1. Calculé par rapport à la population moyenne de la période.
2. Nouveau toponyme officiel à venir.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2011).

13.2 Revenu personnel disponible

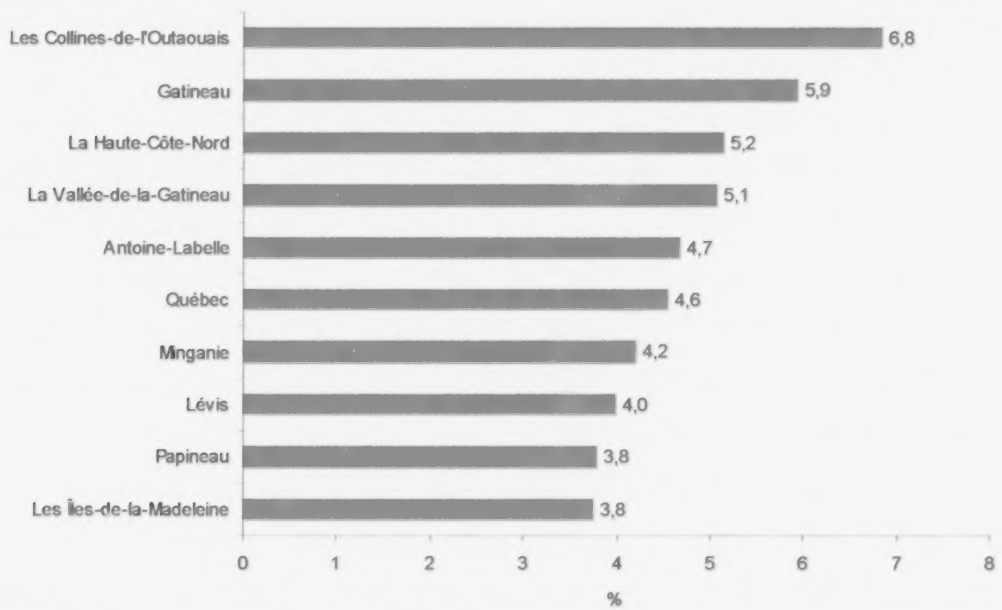
par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Le revenu personnel disponible par habitant évolue de manière très inégale à l'échelle des MRC et territoires équivalents (TE). En 2009, 52 territoires supralocaux connaissent une croissance supérieure à la moyenne observée au Québec. Les hausses les plus prononcées ont été enregistrées dans deux MRC et TE de l'Outaouais, à savoir Les Collines-de-l'Outaouais (+ 6,8 %) et Gatineau (+ 5,9 %). Cette croissance est principalement due à la progression marquée de la rémunération des salariés et des revenus nets des entreprises individuelles non agricoles.

On note aussi une appréciation importante du revenu disponible dans plusieurs MRC et TE de la Côte-Nord. Après avoir traversé un passage à vide au milieu des années 2000, La Haute-Côte-Nord connaît un regain : le revenu disponible augmentant successivement de 3,2 % en 2007, de 3,5 % en 2008 et de 5,2 % en 2009. La MRC de Minganie (+ 4,2 %) connaît également une augmentation marquée en 2009 en raison du début des travaux du complexe hydroélectrique de la Romaine, le plus gros chantier de construction au Québec. Quant à la Basse-Côte-Nord, ce TE présente pour une deuxième année consécutive un taux de croissance supérieur à la moyenne québécoise.

Figure 13.2.1

Les 10 MRC et TE connaissant la plus forte croissance du revenu personnel disponible par habitant, 2008-2009



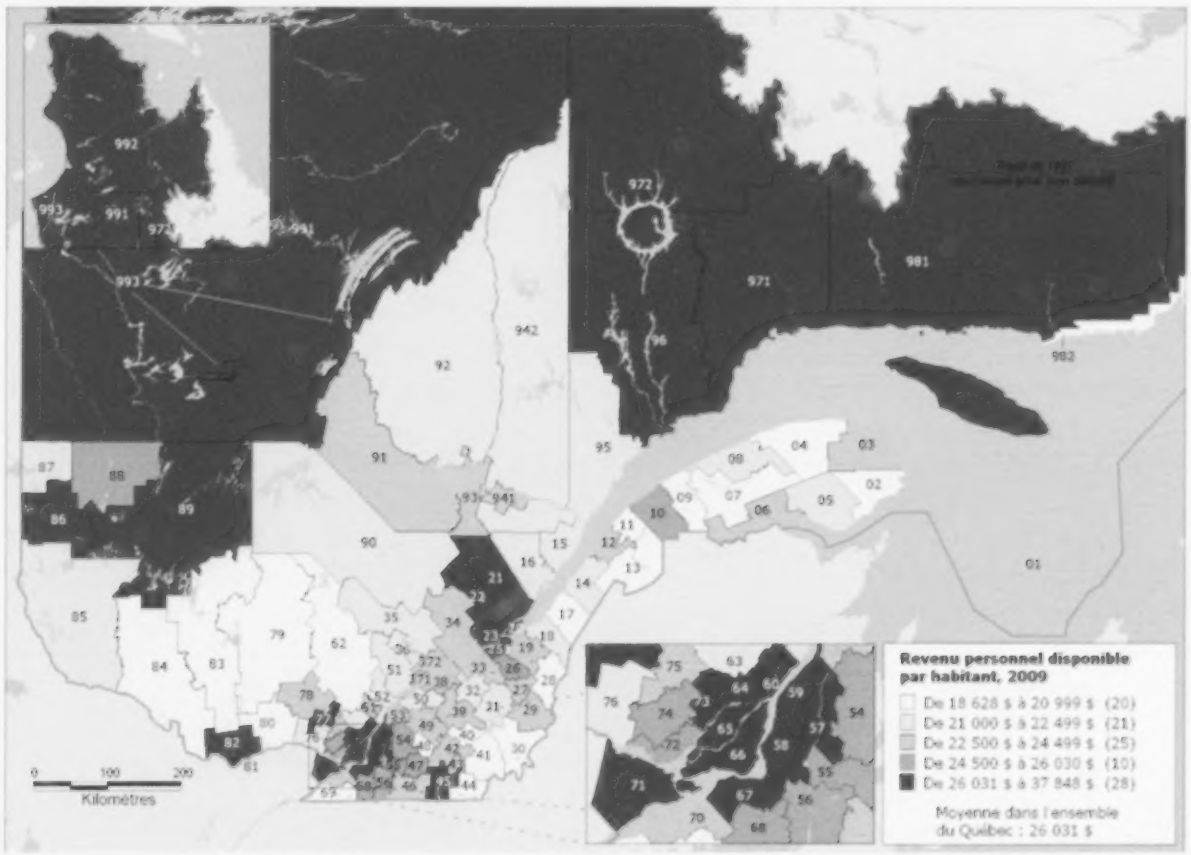
Source : Institut de la statistique du Québec.

En revanche, 24 MRC et TE accusent une baisse du revenu disponible en 2009, particulièrement Eeyou Istchee (– 70,8 %). Rappelons qu'en 2008, le gouvernement fédéral a versé 1,1 G$ à l'Administration régionale crie pour le règlement des questions liées à la mise en œuvre de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, ce qui a entraîné une augmentation marquée, mais ponctuelle, des transferts gouvernementaux et qui s'est traduit par une augmentation considérable du revenu disponible. Ainsi, en raison de ce paiement spécial, le revenu disponible d'Eeyou Istchee est passé de 26 769 $ par habitant en 2007 à plus de 103 360 $ en 2008, pour revenir à un niveau plus habituel en 2009 (30 172 $).

D'autre part, le revenu personnel disponible s'est contracté dans toutes les MRC du Centre-du-Québec en 2009, à l'exception d'Arthabaska où il s'apprécie de 1,9 % sous l'effet de l'accroissement des revenus d'emploi et des transferts des administrations publiques. Les baisses les plus marquées dans la région ont été enregistrées dans Nicolet-Yamaska (– 1,3 %) et L'Érable (– 1,1 %). La chute des revenus de placement et la détérioration du marché du travail, laquelle a eu pour effet de réduire les revenus d'emploi, expliquent, en grande partie, le repli du revenu disponible par habitant.

Carte 13.2.1

Revenu personnel disponible par habitant, MRC et TE du Québec, 2009



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Ressources naturelles et de la Faune; Statistique Canada.

La MRC de Caniapiscau, située sur la Côte-Nord et dont l'économie repose largement sur le secteur minier, est celle qui affiche le revenu personnel disponible par habitant le plus élevé du Québec, soit 37 848 $. Elle est suivie, de loin, à ce chapitre par La Jacques-Cartier (31 631 $), L'Île-d'Orléans (31 225 $), Les Pays-d'en-Haut (30 707 $) et La Vallée-du-Richelieu (30 374 $). D'ailleurs, les MRC les plus prospères se concentrent essentiellement dans les régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de Gatineau ainsi que dans les régions administratives du Nord-du-Québec et de la Côte-Nord.

À l'inverse, on constate que les territoires supralocaux les moins prospères se concentrent dans la péninsule gaspésienne, au Bas-Saint-Laurent, dans le sud-est de l'Estrie, dans le nord de l'Outaouais ainsi que dans le sud-est de la région de Chaudière-Appalaches. D'ailleurs, c'est la MRC de La Haute-Gaspésie et dont la principale municipalité est Sainte-Anne-des-Monts qui affiche le revenu disponible le plus faible de la province, soit 18 628 $ par habitant. Outre La Haute-Gaspésie, 75 territoires supralocaux accusent un retard par rapport à la moyenne québécoise.

Comme illustré à la figure 13.2.2, les disparités de revenu entre les MRC varient énormément d'une région à l'autre. L'écart de revenu le plus important entre les territoires supralocaux d'une même région est observé dans la Côte-Nord. Le revenu personnel disponible par habitant de Caniapiscau (37 848 $), dont la principale municipalité est Fermont, est près de deux fois supérieur à celui de la Basse-Côte-Nord (19 869 $). Toutefois, on note que l'écart de revenu entre les deux territoires s'est rétréci en 2009 en raison de l'amélioration de la situation du marché dans la Basse-Côte-Nord; il est passé de 19 673 $ en 2008 à moins de 17 979 $ en 2009.

Les Laurentides et la Montérégie se distinguent aussi par de fortes disparités. Dans ces régions, on observe des différences de plus de 10 000 $ en moyenne par habitant entre les MRC les plus riches et celles ayant un revenu disponible plus modeste. En Montérégie, les écarts demeurent importants notamment entre les MRC urbaines proches de l'île de Montréal, comme La Vallée-du-Richelieu (30 374 $) et Lajemmerais (29 616 $), et les plus éloignées à prédominance rurale, telles que Le Haut-Saint-Laurent (20 251 $) et Acton (20 254 $).

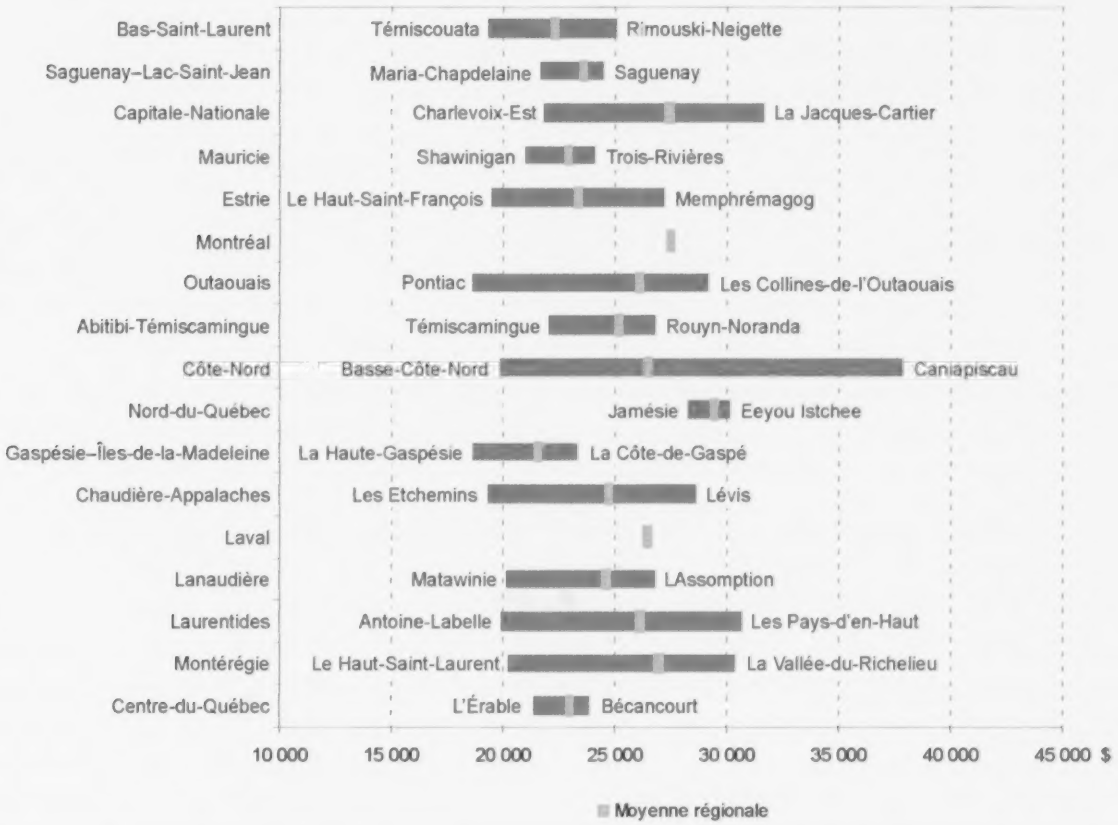
Les inégalités de revenu sont aussi relativement fortes entre les territoires supralocaux de la Capitale-Nationale. Les deux MRC de l'est de la région qui se distinguent par le caractère saisonnier de l'emploi, à savoir Charlevoix-Est (21 826 $) et Charlevoix (22 414 $), ont un revenu disponible largement inférieur à celles situées à proximité de la ville de Québec, telles que La Jacques-Cartier (31 631 $) et L'Île-d'Orléans (31 225 $).

Quant à l'Outaouais, elle continue de se caractériser par un clivage flagrant entre les MRC du nord et du sud. En 2009, les territoires supralocaux situés en partie ou en totalité dans la région métropolitaine d'Ottawa-Gatineau ont, en moyenne, un revenu disponible par habitant de 30 % supérieur aux MRC du nord et dont leur économie repose essentiellement sur l'exploitation des ressources naturelles. D'ailleurs, en raison de la détérioration du marché du travail dans Pontiac, Papineau et La Vallée-de-la-Gatineau, l'écart de revenu ne cesse de s'accentuer depuis 2005 entre ces MRC du nord de la région et celles du sud.

En revanche, les écarts de revenu les moins prononcés sont observés dans la région du Nord-du-Québec où le revenu disponible d'Eeyou Istchee dépasse celui de Jamésie de 7 % seulement. On constate également que les inégalités de revenu sont moins fortes dans les régions du Centre-du-Québec et du Saguenay–Lac-Saint-Jean en raison notamment d'une plus grande homogénéité du taux de travailleurs entre les territoires supralocaux. Notons cependant que l'ensemble des MRC et TE du Centre-du-Québec et du Saguenay–Lac-Saint-Jean continue d'accuser un retard en regard de la moyenne provinciale au chapitre du revenu personnel disponible par habitant.

Figure 13.2.2

Écarts entre les MRC et TE affichant le revenu personnel disponible le plus élevé et le plus faible pour chacune des régions administratives, 2009



Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 13.2.1

Revenu personnel disponible par habitant, MRC, TE, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009

Code	MRC ou TE par région administrative	2005[r]	2006[r]	2007[r]	2008[r]	2009[p]	Variation 2009/2008	TCAM 2009/2005
		$/hab.					%	
01	**Bas-Saint-Laurent**	**19 320**	**19 878**	**20 741**	**21 948**	**22 315**	**1,7**	**3,7**
07	La Matapédia	17 021	17 563	18 407	19 264	19 792	2,7	3,8
08	Matane	18 955	19 411	20 037	22 706	21 518	– 5,2	3,2
09	La Mitis	17 686	18 248	18 921	20 372	20 672	1,5	4,0
10	Rimouski-Neigette	21 485	22 139	23 284	24 384	25 074	2,8	3,9
11	Les Basques	17 639	18 113	19 391	19 907	20 250	1,7	3,5
12	Rivière-du-Loup	20 837	21 423	22 104	23 149	23 862	3,1	3,4
13	Témiscouata	16 898	17 225	17 915	18 691	19 318	3,4	3,4
14	Kamouraska	18 772	19 353	20 158	21 141	21 361	1,0	3,3
02	**Saguenay–Lac-Saint-Jean**	**20 345**	**21 201**	**22 265**	**23 144**	**23 599**	**2,0**	**3,8**
91	Le Domaine-du-Roy	21 058	20 916	22 035	22 709	22 872	0,7	2,1
92	Maria-Chapdelaine	19 339	20 485	21 032	21 928	21 702	– 1,0	2,9
93	Lac-Saint-Jean-Est	19 951	21 097	22 010	22 788	23 305	2,3	4,0
941	Saguenay	20 908	21 701	22 860	23 831	24 465	2,7	4,0
942	Le Fjord-du-Saguenay	17 595	19 252	20 592	21 393	21 778	1,8	5,5
03	**Capitale-Nationale**	**23 308**	**24 261**	**25 257**	**26 371**	**27 429**	**4,0**	**4,2**
15	Charlevoix-Est	18 888	19 556	20 265	21 455	21 826	1,7	3,7
16	Charlevoix	19 200	19 892	21 394	21 933	22 414	2,2	3,9
20	L'Île-d'Orléans	27 472	25 998	26 315	30 989	31 225	0,8	3,3
21	La Côte-de-Beaupré	23 985	24 247	25 642	26 703	27 232	2,0	3,2
22	La Jacques-Cartier	26 074	28 597	28 746	31 095	31 631	1,7	4,9
23	Québec	23 580	24 535	25 571	26 592	27 803	4,6	4,2
34	Portneuf	20 264	20 996	21 853	22 731	23 091	1,6	3,3
04	**Mauricie**	**20 421**	**21 008**	**21 737**	**22 644**	**22 917**	**1,2**	**2,9**
35	Mékinac	19 502	19 804	20 335	21 185	21 034	– 0,7	1,9
36	Shawinigan	19 274	19 687	19 961	20 621	21 015	1,9	2,2
371	Trois-Rivières	21 290	22 029	22 888	23 766	24 122	1,5	3,2
372	Les Chenaux	20 049	20 946	21 783	22 701	22 886	0,8	3,4
51	Maskinongé	19 887	20 137	21 156	22 449	22 374	– 0,3	3,0
90	La Tuque	19 604	20 119	20 587	21 602	21 960	1,7	2,9
05	**Estrie**	**20 860**	**21 728**	**22 399**	**23 229**	**23 364**	**0,6**	**2,9**
30	Le Granit	19 494	19 670	20 342	20 970	20 591	– 1,8	1,4
40	Les Sources	17 721	18 301	19 126	20 075	20 188	0,6	3,3
41	Le Haut-Saint-François	18 185	17 950	18 943	19 494	19 499	0,0	1,8
42	Le Val-Saint-François	21 139	21 839	22 766	24 498	24 146	– 1,4	3,4
43	Sherbrooke	21 102	22 046	22 815	23 388	23 720	1,4	3,0
44	Coaticook	19 459	19 304	19 637	20 139	19 986	– 0,8	0,7
45	Memphrémagog	23 449	25 513	25 602	26 992	27 195	0,8	3,8
06	**Montréal**	**23 662**	**24 751**	**26 478**	**26 958**	**27 462**	**1,9**	**3,8**
66	Montréal	23 662	24 751	26 479	26 958	27 462	1,9	3,8
07	**Outaouais**	**21 736**	**22 513**	**23 845**	**24 669**	**26 104**	**5,8**	**4,7**
80	Papineau	18 589	18 169	18 807	19 388	20 124	3,8	2,0
81	Gatineau	22 455	23 613	24 638	25 454	26 967	5,9	4,7
82	Les Collines-de-l'Outaouais	23 128	22 723	26 355	27 266	29 130	6,8	5,9
83	La Vallée-de-la-Gatineau	17 883	18 014	18 701	19 496	20 487	5,1	3,5
84	Pontiac	16 063	16 523	17 879	18 529	18 639	0,6	3,8

Tableau 13.2.1 (suite)

Revenu personnel disponible par habitant, MRC, TE, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009

Code	MRC ou TE par région administrative	2005[r]	2006[r]	2007[r]	2008[r]	2009[p]	Variation 2009/2008	TCAM 2009/2005
		$/hab.					%	
08	**Abitibi-Témiscamingue**	**20 935**	**21 761**	**23 515**	**24 852**	**25 192**	**1,4**	**4,7**
85	Témiscamingue	20 261	20 253	20 956	22 262	22 015	– 1,1	2,1
86	Rouyn-Noranda	21 684	22 666	25 229	26 434	26 847	1,6	5,5
87	Abitibi-Ouest	19 059	19 429	20 931	21 897	22 117	1,0	3,8
88	Abitibi	20 821	21 704	22 965	24 459	24 734	1,1	4,4
89	La Vallée-de-l'Or	21 500	22 696	24 486	26 031	26 622	2,3	5,5
09	**Côte-Nord**	**22 724**	**23 321**	**24 586**	**25 984**	**26 491**	**2,0**	**3,9**
95	La Haute-Côte-Nord	18 797	18 978	19 576	20 254	21 298	5,2	3,2
96	Manicouagan	23 087	23 642	25 216	26 163	26 280	0,4	3,3
971	Sept-Rivières	23 747	24 286	25 565	27 244	27 918	2,5	4,1
972	Caniapiscau	31 750	33 946	36 456	38 822	37 848	– 2,5	4,5
981	Minganie	22 363	23 248	23 769	26 430	27 539	4,2	5,3
982	Basse-Côte-Nord	17 004	17 419	17 977	19 149	19 869	3,8	4,0
10	**Nord-du-Québec**	**24 048**	**24 225**	**26 462**	**56 458**	**29 415**	**– 47,9**	**5,2**
991	Jamésie	..	..	25 610	28 270	28 240	– 0,1	...
992	Kativik	23 396	23 331	27 197	31 468	29 904	– 5,0	6,3
993	Eeyou Istchee[1]	..	..	26 769	103 360	30 172	– 70,8	...
11	**Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**	**18 945**	**18 958**	**19 902**	**21 036**	**21 580**	**2,6**	**3,3**
01	Les Îles-de-la-Madeleine	21 293	20 742	21 553	22 390	23 232	3,8	2,2
02	Le Rocher-Percé	17 780	17 511	18 160	19 301	19 732	2,2	2,6
03	La Côte-de-Gaspé	19 920	20 156	21 599	22 593	23 362	3,4	4,1
04	La Haute-Gaspésie	16 666	17 010	17 718	18 605	18 628	0,1	2,8
05	Bonaventure	18 758	18 883	19 768	21 028	21 461	2,1	3,4
06	Avignon	19 288	19 429	20 491	22 067	22 765	3,2	4,2
12	**Chaudière-Appalaches**	**21 510**	**22 397**	**23 221**	**24 349**	**24 725**	**1,5**	**3,5**
17	L'Islet	18 203	18 933	19 624	20 405	20 522	0,6	3,0
18	Montmagny	19 042	19 779	20 557	21 348	21 406	0,3	3,0
19	Bellechasse	20 292	22 632	22 332	23 376	23 668	1,3	3,9
251	Lévis	24 122	25 190	26 252	27 567	28 666	4,0	4,4
26	La Nouvelle-Beauce	23 271	23 441	24 208	25 505	25 585	0,3	2,4
27	Robert-Cliche	20 580	21 178	21 687	22 477	22 604	0,6	2,4
28	Les Etchemins	17 386	17 751	18 527	19 330	19 307	– 0,1	2,7
29	Beauce-Sartigan	21 271	21 821	23 185	23 829	23 630	– 0,8	2,7
31	Les Appalaches	19 107	19 599	20 163	21 356	21 377	0,1	2,8
33	Lotbinière	20 645	21 466	22 132	23 740	23 310	– 1,8	3,1
13	**Laval**	**23 508**	**24 274**	**25 373**	**26 306**	**26 442**	**0,5**	**3,0**
65	Laval	23 508	24 274	25 373	26 306	26 442	0,5	3,0
14	**Lanaudière**	**21 819**	**22 484**	**23 416**	**24 246**	**24 619**	**1,5**	**3,1**
52	D'Autray	19 390	19 846	20 922	21 594	21 675	0,4	2,8
60	L'Assomption	24 082	24 743	25 743	26 398	26 840	1,7	2,7
61	Joliette	21 866	22 522	23 448	24 363	24 381	0,1	2,8
62	Matawinie	17 993	18 356	19 233	19 666	20 118	2,3	2,8
63	Montcalm	18 715	19 059	20 024	20 737	21 006	1,3	2,9
64	Les Moulins	23 139	24 081	24 876	26 013	26 544	2,0	3,5

Tableau 13.2.1 (suite)

Revenu personnel disponible par habitant, MRC, TE, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009

Code	MRC ou TE par région administrative	2005r	2006r	2007r	2008r	2009p	Variation 2009/2008	TCAM 2009/2005
		$/hab.					%	
15	**Laurentides**	**22 916**	**23 822**	**24 893**	**25 583**	**26 137**	**2,2**	**3,3**
72	Deux-Montagnes	22 299	22 989	24 313	25 208	25 965	3,0	3,9
73	Thérèse-De Blainville	26 518	27 934	28 894	29 550	30 322	2,6	3,4
74	Mirabel	22 536	22 879	24 271	24 969	25 444	1,9	3,1
75	La Rivière-du-Nord	21 178	21 480	22 682	23 389	23 639	1,1	2,8
76	Argenteuil	17 548	20 201	20 812	21 416	21 717	1,4	5,5
77	Les Pays-d'en-Haut	27 938	28 757	30 009	30 860	30 707	– 0,5	2,4
78	Les Laurentides	20 189	20 947	21 934	22 497	23 179	3,0	3,5
79	Antoine-Labelle	17 934	18 344	18 684	19 014	19 904	4,7	2,6
16	**Montérégie**	**23 664**	**24 504**	**25 713**	**26 409**	**26 966**	**2,1**	**3,3**
46	Brome-Missisquoi	22 084	22 347	23 225	23 474	24 176	3,0	2,3
47	La Haute-Yamaska	22 180	23 465	24 277	25 038	25 583	2,2	3,6
48	Acton	19 784	19 499	20 323	20 973	20 254	– 3,4	0,6
53	Pierre-De Saurel	20 586	21 495	22 680	23 454	23 984	2,3	3,9
54	Les Maskoutains	22 771	23 392	24 009	24 559	24 506	– 0,2	1,9
55	Rouville	23 067	23 152	24 051	25 159	25 078	– 0,3	2,1
56	Le Haut-Richelieu	21 896	22 635	23 932	24 387	24 857	1,9	3,2
57	La Vallée-du-Richelieu	26 348	27 173	28 954	29 883	30 374	1,6	3,6
58	Longueuil	24 961	26 010	27 331	28 031	28 834	2,9	3,7
59	Lajemmerais	26 039	26 445	27 925	28 808	29 616	2,8	3,3
67	Roussillon	23 114	23 798	25 062	25 837	26 425	2,3	3,4
68	Les Jardins-de-Napierville	21 496	22 507	23 824	24 849	24 724	– 0,5	3,6
69	Le Haut-Saint-Laurent	17 381	17 861	18 884	19 631	20 251	3,2	3,9
70	Beauharnois-Salaberry	20 440	21 366	21 789	22 551	22 802	1,1	2,8
71	Vaudreuil-Soulanges	25 712	26 690	27 998	28 363	28 967	2,1	3,0
17	**Centre-du-Québec**	**20 571**	**21 762**	**22 016**	**22 990**	**22 972**	**– 0,1**	**2,8**
32	L'Érable	19 392	19 914	20 751	21 584	21 340	– 1,1	2,4
38	Bécancour	20 860	21 682	22 675	24 066	23 844	– 0,9	3,4
39	Arthabaska	20 585	22 693	22 283	23 217	23 659	1,9	3,5
49	Drummond	20 947	21 918	22 171	23 131	22 946	– 0,8	2,3
50	Nicolet-Yamaska	19 979	20 360	21 319	22 234	21 937	– 1,3	2,4
	Ensemble du Québec	**22 601**	**23 483**	**24 690**	**25 650**	**26 031**	**1,5**	**3,6**

Note : Selon le découpage géographique et la dénomination au 1er janvier 2009.

1. Nouveau toponyme officiel à venir.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.

13.3 Taux de travailleurs

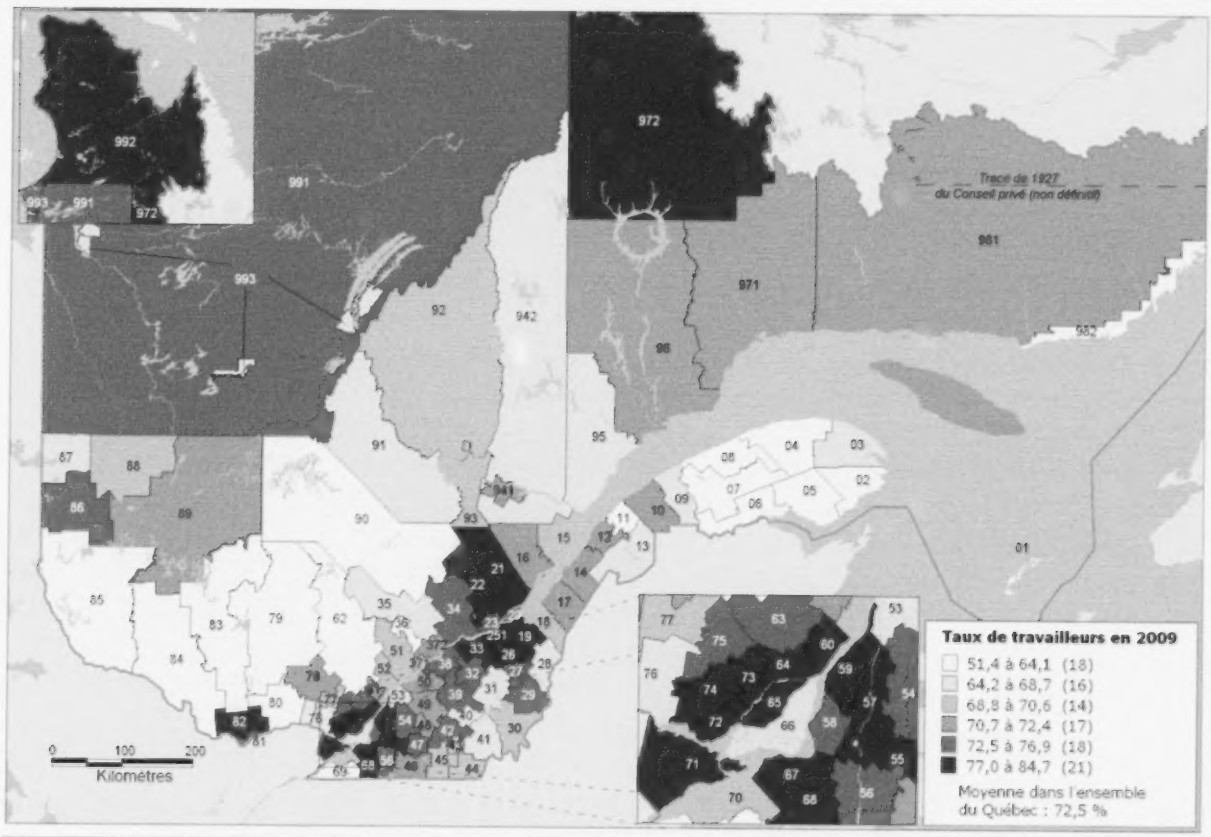
par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Après avoir atteint un sommet historique en 2008, le taux de travailleurs dans l'ensemble du Québec se replie légèrement de 0,1 point de pourcentage en 2009 et s'établit à 72,5 %. Ce fléchissement est dû à l'augmentation plus rapide de la population des 25-64 ans (+ 0,7 %) que du nombre de travailleurs du même groupe d'âge (+ 0,5 %).

À l'échelle des MRC et des TE, 39 affichent un taux de travailleurs supérieur à celui que l'on observe au Québec. Grâce à une forte croissance en 2009, Mirabel (84,7 %) devance pour la première fois depuis 2006 La Jacques-Cartier (83,5 %) en tête de liste des territoires supralocaux. D'ailleurs, comme l'illustre la carte 13.3.1, les MRC et TE qui présentent les plus hauts taux de travailleurs se concentrent essentiellement autour des noyaux urbains de Montréal et de Québec. Parmi les 15 MRC et TE affichant les taux les plus élevés, 14 sont situés à proximité de ces noyaux urbains, l'exception étant Caniapiscau (78,5 %).

Carte 13.3.1

Taux de travailleurs, 25-64 ans, MRC et TE du Québec, 2009



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Ressources naturelles et de la Faune; ministère du Revenu du Québec.

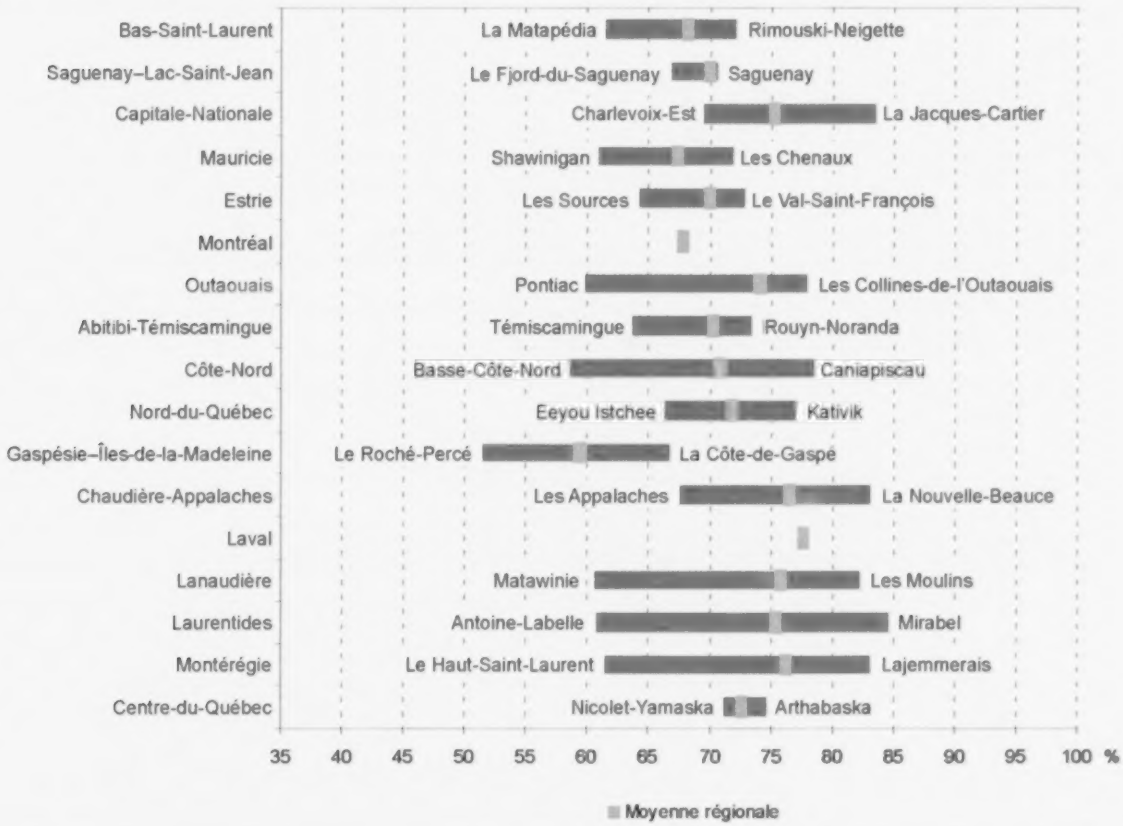
La situation est moins reluisante pour les territoires supralocaux éloignés des régions métropolitaines. En effet, les MRC situées dans les régions ressources présentent, pour la plupart, des taux de travailleurs relativement faibles, en particulier en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. D'ailleurs, les MRC du Rocher-Percé (51,4 %) et de La Haute-Gaspésie (51,7 %) continuent d'afficher les taux de travailleurs les plus bas de la province. Des taux relativement faibles sont également répertoriés dans les MRC du nord de l'Outaouais comme Pontiac (59,8 %), La Vallée-de-la-Gatineau (60,6 %) et Papineau (61,0 %). On note que

seulement trois MRC et TE situés dans les régions ressources ont un taux de travailleurs supérieur à la moyenne québécoise en 2009, à savoir Caniapiscau dans la région de la Côte-Nord (78,5 %), Kativik (77,0 %) dans le Nord-du-Québec et Rouyn-Noranda (73,4 %) en Abitibi-Témiscamingue.

Comme illustré à la figure 13.3.1, les taux de travailleurs peuvent différer considérablement entre les MRC d'une même région. L'écart le plus important entre les territoires supralocaux est observé dans la région des Laurentides; la ville de Mirabel (84,7 %) située au sud de la région affichant un taux de travailleurs de 23,9 points de pourcentage supérieur à celle d'Antoine-Labelle (60,7 %) située au nord. Des disparités importantes sont aussi relevées dans les régions de Lanaudière (21,7 points) et de la Montérégie (21,7 points). À l'opposé, le Centre-du-Québec présente une plus grande homogénéité entre les MRC; l'écart est de 3,5 points de pourcentage entre Arthabaska (74,7 %) et Nicolet-Yamaska (71,2 %).

Figure 13.3.1

Écarts entre les MRC et TE affichant le plus haut taux et le plus bas taux de travailleurs des 25-64 ans pour chacune des régions administratives, 2009

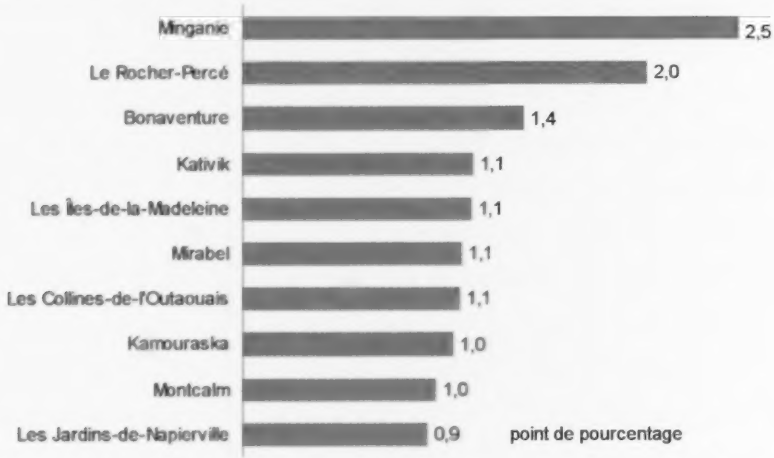


Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère du Revenu du Québec.

Si l'on considère l'évolution du taux de travailleurs entre 2008 et 2009, on constate qu'il progresse dans 32 MRC et TE, particulièrement dans Minganie où il grimpe de 2,5 points de pourcentage en raison du début des travaux de construction du complexe hydroélectrique la rivière Romaine. On observe aussi des hausses marquées dans plusieurs territoires supralocaux de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine dont Le Rocher-Percé (+ 2,0 points), Bonaventure (+ 1,4 point) et Les Îles-de-la-Madeleine (+ 1,1 point). D'ailleurs, la situation du marché du travail s'est grandement améliorée dans Bonaventure au cours des dernières années puisqu'il s'agit d'une troisième augmentation annuelle consécutive.

Le taux de travailleurs est aussi en forte progression dans les territoires supralocaux du sud de l'Outaouais, particulièrement dans Les Collines-de-l'Outaouais (+ 1,1 point) et Gatineau (+ 0,9 point). L'accroissement de l'activité dans le secteur des administrations publiques explique, en bonne partie, cette forte hausse. En contrepartie, on observe une baisse du taux de travailleurs dans les MRC du nord de la région, notamment dans Papineau (– 1,9 point) et Pontiac (– 1,2).

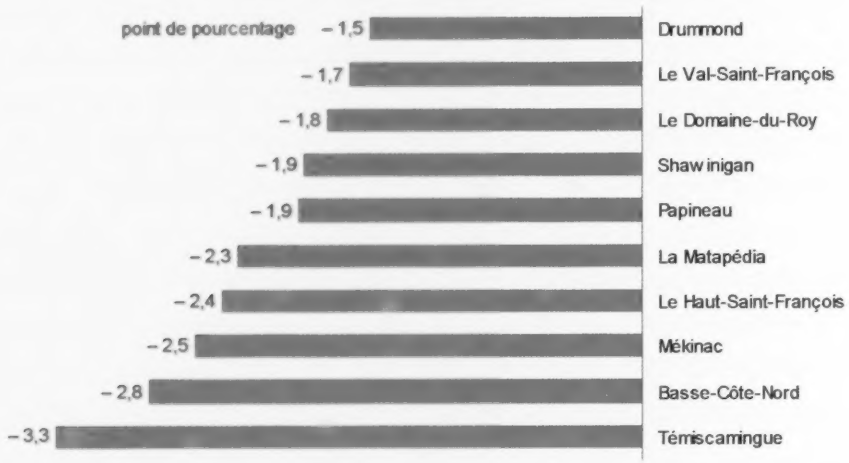
Figure 13.3.2
Les dix MRC et TE affichant la plus forte hausse du taux de travailleurs, 2008-2009



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère du Revenu du Québec.

On constate également une détérioration du marché du travail dans l'ensemble des territoires supralocaux de la région de l'Abitibi-Témiscamingue, à l'exception de La Vallée-de-l'Or où il fait du surplace. C'est le cas dans Témiscamingue où le taux de travailleurs fléchit de 3,3 points de pourcentage, soit la baisse la plus prononcée au Québec.

Figure 13.3.3
Les dix MRC et TE affichant la plus forte baisse du taux de travailleurs, 2008-2009



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère du Revenu du Québec.

Soulignons également que toutes les MRC de la région de l'Estrie subissent un repli du taux de travailleurs. Les baisses les plus notables sont enregistrées dans Le Haut-Saint-François, Le Val-Saint-François et Les Sources où les taux de travailleurs fléchissent en regard de 2008 de 2,4 points de pourcentage, de 1,7 et de 1,5 respectivement. Le déclin du secteur manufacturier est à l'origine de ce recul.

Taux de travailleurs selon le sexe

En 2009, le taux de travailleurs des femmes au Québec progresse de 0,6 point de pourcentage et atteint un nouveau sommet de 70,4 %, tandis que celui des hommes recule de 0,8 point et se fixe à 74,6 %. Toutefois, la croissance du taux de travailleurs chez les femmes ne se reflète pas dans l'ensemble des territoires supralocaux : 26 MRC et TE connaissent une diminution dont La Jacques-Cartier (– 3,9 points), Caniapiscau (– 3,3 points) et la Basse-Côte-Nord (– 2,1 points). En revanche, plusieurs MRC et TE enregistrent des hausses importantes tels Le Rocher-Percé (+ 3,0 points), Bonaventure (+ 2,7 points), Kativik (+ 2,2 points) et Rouville (+ 2,2 points).

Chez les hommes, on note les plus fortes progressions dans la Minganie (+ 2,8 points) et La Jacques-Cartier (+ 2,6 points). En 2009, en dépit d'une amélioration substantielle de la situation du marché du travail, Le Rocher-Percé continue de montrer le plus faible taux de travailleurs tant chez les hommes (50,6 %) que chez les femmes (52,3 %).

En revanche, on observe le plus haut taux de travailleurs des femmes dans Mirabel (81,6 %) et celui des hommes dans La Jacques-Cartier (88,5 %). Par ailleurs, c'est dans Le Fjord-du-Saguenay (17,8 points) et Caniapiscau (14,5 points) où l'écart est le plus prononcé entre le taux de travailleurs des femmes et celui des hommes. Enfin, il importe de souligner que les MRC et TE de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine sont parmi les seuls territoires supralocaux au Québec où le taux de travailleurs des femmes est supérieur à celui des hommes.

Tableau 13.3.1

Les dix MRC et TE affichant le plus haut taux de travailleurs chez les femmes, 2009

Rang	MRC et TE	Taux (%)
1	Mirabel	81,6
2	La Vallée-du-Richelieu	80,9
3	Lajemmerais	80,8
4	La Nouvelle-Beauce	79,6
5	Les Moulins	79,6
6	Vaudreuil-Soulanges	79,4
7	Les Jardins-de-Napierville	78,9
8	Rouville	78,6
9	Lévis	78,3
10	La Jacques-Cartier	78,2

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère du Revenu du Québec.

Tableau 13.3.2

Les dix MRC et TE affichant le plus haut taux de travailleurs chez les hommes, 2009

Rang	MRC et TE	Taux (%)
1	La Jacques-Cartier	88,5
2	Mirabel	87,7
3	La Nouvelle-Beauce	86,3
4	Lajemmerais	85,4
5	La Vallée-du-Richelieu	85,1
6	Les Moulins	85,0
7	Caniapiscau	84,9
8	Les Jardins-de-Napierville	84,9
9	Vaudreuil-Soulanges	83,8
10	Lévis	83,3

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère du Revenu du Québec.

Tableau 13.3.3

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, MRC, TE et ensemble du Québec, 2005-2009

Code	MRC ou TE par région administrative	2005	2006	2007r	2008r	2009p	Écart 2009-2008	Écart 2009-2005
		%					point de %	
01	**Bas-Saint-Laurent**	**67,2**	**67,0**	**67,5**	**68,4**	**68,2**	**– 0,2**	**0,9**
07	La Matapédia	61,3	60,9	62,5	63,7	61,4	– 2,3	0,2
08	Matane	62,6	62,8	63,0	64,2	63,6	– 0,6	1,0
09	La Mitis	63,1	63,5	63,8	64,6	65,0	0,4	1,8
10	Rimouski-Neigette	71,6	71,5	72,2	72,7	72,2	– 0,5	0,6
11	Les Basques	62,4	62,8	63,1	64,0	63,9	– 0,2	1,5
12	Rivière-du-Loup	72,0	71,7	71,3	72,2	72,1	0,0	0,1
13	Témiscouata	63,5	62,3	62,4	64,0	64,3	0,3	0,8
14	Kamouraska	68,6	67,8	68,8	69,6	70,7	1,0	2,1
02	**Saguenay–Lac-Saint-Jean**	**68,2**	**68,4**	**69,6**	**70,4**	**69,9**	**– 0,5**	**1,7**
91	Le Domaine-du-Roy	69,2	68,7	69,6	69,5	67,7	– 1,8	– 1,5
92	Maria-Chapdelaine	68,9	68,0	69,5	70,8	69,9	– 1,0	1,0
93	Lac-Saint-Jean-Est	69,0	69,2	70,3	71,4	70,6	– 0,8	1,6
941	Saguenay	68,7	68,6	69,9	70,6	70,7	0,0	2,0
942	Le Fjord-du-Saguenay	61,0	65,0	65,7	67,1	66,8	– 0,3	5,9
03	**Capitale-Nationale**	**73,3**	**73,9**	**74,7**	**74,9**	**75,3**	**0,4**	**1,9**
15	Charlevoix-Est	68,4	68,5	69,3	69,7	69,4	– 0,2	1,0
16	Charlevoix	67,8	68,6	70,1	71,0	71,5	0,5	3,8
20	L'Île-d'Orléans	70,8	73,1	73,3	74,7	74,7	0,0	3,9
21	La Côte-de-Beaupré	78,3	78,1	79,0	79,4	78,5	– 0,8	0,2
22	La Jacques-Cartier	80,1	80,7	83,2	84,1	83,5	– 0,7	3,3
23	Québec	73,3	73,8	74,6	74,6	75,0	0,5	1,8
34	Portneuf	70,9	70,7	72,0	72,7	73,0	0,3	2,1
04	**Mauricie**	**67,1**	**67,0**	**67,9**	**68,0**	**67,4**	**– 0,6**	**0,2**
35	Mékinac	66,3	66,1	66,9	67,7	65,2	– 2,5	– 1,1
36	Shawinigan	63,4	62,9	62,4	62,8	60,9	– 1,9	– 2,5
371	Trois-Rivières	68,3	68,5	69,7	69,4	69,2	– 0,3	0,8
372	Les Chenaux	70,7	71,1	72,2	72,9	71,9	– 1,0	1,2
51	Maskinongé	67,3	66,7	68,7	69,1	69,7	0,5	2,4
90	La Tuque	65,8	65,6	64,8	64,5	64,1	– 0,4	– 1,7
05	**Estrie**	**71,7**	**70,9**	**71,3**	**71,3**	**70,0**	**– 1,2**	**– 1,7**
30	Le Granit	72,1	70,2	70,2	69,6	69,5	– 0,1	– 2,6
40	Les Sources	65,6	64,3	65,7	65,9	64,3	– 1,5	– 1,3
41	Le Haut-Saint-François	65,0	67,4	68,7	69,6	67,2	– 2,4	2,2
42	Le Val-Saint-François	74,2	73,9	74,2	74,5	72,9	– 1,7	– 1,3
43	Sherbrooke	72,6	71,7	71,7	71,6	70,3	– 1,3	– 2,3
44	Coaticook	73,1	72,6	71,3	70,7	70,2	– 0,5	– 2,9
45	Memphrémagog	71,5	69,9	71,6	71,6	70,6	– 1,0	– 0,9
06	**Montréal**	**68,2**	**67,5**	**67,8**	**67,9**	**67,8**	**– 0,1**	**– 0,4**
66	Montréal	68,2	67,5	67,8	67,9	67,8	– 0,1	– 0,4
07	**Outaouais**	**71,6**	**72,0**	**72,9**	**73,5**	**74,1**	**0,6**	**2,4**
80	Papineau	64,8	60,5	62,1	62,9	61,0	– 1,9	– 3,9
81	Gatineau	73,8	74,9	74,9	75,4	76,3	0,9	2,5
82	Les Collines-de-l'Outaouais	71,6	71,7	76,8	76,8	77,9	1,1	6,4
83	La Vallée-de-la-Gatineau	60,9	59,3	60,6	61,0	60,6	– 0,4	– 0,3
84	Pontiac	60,2	58,5	59,9	61,0	59,8	– 1,2	– 0,4

Tableau 13.3.3 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, MRC, TE et ensemble du Québec, 2005-2009

Code	MRC ou TE par région administrative	2005	2006	2007r	2008r	2009p	Écart 2009-2008	Écart 2009-2005
		%					point de %	
08	**Abitibi-Témiscamingue**	**68,5**	**68,7**	**70,1**	**71,2**	**70,3**	**– 0,9**	**1,8**
85	Témiscamingue	69,3	68,3	66,5	67,1	63,7	– 3,3	– 5,6
86	Rouyn-Noranda	70,6	70,8	73,2	74,1	73,4	– 0,7	2,8
87	Abitibi-Ouest	65,2	64,7	66,9	68,0	66,9	– 1,1	1,7
88	Abitibi	68,7	69,3	69,4	71,1	70,0	– 1,1	1,3
89	La Vallée-de-l'Or	67,8	68,5	70,5	71,7	71,7	0,0	3,9
09	**Côte-Nord**	**69,3**	**69,5**	**70,3**	**70,9**	**70,9**	**– 0,1**	**1,6**
95	La Haute-Côte-Nord	64,5	65,0	64,7	65,0	65,9	0,9	1,3
96	Manicouagan	72,2	71,9	72,0	72,1	71,8	– 0,2	– 0,4
971	Sept-Rivières	70,6	70,9	72,0	72,6	72,4	– 0,1	1,8
972	Caniapiscau	75,7	75,2	78,8	79,8	78,5	– 1,4	2,7
981	Minganie	65,0	64,9	68,2	69,1	71,5	2,5	6,5
982	Basse-Côte-Nord	53,1	57,8	58,1	61,3	58,6	– 2,8	5,4
10	**Nord-du-Québec**	**72,6**	**71,5**	**71,6**	**72,3**	**71,8**	**– 0,5**	**– 0,8**
991	Jamésie	75,6	75,3	73,3	74,5	73,2	– 1,3	– 2,4
992	Kativik	73,5	70,0	76,3	75,8	77,0	1,1	3,5
993	Eeyou Istchee[1]	67,8	67,3	65,9	66,8	66,4	– 0,5	– 1,5
11	**Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**	**57,3**	**56,8**	**58,0**	**58,9**	**59,4**	**0,5**	**2,1**
01	Les Îles-de-la-Madeleine	61,1	60,4	59,8	60,5	61,7	1,1	0,6
02	Le Rocher-Percé	47,0	46,9	48,4	49,4	51,4	2,0	4,4
03	La Côte-de-Gaspé	63,3	63,1	65,8	66,4	66,7	0,3	3,4
04	La Haute-Gaspésie	52,7	52,3	52,3	52,9	51,7	– 1,3	– 1,0
05	Bonaventure	60,5	59,1	60,7	61,8	63,2	1,4	2,7
06	Avignon	60,1	59,5	60,6	61,3	60,1	– 1,2	0,0
12	**Chaudière-Appalaches**	**75,6**	**75,6**	**76,1**	**76,8**	**76,5**	**– 0,3**	**0,9**
17	L'Islet	69,1	70,1	69,9	71,2	71,2	0,1	2,1
18	Montmagny	68,3	68,6	69,5	69,9	69,7	– 0,3	1,4
19	Bellechasse	74,6	75,4	76,9	78,0	77,8	– 0,2	3,2
251	Lévis	80,1	79,6	80,6	81,1	80,7	– 0,3	0,7
26	La Nouvelle-Beauce	80,7	80,8	81,7	82,3	83,1	0,8	2,4
27	Robert-Cliche	75,6	76,0	75,9	77,1	75,6	– 1,5	0,0
28	Les Etchemins	67,9	67,8	67,9	68,2	68,3	0,1	0,4
29	Beauce-Sartigan	75,0	75,1	74,8	74,7	74,3	– 0,4	– 0,7
31	Les Appalaches	68,5	67,9	67,1	68,2	67,6	– 0,5	– 0,9
33	Lotbinière	76,7	77,0	77,7	78,4	77,3	– 1,1	0,6
13	**Laval**	**76,8**	**76,7**	**77,4**	**77,7**	**77,6**	**– 0,1**	**0,8**
65	Laval	76,8	76,7	77,4	77,7	77,6	– 0,1	0,8
14	**Lanaudière**	**74,5**	**74,2**	**75,3**	**75,6**	**75,8**	**0,2**	**1,3**
52	D'Autray	68,6	68,5	69,2	69,6	69,7	0,1	1,0
60	L'Assomption	78,9	78,9	80,0	79,8	79,9	0,1	1,1
61	Joliette	70,8	70,9	71,5	71,6	71,6	0,0	0,8
62	Matawinie	60,4	59,5	60,1	60,1	60,6	0,5	0,2
63	Montcalm	70,4	69,6	71,3	71,7	72,7	1,0	2,3
64	Les Moulins	81,1	80,4	81,7	82,5	82,3	– 0,2	1,3

Tableau 13.3.3 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, MRC, TE et ensemble du Québec, 2005-2009

Code	MRC ou TE par région administrative	2005	2006	2007[r]	2008[r]	2009[p]	Écart 2009-2008	Écart 2009-2005
		%					point de %	
15	**Laurentides**	**73,9**	**74,0**	**75,2**	**75,5**	**75,4**	**– 0,1**	**1,5**
72	Deux-Montagnes	77,4	77,4	79,1	79,5	79,1	– 0,4	1,7
73	Thérèse-De Blainville	78,2	78,4	79,3	79,3	79,5	0,2	1,3
74	Mirabel	81,8	81,0	82,7	83,6	84,7	1,1	2,9
75	La Rivière-du-Nord	72,3	72,6	74,3	74,5	74,0	– 0,5	1,6
76	Argenteuil	67,4	67,8	67,8	68,3	67,4	– 0,8	0,0
77	Les Pays-d'en-Haut	69,1	69,0	69,5	69,2	69,6	0,3	0,4
78	Les Laurentides	69,1	69,9	71,3	72,0	72,2	0,2	3,1
79	Antoine-Labelle	62,2	61,4	60,5	61,1	60,7	– 0,4	– 1,4
16	**Montérégie**	**75,3**	**75,2**	**76,0**	**76,4**	**76,2**	**– 0,1**	**1,0**
46	Brome-Missisquoi	71,4	71,5	71,6	72,0	71,2	– 0,8	– 0,2
47	La Haute-Yamaska	76,6	76,2	76,4	76,5	75,8	– 0,6	– 0,8
48	Acton	74,1	72,1	72,7	72,3	71,1	– 1,3	– 3,1
53	Pierre-De Saurel	65,0	65,5	67,5	67,7	67,5	– 0,1	2,5
54	Les Maskoutains	77,6	77,3	76,9	77,0	76,2	– 0,8	– 1,4
55	Rouville	78,7	78,3	79,0	79,6	80,4	0,8	1,7
56	Le Haut-Richelieu	75,5	75,2	75,9	76,1	75,8	– 0,3	0,3
57	La Vallée-du-Richelieu	80,4	79,8	81,8	82,2	83,0	0,8	2,6
58	Longueuil	73,2	73,5	73,8	74,0	74,1	0,0	0,8
59	Lajemmerais	81,9	80,9	82,6	83,5	83,1	– 0,4	1,2
67	Roussillon	76,4	76,4	77,2	78,3	77,5	– 0,8	1,0
68	Les Jardins-de-Napierville	75,5	79,6	82,0	81,1	82,0	0,9	6,6
69	Le Haut-Saint-Laurent	60,5	59,5	61,5	61,2	61,4	0,2	1,0
70	Beauharnois-Salaberry	69,9	69,7	69,4	69,8	69,5	– 0,3	– 0,4
71	Vaudreuil-Soulanges	79,9	79,6	80,9	81,2	81,6	0,4	1,7
17	**Centre-du-Québec**	**72,5**	**72,3**	**73,1**	**73,5**	**72,7**	**– 0,8**	**0,2**
32	L'Érable	72,2	73,2	74,8	74,7	73,3	– 1,4	1,0
38	Bécancour	70,5	70,8	72,8	73,3	72,8	– 0,5	2,4
39	Arthabaska	73,4	73,2	73,8	74,5	74,7	0,1	1,3
49	Drummond	72,5	71,9	72,6	73,0	71,5	– 1,5	– 1,1
50	Nicolet-Yamaska	71,6	71,5	71,8	71,5	71,2	– 0,3	– 0,4
	Ensemble du Québec	**71,7**	**71,6**	**72,3**	**72,6**	**72,5**	**– 0,1**	**0,8**

Note : Selon le découpage géographique et la dénomination au 1er janvier 2009.

1. Nouveau toponyme officiel à venir.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère du Revenu du Québec.

Concepts et définitions

Démographie

Accroissement naturel

Variation de l'effectif d'une population due au solde des naissances et des décès.

Âge médian

Âge qui sépare la population en deux groupes d'effectifs égaux.

Indice synthétique de fécondité

Nombre moyen d'enfants qu'aurait une femme si elle était soumise, tout au long de sa vie féconde, aux conditions de fécondité observées une année donnée.

Solde migratoire interne

Dans une région administrative, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année (synonyme de solde migratoire interrégional). Dans une MRC, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres MRC, y compris celles de sa propre région administrative.

Solde migratoire interrégional

Pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année.

Taux d'accroissement annuel moyen

Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Marché du travail

Chômeur

Personne disponible pour travailler qui est sans emploi et qui cherche activement un emploi.

Emploi

Ensemble des personnes résidant dans un territoire donné et ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que les personnes absentes de leur travail mais qui maintiennent un lien d'emploi.

Population active

Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, qui sont en emploi ou en chômage.

Taux d'activité

Population active exprimée en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux d'emploi

Nombre de personnes actives exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux de chômage

Nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active.

Taux de travailleurs

Nombre de travailleurs divisé par la population des 25-64 ans.

Travailleur

Particulier âgé entre 25 et 64 ans ayant des revenus d'emploi ou d'entreprise comme principale source de revenu et résidant dans un territoire donné.

Comptes économiques

Autres sources de revenu

Comprennent les transferts des non-résidents et des sociétés aux particuliers.

Base économique

Pour classer une industrie comme base économique, on calcule le quotient de localisation. Si le quotient de localisation normalisé d'une industrie est plus grand que 0 dans une région, cette industrie sera considérée comme base économique de cette région. Les bases économiques sont en fait les activités qui expliquent la croissance ou le déclin d'un territoire. Elles permettent de mieux définir la personnalité économique particulière ou encore la structure d'un territoire. À long terme, au cours du temps, les bases économiques d'un territoire peuvent se modifier.

Impôts, cotisations et autres transferts

Comprennent les impôts directs, les cotisations au régime d'assurance sociale et autres transferts courants versés pas les particuliers aux administrations publiques, tels que les primes d'assurance médicaments, les licences, les permis et les amendes.

Produit intérieur brut

Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Quotient de localisation

Le quotient de localisation est défini comme la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction du PIB du Québec produit dans la même région. Si ce rapport est supérieur à 1, cette industrie contribue proportionnellement plus au PIB de la région qu'à celui du Québec.

Revenu d'emploi

Comprend la somme des salaires et traitement, du revenu supplémentaire de travail, du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, et du revenu net reçu par les exploitants agricoles au titre de la production agricole.

Revenu de placement

Comprend les dividendes, les intérêts sur les obligations canadiennes, les intérêts hypothécaires allant aux particuliers, les intérêts sur dépôts et les intérêts accumulés dans les régimes privés de pension, les caisses d'assurance vie et les intérêts sur les placements effectués par des associations de particuliers. Les gains en capital sont exclus.

Revenu personnel

Somme de tous les revenus reçus par les particuliers et entreprises individuelles résidant dans un territoire donné, qu'il s'agisse de gains au titre de la production courante ou de transferts courants d'autres secteurs, plus les revenus de placement que les associations de particuliers accumulent pour leur propre compte ou celui des particuliers.

Revenu personnel disponible

Revenu personnel moins les impôts directs des particuliers, des cotisations d'assurance sociale et autres transferts courants aux administrations publiques.

Transferts des administrations publiques

Comprennent les paiements tels les prestations fiscales et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de vieillesse, les prestations d'aide sociale, les bourses et subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail, les subventions aux autochtones et à leurs organisations, les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, les allocations aux anciens combattants, les prestations du Régime québécois d'assurance parentale.

Industrie manufacturière

Emplois à la production

Personnes travaillant à la production et au montage. Sont aussi compris les ouvriers préposés à l'entreposage, l'inspection, la manutention, l'emballage, l'emmagasinage, etc., de même que ceux des services d'entretien et de réparation, de la conciergerie, et aussi les gardiens et les contremaîtres qui font le même travail que les ouvriers qu'ils dirigent.

Emploi total

Personnes travaillant à la production ou affectées à des activités non manufacturières d'un établissement. Les propriétaires et les associés actifs non compris dans les salariés ne sont pas considérés dans l'emploi total.

Revenus totaux

Revenus provenant de la vente des biens fabriqués, de biens achetés pour la revente tels quels, et revenus de location, d'exploitation et de placement.

Revenus découlant des biens fabriqués

Revenus provenant de la vente de biens fabriqués à partir des matières appartenant à l'établissement, de travaux de réparation et revenus de frais d'administration de fabrication ou de travail à forfait.

Première destination

Première destination des biens vendus par les fabricants. Il s'agit en fait du lieu où est établi le premier client du fabricant. L'EAMEF distingue différentes destinations possibles : le Québec, les autres provinces canadiennes et territoires et les pays étrangers. Les biens vendus peuvent être utilisés pour consommation finale, pour subir une autre transformation ou pour être revendus par un tiers (par exemple, un grossiste).

Investissements et permis de bâtir

Investissements

Les investissements sont les dépenses en immobilisation relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, ainsi qu'à l'achat de machines et d'équipement neufs. Ces dépenses comprennent également celles des particuliers au titre de la construction résidentielle, mais excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements du secteur public

Il s'agit de dépenses en immobilisation des entreprises publiques et de l'administration publique, effectuées aux niveaux fédéral, provincial et local. Par ailleurs, l'administration publique provinciale inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux.

Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir correspond à la valeur des permis de construction émis par les municipalités de 10 000 habitants et plus, soit pour l'érection de nouveaux édifices, selon le type de construction (résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental).

Nombre d'unités de logements

Il correspond au nombre de logements indépendants créés. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures. Par exemple, dans le cas d'un édifice à appartements comptant six logements, on fera référence à six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unités de logement additionnelles, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées

Mines

Investissement minier

L'investissement minier concerne l'ensemble des travaux liés à l'exploration et la mise en valeur d'un dépôt minéral et les travaux d'aménagement du complexe minier nécessaire à sa mise en production. Il inclut aussi l'immobilisation (construction non résidentielle et acquisition d'équipement et de machinerie) et les réparations pour les compagnies productrices.

Production minérale

La production minérale concerne les minéraux métalliques, les minéraux industriels et les matériaux de construction. Dans les minéraux métalliques, on regroupe les métaux précieux (or, argent, platine, etc.), les métaux usuels (cuivre, zinc, nickel, fer, plomb, etc.) et autres métaux (niobium, cobalt cadmium, antimoine, sélénium tellure, etc.). On retrouve ensuite le groupe des minéraux industriels (chrysotile, graphite, scorie de titane, mica, tourbe, sel, etc.) comprenant aussi le soufre produit par des fonderies et affineries. Le dernier groupe est celui des matériaux de construction (sable et gravier, pierre, brique, ciment, etc.).

Effectifs miniers

Les effectifs attribués au secteur minier sont rapportés en personne-année et concernent tous les employés d'un établissement minier incluant le personnel d'administration. Les effectifs miniers comprennent aussi les employés œuvrant dans les usines de première transformation comme les fonderies, affineries et cimenteries et les employés travaillant pour les entreprises de forage carottier. Ces dernières données ne sont cependant pas régionalisées.

Industrie bioalimentaire

Producteurs laitiers

Nombre de producteurs distincts qui ont vendu du lait à la Fédération des producteurs de lait du Québec.

Recettes brutes

Les recettes brutes correspondent à la production du marché (intra quota) multiplié par le prix moyen brut du marché (intra quota). Les subsides ne sont pas pris en compte dans ce calcul.

Prix moyen brut

Le prix moyen brut est obtenu de la façon suivante : recettes brutes du marché intra quota/production du marché intra quota. Les subsides ne sont pas pris en compte dans ce calcul.

Prix moyen net

Le prix moyen net est obtenu de la façon suivante : (recettes brutes totales - frais de mise en marché du lait)/production total).

Frais de mise en marché du lait

Les frais de mise en marché du lait comprennent les principaux frais reliés à la mise en marché du lait : le transport, l'administration du plan conjoint, la publicité, le fonds de développement, les pénalités, la cotisation à l'Union des producteurs agricoles et les taxes.

Conditions de vie et bien-être

Mesure du faible revenu

Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille), préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Santé

Personnel infirmier

La catégorie « infirmier » inclut à la fois les personnes qui ont effectué des études collégiales ou universitaires. Les infirmiers doivent posséder le permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ) ou être en attente de le recevoir (MSSS, 2003). Les « infirmiers auxiliaires » sont les personnes qui détiennent un diplôme en soins infirmiers de 5e secondaire et les « préposés aux bénéficiaires » font plutôt référence aux personnes qui ont suivi une formation *ad hoc* dans une institution d'enseignement reconnue (St-Pierre, 2001).

Personnel directement affecté aux soins

Le nombre de personnes directement affectées aux soins est calculé en « équivalent temps complet (ETC) » basé sur le décompte du nombre d'heures travaillées ou payées dans un établissement. Il est calculé par titre d'emploi et il est égal au quotient des heures travaillées ou payées par le nombre d'heures régulières de travail d'un employé à temps complet régulier dans ce titre d'emploi (MSSS, 2003). La région des personnes directement affectées aux soins est celle de traitement, donc celle de l'établissement où la personne travaille.

Taux d'occupation des lits dressés

Rapport, pour une année financière donnée, du nombre de jours-présence, pour une unité de service donnée, au nombre de lits dressés ou places internes observé au 31 mars de la même année, pour la même unité de service multiplié par 365 (INFO-STATS, 2005).

Culture et communications

Institution muséale

Regroupe les musées, les centres d'exposition et les lieux d'interprétation.

Coup d'œil sur le Bas-Saint-Laurent

Superficie en terre ferme (2010) : 22 141,5 km²

Population (2010ᵖ) : 201 268 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2010) : 6,1 %

Densité de population (2010) : 9,1 hab./km²

Principales municipalités et population (2010ᵖ) :

- Rimouski 46 580 hab.
- Rivière-du-Loup 19 048 hab.
- Matane 14 566 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Foresterie et exploitation forestière
- Fabrication de produits en bois
- Cultures agricoles et élevage

Statistiques de la région du Bas-Saint-Laurent

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010
Population au 1er juillet[1]	n	201 565	201 217	200 850	200 870	201 268
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 511	– 343	– 306	– 456	– 162
Accroissement naturel	n	104	135	13	18	19
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,648	1,724	1,729	1,728	1,710
Taux d'activité	%	60,3	59,2	61,6	60,2	59,5
Taux d'emploi	%	54,9	53,9	56,2	54,6	53,5
Taux de chômage	%	9,0	9,0	8,7	9,2	10,0
PIB par habitant	$	25 896	28 385	28 382	28 377	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	19 878	20 741	21 948	22 315	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	897,6	1 407,7	1 367,4	1 369,4	1 458,8
Taux de faible revenu des familles	%	7,3	7,7	7,4	..	..

1. Les données de 2007 à 2009 ont été révisées. Celles de 2010 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2010 s'étend du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010).
3. 2006-2009 : dépenses réelles; 2010 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC du Bas-Saint-Laurent

	Population au 1er juillet 2010ᵖ		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2010 pour 1000	$	Variation 2009/2008	%	Écart 2009/2008
La Matapédia	18 746	– 6,6	19 792	2,7	61,4	– 2,3
Matane	22 018	– 3,7	21 518	– 5,2	63,6	– 0,6
La Mitis	19 381	0,0	20 672	1,5	65,0	0,4
Rimouski-Neigette	54 648	5,2	25 074	2,8	72,2	– 0,5
Les Basques	9 184	– 7,9	20 250	1,7	63,9	– 0,2
Rivière-du-Loup	34 156	4,3	23 862	3,1	72,1	0,0
Témiscouata	21 404	– 5,2	19 318	3,4	64,3	0,3
Kamouraska	21 731	– 5,0	21 361	1,0	70,7	1,0

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur le Saguenay–Lac-Saint-Jean

Superficie en terre ferme (2010) : 95 781,6 km²

Population (2010[p]) : 272 911 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2010) : 4,9 %

Densité de population (2010) : 2,8 hab./km²

Principales municipalités et population (2010[p]) :

- Saguenay 143 660 hab.
- Alma 30 004 hab.
- Dolbeau-Mistassini 14 105 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Première transformation des métaux
- Fabrication du papier
- Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie
- Foresterie et exploitation forestière

Statistiques de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010
Population au 1er juillet[1]	n	274 118	272 965	272 416	272 059	272 911
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 1 382	– 955	– 448	– 659	– 396
Accroissement naturel	n	549	575	659	531	538
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,677	1,727	1,822	1,858	1,751
Taux d'activité	%	61,2	62,2	60,2	59,9	58,3
Taux d'emploi	%	54,7	56,5	55,0	53,9	53,5
Taux de chômage	%	10,7	9,1	8,5	10,0	8,1
PIB par habitant	$	30 853	33 068	34 193	33 303	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	21 201	22 265	23 144	23 599	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	1 816,3	2 093,8	1 896,2	1 749,7	1 974,7
Taux de faible revenu des familles	%	7,2	7,4	7,1	..	..

1. Les données de 2007 à 2009 ont été révisées. Celles de 2010 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2010 s'étend du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010).
3. 2006-2009 : dépenses réelles; 2010 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE du Saguenay–Lac-Saint-Jean

	Population au 1er juillet 2010[p]		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2010 pour 1000	$	Variation 2009/2008	%	Écart 2009/2008
Le Domaine-du-Roy	31 692	– 3,5	22 872	0,7	67,7	– 1,8
Maria-Chapdelaine	24 972	– 9,2	21 702	-1,0	69,9	– 1,0
Lac-Saint-Jean-Est	51 682	1,0	23 305	2,3	70,6	– 0,8
Saguenay	143 658	– 1,4	24 465	2,7	70,7	0,0
Le Fjord-du-Saguenay	20 907	9,4	21 778	1,8	66,8	– 0,3

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur la Capitale-Nationale

Superficie en terre ferme (2010) : 18 591,8 km²

Population (2010ᵖ) : 693 859 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2010) : 10,9 %

Densité de population (2010) : 37,3 hab./km²

Principales municipalités et population (2010ᵖ) :

- Québec 511 789 hab.
- Saint-Augustin-de-Desmaures 18 111 hab.
- L'Ancienne-Lorette 16 690 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Administrations publiques
- Hébergement et service de restauration
- Fabrication de boissons et de produits du tabac

Statistiques de la région de la Capitale-Nationale

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010
Population au 1er juillet[1]	n	668 734	673 360	679 839	686 408	693 859
Solde migratoire interrégional[2]	n	2 636	2 197	3 044	2 761	2 172
Accroissement naturel	n	1 360	1 129	1 875	1 906	1 971
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,488	1,507	1,596	1,593	1,580
Taux d'activité	%	65,2	65,9	66,1	65,8	66,4
Taux d'emploi	%	61,5	62,7	63,1	62,3	63,1
Taux de chômage	%	5,6	5,0	4,6	5,3	5,1
PIB par habitant	$	37 428	39 573	40 589	40 449	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	24 261	25 257	26 371	27 429	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	4 569,1	5 816,1	6 205,8	7 181,5	7 212,5
Taux de faible revenu des familles	%	6,0	6,3	6,0	..	..

1. Les données de 2007 à 2009 ont été révisées. Celles de 2010 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2010 s'étend du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010).
3. 2006-2009 : dépenses réelles; 2010 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de la Capitale-Nationale

	Population au 1er juillet 2010ᵖ		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2010 pour 1000	$	Variation 2009/2008	%	Écart 2009/2008
Charlevoix-Est	16 214	– 3,4	21 826	1,7	69,4	– 0,2
Charlevoix	13 172	– 0,9	22 414	2,2	71,5	0,5
L'Île-d'Orléans	6 974	3,6	31 225	0,8	74,7	0,0
La Côte-de-Beaupré	24 968	18,1	27 232	2,0	78,5	– 0,8
La Jacques-Cartier	35 004	36,8	31 631	1,7	83,5	– 0,7
Québec	548 875	7,8	27 803	4,6	75,0	0,5
Portneuf	48 652	9,8	23 091	1,6	73,0	0,3

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur la Mauricie

Superficie en terre ferme (2010) : 35 301,3 km²

Population (2010ᵖ) : 262 401 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2010) : 5,4 %

Densité de population (2010) : 7,4 hab./km²

Principales municipalités et population (2010ᵖ) :

- Trois-Rivières 130 128 hab.
- Shawinigan 50 548 hab.
- La Tuque 11 392 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication du papier
- Foresterie et exploitation forestière
- Services publics

Statistiques de la région de la Mauricie

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010
Population au 1er juillet[1]	n	260 314	260 708	261 228	261 359	262 401
Solde migratoire interrégional[2]	n	389	786	195	121	353
Accroissement naturel	n	– 7	– 240	– 37	– 23	– 137
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,611	1,610	1,679	1,695	1,662
Taux d'activité	%	57,0	59,2	58,4	57,2	57,5
Taux d'emploi	%	52,0	53,8	53,5	51,7	52,3
Taux de chômage	%	8,9	9,3	8,5	9,6	9,1
PIB par habitant	$	28 918	29 646	30 939	30 478	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	21 008	21 737	22 644	22 917	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	1 832,4	1 862,6	1 868,3	1 729,7	1 835,1
Taux de faible revenu des familles	%	9,4	10,0	9,8	..	..

1. Les données de 2007 à 2009 ont été révisées. Celles de 2010 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2010 s'étend du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010).
3. 2006-2009 : dépenses réelles; 2010 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de la Mauricie

	Population au 1er juillet 2010ᵖ		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2010 pour 1000	$	Variation 2009/2008	%	Écart 2009/2008
Mékinac	12 450	– 4,6	21 034	– 0,7	65,2	– 2,5
Shawinigan	50 548	– 7,3	21 015	1,9	60,9	– 1,9
Trois-Rivières	130 129	5,6	24 122	1,5	69,2	– 0,3
Les Chenaux	17 529	7,3	22 886	0,8	71,9	– 1,0
Maskinongé	36 530	5,0	22 374	– 0,3	69,7	0,5
La Tuque	15 215	– 5,2	21 960	1,7	64,1	– 0,4

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur l'Estrie

Superficie en terre ferme (2010) : 10 183,1 km²

Population (2010ᵖ) : 309 975 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2010) : 3,1 %

Densité de population (2010) : 30,4 hab./km²

Principales municipalités et population (2010ᵖ) :

- Sherbrooke 155 583 hab.
- Magog 25 443 hab.
- Coaticook 9 116 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
- Fabrication de produits en bois
- Fabrication du papier

Statistiques de la région de l'Estrie

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010
Population au 1er juillet[1]	n	301 014	302 611	304 886	307 252	309 975
Solde migratoire interrégional[2]	n	182	234	70	40	386
Accroissement naturel	n	848	925	1 014	1 064	954
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,680	1,698	1,740	1,722	1,738
Taux d'activité	%	64,5	64,5	63,1	65,4	61,9
Taux d'emploi	%	59,2	59,9	59,4	60,6	56,9
Taux de chômage	%	8,2	7,0	5,9	7,5	8,1
PIB par habitant	$	29 119	29 963	30 075	29 449	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	21 728	22 399	23 229	23 364	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	1 964,3	1 817,0	1 956,8	1 871,5	2 389,1
Taux de faible revenu des familles	%	8,4	9,1	9,1	..	..

1. Les données de 2007 à 2009 ont été révisées. Celles de 2010 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2010 s'étend du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010).
3. 2006-2009 : dépenses réelles; 2010 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de l'Estrie

	Population au 1er juillet 2010ᵖ		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2010 pour 1000	$	Variation 2009/2008	%	Écart 2009/2008
Le Granit	22 452	– 0,3	20 591	– 1,8	69,5	– 0,1
Les Sources	14 547	1,0	20 188	0,6	64,3	– 1,5
Le Haut-Saint-François	21 966	2,9	19 499	0,0	67,2	– 2,4
Le Val-Saint-François	29 344	1,0	24 146	– 1,4	72,9	– 1,7
Sherbrooke	155 583	10,8	23 720	1,4	70,3	– 1,3
Coaticook	18 691	1,5	19 986	– 0,8	70,2	– 0,5
Memphrémagog	47 392	10,0	27 195	0,8	70,6	– 1,0

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur Montréal

Superficie en terre ferme (2010) : 499,0 km²

Population (2010ᵖ) : 1 934 082 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2010) : 15,4 %

Densité de population (2010) : 3 876,1 hab./km²

Principales municipalités et population (2010ᵖ) :

- Montréal 1 692 082 hab.
- Dollard-des-Ormeaux 50 346 hab.
- Côte-Saint-Luc 33 005 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de vêtements
- Fabrication de boissons et de produits du tabac
- Arts, spectacles et loisirs
- Industrie de l'information et industrie culturelle

Statistiques de la région de Montréal

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010
Population au 1er juillet[1]	n	1 873 589	1 882 343	1 897 183	1 923 785	1 934 082
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 22 760	– 23 848	– 21 477	– 19 463	– 23 640
Accroissement naturel	n	7 237	7 795	8 062	8 166	8 347
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,529	1,560	1,543	1,532	1,522
Taux d'activité	%	65,9	65,1	65,8	64,8	65,3
Taux d'emploi	%	59,2	59,5	60,1	57,6	58,9
Taux de chômage	%	10,1	8,6	8,7	11,1	9,7
PIB par habitant	$	49 728	51 702	50 550	50 012	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	24 751	26 478	26 958	27 462	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	11 005,5	11 228,3	11 896,7	11 811,8	11 973,7
Taux de faible revenu des familles	%	16,1	16,8	16,9	..	..

1. Les données de 2007 à 2009 ont été révisées. Celles de 2010 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2010 s'étend du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010).
3. 2006-2009 : dépenses réelles; 2010 : dépenses réelles provisoires.

Coup d'œil sur l'Outaouais

Superficie en terre ferme (2010) : 30 558,5 km²

Population (2010ᵖ) : 363 638 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2010) : 5,7 %

Densité de population (2010) : 11,9 hab./km²

Principales municipalités et population (2010ᵖ) :

- Gatineau 260 809 hab.
- Val-des-Monts 10 264 hab.
- Cantley 9 325 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Administrations publiques
- Foresterie et exploitation forestière
- Fabrication du papier

Statistiques de la région de l'Outaouais

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010
Population au 1er juillet[1]	n	344 865	348 559	352 976	357 985	363 638
Solde migratoire interrégional[2]	n	731	510	1 363	1 437	1 312
Accroissement naturel	n	1 634	1 814	2 004	1 958	1 805
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,677	1,778	1,823	1,816	1,769
Taux d'activité	%	69,1	69,1	71,6	68,9	68,7
Taux d'emploi	%	64,9	64,7	67,7	64,5	63,9
Taux de chômage	%	6,0	6,4	5,4	6,4	6,9
PIB par habitant	$	26 276	27 915	28 982	28 944	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	22 513	23 845	24 669	26 104	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	2 034,5	2 591,6	2 805,2	2 445,8	3 479,8
Taux de faible revenu des familles	%	9,1	9,4	9,1	..	..

1. Les données de 2007 à 2009 ont été révisées. Celles de 2010 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2010 s'étend du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010).
3. 2006-2009 : dépenses réelles; 2010 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de la Outaouais

	Population au 1er juillet 2010ᵖ		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2010 pour 1000	$	Variation 2009/2008	%	Écart 2009/2008
Papineau	22 386	4,8	20 124	3,8	61,0	– 1,9
Gatineau	260 809	15,9	26 967	5,9	76,3	0,9
Les Collines-de-l'Outaouais	45 498	17,0	29 130	6,8	77,9	1,1
La Vallée-de-la-Gatineau	20 621	– 3,6	20 487	5,1	60,6	– 0,4
Pontiac	14 324	– 7,5	18 639	0,6	59,8	– 1,2

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur l'Abitibi-Témiscamingue

Superficie en terre ferme (2010) : 56 878,6 km²

Population (2010ᵖ) : 145 835 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2010) : 6,3 %

Densité de population (2010) : 2,6 hab./km²

Principales municipalités et population (2010ᵖ) :

- Rouyn-Noranda 40 891 hab.
- Val-d'Or 31 807 hab.
- Amos 12 419 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Extraction minière et activités de soutien
- Foresterie et exploitation forestière
- Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie

Statistiques de la région de l'Abitibi-Témiscamingue

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010
Population au 1er juillet[1]	n	144 868	144 913	145 158	145 288	145 835
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 379	– 166	– 390	– 392	– 407
Accroissement naturel	n	600	525	586	610	564
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,798	1,893	2,048	2,129	2,036
Taux d'activité	%	63,8	63,8	64,0	62,4	63,6
Taux d'emploi	%	57,9	57,8	59,1	56,5	58,2
Taux de chômage	%	9,3	9,2	7,5	9,5	8,5
PIB par habitant	$	31 621	35 498	35 317	34 834	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	21 761	23 515	24 852	25 192	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	881,9	1 150,8	1 354,3	1 820,1	2 058,7
Taux de faible revenu des familles	%	8,3	8,6	8,2	..	..

1. Les données de 2007 à 2009 ont été révisées. Celles de 2010 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2010 s'étend du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010).
3. 2006-2009 : dépenses réelles; 2010 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de l'Abitibi-Témiscamingue

	Population au 1er juillet 2010ᵖ		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2010 pour 1000	$	Variation 2009/2008	%	Écart 2009/2008
Témiscamingue	16 550	– 7,9	22 015	– 1,1	63,7	– 3,3
Rouyn-Noranda	40 891	3,9	26 847	1,6	73,4	– 0,7
Abitibi-Ouest	20 787	– 1,3	22 117	1,0	66,9	– 1,1
Abitibi	24 792	3,6	24 734	1,1	70,0	– 1,1
La Vallée-de-l'Or	42 815	3,6	26 622	2,3	71,7	0,0

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur la Côte-Nord

Superficie en terre ferme (2010) : 262 600,5 km²

Population (2010ᵖ) : 95 538 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2010) : 6,7 %

Densité de population (2010) : 0,4 hab./km²

Principales municipalités et population (2010ᵖ) :

- Sept-Îles 26 196 hab.
- Baie-Comeau 21 856 hab.
- Port-Cartier 6 866 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Extraction minière et activités de soutien
- Pêche, chasse et piégeage
- Première transformation des métaux

Statistiques de la région de la Côte-Nord

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010
Population au 1er juillet[1]	n	96 561	95 923	95 296	95 236	95 538
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 911	– 689	– 918	– 452	– 313
Accroissement naturel	n	438	463	461	394	445
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,851	1,921	2,018	1,986	2,037
Taux d'activité[3]	%	62,5	60,1	61,4	59,2	63,8
Taux d'emploi[3]	%	57,4	54,8	54,5	53,5	59,4
Taux de chômage[3]	%	8,2	8,7	11,2	9,8	6,9
PIB par habitant	$	46 167	50 304	49 562	48 689	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	23 321	24 586	25 984	26 491	..
Dépenses en immobilisation[4]	M$	747,7	819,2	1 346,5	1 813,3	2 148,0
Taux de faible revenu des familles	%	9,7	10,1	10,1	..	..

1. Les données de 2007 à 2009 ont été révisées. Celles de 2010 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2010 s'étend du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010).
3. Données se rapportant aux régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.
4. 2006-2009 : dépenses réelles; 2010 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de la Côte-Nord

	Population au 1er juillet 2010ᵖ		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2010 pour 1000	$	Variation 2009/2008	%	Écart 2009/2008
La Haute-Côte-Nord	11 807	– 11,3	21 298	5,2	65,9	0,9
Manicouagan	32 231	– 7,7	26 280	0,4	71,8	– 0,2
Sept-Rivières	35 701	4,8	27 918	2,5	72,4	– 0,1
Caniapiscau	4 095	6,4	37 848	– 2,5	78,5	– 1,4
Minganie	6 398	– 0,3	27 539	4,2	71,5	2,5
Basse-Côte-Nord	5 306	– 11,3	19 869	3,8	58,6	– 2,8

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur le Nord-du-Québec

1. Nouveau toponyme officiel à venir

Superficie en terre ferme (2010) : 718 228,6 km²

Population (2010ᵖ) : 42 175 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2010) : 10,3 %

Densité de population (2010) : 0,1 hab./km²

Principales municipalités et population (2010ᵖ) :

- Chibougamau 7 482 hab.
- Chisasibi 4 372 hab.
- Mistissini 3 182 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Services publics
- Extraction minière et activités de soutien
- Foresterie et exploitation forestière
- Pêche, chasse et piégeage

Statistiques de la région du Nord-du-Québec

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010
Population au 1er juillet[1]	n	40 272	40 706	41 048	41 539	42 175
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 443	– 253	– 298	– 384	– 173
Accroissement naturel	n	664	720	696	713	656
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	2,740	2,947	2,831	2,893	2,720
Taux d'activité[3]	%	62,5	60,1	61,4	59,2	63,8
Taux d'emploi[3]	%	57,4	54,8	54,5	53,5	59,4
Taux de chômage[3]	%	8,2	8,7	11,2	9,8	6,9
PIB par habitant	$	59 170	65 014	73 584	73 785	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	24 225	26 462	56 458	29 415	..
Dépenses en immobilisation[4]	M$	2 516,1	2 890,0	2 661,9	2 231,3	2 329,5
Taux de faible revenu des familles	%	16,5	17,5	15,1	..	..

1. Les données de 2007 à 2009 ont été révisées. Celles de 2010 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2010 s'étend du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010).
3. Données se rapportant aux régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.
4. 2006-2009 : dépenses réelles; 2010 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des TE du Nord-du-Québec

	Population au 1er juillet 2010ᵖ		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2010 pour 1000	$	Variation 2009/2008	%	Écart 2009/2008
Jamésie	14 700	– 4,8	28 240	– 0,1	73,2	– 1,3
Kativik	11 830	19,2	29 904	– 5,0	77,0	1,1
Eeyou Istchee	15 645	21,9	30 172	– 70,8	66,4	– 0,5

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Superficie en terre ferme (2010) : 20 316,7 km²

Population (2010ᵖ) : 93 826 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2010) : 2,7 %

Densité de population (2010) : 4,6 hab./km²

Principales municipalités et population (2010ᵖ) :

- Gaspé 14 901 hab.
- Les Îles-de-la-Madeleine 12 552 hab.
- Chandler 7 647 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Pêche, chasse et piégeage
- Foresterie et exploitation forestière
- Activité de soutien à l'agriculture et à la foresterie

Statistiques de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010
Population au 1er juillet[1]	n	95 162	94 619	94 033	93 642	93 826
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 217	– 202	– 210	– 61	146
Accroissement naturel	n	– 171	– 233	– 227	– 182	– 254
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,556	1,579	1,694	1,717	1,611
Taux d'activité	%	50,6	52,5	54,6	51,6	54,3
Taux d'emploi	%	41,3	43,4	45,2	43,7	46,3
Taux de chômage	%	18,5	17,3	17,2	15,7	14,8
PIB par habitant	$	20 303	21 852	23 067	23 263	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	18 958	19 902	21 036	21 580	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	482,2	409,2	722,4	618,2	808,4
Taux de faible revenu des familles	%	9,9	10,4	10,2	..	..

1. Les données de 2007 à 2009 ont été révisées. Celles de 2010 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2010 s'étend du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010).
3. 2006-2009 : dépenses réelles; 2010 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

	Population au 1er juillet 2010ᵖ		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2010 pour 1000	$	Variation 2009/2008	%	Écart 2009/2008
Les Îles-de-la-Madeleine	13 051	– 2,2	23 232	3,8	61,7	1,1
Le Rocher-Percé	18 006	– 6,3	19 732	2,2	51,4	2,0
La Côte-de-Gaspé	17 803	– 2,0	23 362	3,4	66,7	0,3
La Haute-Gaspésie	12 079	– 5,6	18 628	0,1	51,7	– 1,3
Bonaventure	17 835	– 2,1	21 461	2,1	63,2	1,4
Avignon	15 052	– 3,2	22 765	3,2	60,1	– 1,2

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur Chaudière-Appalaches

Superficie en terre ferme (2010) : 15 045,1 km²

Population (2010ᵖ) : 405 483 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2010) : 2,9 %

Densité de population (2010) : 27,0 hab./km²

Principales municipalités et population (2010ᵖ) :

- Lévis 137 218 hab.
- Saint-Georges 30 749 hab.
- Thetford Mines 25 332 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de produits du pétrole et du charbon
- Fabrication de produits en bois
- Fabrication de meubles et de produits connexes

Statistiques de la région de Chaudière-Appalaches

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010
Population au 1er juillet[1]	n	396 951	398 861	399 953	401 884	405 483
Solde migratoire interrégional[2]	n	355	495	28	463	754
Accroissement naturel	n	1 660	1 598	1 848	1 721	1 744
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,814	1,844	1,980	1,959	1,935
Taux d'activité	%	67,5	67,1	66,1	66,8	68,5
Taux d'emploi	%	63,6	63,1	62,8	62,8	64,9
Taux de chômage	%	5,8	6,0	5,0	5,9	5,2
PIB par habitant	$	29 311	31 292	32 695	32 216	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	22 397	23 221	24 349	24 725	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	2 358,2	2 493,5	2 734,8	2 523,1	2 973,0
Taux de faible revenu des familles	%	5,3	5,7	5,6	..	..

1. Les données de 2007 à 2009 ont été révisées. Celles de 2010 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2010 s'étend du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010).
3. 2006-2009 : dépenses réelles; 2010 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de Chaudière-Appalaches

	Population au 1er juillet 2010ᵖ		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2010 pour 1000	$	Variation 2009/2008	%	Écart 2009/2008
L'Islet	18 581	– 4,9	20 522	0,6	71,2	0,1
Montmagny	22 969	– 3,4	21 406	0,3	69,7	– 0,3
Bellechasse	34 237	4,2	23 668	1,3	77,8	– 0,2
Lévis	137 218	10,7	28 666	4,0	80,7	– 0,3
La Nouvelle-Beauce	33 079	10,2	25 585	0,3	83,1	0,8
Robert-Cliche	18 945	0,3	22 604	0,6	75,6	– 1,5
Les Etchemins	17 329	– 4,9	19 307	– 0,1	68,3	0,1
Beauce-Sartigan	50 847	3,8	23 630	– 0,8	74,3	– 0,4
Les Appalaches	43 066	– 2,6	21 377	0,1	67,6	– 0,5
Lotbinière	29 212	13,9	23 310	– 1,8	77,3	– 1,1

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur Laval

Superficie en terre ferme (2010) : 245,4 km²

Population (2010ᵖ) : 398 667 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2010) : 0,6 %

Densité de population (2010) : 1 624,4 hab./km²

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de produits chimiques
- Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
- Commerce de gros

Statistiques de la région de Laval

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010
Population au 1er juillet[1]	n	372 410	378 351	384 489	391 141	398 667
Solde migratoire interrégional[2]	n	2 672	2 045	2 601	2 882	3 099
Accroissement naturel	n	1 815	1 674	1 912	1 992	1 824
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,707	1,718	1,774	1,776	1,740
Taux d'activité	%	65,8	69,1	69,5	67,1	67,2
Taux d'emploi	%	61,4	65,6	64,9	62,1	61,8
Taux de chômage	%	6,7	5,2	6,6	7,6	8,0
PIB par habitant	$	28 989	30 246	31 523	31 006	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	24 274	25 373	26 306	26 442	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	2 638,9	3 184,6	3 465,3	2 653,0	2 719,0
Taux de faible revenu des familles	%	7,4	8,0	8,2	..	..

1. Les données de 2007 à 2009 ont été révisées. Celles de 2010 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2010 s'étend du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010).
3. 2006-2009 : dépenses réelles; 2010 : dépenses réelles provisoires.

Coup d'œil sur Lanaudière

Superficie en terre ferme (2010) : 12 277,6 km²

Population (2010ᵖ) : 464 467 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2010) : 9,6 %

Densité de population (2010) : 37,8 hab./km²

Principales municipalités et population (2010ᵖ) :

- Terrebonne 104 850 hab.
- Repentigny 80 936 hab.
- Mascouche 40 022 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
- Fabrication de produits métalliques
- Fabrication de produits minéraux non métalliques
- Construction

Statistiques de la région de Lanaudière

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010
Population au 1er juillet[1]	n	433 776	442 412	449 793	456 269	464 467
Solde migratoire interrégional[2]	n	6 818	7 040	5 441	4 390	4 324
Accroissement naturel	n	1 798	2 136	2 433	2 620	2 294
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,726	1,848	1,991	2,028	1,919
Taux d'activité	%	66,0	66,8	65,4	67,9	66,9
Taux d'emploi	%	62,2	62,1	60,7	62,4	62,0
Taux de chômage	%	5,7	7,1	7,2	8,2	7,3
PIB par habitant	$	21 299	22 166	23 516	23 140	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	22 484	23 416	24 246	24 619	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	2 859,8	2 840,1	3 090,6	2 760,2	2 963,0
Taux de faible revenu des familles	%	7,3	8,1	8,1	..	..

1. Les données de 2007 à 2009 ont été révisées. Celles de 2010 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2010 s'étend du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010).
3. 2006-2009 : dépenses réelles; 2010 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC de Lanaudière

	Population au 1er juillet 2010ᵖ		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2010 pour 1000	$	Variation 2009/2008	%	Écart 2009/2008
D'Autray	41 688	6,3	21 675	0,4	69,7	0,1
L'Assomption	117 642	15,0	26 840	1,7	79,9	0,1
Joliette	61 967	13,1	24 381	0,1	71,6	0,0
Matawinie	51 905	9,6	20 118	2,3	60,6	0,5
Montcalm	46 393	18,5	21 006	1,3	72,7	1,0
Les Moulins	144 872	26,1	26 544	2,0	82,3	– 0,2

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur les Laurentides

Superficie en terre ferme (2010) : 20 576,3 km²

Population (2010ᵖ) : 549 442 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2010) : 7,4 %

Densité de population (2010) : 26,7 hab./km²

Principales municipalités et population (2010ᵖ) :

- Saint-Jérôme 67 960 hab.
- Blainville 52 304 hab.
- Saint-Eustache 43 565 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de matériel de transport
- Construction
- Fabrication de produits minéraux non métalliques

Statistiques de la région des Laurentides

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010
Population au 1er juillet[1]	n	518 399	526 121	533 753	540 327	549 442
Solde migratoire interrégional[2]	n	5 424	6 295	4 205	4 335	5 162
Accroissement naturel	n	2 359	2 302	2 434	2 449	2 207
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,830	1,827	1,915	1,906	1,868
Taux d'activité	%	64,9	68,5	66,8	66,8	67,6
Taux d'emploi	%	59,8	63,7	61,9	61,6	62,3
Taux de chômage	%	7,9	7,0	7,2	7,8	7,8
PIB par habitant	$	26 217	28 120	29 921	29 469	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	23 822	24 893	25 583	26 137	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	4 065,7	4 407,5	4 499,3	4 110,5	4 451,8
Taux de faible revenu des familles	%	7,3	8,1	7,9	..	..

1. Les données de 2007 à 2009 ont été révisées. Celles de 2010 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2010 s'étend du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010).
3. 2006-2009 : dépenses réelles; 2010 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE des Laurentides

	Population au 1er juillet 2010ᵖ		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2010 pour 1000	$	Variation 2009/2008	%	Écart 2009/2008
Deux-Montagnes	94 777	13,7	25 965	3,0	79,1	– 0,4
Thérèse-De Blainville	152 029	12,0	30 322	2,6	79,5	0,2
Mirabel	40 026	31,3	25 444	1,9	84,7	1,1
La Rivière-du-Nord	112 720	23,2	23 639	1,1	74,0	– 0,5
Argenteuil	30 695	4,3	21 717	1,4	67,4	– 0,8
Les Pays-d'en-Haut	39 276	16,5	30 707	– 0,5	69,6	0,3
Les Laurentides	44 436	7,1	23 179	3,0	72,2	0,2
Antoine-Labelle	35 483	– 1,1	19 904	4,7	60,7	– 0,4

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur la Montérégie

Superficie en terre ferme (2010) : 11 103,5 km²

Population (2010[p]) : 1 441 423 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2010) : 3,8 %

Densité de population (2010) : 129,8 hab./km²

Principales municipalités et population (2010[p]) :

- Longueuil 234 618 hab.
- Saint-Jean-sur-Richelieu 91 950 hab.
- Brossard 78 432 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Première transformation des métaux
- Fabrication de matériel de transport
- Cultures agricoles et élevage
- Fabrication de produits chimiques

Statistiques de la région de la Montérégie

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010
Population au 1er juillet[1]	n	1 383 026	1 396 468	1 409 870	1 423 235	1 441 423
Solde migratoire interrégional[2]	n	6 867	6 497	6 116	4 861	6 502
Accroissement naturel	n	6 029	5 718	6 595	6 699	6 233
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,752	1,794	1,853	1,849	1,842
Taux d'activité	%	67,5	67,1	67,4	67,5	67,5
Taux d'emploi	%	62,5	63,0	62,9	62,4	62,3
Taux de chômage	%	7,4	6,1	6,6	7,6	7,7
PIB par habitant	$	29 169	30 623	31 001	30 404	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	24 504	25 713	26 409	26 966	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	9 900,8	10 708,7	10 788,3	10 520,3	11 410,4
Taux de faible revenu des familles	%	7,1	8,0	7,8	..	..

1. Les données de 2007 à 2009 ont été révisées. Celles de 2010 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2010 s'étend du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010).
3. 2006-2009 : dépenses réelles; 2010 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de la Montérégie

	Population au 1er juillet 2010[p]		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2010 pour 1000	$	Variation 2009/2008	%	Écart 2009/2008
Brome-Missisquoi[2]	54 877	8,4	24 176	3,0	71,2	– 0,8
La Haute-Yamaska[2]	84 057	11,8	25 583	2,2	75,8	– 0,6
Acton	15 163	– 4,0	20 254	– 3,4	71,1	– 1,3
Pierre-De Saurel	50 217	0,4	23 984	2,3	67,5	– 0,1
Les Maskoutains	82 899	4,7	24 506	– 0,2	76,2	– 0,8
Rouville	33 583	14,4	25 078	– 0,3	80,4	0,8
Le Haut-Richelieu	113 636	8,3	24 857	1,9	75,8	– 0,3
La Vallée-du-Richelieu	114 322	14,3	30 374	1,6	83,0	0,8
Longueuil	401 764	8,2	28 834	2,9	74,1	0,0
Lajemmerais	72 554	6,7	29 616	2,8	83,1	– 0,4
Roussillon	171 274	15,2	26 425	2,3	77,5	– 0,8
Les Jardins-de-Napierville	25 884	14,8	24 724	– 0,5	82,0	0,9
Le Haut-Saint-Laurent	24 655	– 3,8	20 251	3,2	61,4	0,2
Beauharnois-Salaberry	61 974	3,3	22 802	1,1	69,5	– 0,3
Vaudreuil-Soulanges	134 564	24,3	28 967	2,1	81,6	0,4

1. Taux d'accroissement annuel moyen.
2. À partir du 1er janvier 2010, la municipalité de Bromont est incluse dans la MRC de Brome-Missisquoi. Auparavant elle faisait partie de la MRC de la Haute-Yamaska. Par ailleurs, les données de population sont compilées selon le découpage au 1er juillet 2010 et les données du revenu disponible par habitant et du taux de travailleurs sont selon le découpage du 1er janvier 2009.

Coup d'œil sur le Centre-du-Québec

Superficie en terre ferme (2010) : 6 906,4 km²

Population (2010ᵖ) : 232 385 habitants

Pourcentage de la superficie en aires protégées (2010) : 2,3 %

Densité de population (2010) : 33,6 hab./km²

Principales municipalités et population (2010ᵖ) :

- Drummondville 70 827 hab.
- Victoriaville 42 649 hab.
- Bécancour 11 868 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Cultures agricoles et élevage
- Première transformation des métaux
- Fabrication de machines

Statistiques de la région du Centre-du-Québec

	Unité	2006	2007	2008	2009	2010
Population au 1er juillet[1]	n	225 928	227 286	228 561	230 078	232 385
Solde migratoire interrégional[2]	n	529	359	984	577	881
Accroissement naturel	n	611	669	739	764	689
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,787	1,815	1,965	1,950	1,912
Taux d'activité	%	67,7	67,4	67,1	66,2	61,4
Taux d'emploi	%	62,7	62,7	61,8	61,5	57,5
Taux de chômage	%	7,4	6,8	7,8	7,1	6,5
PIB par habitant	$	32 074	33 359	33 676	32 707	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	21 762	22 016	22 990	22 972	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	1 238,4	1 334,6	1 458,5	1 648,4	1 957,9
Taux de faible revenu des familles	%	7,9	8,5	8,5	..	..

1. Les données de 2007 à 2009 ont été révisées. Celles de 2010 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2010 s'étend du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010).
3. 2006-2009 : dépenses réelles; 2010 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC du Centre-du-Québec

	Population au 1er juillet 2010ᵖ		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2010 pour 1000	$	Variation 2009/2008	%	Écart 2009/2008
L'Érable	23 039	– 2,3	21 340	– 1,1	73,3	– 1,4
Bécancour	19 588	8,8	23 844	– 0,9	72,8	– 0,5
Arthabaska	69 268	9,2	23 659	1,9	74,7	0,1
Drummond	97 657	9,9	22 946	– 0,8	71,5	– 1,5
Nicolet-Yamaska	22 833	– 3,0	21 937	– 1,3	71,2	– 0,3

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui pour le Québec de demain

Publié annuellement, le *Panorama des régions du Québec* dresse un portrait socioéconomique des 17 régions administratives et des municipalités régionales de comté (MRC) et des territoires équivalents (TE) qui les comprennent.

L'édition 2011 contient :

- un dossier thématique, dont la matière varie avec les années suivant les sujets d'intérêt général. Pour cette troisième édition, M. Christopher Bryant, de l'Université de Montréal, commente les dynamiques des agricultures périurbaines autour de Montréal, afin d'avoir une meilleure compréhension des possibilités et des défis au service de la société métropolitaine;
- onze thématiques variées sont analysées d'après les plus récentes statistiques : démographie, marché du travail, comptes économiques, industrie manufacturière, investissements et permis de bâtir, mines, industrie bioalimentaire, conditions de vie et bien-être, utilisation des technologies de l'information, santé, ainsi que la culture et les communications;
- une section spéciale consacrée aux statistiques par MRC et TE dans laquelle nous analysons l'évolution de trois indicateurs clés, à savoir la population, le revenu personnel et le taux de travailleurs;
- un portrait statistique de chaque région administrative disponible en un coup d'œil.

Avec cette troisième édition de cette publication, l'Institut désire continuer à offrir un ouvrage de référence en matière d'analyses statistiques régionales au Québec et un outil d'aide à la prise de décision pour les différents acteurs régionaux.

Institut de la statistique Québec